

## Guide Arts et Spectacles

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14246 - 5 F.

JEUDI 15 NOVEMBRE 1990

Plaidant pour un maintien de l'Union devant un millier d'officiers

### Curieux « sommet » à Moscou

ON s'est habitué à bien des nouveautés en cinq ans de perestroïka en URSS, mais le seul intitulé des nouvelles qui parviennent de Moscou ces jours-ci a tout de même quelque chose de surréaliste : « accord entre la Russie et l'Union soviétique », « rencontre au sommet » entre leurs deux présidents... Tout indique qu'un nouveau chapitre des relations internationales s'est ouvert non pas seulement entre l'Est et l'Ouest, mais à l'intérieur même de l'ancienne superpuissance de l'Est.

De fait, la rencontre de plus de quatre heures que MM. Eltsine et Gorbatchev ont eue dimanche dernier marque la première tentative sérieuse de « négociation » entre la République de Russie et le pouvoir fédéral depuis le mois d'août. Or les versions qu'on ont données les deux protagonistes sont quelque peu confuses et contradictoires. Ainsi, l'accord « de principe » qu'avait cru pouvoir annoncer M. Eltsine sur la constitution d'un « gouvernement de coalition et d'union nationale » à la tête de l'Union ne signifie nullement, a précisé le porte-parole de M. Gorbatchev, le départ prochain de M. Rykov, le chef apparentement inamovible d'une bureaucratie fédérale qui est la première cible des libéraux.

DE même, les deux dirigeants sont restés dans le vague à propos des nouvelles « commissions » que vont constituer les deux pouvoirs pour délimiter leurs compétences respectives en matière économique. Comme aucune réforme économique digne de ce nom n'est envisageable sans que ce préalable ait été réglé, comme d'autre part, selon M. Eltsine, il faudra attendre que ces deux commissions se soient mises d'accord pour que la Russie ratifie le « traité d'union » en préparation, on peut s'attendre à de longs délais, alors pourtant que la nouvelle dégradation de l'économie (un durcissement du rationnement est en préparation dans les villes de Moscou et de Leningrad) exige plus que jamais des mesures d'urgence.

CELA dit, M. Gorbatchev peut s'estimer satisfait d'une rencontre qui marque, sinon la fin de sa querelle avec Boris Eltsine, du moins une trêve. Le président soviétique a obtenu de son partenaire et rival une déclaration d'allégeance à l'Union, et c'est aussi sa procédure qui a été choisie pour en définir les contours : la discussion du pacte fédéral se fera sur la base du projet que M. Gorbatchev va déposer dans quelques jours, alors qu'on pouvait s'attendre, il y a quelques semaines, à voir les Républiques ignorer le texte du centre pour passer directement entre elles les arrangements nécessaires.

De toute manière, la « question russe », qui a pris la relève des autres problèmes nationaux (la dépendance lituanienne, la préoccupation numéro un au printemps dernier, n'ont toujours pas commencé au fond), est d'autant plus importante que la première République de l'Union entend développer ses propres relations économiques avec l'étranger et que les investisseurs occidentaux ont besoin d'être rassurés sur l'utilité qui sera faite de leur aide. M. Eltsine est décidément incontournable.

### M. Gorbatchev évoque le risque d'un « bain de sang »

Recevant mardi 13 novembre un millier d'officiers, le président Mikhaïl Gorbatchev a averti qu'un « bain de sang » menaçait l'Union soviétique si l'unité économique et militaire du pays n'était pas préservée. Après avoir condamné les embryons d'« armées nationales » formées par certaines Républiques, il a invité les représentants de l'armée à « rejeter toute spéculation » sur d'éventuelles tentatives de coup d'Etat militaire.



Lire l'article de SOPHIE SEIHAN page 6

### La revanche du clergé polonais

Fort de son combat contre le communisme  
L'Eglise fait preuve d'un activisme qui inquiète jusque dans ses rangs

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Jeune homme, le père Henryk Jankowski rêvait de devenir militaire. Finalement, confia-t-il cet été, « j'ai revêtu un autre uniforme, la soutane : c'est la tenue de travail dans laquelle je sers à la fois le Seigneur et la Patrie » (1). Aujourd'hui, ce prêtre, devenu célèbre à travers l'épopée de Solidarité, en faisant de

sa paroisse de Sainte-Brigitte à Gdansk le refuge des grévistes des chantiers navals, ce « confesseur de Lech Walesa » qui roulait en Mercedes et chassait des moccassins blancs, est doublement combé puisqu'il remplit désormais les fonctions d'aumônier de la région militaire de Gdansk. Par un dimanche d'octobre, à l'occasion du six centième anniversaire de Sainte-Brigitte, le père Jankowski a pu ainsi convier,

dans la légendaire salle à manger de la sacristie où il accueillait en d'autres temps Margaret Thatcher et Ronald Reagan, tout le grain de l'armée polonaise après une messe de trois heures qui vit généraux et amiraux en grand uniforme monter en chaire pour donner lecture de l'épître.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 6

(1) Interview à Polityka, 21 juillet 1990.

Le gouvernement Rocard sur deux fronts

### • CSG : manifestations et débat de censure • Lycées : engagement de nouveaux crédits

M. Rocard devait réunir, mercredi 14 novembre en fin de journée, les ministres concernés par la crise lycéenne afin de décider du financement du « plan d'urgence » pour les lycées. Il en sera tenu compte dans le projet de loi de finances rectificative pour 1990 - dont l'Assemblée nationale débatera les 3 et

4 décembre - et dans le projet de loi de finances pour 1991. De leur côté, les syndicats FO, CGC et CGT organisaient à Paris des manifestations contre le projet de contribution sociale généralisée, discuté jeudi à l'Assemblée nationale et sur lequel le gouvernement est menacé d'être censuré le 19 novembre.

### Déficit démocratique

par Jean-Marie Colombani

Entre deux manifestations, l'une « classique » qui prend pour cible, le 14 novembre, la CSG, l'autre officiellement destinée à obtenir des « sous » pour les lycées, le 12 novembre, entre deux prestations présidentielles, l'une adressée le lundi aux lycéens (en gros, « allez-y les p'tits gars »), l'autre au pays, le mardi (« le gouvernement fait son devoir »), il reste à peine le temps de souffler, pour tenter de replonger brutalement dans le suspense d'une motion de censure qui paraissait politicienne et peu lisible.

Il y a quelques jours à peine (sauf pour les spécialistes du financement de la Sécurité sociale) et qui a pris soudain un tour plus menaçant. « L'économie française va bien, merci, et chaque année elle passe, elle semble aller de mieux en mieux » : rien de tel que la relecture du célèbre Financial Times - il n'y a pas si longtemps appelé à la barre des témoins à charge contre « l'expérience » socialiste - pour respirer un bon coup (le Monde du 6 juin). « Désormais vouée au gouvernement raisonnable de leaders responsables, la France est devenue une économie ouverte à monnaie forte » : voilà qui vous remet en forme !

Lire la suite page 12 - section B

Lire également

- « Les paradoxes de la CSG », par Jean-Michel NORMAND page 33 - section D
- « Malentendu pour quelques milliards », par Jean-Yves LHOMEAU
- « La Préfet et la rue », par Edwy PLENEL
- La recherche des bases d'une négociation par Gérard COURTOIS Pages 12 à 14 - section B
- « La vague de la démocratie au lycée », par Philippe BERNARD et Christine GARIN page 15 - section B

### Le gang des ripoux lyonnais

L'institution policière est secouée par une nouvelle affaire : un gardien de la paix, deux inspecteurs et deux enquêteurs, arrêtés lundi 12 novembre à Lyon, sont soupçonnés d'avoir été les piliers d'un gang de malfaiteurs qui aurait commis une certaine d'attaques à main armée dans la région lyonnaise.

Lire l'article de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX page 16 - section B

### L'industrie redécouverte

Sept fédérations patronales ont organisé mercredi 14 novembre à Paris une convention sur « le nouvel impératif industriel » en présence du premier ministre et du ministre de l'Industrie. Cette manifestation démontre qu'après avoir été longtemps négligée, l'industrie - et la politique industrielle - redevenaient peu à peu prioritaires.

Lire l'article d'ÉRIC LE BOUCHER page 34 - section D

### Otello perdu dans le décor

Carton-pâte et débauche de figurants  
pour le « drame intime » de Verdi, à la Bastille

Les meilleures scènes lyriques, les opéras les mieux rodés, savent ce qu'ils risquent aujourd'hui à monter Otello de Verdi : la ruine, pour commencer. Car il n'existe guère que trois témoins dans le monde - l'Espagnol Plácido Domingo, le Russe Vladimir Atlantov, l'Italien Giuseppe Giacomini, de plus modeste stature - qui puissent aujourd'hui rivaliser avec un Del Monaco ou un Vickers. Encore ces grands ténors du passé n'ont-ils ni l'un ni l'autre épuisé les difficultés d'un rôle vocalement inhumain et théâtralement trop humain : celui d'un grand fauve au sommet de son pouvoir et dont le pouvoir même est la secrète blessure.

Mais les parties difficiles n'effraient pas, comme on sait, les amateurs du nouvel Opéra parisien, dont le rodage se poursuit pourtant. Quand on a essayé les plâtres avec Bertioz et ses impossibles Troyens, on dut penser le président Pierre Bergé et l'administrateur général Georges-François Hirsch, on ne va pas se

laisser intimider par Verdi et son Maure léonin, même si un metteur en scène de la taille de Peter Stein s'y est dernièrement cassé les dents. Timide, la production de la Bastille ne l'est pas, effectivement. Elle démarrait en grande pompe mardi 13 novembre par un gala de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris ; le président de la République s'est discrètement glissé au parterre avant le quatuorème acte pour assister au dénouement en compagnie de Felipe Gonzalez, échappé du sommet franco-espagnol ; Plácido Domingo a montré qu'il suffit de jouer à Plácido Domingo pour faire un triomphe : Kallen Espérian fut presque émouvante (enfin !) au seuil du trépas ; Petrika Ionesco, qui devrait se spécialiser dans la mise en scène d'opérettes à Las Vegas, n'a pas reçu les tomates qu'il méritait.

ANNE REY

Lire la suite page 17 - section B

### La crise du Golfe

Large débat aux Etats-Unis sur le recours à la force

### Olivetti supprime 7 000 emplois

La crise de l'informatique européenne

### L'aéronautique et la baisse du dollar

Menaces sur les recettes des industriels français

### Fronde des dirigeants d'A2 et de FR3

Les responsables des chaînes publiques s'estiment paralysés par la tutelle politique

### PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

Les immeubles dans le square  
Menaces sur le jardin public du 10<sup>e</sup> arrondissement

Sur le vil et le sommaire complet se trouvent page 44 - section D

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 50 p.; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,60 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,25 \$.



## DÉBATS

Corse

## « Peuple » contre peuple

par Alfred Grosser

« Le peuple corse, composé du peuple français » ? On peut imaginer une différenciation encore plus accentuée que celle du projet de loi. Relisez la formule que Napoléon a employée dans son testament pour exprimer le vœu que ses cendres reposent sur les bords de la Seine : « Au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé. » Ne lui appartenait-il donc pas ?

Mais il ne convient pas d'ironiser. Pour résoudre le problème corse, en particulier pour faire cesser le terrorisme par des concessions substantielles, doit-on se résigner à mélanger, à confondre deux conceptions du mot peuple ? Et à valoriser ainsi celle qu'on rejette à bon droit par ailleurs ?

Quand nos Constitutions — celle de 1958 comme celle de 1946 — commencent par la formule « Le peuple français », ce peuple est constitué par l'ensemble des citoyens et par eux seuls. On peut déplorer cette restriction et souhaiter que le nombre de droits réservés aux nationaux se restreigne encore davantage. Mais c'est bien de citoyenneté qu'il s'agit aussi ici : quelques jours en Allemagne lorsque

le Tribunal constitutionnel a annulé une loi régionale donnant le droit de vote aux résidents étrangers pour les élections municipales. Le Tribunal a précisé que l'esprit d'ouverture ne pouvait se traduire que par la multiplication des naturalisations.

Ou bien, s'il s'agissait de la Communauté européenne, par une révision de la Constitution. Une Communauté éditée à partir du traité de Rome, dont le préambule commence par la formule : « Déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens... » Ici encore la notion de peuple s'applique à des ensembles de ressortissants nationaux.

## Deux risques considérables

L'autre définition correspond à un adjectif allemand intraduisible et à l'emploi historique détestable. *Völkisch* se réfère à la conception purement ethnique du peuple, à une communauté des origines, du sang, plus que de l'appartenance par l'éducation et le droit. Une conception qui peut encore avoir des applications concrètes. Ainsi un Soviétique

de dont la grand-mère a fait partie des Allemands de la Volga est-il pleinement allemand dès son arrivée en Allemagne, même s'il ignore la langue, tandis que le jeune Turc né en Allemagne et pleinement germanophone a bien des difficultés pour accéder à la citoyenneté.

Il peut certes exister, au sein de la République française, telle ou telle « communauté historique et vivante ». Même si les régions n'ont pas été créées en fonction de telles communautés, il est sans doute légitime que celles-ci aient les moyens juridiques d'assurer leur survie. Et pas seulement en fonction d'une insularité, comme dit le projet de loi, qui constituerait une faiblesse spécifique aux yeux de nombreux Basques, de Bretons, d'Alsaciens. Mais appeler « peuples » ces communautés, c'est accepter de courir au moins deux risques considérables.

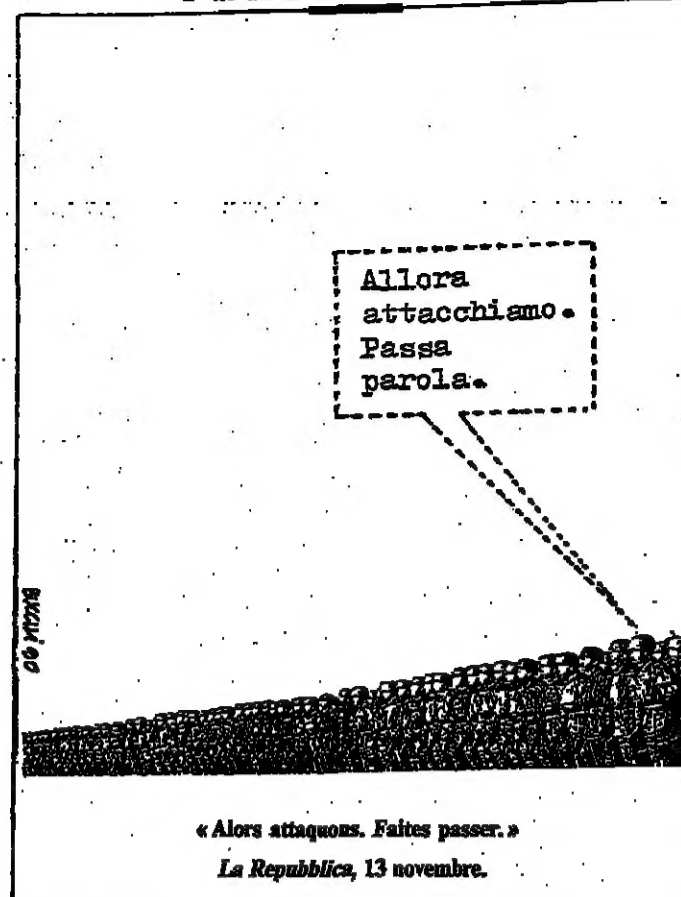
Le risque de faire naître des particularismes d'exclusion. Comment se définirait l'appartenance au peuple corse ? Par l'appartenance de la mère, comme pour le peuple juif défini en Israël ? Par la naissance ? Les pieds-noirs arrivés en Corse en 1962 font-ils partie du peuple corse

en fonction de l'origine corse qu'ils avaient ou non antérieurement en Algérie ?

Le risque aussi de limiter le développement régional positif que la loi sur la décentralisation a mis en route. Des voix commencent enfin à se faire entendre pour que la puissance traditionnelle du département soit de plus en plus transférée à la région, puisque le département est devenu trop petit, à l'échelle de la France et plus encore à l'échelle de l'Europe communautaire. On ne peut donc pas en outre se contenter de plus en plus en charge l'avoir au moins matériel de nos lycées que si ces régions ne sont pas fondées sur des spécificités constitutives d'autant de « peuples ». Que la dictature parisienne, que l'accumulation des privilèges parisiens ne soient pas l'équivalent de l'indivisibilité de la France, voilà ce dont on ne peut convaincre en conscience que s'il n'y a pas éclatement du peuple français en peuples ethniquement définis.

La Corse, pas particulière ou créant pas de précédent ? Peut-être. Mais si d'autres, ailleurs, s'inspirent demain de la violence apparemment victorieuse dans l'île de Beauté ?

## TRAIT LIBRE



Allora  
attacciamo.  
Passa  
parola.

« Alors attaquons. Faites passer. »  
La Repubblica, 13 novembre.

## Consommation

## La publicité qui lave plus blanc

par Pierre Marleix

LES annonceurs et les publicitaires s'emploient par tous les moyens à faire échouer au projet de M<sup>me</sup> Véronique Neiertz d'introduire en France la publicité comparative.

La publicité comparative est proposée à ceux qui auront la liberté d'en user, selon la déontologie qu'ils peuvent contribuer eux-mêmes à élaborer. Rejetant la confiance qui leur est ainsi faite, ils tiennent le procédé pour pervers. « La véritable information du consommateur doit être une information complète et objective », est-il préconisé dans l'avis du collège professionnel du Conseil national de la consommation qui en tire l'argument de fond toujours ressassé pour rejeter la publicité comparative : « qui est obligatoire, partielle et subjective ». Or nul ne conteste que la véritable information du consommateur est complète et objective s'il existe qui du fait même des professionnels. Curieuse et spacieuse dialectique !

Plus sérieux est l'argument selon lequel la citation de la marque concurrente peut lui causer de graves dommages à partir de références trompeuses et déloyales. A quel il est permis de faire observer ceci :

L'admission de la publicité comparative avec citation de marques ne ferait obstacle ni au maintien de l'article 422-2 du code pénal relatif au droit des marques, ni à l'application de l'article 1382 du code civil en cas de publicité comparative dénigrante, ni à l'application des dispositions de l'article 44 de la loi Royer sanctionnant la publicité mensongère.

Ce sont des produits bien déterminés qui font l'objet de comparaisons et non leurs marques, et l'objectif est de valoriser un produit en insistant sur ses caractéristiques et non de dénigrer le produit concurrent, à plus forte raison sa marque de fabrique, à une telle

démarche ne présente aucun intérêt commercial : elle est suicidaire ; les contentieux significatifs qui peuvent exister à l'étranger en matière de publicité comparative portent sur des produits et non sur des marques ;

La marque constitue un élément du patrimoine particulièrement fragile : 80 000 marques sont déposées chaque année en France ; très peu survivent : ce n'est pas le fait de la publicité comparative ;

La marque ne peut prétendre, dans une économie de concurrence, à un droit inconditionnel de survie : ce sont les qualités de ses produits, leurs performances, leur prix qui assurent son rayonnement et non une protection illusoire contre les offensives de ses concurrents ;

Les marques sont actuellement beaucoup plus menacées par la publicité des lors qu'elle est générale et vise un ensemble anonyme de produits et de services : tous les superlatifs : « le meilleur », « le plus performant », « le plus économique », « le moins cher », « la lessive qui lave plus blanc et qui protège le mieux l'environnement » constituent autant de dénigrement collectifs qui induisent le consommateur en erreur et sont difficilement sanctionnables ; le recours de plus en plus fréquent à ce type de message publicitaire avec la montée des moyens mis en œuvre appelle des solutions d'assainissement liées à l'admission de la publicité comparative.

Pierre Marleix, secrétaire général de l'association FO consommateurs, a été le premier président de l'Autorité des essais comparatifs (ADEC).

## Maghreb

## Lettre à un ami marocain

par Jacques Chancel

JE me souviens du temps où de chères idées, écartées de prétention, agitaient une ignorance crasse sur les événements de l'Extrême-Orient. Ces glorieuses du privilège, somnambules des dîners en ville, se réjouissaient alors de l'entrée bienheureuse des troupes communistes dans l'univers féodal, vermillon de Saïgon. L'horreur à-bas remplacait la concubine, une certaine *intelligence* (1) se trompait de réalité mais s'amusa à phrases. Désordonnée dans ses sentiments, elle trébuchait sur les mots. Le n'importe quoi lui tenait lieu de sémantisme, vieille habitude, étrange continuité, elle adorait Staline, elle caressait Castro, elle visitait Ceausescu, elle oubliait Pol Pot, elle encourageait Khomouy, elle avait des tyrans pour prophètes.

Les temps n'ont point changé, il lui reste des héritiers qui plaident aujourd'hui pour Saddam Hussein ; comme toujours, elle parle au nom de la France, encombrée de tous ses gourous, et bémollement notre pays, par mimétisme, se prend d'amour pour tous ses ennemis. Sans y prendre garde, nos frères d'ailleurs, ne comprennent plus rien à nos étranges battements de cœur. Ainsi, le Maroc, qui est à l'origine, aux étonnements, partagé entre la tendresse ancienne, l'amertume, nouvelle, comme revenu, au rythme des injures de quelques-uns, au temps du colonialisme. Les coups portés à la famille régnante, à la trilogie « Dieu, la patrie, le roi » consacrée par mille deux cents ans d'existence de l'Etat, ressemblent bizarrement à ceux qui firent la grande crise de 1953. On ne laisse pas des amis dans le malheur, c'est la triste loi du peuple, sa colère muette plus forte que les déclarations officielles. Identifié — qu'on le veuille ou non — à son souverain, le Maroc ne saurait se satisfaire de paroles de pacotille ou de vagues promesses de

réconciliation. Il a été frappé au plus profond, par la rumeur tant que par l'insulte, tous ceux qui ont combattu pour la France, sa libération sont — et je ne l'imagine pas ainsi — atterrés, à ce point de rupture où l'agressivité retrouvée peut écraser l'ami.

C'est stupide, idiot, indigne. Nos grands inquisiteurs ne se sont jamais révoltés à l'heure cruelle des goulags, on a laissé massacrer des millions de Cambodgiens sans qu'il y ait le moindre cortège entre Bastille et Nation, on a fait silence sur l'Algérie où les derniers morts n'ont jamais pu laisser passer un cri. Il faudrait se souvenir de ce mot de Degas qui connaissait bien sa palette : « Quand on ne sait pas, ce n'est pas difficile. Mais quand on sait... » Y aurait-il une mode des bonnes causes et des mauvaises ? Cruelle dérive. Entendons-nous. Ce n'est pas un livre qui est source du différend, ce serait faire hommage à l'auteur, pamphlétaire fort habile aux coups assassins. C'est plus une coquetterie de circonstance, une manipulation sournoise menée par des industriels attachés à ne pas voir le Maroc, nation arabe, se réparer avec la France et les Etats-Unis dans les sables du Golfe.

## Le grand territoire de la francophonie

De grâce, ne blessions pas les exceptionnelles relations entre nos deux pays, ne coupons pas les routes du paysage superbe de la coopération. Le Maroc est avec le Québec le grand territoire de la francophonie et mieux encore le bastion le plus avancé de l'Europe. S'il faut frapper, choisissons nos ennemis, nous n'en manquons pas. On sait où vivent les vrais criminels, où s'endurcissent les terroristes de l'intégrisme à tout crin. Ayant dit cela, je voudrais tout de même rassurer mes amis marocains trop enclins à suivre aujourd'hui les vents mauvais de la rumeur médiatique. Je l'écris gravement, il n'y a jamais eu de complot français contre vous, aucune action orchestrée ou souhaitée par mes compatriotes ; plutôt et dangereusement,

j'en conviens, une litane de faits vus en désordre et qui, réunis, s'avancent comme une machination.

Nous vous savons en symbiose avec notre culture, nous n'ignorons rien de ce que fut la Marche verte, cette épopée des temps modernes, personne n'a oublié que votre roi, chef d'Etat musulman, descendant du prophète, commandeur des croyants, a eu l'audace et la générosité d'accueillir le pape, ainsi que Shimon Pérès, ministre d'Israël, faisant ainsi la preuve qu'il y a possibilité de partage entre les trois grandes religions du monde, loin des extrémismes. Nous voulons croire que, comme hier, les enfants du Maroc pouront, neuf années durant, poursuivre leur scolarité en français. Je ne fais pas l'impasse sur ce qui est l'essentiel des attaques du moment. Depuis longtemps je milite pour des lendemains plus heureux, le roi et Georges Kléman peuvent en témoigner, je sais que, bien sûr, si les flèches occidentales rentrent dans leur carquois — la famille Oufkir disposera du grand large. J'attends avec impatience.

Il y a trente-cinq ans, à Saint-Germain-en-Laye, au lendemain de son exil, Mohammed V recevait François Mauriac qui demandait :

« Pensez-vous que le peuple marocain pourra retrouver ses sentiments d'amitié à l'égard de la France ? »

— Je n'en doute pas, répondit le sultan. Je serai là pour demander à mon peuple de reprendre cet ancien attachement.

La même question doit être posée aujourd'hui à Hassan II. Je crois entendre la réponse, je veux espérer.

Jacques Chancel est directeur d'antenne de FR3.

(1) Ne jamais confondre l'intelligence, sorte ordinaire, et les intellectuels, masses glorieuses.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : 50 ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-23

Imprimeur : Le Monde

11, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-23

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-23

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-23  
Tél. : 206.806 F

## Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Orléans,  
directrice du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F  
Tél. 45-55-04-70 - Société Générale  
de presse et de médias

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-23  
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25

Tarif FRANCE

3 mois 400 F 572 F 790 F

6 mois 780 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 400 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 40-65-25-25

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

## BULLETIN D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les virements en capitales d'imprimerie. (1) Paris

Minerrand estime

Plus d'opposition plus

Le danger d'une int

Les trois militaires franc

dans une zone neutre au



## LA CRISE DU GOLFE

### M. Mitterrand estime qu'on approche « dangereusement » du point critique

M. Mitterrand a estimé mardi 13 novembre, lors de la conférence de presse qui clôture le sommet franco-espagnol, qu'on approchait « dangereusement » du point critique dans la crise du Golfe, tout en souhaitant que celui-ci ne soit pas encore « dépassé ». « Il est absolument nécessaire que l'Irak débloque sa politique de refus sur l'ensemble des problèmes qui lui sont posés, particulièrement sur l'évacuation du Koweït, s'il souhaite éviter que les cinq membres du Conseil de sécurité n'en viennent à débattre d'ici peu d'une résolution (...) qui aboutirait à une intervention par la force », a-t-il ajouté.

Sur la proposition du roi du Maroc de tenir un sommet arabe extraordinaire, M. Mitterrand a souhaité qu'il soit « possible de réunir les pays arabes dans une démarche commune pour le règlement de ce conflit » conformément aux résolutions votées par le Conseil de sécurité des Nations unies. Mais il a jugé qu'« il ne semble pas que le climat et les circonstances s'y prêtent pour l'instant, ce qui est bien dommage ».

Les Etats-Unis ont affirmé mardi pour leur part qu'une rencontre comme celle proposée par le roi Hassan II avait toutes les chances de ne pas être productive. « Il ne semble pas y avoir beaucoup de

raisons d'être optimiste », a déclaré à ce propos le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater. Pour sa part, M. Gorbatchev a envoyé mardi deux émissaires dans plusieurs pays arabes afin qu'ils évaluent le soutien de ces pays à la proposition du roi d'organiser un sommet arabe extraordinaire pour résoudre la crise.

Le premier est M. Vladimir Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères, qui est arrivé mardi soir à Rabat. Il se rendra également en Libye, en Algérie et en Tunisie. Le deuxième émissaire, M. Alexander Belogonov, également vice-ministre des affaires étrangères, se rendra en Egypte, au

Yémen, en Arabie saoudite et dans les Emirats arabes unis. M. Saddam Hussein a, de son côté, dépêché le premier vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, à Rabat. Cette visite semble indiquer que le chef de l'Etat irakien prend au sérieux l'initiative marocaine. Un autre émissaire de Bagdad, le vice-premier ministre Saadouni Hammadi, s'est rendu à Tripoli et en Tunisie. Enfin, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, est arrivé mercredi matin à Bagdad, où il doit examiner avec les responsables irakiens l'application de la résolution 598 de l'ONU, les relations bilatérales et la crise du Golfe. (AFP, Reuters, AP.)

Après la tournée du chef de la diplomatie chinoise

### Pékin ne s'opposerait plus au recours à la force

**PEKIN**  
de notre correspondant  
Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, s'est refusé à tout commentaire improvisé, mardi 13 novembre, à Pékin à l'issue de sa tournée dans le Golfe au cours de laquelle il a eu, selon les termes consacrés marquant un désaccord irréductible, des « discussions sérieuses, sincères et franches » avec M. Saddam Hussein. « Bien que les Irakiens aient formulé leurs propres vues, ils ont écouté attentivement les nôtres », s'était auparavant contenté de déclarer le chef de la diplomatie chinoise à l'agence Chine nouvelle.

Les vues de la Chine restent que « l'invasion du Koweït est une violation des principes régissant les relations internationales et ne peut être tolérée par la communauté

internationale ». Le « tour de piste » de M. Qian dans le Golfe se conclut donc sur la constatation attendue qu'une éventuelle résolution des Nations unies autorisant l'usage de la force contre l'Irak, la Chine ne peut plus opposer le veto auquel lui donne droit sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, en tout cas dans l'hypothèse d'une opération militaire dont l'objectif serait clairement limité à forcer M. Saddam Hussein à négocier.

La seule marge de manœuvre dont pourrait jouir Pékin semble être réduite à l'abandon.

La Chine avait pris soin de présenter le voyage de M. Qian comme une sorte de tentative de la dernière heure en vue d'éviter une guerre, dépourvue de propositions concrètes ou d'espoirs de médiation. En foi de quoi elle peut aujourd'hui se prévaloir d'un

double succès ponctuel : elle a, d'une part, limité la casse diplomatique dans le tiers-monde et dans le monde arabe en cas de conflit.

C'est pour la même raison que la presse chinoise se montre implicitement critique de la décision du président Bush de renforcer le dispositif militaire américain dans le Golfe. Elle continue de mettre l'accent sur tout ce qui peut traduire les réticences occidentales ou soviétiques à une action prématurée de Washington.

D'autre part, Pékin a sensiblement redoré son blason en Occident en apparaissant à nouveau sur la scène mondiale comme un partenaire important des Grands et décidé à coopérer. Ce qui ne peut que faciliter la reprise des échanges dont son économie a un besoin vital.

FRANCIS DERON

Aux Etats-Unis

### Le débat sur une intervention armée s'amplifie

Le débat sur un éventuel recours américain à la force contre l'Irak s'est amplifié mardi 13 novembre aux Etats-Unis. Deux des principaux « partisans » du président George Bush, Robert Dole, chef de file de la minorité républicaine au Sénat, et Richard Lugar, numéro deux républicain de la commission sénatoriale des affaires étrangères, ont publiquement appelé M. Bush à convoquer spécialement le Congrès, qui est en vacances jusqu'en janvier.

Cet appel intervient alors que le soutien à la stratégie du président dans la crise du Golfe s'affaiblit dans les sondages et qu'un nombre croissant de membres du Congrès affirment ne pas avoir été consultés sur la décision de M. Bush, jeudi dernier, de passer d'un dispositif défensif dans la région du Golfe à un dispositif permettant d'attaquer si nécessaire. M. Dole a

estimé nécessaire « une déclaration exprimant le soutien [du Congrès] à l'administration et la volonté d'utiliser toute ressource nécessaire pour remplir la mission fixée ». M. Lugar a déclaré vouloir « une autorisation d'agir pour le président ».

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a confirmé que M. Bush devait discuter de la crise du Golfe mercredi avec les chefs de file du Congrès, comme il l'avait déjà fait il y a deux semaines. Mais la Maison Blanche a à plusieurs reprises, la dernière fois lundi, clairement indiqué qu'en cas de provocation le président Bush prendrait sa décision sans en référer au Congrès. M. Fitzwater a également estimé que le peuple américain soutenait le président, en dépit d'un sondage USA Today qui donnait mardi 31 % d'opinions favora-

bles à la stratégie de la Maison Blanche dans la crise du Golfe, contre plus de 60 % en août dernier.

M. Bush passera la fête de Thanksgiving, le 22 novembre, avec des troupes américaines près de la base de Dahrhan, dans l'est de l'Arabie saoudite, et probablement sur un navire de guerre américain dans le Golfe, ont annoncé mardi des responsables américains. M. Bush arrivera en Arabie saoudite le 21, après avoir assisté à la réunion de la CSCE à Paris, et rencontrera le même jour en soirée à Djeddah (ouest du pays) le roi Fahd ainsi que l'émir en exil du Koweït, Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah. Le président américain doit quitter l'Arabie saoudite le 22 pour Le Caire, où il s'entretiendra avec le président égyptien Hosni Moubarak et d'où il repartira pour Washington le lendemain. (AFP.)

### Plus de cent officiers ont été exécutés en Irak pour avoir refusé d'envahir le Koweït

Six généraux et 120 officiers irakiens ont été exécutés début août en Irak pour avoir refusé d'envahir le Koweït, selon un capitaine déserteur de l'armée irakienne réfugié en Turquie début septembre et hébergé depuis dimanche dans un hôtel de Van (dans l'est du pays). Cent trente réfugiés irakiens, dont cent déserteurs, sont consignés dans cette ville en attendant qu'Ankara décide de leur statut.

« Six généraux trois étoiles ont été pendus pour avoir refusé la guerre et 120 officiers ont été fusillés pour avoir refusé d'envahir le Koweït », a affirmé à la presse, mardi 13 novembre, ce capitaine de vingt-six ans qui a demandé à garder l'anonymat. Affirmant ne pas savoir quand exactement les généraux avaient été pendus, il a déclaré que les 120 officiers avaient tous été fusillés le même jour, le 2 août, date de l'invasion de l'émirat. (A Bagdad, l'agence officielle Ina a démenti ces informations, les qualifiant de « mensonges »).

Arrivé, selon lui, le 5 septembre en Turquie après avoir franchi

clandestinement la frontière irakoturque, ce capitaine a affirmé avoir déserté à l'occasion d'une permission alors qu'il servait au Koweït. « Des centaines de civils ont été tués » dans l'émirat, a-t-il ajouté. « Les ordres étaient de tuer toute personne s'opposant à l'invasion », a-t-il dit, faisant état de nombreux viols. Estimant que la moitié de la population irakienne dit « non à la guerre », il a fait état de pénurie alimentaire, notamment au Koweït.

#### « Razzias » chez l'habitant

« Une cinquantaine de soldats irakiens ont été tués chaque jour à Koweït par des tireurs embusqués et la résistance koweïtienne en août », a pour sa part affirmé un autre déserteur. Agé de trente-deux ans, réfugié en Turquie depuis « début septembre », artiller, ancien de la guerre Iran-Irak, il a également affirmé avoir déserté à l'occasion d'une permission alors qu'il se trouvait au Koweït. Comme le capitaine, il a passé la frontière à pied, aidé par des passeurs kurdes qu'il a payés.

Il a indiqué que d'autres Kurdes avaient reçu des laissez-passer de Bagdad pour faire entrer des vivres par la frontière turco-irakienne, difficilement contrôlable, ou par l'Iran.

Une jeune recrue de dix-neuf ans, également déserteur mais qui n'a pas utilisé les services d'un passeur, a perdu deux camarades lors du franchissement de la montagne. L'un d'entre eux a été tué et l'autre fait prisonnier par les militaires irakiens, a-t-il dit, sans préciser la date de son passage.

Un lieutenant, qui avait été démobilisé après la guerre Iran-Irak, a assuré avoir refusé de rejoindre son unité au moment de l'invasion du Koweït. Agé de trente-deux ans, sociologue à Bagdad, il a indiqué n'avoir pu désert pendant la guerre contre l'Iran sous la menace, « étant alors soutien de famille ». Tous les réfugiés interrogés par l'AFP ont, d'autre part, mentionné des « razzias » de l'armée irakienne chez l'habitant pour se servir, les soldats n'étant pas approvisionnés par l'entendances. (AFP.)

« Aujourd'hui, nos petits derniers portables ont mis de la couleur sur leurs écrans. »

Les gros micros ne vont plus voir la vie en rose.



### Les trois militaires français se seraient trouvés dans une zone neutre au moment de leur capture

L'inspecteur général de l'armée de terre, le général Jean-Claude Coulon, doit rendre compte mercredi 14 novembre à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, des premières conclusions de son enquête sur la capture, le 29 octobre, de trois militaires français par l'Irak, qui les a restitués le lendemain au chargé d'affaires de la France à Bagdad. Les trois hommes, un officier et deux sous-officiers, appartiennent au 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes, une unité de recherche du renseignement, normalement stationnée à Dieuze (Moselle), et partiellement déployée en Arabie saoudite pour des missions de reconnaissance au profit du commandement du dispositif « Daguet ».

Selon des informations de source militaire, le rapport du général Coulon n'établirait pas formellement la position exacte de la patrouille au moment de sa capture. Les trois hommes n'avaient pas de moyens de navigation très sophistiqués. Le doute semble persister sur leur position, qui pourrait se situer dans une zone neutre longe de 150 kilomètres et large de 80 kilomètres, aux confins de l'Arabie saoudite avec l'Irak et le Koweït.

Cette zone est l'un des rares endroits de la région non matérialisée par des bornes-frontières. A quelque distance de là, il existe des buttes de bois, parfois hautes de

4 mètres, mais, en la circonstance, il n'y en avait pas à cet endroit devant la patrouille, qui s'est trouvée non loin d'un poste irakien, qu'elle pouvait, de son propre aveu, voir à la jumelle.

#### Réaction tardive

L'enquête de commandement ferait état d'une réaction tardive du lieutenant-colonel commandant le détachement du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes en Arabie saoudite pour rendre compte de la situation de ses hommes. La patrouille a été interceptée le 29 octobre, et ce n'est que le lendemain, en fin de journée, que le chargé d'affaires de la France à Bagdad, invité à récupérer les trois militaires, a pu prévenir Paris.

Le « patron » local du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes a attendu, près de trente-six heures, pour rendre compte au commandement du dispositif « Daguet ». Ce faisant, il a appliqué, semble-t-il, des pratiques en usage en Centre-Europe où ce genre de patrouille, chargée du renseignement, en avant de la 1<sup>re</sup> armée, qui, elle, serait engagée, n'est pas obligée de rendre compte de son action sur le terrain si rien ne le justifie. Un délai de deux jours, voire plus, peut s'écouler avant que la patrouille lâchée en pleine nature ne donne l'alerte ou

signé de vie. On reconnaît de source militaire proche de l'enquête que le lieutenant-colonel n'était pas tenu par ses consignes de rendre compte immédiatement de l'activité de sa patrouille dans la journée du 30 octobre. C'est la raison pour laquelle le rapport définitif de l'enquête du commandement pourrait proposer au ministre de la défense d'adapter les règles de comportement du 13<sup>e</sup> régiment parachutiste à la situation propre à l'Arabie saoudite.

Au ministère de la défense, on reproche principalement aux trois hommes, dans cette affaire, leur manque de discrétion, qui leur a fait ne pas prendre toutes les précautions utiles pour se dissimuler à l'observation des Irakiens pendant leur mission. Dès réception du rapport définitif d'enquête, M. Chevènement prendra ou ne prendra pas les sanctions administratives que pourrait mériter cette équipe de trois hommes spécialisés, en principe, dans la recherche de renseignements sensibles en zone hostile. Leur rapatriement en France et la publication par la presse de leur photo constituent déjà une punition en soi, surtout si — comme on le laisse entendre — l'officier et ses deux sous-officiers devaient être mutés de régiment l'été prochain. JACQUES ISNARD

BULLETIN D'ABONNEMENT



## LA CRISE DU GOLFE

## Les « marines » vont effectuer des manœuvres de débarquement près de la frontière du Koweït

Le Pentagone a annoncé mardi 13 novembre que des manœuvres de débarquement de « marines » auraient lieu prochainement en Arabie saoudite, à proximité de la frontière du Koweït. Le Pentagone a cependant démenti l'informa-

tion publiée par le quotidien *Washington Times*, selon laquelle elles auraient lieu à 15 kilomètres de la frontière, affirmant que « le plus gros » de cet exercice se déroulerait plus au sud de cette limite et qu'il n'était pas destiné à provo-

quer Bagdad pour déclencher une guerre dans le Golfe.

Rappelant que cet exercice était « prévu depuis un certain temps », le porte-parole s'est refusé à commenter l'hypothèse, avancée par le journal américain, selon laquelle les navires de guerre chargés de transporter ou d'assurer la couverture des « marines » seraient à portée des missiles irakiens *Silkworm* (de fabrication chinoise).

Environ deux mille « marines » participeraient à ces manœuvres.

En Arabie saoudite

## Les femmes interdites de volant...

Le gouvernement saoudien a décrété mardi soir 13 novembre qu'il est strictement interdit à toutes les femmes de conduire des voitures en Arabie saoudite et a averti que les contrevenantes seront sanctionnées. Cette mesure s'applique aussi bien aux « citoyennes saoudiennes qu'aux résidentes étrangères », a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Cette décision intervient à la suite d'une manifestation la semaine dernière à Ryad d'une cinquantaine de femmes qui avaient brisé le tabou qui les empêchait de conduire dans le royaume. Ces

manifestantes réclamaient le droit de pouvoir se mettre au volant. (Le Monde du 14 novembre). Jusqu'à présent, aucune loi ni aucun texte n'interdisait aux femmes de conduire en Arabie saoudite, mais la police de la commune et des traditions était tel qu'aucune femme ne se risquait jamais à conduire dans le pays.

On ignore si les femmes saoudiennes stationnées en Arabie saoudite depuis le début de la crise du Golfe sont concernées par le communiqué du ministère de l'Intérieur. — (AFP)

## Un soldat français tué

Un soldat français a été tué et deux autres militaires — un Français et un Américain — ont été blessés mardi en Arabie saoudite au cours d'une présentation de matériel faite par l'armée américaine à une équipe française. Le maréchal des logis chef Jacques Burgart, marié et père de deux enfants, est mort sur le coup. Le même jour, un avion Jaguar britannique s'est écrasé au cours d'un vol de routine à 150 kilomètres au sud de Bahrein; son pilote a été tué. — (Reuters, AFP, AP, UPI)

Le sort des otages

## Les déconvenues de l'ancien premier ministre danois

COPENHAGUE

de notre correspondant

L'ancien premier ministre social-démocrate danois Anker Jørgensen, « en voyage privé » à Bagdad, s'y est laissé piéger de belle manière, s'enfonçant dans une situation ambiguë dont il aura sans doute le plus grand mal à se sortir honnêtement. Les dirigeants irakiens lui ont, en effet, présenté une série de conditions pour lui permettre de ramener dans ses bagages les trente-huit otages danois candidats au retour. Ils réclament : l'envoi d'une cargaison de médicaments, le déblocage des comptes irakiens et koweïtiens gérés au Danemark, l'abandon par Copenhague de sa participation à l'embargo décidé par l'ONU et enfin la visite à Bagdad d'une autre délégation politique danoise de haut rang pour négocier plus avant.

M. Jørgensen n'a évidemment rien pu promettre de ce genre, sauf l'envoi de médicaments, dont le Croix-Rouge danois a accepté de se charger après avoir vidé en partie sa caisse réservée aux « secours en cas de catastrophe ». M. Jørgensen a dû, en outre, remettre aux autorités irakiennes une liste des otages établissant un ordre de priorité pour leur rapatriement.

C. O.

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : pour apaiser sa droite

## Le gouvernement a fait arrêter trois dirigeants palestiniens modérés

En faisant arrêter, mardi 13 novembre, deux personnalités nationalistes palestiniennes parmi les plus connues — et à la réputation de modérés solide — le gouvernement de M. Itzhak Shamir a sans doute voulu calmer les éléments les plus à droite de sa majorité.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Autant qu'à un coup de filet, l'affaire ressemble à un « coup politique ». Ce sont ceux-là — Ariel Sharon en tête — qui réclament une répression accrue et dénoncent quotidiennement l'impunité des représentants de l'OLP à Jérusalem — face à ce qu'ils perçoivent comme une dégradation de la situation dans la ville sainte et dans les territoires occupés. A quarante-huit heures du deuxième anniversaire de la « déclaration d'indépendance » décrétée par l'OLP à Alger, le 15 novembre 1988, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a ainsi choisi de s'en prendre à des Palestiniens travaillant à Jérusalem et passant pour être proches du Fatah — le courant central de l'OLP — en la personne de Radwan Abou Ayache (quarante ans) et Ziad Abou Ziad (cinquante ans).

Familiers de toute la presse israélienne et des correspondants étrangers, M. Abou Ayache préside le syndicat des journalistes palestiniens et M. Ziad Abou Ziad dirige un hebdomadaire palestinien en hébreu, *Geshet* (« le Pont »). Participants réguliers à nombre de manifestations pacifistes israéliennes, les deux hommes ont déjà fait l'objet de critiques de la part des militants nationalistes de la base, qui leur reprochent des positions trop « modérées ». L'un et l'autre n'ont cessé de prêcher la coexistence avec Israël et ont fréquemment dénoncé la violence.

## « La guerre des poignards »

Ils ont été condamnés à six mois de détention administrative, c'est-à-dire emprisonnés sans procès mais avec la possibilité de faire appel de la sanction. Le même jour, un troisième proche du Fatah, le docteur Ahmed Faraj, représentant d'une grande famille d'industriels de Gaza, a été placé en détention administrative pour un an. Le gouvernement accuse MM. Abou Ayache et Abou Ziad de « menées subversives », d'« inciter à la violence », d'avoir « traversé des frontières et contacté des représentants importants de l'OLP à l'étranger », et de figurer eux-mêmes parmi les représentants du Fatah au sein de la « Direction unifiée du soulèvement » dans les territoires (qui regroupent toutes les tendances de l'OLP).

De source proche des services de sécurité, on prétend qu'ils ont participé à la rédaction de certains documents communiqués — numéros 30 et 31 — de la « Direction » appelant à la violence contre des Israéliens. Faute de procès public, on n'en saura pas plus des charges retenues contre eux ; les autorités ont fait valoir qu'un procès mettrait en danger les sources des enquêteurs. La mesure n'en a pas moins été

unanimentement condamnée par l'ensemble de la gauche israélienne — Parti travailliste compris — qui y voit un signe de « faiblesse » de la part d'un gouvernement incapable d'envisager d'autre remède à l'intifada que la répression.

Côté gouvernemental, on se justifie en évoquant la radicalisation de la rhétorique des communistes palestiniens et la tension actuelle créée par les appels répétés à « la guerre des poignards » : mardi encore, deux policiers ont été attaqués, et légèrement blessés, à coups de couteau en vieille ville de Jérusalem tandis qu'un troisième a fait l'objet d'une tentative d'enlèvement. Les policiers n'y croient plus que par groupe de trois hommes, vêtus d'un gilet de protection spéciale et avec ordre de « tirer pour tuer » s'ils sont agressés.

C'est cette atmosphère de plus en plus conflictuelle à Jérusalem, ce déplacement de l'intifada dans la cité sainte, que dénoncent les « durs » de la droite en stigmatisant la « passivité » du gouvernement. Déjà, ces mêmes « durs » n'auraient guère apprécié que le gouvernement ait fini par céder aux États-Unis et à l'ONU dans la polémique ayant suivi la tuerie de l'esplanade des Mosquées. De fait, après quelques semaines d'échanges difficiles avec Washington, Israël a accepté qu'un représentant du secrétaire général de l'ONU se rende à Jérusalem et dans les territoires — dès l'instant que sa mission ne serait pas expressément fondée sur les résolutions du Conseil de sécurité ayant condamné l'Etat hébreu pour la répression sur le mont du Temple.

Le gouvernement doit faire face à un autre « front » avec la multiplication des infiltrations et attaques à partir de la frontière jordannienne. Mardi encore, à l'aube, un militaire israélien — un réserviste de trente-sept ans — a été tué par un homme qui avait réussi à franchir la frontière. Siolenegh, ingénieur, l'agresseur, un Jordanien âgé de dix-sept ans, armé d'un pistolet et se présentant comme un militant islamiste, a ramené jusqu'à un poste de l'armée et ouvert le feu sur le chef de la position avant d'être capturé par les autres soldats. C'est la deuxième fois en six jours qu'une infiltration se solde par la mort d'un soldat israélien.

Le gouvernement y voit la preuve d'un affaiblissement constant du régime du roi Hussein qui, jusqu'à un an encore, avait su par ailleurs contrôler la plus longue frontière (380 km) qu'un Etat arabe partage avec Israël. La presse n'hésite plus à qualifier cette frontière de « nouveau théâtre d'opérations » contre Israël, et l'armée va y renforcer son dispositif. Le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, a fait valoir que toute décision — ou déclaration — israélienne susceptible de déstabiliser le roi Hussein irait à l'encontre des intérêts de l'Etat hébreu.

ALAIN FRACHON

## M. Bush proroge « l'état d'urgence » face à l'Iran

Le président George Bush, soulignant que les relations américano-iraniennes n'étaient pas encore revenues à la normale, a prorogé mardi 13 novembre « l'état d'urgence » décrété le 14 novembre 1979 face à ce pays. « La crise entre les États-Unis et l'Iran qui a débuté en 1979 n'a pas été totalement résolue », a expliqué M. Bush dans une lettre aux présidents des deux chambres du Congrès.

Cet « état d'urgence », décrété à la suite de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, a été prorogé tous les ans. Il permet au président de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour obtenir de l'Iran la mise en application des accords conclus en janvier 1981 à l'issue de la crise des otages.

A Beyrouth, une source iranienne a assuré mardi que la libération des trois otages britanniques encore détenus au Liban — Terry Waite, ambassadeur de l'archevêque de Canterbury (enlevé le 20 janvier 1987), John McCarthy, cameraman de World Television Network (WTN) (le 17 avril 1986), et Jack Mann, un ancien pilote de ligne (le 3 mai 1989) — doit être précédée par la reprise des relations diplomatiques entre la Syrie

et la Grande-Bretagne, exprimant ainsi une opinion partagée par des milieux pro-iraniens.

L'hodjatolislam Ali Akbar Mohtashemi, présenté comme le chef de la tendance dure en Iran, avait affirmé mardi, dans une déclaration à la presse iranienne, que les trois otages britanniques détenus au Liban allaient être libérés « dans les prochains jours », alors que des Iraniens enlevés au Liban en 1982 — cinq, selon lui — sont toujours portés disparés. La source iranienne a Beyrouth a qualifié les propos du député de Téhéran de « provocation destinée à usage interne » en Iran. Elle a souligné le lien existant entre l'affaire des otages britanniques et la crise que traversent les relations entre Londres et Damas. — (AFP)

« L'Europe communautaire et la question palestinienne » à l'Institut du monde arabe. — L'Institut du monde arabe organise, jeudi 15 novembre à 18 h 30, un débat sur « L'Europe communautaire et la question palestinienne ».

IMA, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5.

## DIPLOMATIE

La fin de la visite de M. Michel Rocard au Japon

## Des solutions se dégagent à propos des ventes de nickel néo-calédonien à Tokyo et de l'avenir du lycée français

M. Michel Rocard a regagné Paris, mercredi 14 novembre avant l'aube, à l'issue de son voyage à Singapour et au Japon.

TOKYO

de notre correspondant

Le premier ministre a eu, à Tokyo, plusieurs entretiens. Il a notamment rencontré, mardi en fin d'après-midi, le chef du gouvernement japonais, M. Toshiki Kaifu. Les négociations du nickel, le dossier automobile, l'accès au marché aéronautique nippon et la question du ferrocement de Nouvelle-Calédonie ont été les principaux sujets traités lors d'une entrevue, la veille, avec le ministre du commerce international et de l'industrie, M. Muto.

La délégation française paraît satisfaite des progrès qui se dessinent en ce qui concerne les ventes de ferrocement de la Nouvelle-Calédonie. Les Japonais sont prêts à faire des concessions en matière de droits de douane qui devraient être annoncées dans le cadre des négociations du GATT. Les achats japonais de nickel néo-calédonien (soit sous forme de minerai soit sous forme de ferrocement) se chiffrent, dans les dernières années, à près de 1 milliard de francs. Ce nickel est essentiellement utilisé

pour la fabrication d'acier inoxydable destiné à être exporté.

Les Français, qui veulent faire passer de 45 000 à 50 000 tonnes la production de nickel (seule véritable ressource de la Nouvelle-Calédonie) et qui fait vivre 3 000 personnes) souhaitent avoir accès au marché intérieur japonais. Ils demandent donc que soient abaissés les droits de douane (ramenés de 12 % au début des années 1980 à 5,9 % aujourd'hui) et de pouvoir fournir davantage de ferrocement (déjà traité sur place) et non simplement du minerai. Les Japonais, qui ont déjà proposé au GATT une réduction d'un tiers des droits de douane, semblent prêts à faire des concessions supplémentaires.

## L'accès au marché aéronautique

En ce qui concerne l'épineux dossier automobile, le premier ministre français et M. Muto, dont la rencontre n'avait pas pour objet de négocier un problème qui se pose au niveau de la CEE, ont rappelé les positions respectives de leurs gouvernements (la France demandant une période de grâce de dix ans avant que le marché européen soit entièrement ouvert aux fabricants japonais alors que Tokyo souhaite qu'elle soit ramenée à cinq ans).

M. Rocard a, d'autre part, fait

remarquer aux Japonais que leur marché aéronautique était d'un accès pour le moins difficile aux Européens.

Les Européens, qui ont déjà vu leur échapper il y a six mois un important contrat lorsque JAL (la compagnie nationale japonaise) a renouvelé une partie de sa flotte, insistent pour qu'il n'y ait pas d'interférence politique (concrètement, de pressions américaines) dans les choix des compagnies nippones. Une autre grosse commande portant sur une trentaine d'appareils devrait être annoncée incessamment par All Nippon Airways, qui a déjà reporté d'un mois sa décision.

Dernier dossier, plus franco-français que franco-japonais, abordé par M. Rocard : celui du lycée français de Tokyo. Autre serpent de mer qui demande une solution d'urgence, l'établissement, vétuste et saturé, ne peut plus assurer convenablement sa mission d'enseignement. Le premier ministre, qui a reçu les représentants des associations de Français au Japon, lesquelles ont exprimé récemment leur point de vue dans un encart publicitaire (*Le Monde* du 8 novembre), s'est engagé à faire résoudre le dossier et à prendre une décision avant la fin de l'année.

Entre les deux solutions envisagées — celle dite « interne » qui consiste à implanter le lycée sur le terrain actuel de l'Institut franco-japonais de Tokyo et suppose un

réaménagement de celui-ci, et celle dite « externe » (construction d'un lycée plus vaste sur un terrain éloigné du centre de Tokyo) — la seconde est préconisée par les associations de Français. La première était en revanche retenue jusqu'à présent (et notamment lors de la visite du premier ministre à Tokyo en juillet) par le secrétariat d'Etat aux affaires étrangères chargé du dossier (*Le Monde* 24 juillet).

## Solidarité avec les lycéens parisiens

Le fait que la seconde possibilité puisse être financée par la vente du terrain de l'actuel lycée est un élément qui pourrait peser dans le choix de Paris. Reste à savoir si, à l'épreuve des faits, le consensus des membres des associations de Français du Japon sera aussi entier qu'il paraît l'être aujourd'hui : le lycée sera situé à plus d'une heure du centre de Tokyo, ce qui suppose une délocalisation d'une partie de la communauté française. Dossier dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas toujours été très clairement présenté. Le problème du lycée français de Tokyo a déjà donné lieu à bien des revirements des associations de Français du Japon. Pour leur part, les élèves ont manifesté, mercredi 14 novembre, leur solidarité envers les lycéens parisiens.

PHILIPPE PONS

Le sommet franco-espagnol à Paris

## « Grande identité de vues » entre Paris et Madrid

Outre la crise du Golfe, l'union politique et l'union économique et monétaire (UEM) de l'Europe, ainsi que la défense et la sécurité européennes, sujets faisant l'objet d'une « grande identité de vues », ont constitué l'essentiel des entretiens entre le président Mitterrand et le premier ministre Felipe Gonzalez, lors du quatrième sommet franco-espagnol, mardi 13 novembre à Paris.

En ce qui concerne l'UEM, « notre accord est complet sur les différentes étapes à prévoir, et notamment sur la deuxième étape », a déclaré M. Mitterrand au cours d'une conférence de presse, à l'issue de ce sommet.

Le président de la République a également fait état d'une convergence de vues quant au rôle échu au conseil européen dans les futures institutions européennes. « Plus il y aura d'union politique, plus le rôle du conseil européen s'imposera », a affirmé M. Mitterrand. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont un

rôle éminent à jouer qu'ils ne peuvent abandonner à d'autres instances ».

Le président a, par ailleurs, annoncé que la France était favorable à la participation de l'Espagne, en tant qu'observateur, aux travaux

du groupe de Schengen (constitué des pays du Benelux, de la RFA et de la France, ce groupe a signé un accord et une convention les engageant à ouvrir leurs frontières communes).

Les relations entre Paris et Rabat

## Mise sous séquestre de plusieurs enregistrements de radios françaises

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a accordé, mardi 13 novembre, la mesure conservatoire demandée par l'Etat de Maroc et son premier ministre en ordonnant la mise sous séquestre pendant deux mois des enregistrements des émissions de France-Infos, Radio-France internationale et Antenne 2 relatifs à

des interviews de l'écrivain Gilles Perrault, auteur du livre *Notre ami le roi* (Gallimard). Un buissier sera chargé de transcrire les propos tenus au cours de ces émissions afin que l'Etat marocain puisse disposer des éléments lui permettant de fonder les poursuites qu'il se réserve le droit d'engager.

Le numéro 167 de FRANCE PAYS ARABES

de NOVEMBRE vient de paraître.

Au sommaire : DE GAULLE ET LES ARABES

Syrie : vingt ans après

Koweït : l'histoire, pièces à l'appui

Et les rubriques économique, culturelle, la chronologie, etc.

36 pages : 15 FF

Vente en kiosques et librairies

Spécimen sur demande

FPA - 14, rue Angereau, 75007 Paris

Tél. : 45-55-71-52

appelé des  
se rebeller contre



Le Dukes de...  
de la présidence du...

EN BREF  
CHINE...  
MONGOLIE...  
SOMALIE...

Le président...  
Le premier ministre...

Le juge des référés...  
Le tribunal de grande instance...

Le président de la République...  
Le premier ministre...



Le gouvernement a fait arrêter trois dirigeants palestiniens

100150

# EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la revanche du « mouton mort »

## Sir Geoffrey Howe appelle ses collègues conservateurs à se rebeller contre M<sup>re</sup> Thatcher

Sir Geoffrey Howe a peut-être porté le coup de grâce à M<sup>re</sup> Thatcher. Fort de ses succès de service, celui qui fut son chancelier de l'Echiquier dès 1979 puis son secrétaire au Foreign Office, avant de démissionner au début de ce mois de ses fonctions de vice-premier ministre s'est livré, mardi 13 novembre, devant les Communes retenant leur souffle, à une attaque sans précédent contre la Dame de fer. D'une voix douce et égale, Sir Geoffrey a pratiquement invité ses collègues conservateurs à se rebeller contre l'autorité du premier ministre.

LONDRES

de notre correspondant

Les commentateurs politiques en sont ici à rappeler, comme unique précédent d'un discours de ce genre, celui par lequel un parlementaire apostropha Neville Chamberlain le 7 mai 1940 avec ces mots : « Au nom du ciel, partez ! » Sir Geoffrey a considérablement facilité la tâche du principal prétendant à la succession de M<sup>re</sup> Thatcher à la tête du parti. L'ancien ministre de la défense, Michael Heseltine, a en effet annoncé mercredi qu'il se présenterait contre elle le 20 novembre lors du scrutin interne au groupe parlementaire, conservateur destiné, chaque année, à désigner son leader. Ce vote était, depuis onze ans, une formalité pour M<sup>re</sup> Thatcher.

Elle risque, cette fois-ci, d'être humiliée en n'obtenant qu'une courte majorité, voire même d'être battue. Il lui faudrait dans ce cas



The Independent du 14 novembre.

démissionner et redevenir simple député de base, laissant la place à celui qui aurait désormais la confiance de son parti.

On n'en est pas encore là, mais ce qui n'était en début de semaine qu'une hypothèse d'école est, depuis le discours scabreux de Sir Geoffrey, un scénario parfaitement plausible.

« Des risques graves pour notre pays »

L'entourage de M. Heseltine affirme que celui-ci dispose désormais de suffisamment de voix pour faire trébucher M<sup>re</sup> Thatcher au premier tour et imposer un second tour. Tout deviendrait alors possible, y compris d'autres candidatures. Le vote a lieu à bulletin

secret. L'arme la plus dévastatrice de Sir Geoffrey a été l'ironie. M<sup>re</sup> Thatcher avait cru pouvoir affirmer qu'il avait démissionné le 1<sup>er</sup> novembre pour de simples différences de « style » et non de fond avec elle. « Je serais dans ce cas le premier ministre de l'histoire de ce pays à donner ma démission parce que j'étais en plein accord avec le gouvernement », a-t-il déclaré, déclenchant le fou rire aussi bien sur les bancs conservateurs que travaillistes.

Les Communes étaient au complet pour l'écouter. « Je crains que le premier ministre ne s'égare de plus en plus, et nous avec elle, sur des questions de fond comme de style », a poursuivi Sir Geoffrey. Celui-ci estime que M<sup>re</sup> Thatcher a commis une grave erreur, qui est une des causes des difficultés économiques actuelles, en refusant il y a cinq ans d'adhérer au mécanisme de change du système monétaire européen comme il le lui conseillait instamment, de même que le chancelier de l'Echiquier de l'époque, M. Nigel Lawson.

Sir Geoffrey reproche donc surtout à M<sup>re</sup> Thatcher son attitude agressive et intransigente face à l'Europe. « Le premier ministre semble considérer le continent comme un endroit grouillant de gens mal intentionnés qui ne pensent, selon ses propres mots, qu'à faire disparaître la démocratie en abolissant les libertés nationales et à nous faire entrer ainsi, par la porte de derrière, dans l'Europe fédérale », dit-il. Cette attitude « fait courir des risques de plus en plus graves pour l'avenir de notre pays ».

Sir Geoffrey a donc été pris dans un conflit entre deux loyalismes. Celui qu'il doit à son parti et à son pays, et celui dont il a fait preuve sans lésiner, depuis onze ans, à l'égard de M<sup>re</sup> Thatcher. Il a choisi, la mort dans l'âme, le premier : « J'ai eu, en faisant, le sentiment de faire ce qui était juste. Le temps est venu, pour les autres, de déterminer leur attitude face à ce tragique conflit entre deux idéologies », a conclu l'ancien vice-premier ministre. Cette phrase codée a été immédiatement interprétée comme un appel à se débarrasser sans tarder de M<sup>re</sup> Thatcher.

On s'est beaucoup moqué, dans le passé, du style doux et tranquille de Sir Geoffrey, comparé par un de ses adversaires à un « mouton mort ». Le « mouton mort » vient de faire la preuve qu'il pouvait mordre, et durement.

DOMINIQUE DHOMBRES

ALLEMAGNE : violents affrontements

## La police a fait évacuer des immeubles occupés à Berlin

D'importantes forces de police ont procédé, mercredi 14 novembre à Berlin, au petit matin, à l'évacuation d'une dizaine d'immeubles occupés par des squatters dans le quartier de Lichtenberg. Cette action est la conséquence des violents affrontements qui avaient mis aux prises, dans la nuit du 12 au 13 novembre, un millier de policiers et environ cinq cents squatters, originaires pour la plupart de la partie occidentale de Berlin et d'autres villes d'Allemagne de l'Ouest. Cent trente-sept membres des forces de l'ordre ont été blessés dont six grièvement.

BONN

de notre correspondant

La Mainzer Strasse, où plus d'une dizaine d'immeubles sont occupés par des jeunes et moins jeunes se réclamant de la mouvance autonome, donnait l'image d'un champ de bataille : barricades de pavés, carcasses d'automobiles brûlées. Le sénateur (ministre régional) à l'intérieur du gouvernement de Berlin, M. Erich Patzold (SPD), indiquait que cent trente-sept policiers avaient été blessés, et qu'une vingtaine de squatters avaient été interpellés. Cette affaire, que les commentateurs allemands ne manquent pas de mettre en parallèle avec les violences des casseurs parisiens, rappelle le mouvement de contestation des années 70 à Berlin-Ouest et dans d'autres grandes villes de RFA.

Dans la foulée de ce mouvement, de nombreux immeubles vides du centre des villes avaient été occupés. La « civilisation » d'une partie

de l'extrême gauche, qui se retrouvait à partager les responsabilités de la gestion locale, comme à Berlin-Ouest, avait contribué à l'apaisement. A Berlin, la « ligne » définie par le Sénat de la ville au début des années 80 avait été un succès : on légalisait, par des contrats de location en bonne et due forme, les occupations anciennes, mais on n'en tolérât plus de nouvelles.

La manière forte

L'écroulement du régime communiste en RDA et le vide administratif qui en résulta ont donné un nouveau champ d'action à des groupes de marginaux, qui se voyaient peu à peu chassés de leurs terroirs traditionnels, comme celui de Kreuzberg, en passe de devenir un quartier à la mode pour yuppies berlinois. Une centaine d'immeubles dégradés de Berlin-Est, dans les quartiers de Prenzlauer-Berg, Lichtenberg et Friedrichshagen étaient occupés dans la période située entre la chute du mur et la réunification. L'administration municipale, qui gère l'ensemble du parc immobilier de Berlin-Est, et la police populaire se révélaient impuissantes à juguler ce phénomène auquel elles n'étaient pas habituées.

Le Sénat de Berlin, dirigé par une coalition du SPD et des Alternatifs, a décidé d'utiliser la manière forte pour mettre un terme à un phénomène qui risquait de s'étendre. Deux raisons motivent cette ligne « dure », qui risque de créer des tensions au sein de la coalition. Les élections pour le Sénat du Grand-Berlin auront lieu le 2 décembre, et l'opposition de droite a fait de l'insécurité, qui régnerait dans la ville du fait de ces occupations et du laxisme du Sénat l'un de ses chevaux de bataille.

Berlin veut aussi donner l'image d'une ville d'ordre au moment où elle veut absolument devenir plus qu'une capitale symbolique de l'Allemagne unie et accueillir le plus vite possible les organes gouvernementaux.

La montée de la violence à Berlin et dans l'ex-RDA est un sujet de préoccupation pour le gouvernement. On apprendrait mardi qu'un match de football entre l'équipe nationale allemande et une sélection de joueurs de l'Est, prévu pour le 21 novembre à Leipzig, avait été annulé. Le ministre de l'intérieur de Saxe ne se sent pas en mesure d'éviter des affrontements entre supporters. Le 3 novembre, des bagarres à la sortie d'un match à Leipzig avaient causé la mort d'un jeune supporter tué par la police. Autonomes à Berlin, skinheads néo-nazis de la province est-allemande, hooligans de stades, traduisent le malaise d'une jeunesse est-allemande passée brusquement d'un régime de contrainte absolue à une société qui les laisse face à eux-mêmes.

LUC ROSENZWEIG

Un soldat soviétique assassiné près de Potsdam. — La police judiciaire de Potsdam a annoncé, mardi 13 novembre, l'ouverture d'une enquête pour meurtre sur la personne d'un lieutenant de l'armée rouge stationné en Allemagne orientale. Selon les premières expertises médicales, le sous-officier, âgé de vingt et un ans, a été battu à mort. Il avait été retrouvé inconnu et grièvement blessé le 7 novembre, non loin de Potsdam, où est installé le quartier général des forces soviétiques dans l'ex-RDA. Il est mort le lendemain. Le médecin légiste soviétique a conclu à un meurtre. — (AFP)

IRLANDE

## M. Alan Dukes démissionne de la présidence du Fine Gael

DUBLIN

de notre correspondant

Le résultat inattendu de l'élection présidentielle du 7 novembre conduit à susciter des remous dans la vie politique irlandaise. Mardi 13 novembre, M. Alan Dukes a été obligé de démissionner de son poste de leader de l'opposition. Agé de quarante-cinq ans, il avait succédé en 1987 à M. Garret FitzGerald à la tête de la formation centriste Fine Gael. Technocrate et intellectuel, il fut à partir de 1981 tour à tour ministre de l'Agriculture, des finances et de la justice avant de remplacer à la tête du parti M. Fitz-

Gerald, qui avait décidé de se retirer. Cet homme libéral n'a pas réussi à redonner au Fine Gael la position qu'il avait en 1982 (39 % des voix). Il n'a obtenu que 21 % des voix aux européennes de juin 89 et un sondage récent ne le crédite que de 26 % des intentions de vote. C'est pourtant le résultat de la récente élection présidentielle qui explique la démission de M. Dukes : le candidat du Fine Gael, M. Austin Currie, n'a recueilli que 17 % des voix. M. John Bruton, âgé de quarante-trois ans et actuel vice-président du parti, devrait succéder la semaine prochaine à M. Dukes.

JOE MULHOLLAND

EN BREF

CHINE : plusieurs dirigeants du « printemps de Pékin » seraient bientôt jugés. — Plusieurs dirigeants du mouvement démocratique du « printemps de Pékin » pourraient être prochainement jugés, a indiqué mercredi 14 novembre Amnesty International. Selon des informations parvenues à l'organisation humanitaire, le dirigeant étudiant Wang Dan, l'universitaire Liu Xiaobo et le responsable syndical Han Dongfang devraient être bientôt présentés devant les tribunaux, tandis que « des centaines d'autres [dissidents] ont été simplement disparus depuis leur arrestation ». — (Reuters)

MONGOLIE : retrait des troupes soviétiques avant février 1992. — Les troupes soviétiques et leur équipement seront retirés de Mongolie avant février 1992, a annoncé, mardi 13 novembre, le président mongol, M. Ochirbat, à l'agence japonaise Kyodo. Ce retrait aura donc lieu avec un an d'avance sur le calendrier convenu entre Moscou et Oulan-Bator en mars 1990. Selon M. Ochirbat, qui assistait à Tokyo à l'inauguration de l'empereur Akihito, 75 % des 35 000 soldats soviétiques ont déjà quitté le pays. — (AFP)

NOUVELLE-ZÉLANDE : un homme a été tué par la police dans un petit village du sud de la Nouvelle-Zélande après qu'il eut tué onze personnes, dont un enfant de six ans, et blessé deux autres. Pris d'une folie meurtrière, David Malcolm Gray avait mis le feu à la maison d'un voisin avant de parcourir les rues du village, un fusil à la main, tirant sur tout ce qui bougeait. — (AFP, AP)

PANAMA : les Corps de la paix américaines reviennent vingt ans après leur expulsion. — Les Corps de la paix des Etats-Unis vont revenir au Panama, quelque vingt ans après avoir été expulsés du pays par le président Omar Torrijos, pour « espionnage au profit de la CIA ». L'Assemblée législative du Panama vient en effet d'approuver une loi qui va permettre le retour de ces volontaires américains. — (AFP)

RWANDA : un référendum sur le multipartisme. — Le président Juvénal Habyarimana, dans un discours prononcé mardi 13 novembre devant le Parlement, a offert la possibilité immédiate à tous les Rwandais — vivant à l'intérieur comme à l'extérieur du pays — de se grouper en mouvements politiques. Un référendum aura lieu en juin sur une « charte politique nationale », laquelle ouvrira la voie à une nouvelle Constitution officialisant le multipartisme. — (AFP)

SINGAPOUR : accord militaire avec les Etats-Unis. — M. Lee Kuan Yew, premier ministre de Singapour, et M. Dan Quayle, vice-président des Etats-Unis, ont signé, mardi 13 novembre à Tokyo, un pacte facilitant l'accès des forces militaires américaines aux bases de Singapour. La Malaisie a aussitôt fait savoir qu'elle ne s'opposerait pas à cet accord qui permet notamment à l'aviation américaine de s'entraîner plusieurs fois par an à Singapour. — (Reuters, UPI)

TCHAD : visite du ministre français de la coopération. — Le président Hissène Habré a reçu, mardi 13 novembre, le ministre

français de la coopération, M. Jacques Pelletier. Celui-ci a indiqué qu'il avait évoqué « diverses questions d'ordre militaire et politique » avec le chef de l'Etat tchadien mais n'a fait aucune allusion aux combats déclenchés depuis samedi à la frontière tchado-soudanaise (le Monde du 13 et du 14 novembre). Ce même jour à Paris, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a reçu son homologue libyen, M. Mohamed Al Bechari.

URSS : le traité de sécurité nippon-américain ne constitue plus une « menace ». — L'URSS ne considère plus le traité de sécurité nippon-américain de 1960 comme une « menace », a déclaré au quotidien japonais Yomiuri le commandant du district militaire soviétique de l'Extrême-Orient. Le général Viktor Novozhilov a également affirmé qu'« aujourd'hui, il n'est pas nécessaire de déployer dans les Kouriles — revendiquées par le Japon — la division » qui y est actuellement stationnée. — (AFP)

ONU : la recherche d'un haut commissaire pour les réfugiés. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a accepté le retrait de la candidature de son chef de cabinet, M. Virendra Dayal, au poste de haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a annoncé mardi 13 novembre un porte-parole de l'ONU. M. Dayal, qui est indien, a retiré sa candidature à la succession du Norvégien Thorvald Stoltenberg en raison de la controverse suscitée par le fait qu'il n'est pas européen. — (AFP, Reuters)

— Aujourd'hui, nos petits derniers portables sont encore plus puissants.

Les gros micros devront avoir les nerfs solides.





## EUROPE

## URSS

## M. Gorbatchev plaide l'unité devant les officiers de l'armée soviétique

Comme il se doit à l'ère nouvelle des « députés du peuple » en URSS, l'opération de relations publiques qu'a menée M. Gorbatchev, mardi 13 novembre, en direction de son armée, a pris la forme d'une rencontre avec les militaires qui sont aussi des représentants élus, députés au Soviet suprême de l'URSS, dans les parlements des Républiques ou élus locaux. Ils étaient ainsi mille cent à l'écouter pendant une heure et demie tenir un discours de grande fermeté en faveur du maintien du principe du service militaire obligatoire et de celui d'une armée soviétique unifiée.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Alors que des projets de passage progressif à une armée de métier (soutenue par les officiers réformateurs) ont déjà été soumis au Kremlin et qu'une expérience en ce sens est de fait lancée dans la Marine, cette prise de position marque une volonté de calmer les cercles dirigeants de l'armée les plus conservateurs au moment où, comme l'a estimé mardi M. Gorbatchev, le principal problème du jour est la « stabilité politique » et la nécessité

de « prévenir une guerre civile et toute confrontation ». M. Gorbatchev a indiqué que la question de la conscription — à laquelle un nombre croissant d'appelés des républiques périphériques ne répondent tout simplement plus — sera étudiée « par une des prochaines » réunions du conseil de la fédération. De même, le président soviétique a affirmé que les exigences de certaines républiques de former leur propre armée sont « plus un jeu politique qu'une prise en compte des réalités », alors que la formation d'embryons de forces armées est déjà en cours dans certaines de ces républiques.

## « Pure propagande »

Seuls de brefs passages de l'intervention du chef de l'Etat et de ses réponses aux questions des officiers ont été rendus publics. Parmi eux figurent celui où le chef de l'Etat évoque les rumeurs de coup d'Etat militaire, qui ont été plus insistantes à la veille des défilés du 7 novembre. M. Gorbatchev a bien sûr invité le parterre à « rejeter toute spéculation sur une telle possibilité aux yeux des Soviétiques et du monde », affirmant que l'armée connaît son rôle et « ne se dressera jamais contre le peuple ». Cet avis est d'ailleurs partagé par la plupart des réformateurs, qui renvoient à un sondage célèbre, publié cet été, selon lequel seuls les généraux seraient en majorité

conservateurs, alors que les officiers, à partir du rang de colonel, seraient largement favorables au réformateur Boris Eltsine.

L'exercice auquel s'est livré mardi M. Gorbatchev, et que des proches de M. Eltsine ont affirmé avoir eux-mêmes préconisé, a cependant été qualifié de « pure propagande menée selon un scénario bien préparé » par un participant réformiste cité par l'agence non officielle Interfax. Pour ce lieutenant-colonel, député de Russie, « la direction soviétique n'a aucune idée sur la manière de réorganiser les forces armées ». De l'avis assez général des milieux réformateurs, le ministre actuel de la Défense, M. Dmitri Lazov, qui assistait à la rencontre avec les députés militaires, n'est pas en mesure de lancer une réforme sérieuse de l'armée, mais il a aussi l'avantage de ne pouvoir nourrir aucune ambition bonapartiste.

Selon le compte-rendu préparé par l'agence Tass, beaucoup d'interventions critiques ont porté sur « l'indifférence » à l'égard des conditions de vie des militaires, au moment où des dizaines de milliers d'officiers sont repartis sur le territoire soviétique, où aucun logement ne les attend et où leurs familles ont été bloquées, à deux reprises cette semaine, des pistes d'aéroports pour les empêcher d'être redépêchés en Asie centrale. D'autres critiques, mises en évidence par Tass, sont venues clairement de la « droite » :

celles qui dénonçaient les « attaques contre l'armée » menées par la presse réformatrice. D'autres ont dénoncé l'instabilité dans les républiques et le laxisme face au double pouvoir qui y prévaut.

Fort du soutien que vient d'accorder M. Boris Eltsine à l'idée d'une Union Soviétique fondée sur un nouveau traité d'union, M. Gorbatchev a pu affirmer que le territoire des républiques baïes reste territorial soviétique et que les lois fédérales doivent y prévaloir. Mais il a pris soin aussi de souligner que sa rencontre « responsable, sérieuse et constructive », dimanche avec le président de Russie, l'a convaincu que nous allons agir dans l'intérêt de tous les peuples de ce pays.

Au même moment, le porte-parole de M. Gorbatchev, M. Vitali Ignatenko, commentait devant la presse les propos de Boris Eltsine qui avait affirmé, lundi, avoir reçu un « accord de principe » de M. Gorbatchev à sa demande d'un gouvernement fédéral de coalition, pour lequel la Russie « ne demandait pas grand chose. Juste les postes de Premier ministre des finances et de la Défense », avait dit M. Eltsine. « Cela ne signifie pas que M. Gorbatchev accepte la démission du gouvernement actuel », a simplement précisé le porte-parole.

SOPHIE SHIHAB

## DANEMARK

## Le gouvernement de M. Schlüter risque d'être mis en minorité

COPENHAGUE

de notre correspondant

Les difficultés s'accumulent pour le gouvernement minoritaire danois de M. Poul Schlüter et les observateurs n'excluent pas des élections législatives anticipées dans les semaines à venir. La semaine dernière, il semblait que la coalition de centre-droite au pouvoir et l'opposition social-démocrate avaient trouvé un compromis sur le budget 1991 et un plan général de relance économique qui devait l'accompagner. Mais, mardi soir 13 novembre, les choses se sont brusquement gâtées, et M. Schlüter a décidé de présenter jeudi au Parlement un ensemble de projets de lois financières. Il verra alors s'il peut compter sur le soutien d'une majorité dans l'hémicycle.

S'il est mis en minorité, de nouvelles élections pourraient avoir lieu prochainement. Une grande confusion régnait mercredi matin dans les couloirs du Parlement,

d'autant plus que l'éclatement du Parti du progrès (populiste) semble inévitable. Mardi, à l'issue de quelques bouffonneries, le fondateur du mouvement, l'avocat Mogens Glistrup, a été exclu de son groupe parlementaire parce qu'il avait refusé catégoriquement de signer une note par laquelle il s'engageait à observer la discipline de vote imposée par le groupe. Trois autres députés font cause commune avec M. Glistrup. Ces quatre dissidents ont perduire au gouvernement la majorité non socialiste déjà très mince sur laquelle il espérait s'appuyer au Parlement pour résoudre une crise qui couvait depuis des semaines.

M. Glistrup s'est déclaré prêt à fonder une nouvelle formation politique (qui s'appellerait éventuellement « Parti de la prospérité ») plus respectueuse à ses yeux des principes initiaux du Parti du progrès qu'il avait créé personnellement en 1971.

CAMILLE OLSEN

AUTRICHE : expulsion de

7 000 réfugiés roumains. — L'Autriche a décidé d'expulser quelque 7 000 réfugiés roumains dont les demandes d'asile ont été rejetées à l'annonce, mardi 13 novembre à Vienne, le ministre autrichien de l'Intérieur, M. Franz Loesch. (AFP.)

YOUgoslavie : des mili-

taires vont créer un nouveau parti communiste. — Des militaires ont annoncé la formation, le 19 novembre, d'un nouveau parti communiste qui portera le nom de « Ligue des communistes ». Mouvement pour la Yougoslavie et luttant pour le maintien du caractère fédéral du pays. (Reuters.)

## La revanche du clergé polonais

Suite de la première page

A sa manière, le père Jankowski symbolise la revanche de l'Eglise polonaise qui, après avoir combattu le communisme, réinvestit en force les institutions dont elle avait été chassée : l'armée, l'école, les prisons, la police... On entend ces temps-ci des choses étonnantes en Pologne, et pas forcément de la bouche des religieux. Ainsi le vice-ministre de la Défense, M. Janusz Onyszkiewicz, ancien porte-parole de Solidarité, expliquant récemment que la liquidation des cellules du Parti communiste dans l'armée avait supprimé « une fonction syndicale » qui permettait d'évoquer certains problèmes en dehors des votes hiérarchiques, ajoutait : « Il ne faut créer d'autres formes de communication, et peut-être les aumôniers peuvent-ils remplir ce rôle. » Alors, pourquoi pas, comme sous la seconde république polonaise, un évêque-aumônier avec le grade de général ? Pourquoi pas ? répondit le vice-ministre...

Ce qui ne paraît qu'un juste retour des choses à certains n'est pas, cependant, sans poser quelques

sa grande largesse, ladite circulaire précise que le catéchisme n'est pas une matière obligatoire — donc ne compte pas pour le passage en classe supérieure — et que les catéchistes religieux ne seront pas payés sur les deniers de l'Etat... Les catéchistes laïcs, eux, devant l'être. La même circulaire recommande deux cours de catéchisme par semaine et l'introduction de l'instruction religieuse au jardin d'enfants ; elle autorise une prière biquotidienne devant tous les élèves au début et à la fin de la journée, l'intégration des catéchistes dans les conseils de classe, et le crucifix au mur dans les classes « où la majorité des élèves suit le cours d'instruction religieuse ».

## Remous à propos du catéchisme

L'application du texte peut se révéler, à l'épreuve des faits, moins rigoureuse : dans certaines écoles de Varsovie, on n'aurait, faute d'enseignants, qu'une heure de catéchisme hebdomadaire, et la prière ne sera dite qu'au début et à la fin de ce

seul cours. De même, quelques directeurs d'école, résistants à la pression du clergé, s'arrangent pour programmer le cours de catéchisme au début ou à la fin d'une journée, afin de ne pas avoir à organiser d'activités de substitution pour les élèves qui n'y assistent pas.

La circulaire du ministère de l'Éducation a provoqué de profonds remous, mais, curieusement, la controverse n'a pas tant porté sur le fond que sur la manière dont la décision avait été prise. Regrets de la « société civile » n'ont pas été préalablement consultés, la Fédération internationale des droits de l'homme a jugé très grave qu'une majorité « socialiste » n'ait pas été préalablement consultée, qu'elle soit marxiste ou catholique, puisse influencer l'esprit de jeunes enfants par la voie de l'enseignement public. Le Conseil académique polonais a regretté de ne pas avoir été associé à la préparation de la circulaire. L'ombudsman, M<sup>me</sup> Ewa Letowska (nommée sous l'ancien régime), a déposé un recours auprès de la Cour constitutionnelle, estimant que seul un acte législatif pou-

dispenser sur tout le pays. Un débat parlementaire sur cette affaire aurait provoqué un climat de guerre religieuse. Il table sur le bon sens des jeunes qui, « tôt ou tard, reviendront à la raison et voteront avec leurs pieds », c'est-à-dire se désintéresseront du catéchisme à l'école une fois que celui-ci aura perdu l'attrait de la nouveauté.

La violence de la bataille de l'avortement au Sénat tendrait à confirmer le raisonnement de Jack Kuron (voir encadré). Adopté par les sénateurs le 29 septembre, le projet de loi interdisant l'interruption volontaire de grossesse doit encore être soumis à la Diète, ce qui, vu les échéances électorales, ne se produira pas avant quelques mois.

## Les dessels du pape

Mais l'affaire a révolté d'innombrables femmes, qui ne se reconnaissent pas dans les sénateurs. Quelques jours plus tard, le pape saint publiquement le vote du Sénat comme un premier pas vers le

démantèlement du « matérialisme totalitaire » et le nouvel ordre moral. C'est que la Pologne n'a pas seulement une mission catholique, elle a aussi un pape. Et il la soigne ! Déjà venu trois fois en Pologne, il y fera encore deux visites rien qu'en 1991. Le nonce papal à Varsovie, Mgr Kowalczyk, est lui aussi polonais, alors qu'un nonce est traditionnellement d'une autre nationalité que celle de son pays de résidence. Mgr Kowalczyk est un proche du Saint Père, qui participe aux conférences de l'épiscopat polonais.

Certains laïcs, en haut lieu, prêtent au pape le dessin de vouloir faire de la Pologne « la nouvelle terre de la christianité en Europe ». On pourrait imaginer que, avec l'avènement de la démocratie, l'Eglise polonaise verrait son rôle diminuer, n'offrant plus la fonction de « refuge de l'anti-totalitarisme », comme dit le père Bronislaw Dembowski, directeur de quel il parle. Ce prêtre, très actif pendant l'état de guerre dans les comités d'aide aux prisonniers, fut invité à s'asseoir, l'an dernier, à la fameuse table ronde pour cautionner les négociations du pouvoir communiste et de Solidarité. « Maintenant, tout redonne son sens », dit-il, et je ne crois pas que l'Eglise joue un rôle plus grand. » Les Polonais, ajoute M<sup>me</sup> Kuratowska, vice-présidente du Sénat, ont une attitude assez superficielle à l'égard de la religion ; ils étaient vraiment religieux, y compris ceux d'origine non catholique.

Mais tout le clergé n'a pas l'ouverture d'esprit du père Dembowski. Après avoir combattu le communisme, l'Eglise de Pologne donne maintenant l'impression de s'être fixée une nouvelle mission : laver les âmes polonaises de toute cette souillure. « Il faut venir à bout du mal que l'ancien système a fait à l'âme publique », dit le cardinal Glemp, pour lequel on ne saurait assez rendre grâce au « miracle qui s'est déroulé sous nos yeux, à savoir le renouveau catholique du totalitarisme ». L'Eglise a toujours été le poir de ce peuple, renchérit le père Jankowski. La dévastation des âmes polonaises de ces dernières années impose un nouveau défi à l'Eglise.

Alors l'Eglise se mêle un peu de tout, pas seulement de catéchisme et d'avortement. Lorsque le conseil municipal de Mokotow, à Varsovie, décide de rebaptiser certaines rues, le plus grand nombre de propositions émane du clergé paroissial : rue du Christ-Roi, rue de la Mère-de-Dieu, rue du Père-Popieluszko... Lorsque l'épiscopat désapprouve la couverture télévisée de tel ou tel événement, il le fait savoir publiquement — et Dieu sait qu'en temps d'antenne l'Eglise n'est pas desservie ! Un député catholique, M. Lopuszanski, fait voter un amendement annulant l'interdiction de mener une campagne électorale dans les lieux de culte.

N'est-ce pas exercer une pression morale excessive ? Là, le père Dembowski se fâche tout rouge : « Il y a eu une pression diabolique du pouvoir pendant quarante ans, et le monde ne s'en étonne pas ! Un grand écrivain aussi représente une autorité morale, n'a-t-il pas le droit de s'exprimer ? Et si l'on a une autorité, à quoi sert-elle ? Pourquoi n'en fait-on rien à la table ronde ? »

En fait, l'activisme cléricol pourrait accélérer le processus naturel de

différenciation au sein d'une société trop longtemps divisée en « eux » (le pouvoir communiste) et « nous » (tout le reste). Un mot on ne peut plus polonais, *zamszenie* — « excès de mesure », en quelque sorte, — prend un sens nouveau : avant, on n'en avait jamais trop, car c'était un moyen de s'opposer à « eux ».

Aujourd'hui, certains croyants, mais aussi des prêtres comme le père Czajkowski, y voient « un manque de respect à l'égard des non-croyants ou de ceux qui croient autrement, et même à l'égard de Dieu ».

Deux catholicismes coexistent en Pologne, que l'on pourrait schématiser par le clivage politique actuel : le catholicisme libéral du premier ministre Tadeusz Mazowiecki et celui, plus militant, de Lech Walesa. Campagne électorale oblige, l'équipe de M. Mazowiecki, soutenue par la « gauche laïque » (autre expression

polonaise), a évité jusqu'ici les conflits Eglise-Etat. La controverse de l'avortement contraint ainsi à une acrobatie acrobatique. M. Mazowiecki, qui, comme catholique, est opposé à l'avortement, mais, comme intellectuel libéral, désapprouve sans doute les aspects répressifs du récent projet de loi, sans oser le dire.

Pour l'instant, le clergé ne participe pas ouvertement à la campagne pour l'élection présidentielle du 25 novembre, quoique beaucoup de prêtres estiment avoir le droit de dire leur préférence. L'épiscopat, dit-on, est partagé. « Les bons chrétiens polonais auront le choix entre le bon chrétien Walesa et le bon chrétien Mazowiecki », sourit, l'œil malicieux, le père Dembowski.

SYLVIE KAUFFMANN

## La bataille de l'avortement

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Autorisé depuis 1956, l'avortement était devenu, comme dans la plupart des pays socialistes, un moyen de contraception, faite de produits pharmaceutiques et de politique de prévention. Selon le ministère de la Santé, on pratique en Pologne seize à dix-huit interruptions de grossesse pour cent naissances — bien davantage selon des chiffres officieux.

Alarmé par « l'état actuel de la moralité en Pologne », un sénateur de Solidarité proche de l'Eglise et ultra-conservateur, Walerian Piotrowski, et quelques-uns de ses collègues déposèrent donc cet été une proposition de loi dont la version initiale pénalisait l'avortement à tous les stades, prévoyant même deux ans de prison pour la femme délinquante. Des prêtres assistèrent aux travaux en commission, au cours desquels le sénateur Piotrowski se battit comme un lion pour résister aux modifications, y compris celles permettant l'avortement thérapeutique ou celui des femmes victimes d'un viol. Peut-on jamais être sûr, soutenaient-ils, que le violleur est le père de l'enfant conçu ?

Dix jours avant le débat au Sénat, le 29 septembre, l'épiscopat lança un appel à la prière pour soutenir le travail des parlementaires sur « le respect du droit à la vie dès la conception », sur la thème : « Une loi qui est contre la conscience devient l'allié du Mal. »

La proposition de loi fut finalement adoptée par le Sénat dans sa version la moins sévère (deux ans de prison pour toute personne, sauf la femme enceinte, ayant contribué à un avortement, par 50 voix contre 17. Les dépu-

tés, eux, n'ont pas encore examiné le texte, baptisé « lex Canisescu » par la gauche.

Le détail du vote des sénateurs (dont 99 sur 100 sont membres de Solidarité) en dit plus long que tous les discours sur le poids de l'Eglise : ont voté pour l'interdiction de l'avortement le cinéaste Andrzej Wajda, l'avocat Edward Wende, ou Andrzej Celinski, considéré comme l'une des figures progressistes de Solidarité.

## « Une très mauvaise période »

Parmi les opposants au texte, on relève M<sup>me</sup> Radziwill, la Dr Zofia Kuratowska qui s'est toujours fait remarquer par ses positions courageuses, et Jan-Jozef Lipicki, l'un des rares hommes de Solidarité à oser se dire de gauche et être noir d'une partie de l'Eglise.

M<sup>me</sup> Kuratowska a encore l'air traumatisée par ce qu'elle a vu et entendu ce jour-là au Sénat. « C'était laid, horrible. Ceux qui combattent le projet de loi ont été accusés de n'être ni des catholiques ni des patriotes polonais. Nous vivons une très mauvaise période. »

S. K.



problèmes aigus de conscience à d'autres, y compris parmi les croyants. Certes, la Pologne est un pays dont plus de 90 % des habitants se déclarent catholiques ; c'était aussi le seul pays de l'Europe socialiste où l'Eglise ait joué un rôle politique aussi important. Mais les temps ont changé depuis l'avant-guerre, et il se trouve aujourd'hui des Polonais pour dire qu'ils ont assez souffert de quarante ans d'idéologie dominante pour ne pas se laisser imposer à présent un « totalitarisme cléricol ».

Deux affaires ont, depuis cet été, accentué ce retour en force de l'Eglise et les dangers de clericalisation de la vie publique qu'il comporte : la réintroduction du catéchisme dans les écoles et le projet de loi interdisant l'avortement.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, l'instruction religieuse est de retour dans les écoles publiques de Pologne, en application d'une circulaire du ministère de l'Éducation du 2 août pour l'année scolaire 1990-1991, prise sur instruction de la commission gouvernement-épiscopat. Dans

seul cours. De même, quelques directeurs d'école, résistants à la pression du clergé, s'arrangent pour programmer le cours de catéchisme au début ou à la fin d'une journée, afin de ne pas avoir à organiser d'activités de substitution pour les élèves qui n'y assistent pas.

La circulaire du ministère de l'Éducation a provoqué de profonds remous, mais, curieusement, la controverse n'a pas tant porté sur le fond que sur la manière dont la décision avait été prise. Regrets de la « société civile » n'ont pas été préalablement consultés, la Fédération internationale des droits de l'homme a jugé très grave qu'une majorité « socialiste » n'ait pas été préalablement consultée, qu'elle soit marxiste ou catholique, puisse influencer l'esprit de jeunes enfants par la voie de l'enseignement public. Le Conseil académique polonais a regretté de ne pas avoir été associé à la préparation de la circulaire. L'ombudsman, M<sup>me</sup> Ewa Letowska (nommée sous l'ancien régime), a déposé un recours auprès de la Cour constitutionnelle, estimant que seul un acte législatif pou-

dispenser sur tout le pays. Un débat parlementaire sur cette affaire aurait provoqué un climat de guerre religieuse. Il table sur le bon sens des jeunes qui, « tôt ou tard, reviendront à la raison et voteront avec leurs pieds », c'est-à-dire se désintéresseront du catéchisme à l'école une fois que celui-ci aura perdu l'attrait de la nouveauté.

La violence de la bataille de l'avortement au Sénat tendrait à confirmer le raisonnement de Jack Kuron (voir encadré). Adopté par les sénateurs le 29 septembre, le projet de loi interdisant l'interruption volontaire de grossesse doit encore être soumis à la Diète, ce qui, vu les échéances électorales, ne se produira pas avant quelques mois.

## Les dessels du pape

Mais l'affaire a révolté d'innombrables femmes, qui ne se reconnaissent pas dans les sénateurs. Quelques jours plus tard, le pape saint publiquement le vote du Sénat comme un premier pas vers le

La... mais ne en

La... mais ne en... (Text continues on the right page, partially obscured by the gutter and the next page's content.)

La... mais ne en... (Text continues on the right page, partially obscured by the gutter and the next page's content.)

La... mais ne en... (Text continues on the right page, partially obscured by the gutter and the next page's content.)

La... mais ne en... (Text continues on the right page, partially obscured by the gutter and the next page's content.)

La... mais ne en... (Text continues on the right page, partially obscured by the gutter and the next page's content.)



# POLITIQUE

Le débat sur la CSG et la menace de censure

## La droite veut prouver son unité mais ne croit pas à la chute du gouvernement

Les députés devaient aborder jeudi 15 novembre le débat sur la contribution sociale généralisée (CSG) que le premier ministre, M. Michel Rocard, viendra défendre. C'est dans la nuit que le gouvernement devrait engager sa responsabilité (article 49, alinéa 3 de la Constitution) pour faire passer ce texte qui n'est soutenu que par le groupe socialiste. En riposte, l'opposition devrait déposer une motion de censure, dont le texte a déjà été préparé. Le débat de censure devrait avoir lieu lundi 19 novembre. Le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popperen, a estimé, mardi 13 novembre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale que « pour la première fois la droite a le sentiment de renverser le gouvernement, même si ce n'est pas la plus probable ».

« Pensez-vous vraiment que l'on ait encore besoin de censurer le gouvernement ? Ne l'est-il pas déjà par la présidence de la République ? » Cette réflexion mi-ironique, mi-sérieuse d'un député centriste, M. Jean-Jacques Hyst, caillille mardi 13 novembre dans les couloirs du Palais-Bourbon, résume bien l'état d'esprit d'une bonne partie de l'opposition, plutôt soulagée de voir le premier ministre « lâché » de si belle manière par M. François Mitterrand sur le front lycéen. « Le chef de l'Etat est pourtant injuste avec le gouvernement », ajoute M. Hyst, qui va, néanmoins, voter la censure.

Une rumeur court les couloirs de l'Assemblée, depuis plusieurs jours : le président de la République ne serait pas mécontent de voir son premier ministre renversé par l'Assemblée. Certains élus de l'opposition se sont étonnés, lors des cérémonies du 11 novembre à l'Arc de triomphe, de voir le chef de l'Etat converser longuement avec le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, en ignorant complètement M. Lionel Jospin, pourtant premier ministre par intérim et ministre en situation difficile à cause de la manifestation qui devait avoir lieu le lendemain. Le vote de M. Pierre de Bénouville (RPR), ami personnel

de M. Mitterrand, sera intéressant de ce point de vue, estiment les députés de l'opposition. « S'il vote la censure, disent certains, ce sera limpide. » Pour l'heure, il ne semble pas que le député RPR de Paris ait l'intention de le faire, notamment parce qu'il ne veut pas porter la responsabilité de la chute du gouvernement alors que la guerre menace dans le Golfe. C'est un argument auquel M. Olivier Dussault (RPR, Oise) a été sensible. « mais, finalement, nous a-t-il déclaré, dans un moment de ralliement important, je me dois à la discipline de vote de mon groupe ».

### « Comportement suicidaire »

Compte tenu de ce climat un peu particulier, c'est une motion de censure destinée à faire chuter le président de la République que certains centristes auraient souhaité déposer... si cette arme constitutionnelle existait. Dans ces conditions, pourquoi chercher à renverser un premier ministre dont on salue à mi-voix le courage, tout en constatant son impuissance ? M. Jacques Barrot ne s'en remet pas. « Au lieu de fêter son texte avec les socialistes, si Rocard avait joué un peu la concertation, techniquement, la CSG pouvait passer », affirme-t-il. C'est, sans doute, en songeant à ces états d'âme que le premier ministre prépare pour le débat de jeudi des amendements gouvernementaux qui devraient toucher le cœur des centristes. Seront-ils suffisants pour retourner la tendance ? Même M. Raymond Barre, devant le groupe UDC, s'est montré critique sur les modalités d'application de la CSG. L'impression de ses amis (dont le nombre est en augmentation depuis les récentes démissions Giscard-Chirac) est qu'il pourrait bien voter la censure.

L'opposition, centristes compris, estime que les jeux sont faits aujourd'hui et que pas une seule voix ne doit masquer, le 19 novembre, pour censurer le premier ministre. La détermination est d'autant plus forte que l'opposition, depuis la semaine dernière, est ébranlée par la résurgence de la « guerre des chefs » à propos des « primaires » présidentielles. L'épisode a véritablement traumatisé les députés UDF et RPR, qui s'étaient pris, ces derniers temps, à rêver enfin que demain ne ressemblerait

pas à hier. Dans les trois groupes de l'opposition de droite, la question a été évoquée mardi, avec, comme toile de fond, une certitude : l'Union pour la France (UPF) est moribonde. Au RPR, on estime que c'est « un mauvais coup de Giscard ». A l'UDF, le complément est retourné à l'envoyeur. Giscardien, M. Michel d'Ornano s'est plaint de l'attitude du RPR, qui « a un problème parce qu'il n'a plus de candidats crédibles aux présidentielles ». M. Jacques Dominati (UDF-PR) avait préparé un communiqué vengeur, évoquant le « comportement suicidaire » des responsables de l'UDF et du RPR et « l'effet catastrophique » de ce nouveau combat des chefs. Un effet constaté par les députés dans leurs circonscriptions. « Nos dirigeants ont assumé une responsabilité énorme vis-à-vis de tous ceux qui veulent une autre politique pour la France [...]. Il nous appartient de réparer ce lamentable échec et de provoquer un processus authentique d'union pour assurer notre victoire », estime M. Dominati. Le député de Paris a avancé une proposition qui emporte l'adhésion de bon nombre d'élus de l'opposition : il souhaite que le bureau politique de l'UPF soit élu démocratiquement « par une convention nationale des élus républicains ».

Député (UDF-PR) de l'Eure, M. Ladislav Poniatski demande qu'on arrête « le massacre ». M. Pierre Mazeaud (RPR) lui emboîte le pas. « C'est inadmissible, affirme-t-il, que l'on laisse apparaître comme fondamentale la question des primaires dans l'opposition, alors que les Français ont des préoccupations autrement graves ».

A l'UDC, M. François Bayrou, délégué général de l'UDF et l'un des négociateurs de la charte sur les « primaires » a reçu un accueil plutôt frais de la part de ses collègues. Il s'est même fâché quand les rires et les propos ironiques ont fusé tandis qu'il tentait d'expliquer les raisons de la rupture. Les députés centristes n'ont pas oublié les menaces brandies par les « grands chefs » au cas où certains ne voteraient pas la censure. Or ceux-là même qui se voulaient donneurs de leçons se trouvent aujourd'hui Gros-Jean comme devant. Pourtant, M. Alain Juppé, devant le groupe RPR, a redit que l'opposition ne pourra agir que par son soutien, pour les prochaines élections législatives, à ceux qui ne voteraient pas la censure. « Il nous en coûte », a répliqué un des chefs de file centristes en apprenant que des menaces de représailles étaient à nouveau brandies. Le quatuorlet du groupe UDC devrait d'ailleurs voter la censure. M. Méhaignerie l'affirme.

### « Ça va être juste... »

Le cœur, cependant, n'y est pas vraiment malgré « l'aubaine » des manifestations lycéennes. Il est vrai que l'opposition ne se sent pas armée pour accompagner, comprendre ou soutenir le mouvement. Un député comme M. Jacques Toubon (RPR), qui depuis des mois alerte la direction de son mouvement sur le malaise des jeunes, des lycéens et des étudiants, le mal-vivre dans les banlieues, a regretté mardi devant son groupe, que sa formation soit obli-

gée aujourd'hui de prendre le train en marche. M. Michel Barnier (RPR) qui plaide également depuis longtemps pour que son parti se recentre sur les problèmes concrets des Français, a demandé que les questions d'éducation soient placées « au premier rang des préoccupations » du RPR. Ce constat, nombreux sont les élus à le faire, toutes étiquettes confondues.

Tout cela explique que personne dans l'opposition ne semble songer sérieusement à voir le gouvernement Rocard tomber demain, ou plutôt à imaginer ce qui pourrait

advenir demain : peur de l'inconscience, d'élections anticipées qui ne feraient qu'exacerber les tensions actuelles entre l'UDF et le RPR, inquiétude secrète des centristes de voir arriver à Matignon un Jacques Delors qui raviverait leurs tensions internes ? « Ça va être juste, mais il ne tombera pas », se rassure-t-on dans l'entourage de M. Pierre Méhaignerie tandis que M. Charles Millon constate : « C'est un gouvernement fragile qui ne tient que par des expédients, que par des tactiques de dernière heure qui lui permettent de grappiller quelques voix.

Il peut se maintenir encore quelque temps. » Mais pour M. Millon le problème est plus profond et c'est à « une fin de régime » à laquelle on assiste, selon lui : « Notre pays est confronté à une crise grave, profonde : la France se balkanise, se fédalise et se corporatise... »

Le président du groupe UDF, M. Charles Millon a toutefois déjà rédigé le texte de la censure. Elle a été soumise, en conférence des présidents de l'intergroupe, à ses homologues, MM. Bernard Pons et Pierre Méhaignerie. Comme le souhaitaient les centristes, ce « projet de motion de censure » ne condamne pas le principe de la CSG, mais seulement « la création insidieuse d'une nouvelle impôt sans aucune réflexion d'ensemble ait été engagée ». Rien dans le texte de la censure, mais seulement « la complexité du dispositif », « la création insidieuse d'une nouvelle impôt sans aucune réflexion d'ensemble ait été engagée ». Rien dans le texte de la censure, mais seulement « la complexité du dispositif », « la création insidieuse d'une nouvelle impôt sans aucune réflexion d'ensemble ait été engagée ». Rien dans le texte de la censure, mais seulement « la complexité du dispositif », « la création insidieuse d'une nouvelle impôt sans aucune réflexion d'ensemble ait été engagée ».

PIERRE SERVENT  
Lire également page 33  
l'article de Jean-Michel Normand.

### La colère de M. Vernaudeau

Le débat sur le budget des DOM-TOM à l'Assemblée nationale, lundi 12 novembre, a montré que le gouvernement pouvait compter sur le soutien des députés d'outre-mer qui s'agitent parmi les non-inscrits. M. Elia Hossou, élu du Parti communiste réunionnais, et M. Alexis Pota, dissident de ce même parti, ont approuvé les orientations du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penzec, en se démarquant des députés du PCF qui se sont abstenus. Le troisième député non-inscrit de la Réunion, M. André Thien'Ah Koon, maire du Tampon, n'a pas, lui non plus, ménagé son appui au gouvernement. De même le président du gouvernement territorial de la Polynésie française, M. Alexandre Léontieff, reste fidèle à la majorité mitterrandienne.

non inscrit de la Polynésie, M. Emile Vernaudeau, risque de faire défaut à M. Rocard. Le turbulent maire de Mahina, en effet, saisi l'occasion de ce débat pour franchir un nouveau degré dans l'escalade du contentieux qui l'oppose à M. Léontieff, dont il a juré la perte malgré les tentatives de conciliation entreprises depuis le mois de mai par M. François Mitterrand en personne. Après avoir accusé le gouvernement central de pratiquer vis-à-vis de la Polynésie une « politique discriminatoire » d'autant plus « dangereuse » que le territoire lui paraît en état de « banqueroute », M. Vernaudeau a proclamé qu'il retirait sa délégation de vote au groupe socialiste.

En revanche, l'autre député

A. R.

### M. Jacques Robichez, nouveau président du conseil scientifique du Front national

Le conseil scientifique du Front national ne donne pas beaucoup de publicité à ses activités. Ainsi, la désignation de son nouveau président au cours d'une réunion tenue le 26 octobre à Paris est passée inaperçue : M. Jacques Robichez, professeur émérite de littérature française à la Sorbonne, a succédé à M. Jules Monnerot, sociologue, qui avait donné sa démission, le 25 août, de son poste et du parti, dont il était membre du bureau politique, en raison d'un « accord sur la position du mouvement dans l'affaire du Golfe ». S'opposant à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front, M. Monnerot avait publié un article dans le quotidien d'extrême droite *Présent*, dans lequel il affirmait que « seules les démonstrations de force, ou, si elles ne suffisent pas, des épreuves de force, livreront la menace irakienne ».

Désigné à l'unanimité, M. Robichez sera flanqué de deux vice-présidents : M. Pierre Miller, ancien élève de l'ENA, écrivain et auteur pour le FN d'un rapport sur « le coût de l'immigration », ainsi que M. Jacques Routhier, ancien directeur de recherches au CNRS et ancien président de l'Union française des géologues. M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique du Front, désigné national aux études et président du groupe FN du conseil régional d'Ile-de-France, a été reconduit dans ses fonctions de secrétaire général au sein du nouveau bureau du conseil scientifique.

Au cours de cette réunion, M. Millon a souligné que cette instance devait être une « vitrine prestigieuse » pour le parti d'extrême droite, dont les conditions d'accès, selon lui, doivent rester strictes.

O. B.

**CAPEL met l'homme fort à son aise**

CAPEL prêt-à-porter grandes tailles  
• 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris  
• 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris  
• Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg  
• 88, rue Nationale, 59000 Lille

**CONCILIUM**

REVUE INTERNATIONALE DE THEOLOGIE 174

RELIGIONS ET ÉGLISES EN EUROPE DE L'EST

NORBERT CREINACHER - VIRGIL ELIZONDO  
ORDINER LE RUCAL DE FER EN 1982

LE CAHIER 67 FF

**BEAUCHESNE**  
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

**L'homme le plus long s'habille chez CAPEL**

CAPEL prêt-à-porter grandes tailles  
• 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris  
• 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris  
• Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg  
• 88, rue Nationale, 59000 Lille

**- Aujourd'hui, nos petits derniers portables sont moins chers.**

Les gros micros vont découvrir les joies de la retraite.



## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## M. Joxe demande la réserve du vote sur les crédits du ministère de l'intérieur

Faute de majorité en sa faveur, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a demandé, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 novembre, la réserve du vote de l'Assemblée nationale sur les crédits de son département. D'un montant total de 67,483 milliards de francs, le budget de l'intérieur pour 1991 augmente dans les mêmes proportions (+4,8 %) que l'ensemble des crédits de l'Etat. Il concerne à la fois la police, la sécurité civile et les collectivités locales.

« Les policiers sont-ils trop ou pas assez nombreux, et, s'ils ne le sont pas, comment le faire ? Il était sans doute inévitable qu'un lendemain des incidents survenus, à Paris, le long de la grande manifestation des lycéens (lire page 12), bon nombre de députés réservent l'essentiel de leurs propos au sort des forces de police. Rapporteur pour avis de la commission des lois, M. Denise Cachet (PS, Nord) a livré, à ce propos, des statistiques peu connues : on compte 3,69 policiers ou gendarmes en France pour 100 habitants contre 4,53 en Italie, 4,29 au Portugal, 2,11 au Royaume-Uni et 1,93 au Danemark. La France tient son rang, en somme, entre les pays de l'Europe latine et ceux de l'Europe du Nord, mais trop de policiers sont employés à des tâches administratives, alors qu'il conviendrait de les « remettre au plus vite sur la voie publique ».

Le projet de loi de finances pour 1991 ne prévoit, en effet, que 409 créations d'emplois, dont la moitié seront réservés, comme on dit joliment, à « la maîtrise des flux migratoires ». Cet effort est jugé insuffisant par M. Henri Cœ (RPR, Yvelines), pour lequel « dans trop de villes, la peur s'installe, les bandes

se multiplient, les violences se multiplient ». Avant lui, le rapporteur de la commission des lois au titre de l'administration générale et des collectivités locales, M. Pascal Clément (UDF, Loire), a centré son intervention sur les étrangers. « Nous avons vu Vaulx-en-Velin, a-t-il dit. Nous voyons le mouvement lycéen. » « Vous avez tenté de faire une loi qui apparaît, à l'évidence, inapte à contenir l'immigration clandestine, une des plaies les moins guérissables de notre société », dit encore M. Clément.

La couleur du délinquant

Inévitable, aussi, la querelle de la DGF. Cette dotation globale de fonctionnement est l'une des principales ressources des communes. Elle n'est jamais suffisante. Si elle augmente, cette année, de 7,3 %, c'est, tout simplement, qu'elle avait baissé l'an dernier, explique M. Jacques Brumhes (PC, Hauts-de-Seine), ajoutant qu'on ne saurait « faire une croix sur le « hold-up » de l'année passée ». La porte-parole du groupe communiste indique encore qu'en 1990 les collectivités locales ont dû rembourser davantage que ce qu'elles ont emprunté : les communes en sont réduites à « la situation des pays du tiers-monde face au Fonds monétaire international ».

## « Les RG ne sont pas une police secrète »

En réponse à une intervention d'un député de la Réunion, qui se plaignait du sous-effectif des services de police dans l'île, le ministre de l'intérieur a abordé, mardi 13 novembre, la question des renseignements généraux. « Je vais maintenant vous parler des renseignements généraux. Il y a d'ailleurs longtemps que j'ai envie d'en parler », a commencé M. Joxe, d'un air presque gourmand. En fait, le ministre a surtout décrit les principales missions de ce service.

Après avoir rappelé que la formation des RG avait été améliorée, M. Joxe a cependant assuré que « toutes les dispositions ont été prises pour tirer les conclusions administratives, disciplinaires ou judiciaires (des faits de violation de la loi qui ont été soit allégués, soit établis) ». « Non, il n'y a pas de police secrète, de police politique en France (...).

Nous ne pouvons laisser croire qu'il existe une direction de la police nationale qui soit utilisée à d'autres fins que celles qui doivent être les siennes, ou qui soit peuplée de milliers de fonctionnaires se conduisant à l'égal de tel ou tel dont je ne veux pas citer le nom », a affirmé le ministre, avant d'indiquer que, pour faire droit à une revendication déjà ancienne de l'une des principales organisations syndicales de policiers, il se propose d'instituer un conseil supérieur, dont ni le nom ni la composition ne sont encore arrêtés.

La polémique a rebondi, tard dans la soirée de mardi, lorsque M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) a mis en cause, en le nommant, un fonctionnaire des renseignements généraux qui surveillerait ses activités et qui serait actionnaire d'une « boîte de nuit ».

consensus en matière de sécurité intérieure, qu'elles prennent conscience des menaces et des risques liés à l'urbanisme et aux injustices sociales, a déclaré M. Joxe. Je le souhaite, mais à entendre ce qui s'est dit, je ne crois pas que le moment soit venu.

En effet. Exhibant une photo du ministre de la culture en compagnie de « taggers », M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) est revenu en ces termes, plus tard, sur l'immigration, la violence et la délinquance : « Qu'allez-vous faire pour qu'on n'ait pas l'impression que la couleur du

délinquant peut excuser la délinquance et qu'un voyou de couleur n'est que demi-voyou ? Qu'allez-vous faire pour arrêter la concentration des immigrés dans nos banlieues ? » Vous nous demandez trop souvent de faire preuve de mansuétude à l'égard des loubards », s'est empressé de renchérir l'élu du Front national, M. Marie-France Stréhalis (non inscrit, Eure-et-Loir). Les « casseurs » de Montparnasse n'ont pas fait que des dégâts matériels.

JEAN-LOUIS SAUX

## Le laboratoire policier en panne

par Erich Inciyan

DE Vaulx-en-Velin aux Renseignements généraux, des casernes parisiennes à la hausse des chiffres de la délinquance, la police nationale collectionne les revers depuis quelques mois. Comme si elle avait pâti d'une pause dans le mouvement de réformes engagé dès 1982 par Gaston Defferre et prolongé en 1985 par M. Pierre Joxe avec sa loi plurianuelle de modernisation de la police nationale, dont 1990 est la dernière année d'application.

Pourtant la loi de finances pour 1991 n'est pas l'ébauche d'un second plan de modernisation. Elle n'ouvre pas la marche à cette loi d'orientation sur la sécurité intérieure que M. Joxe appelait de ses vœux en 1989 et comptait engager dès 1990. L'Hôtel Matignon, qui entend avoir la haute main sur ce dossier interministériel, semble estimer que le ministère de l'intérieur a voulu aller plus vite que le ministère du budget.

Pour « engager véritablement la réforme », qu'elle appelle de ses vœux, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majorité chez les policiers en tenue) réclame « un plan budgétaire pour cinq ans », l'amélioration de l'efficacité du service public passe par une réforme de l'architecture policière. Dans quelques départements déjà, la territorialisation, la déconcentration et les projets de services ont été expérimentés au cours de l'année écoulée. Mais l'unification de la police, la réforme des corps et carrières avec le rapprochement des « civils » et de la « tenue », sont des processus délicats à mettre en œuvre. D'autant que les principaux syndicats de policiers n'entendent pas limiter la réforme des corps et carrières — qui n'en est encore qu'au stade des négociations — à une simple transition de la police de l'accord Duref sur la grille de la fonction publique.

Au total, on est bien loin de la déclaration de principe de M. Michel Rocard (le Monde du 11 octobre 1989) : « la police doit être dès 1990 un véritable laboratoire de la modernisation du service public ».

Pas de programmation pluriannuelle

La modernisation de la police est toutefois poursuivie par le budget pour 1991, puisque les dépenses des secteurs-clés sont maintenues au même niveau que les années précédentes. Ainsi des crédits pour l'informatique (+10 %), qui vont permettre le développement des grands fichiers criminels, ou encore de la formation (+36 %), investissement capital dans une industrie de main d'œuvre forte de 120 000 fonctionnaires. Quant aux programmes immobiliers, leur montant sera un peu inférieur à celui de l'an passé, le ministère de l'intérieur n'en demeurant pas moins le pre-

## M. Juppé fait de nouvelles propositions pour les « primaires » dans l'opposition

La rupture, le 8 novembre, des discussions au sein du bureau politique de l'Union pour la France sur l'organisation des « primaires », destinées à désigner le candidat commun de l'opposition à la prochaine élection présidentielle, a provoqué de la part de la délégation RPR surprise et irritation. Depuis cette date, M. Chirac et ses amis, qui se défendent d'avoir eu la moindre responsabilité dans cet incident, pressent l'UPF de reprendre les discussions sur le point qui avait provoqué le refus de M. Giscard d'Estaing : l'organisation de « primaires » au sein de l'opposition en cas d'élections anticipées. Dans ce but, M. Chirac, en réponse à une lettre de M. Giscard d'Estaing, avait offert de reprendre les conversations dès le 12 novembre. M. Juppé, secrétaire général du RPR a téléphoné à plusieurs reprises à M. Bayrou, député général de l'UPF sans obtenir de réponse.

Une certaine impatience s'est alors manifestée au sein du RPR, d'autant plus que la déception de la base militante se faisait plus grande et les reproches des cadres et des élus étaient plus vifs après ce qui avait été perçu comme une réédition de la « guerre des chefs ». M. Jacques Chirac a réuni, mardi après-midi 13 novembre, les dix sept représentants de son mouvement qui, avec lui-même, participent au bureau politique de l'UPF. Au terme de cette réunion, M. Juppé a adressé à M. Bayrou une lettre comportant une offre nouvelle d'ordre du jour et traitant les lignes d'une proposition de calendrier qui, selon lui, « tient compte des remarques et des critiques formulées par l'UPF le 8 novembre ». Cette proposition est désormais ainsi formulée :

1) « L'année suivante la signature de l'accord sur les primaires sera utilisée à mettre en place l'organisation nécessaire à la réalisation de ces primaires dans tous les cas d'élection. Pendant ce délai, le dispositif prévu en cas d'élections anticipées ne sera pas applicable. 2) Une fois le délai d'un an écoulé et dans l'hypothèse d'une élection anticipée, le vote des électeurs et le vote des élus auront lieu en un seul jour sur l'ensemble du territoire. Le candidat commun de l'Union sera le candidat arrivé en tête à l'issue de ces scrutins ».

Au tribunal correctionnel de Paris

## Un conseiller régional du PCF condamné pour « séquestration caractérisée »

M. Pierre Gosnat, conseiller régional communiste du Val-de-Marne, adjoint du maire d'Ivry-sur-Seine, fils de l'ancien trésorier du PCF, a été condamné à trois mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Paris. Il était inculpé de « séquestration caractérisée » à l'encontre d'un inspecteur départemental de l'éducation nationale.

Le 12 septembre 1988, pour obtenir l'ouverture de deux classes dans deux écoles (Makarevko et Joliot-Curie 9), les parents d'élèves d'Ivry, auxquels se joignaient des élus, occupèrent l'inspection départementale à Créteil. « Aucune violence n'a été commise envers qui que ce soit, aucune dégradation de matériels n'a pu être relevée », souligne M. Antoine Castro, premier adjoint du maire d'Ivry. A l'académie, on

Cette proposition va en partie au-devant des souhaits de certains membres de l'UPF qui ne voulaient pas vraiment de « primaires » en cas d'élections anticipées. Mais en partie puisque le délai de ce dispositif précis est limité à un an. En quelque sorte, le RPR fait le pari — ou formule le vœu — qu'aucune vacance du pouvoir présidentiel ne se produira pendant ce laps de temps ! En revanche, M. Juppé précise comment se déroulerait ensuite une éventuelle élection, rapprochée, soulignant que « le vote des électeurs et le vote des élus auront lieu en un seul jour sur l'ensemble du territoire ». Par cette formule, le RPR rappelle qu'il est hostile à un scrutin de primaires auquel ne participerait que les élus et non les simples électeurs, alors que l'UPF souhaitait un collège électoral ainsi restreint. Il y aura donc encore, lorsque les débats reprendront, matière à bien des discussions entre les deux composantes de l'UPF. Celles-ci pourraient être réouvertes dès mercredi soir 14 novembre au cours de l'émission de FR 3 « La marche du siècle ». En effet, après de nombreuses hésitations, M. Giscard d'Estaing et Chirac s'étaient en définitive résignés à y participer.

A l'origine, cette émission devait se dérouler au Zénith où devait être scellée l'Union de l'opposition.

ANDRÉ PASSEIRON

## M. Chevènement se prononce pour un régime présidentiel

M. Jean-Pierre Chevènement s'est prononcé, lundi 12 novembre, sur France-Culture, en faveur du régime présidentiel et d'un raccourcissement de la durée du mandat du chef de l'Etat. Invité de « L'Histoire en direct », le ministre de la défense a déclaré qu'il est « nécessaire d'avoir un rythme dans la vie démocratique » et il a constaté que, « dans toutes les grandes démocraties, ce rythme est de quatre ou cinq ans ».

« Je me pose la question de savoir si l'on ne peut pas avoir un régime de type présidentiel », a ajouté le ministre, selon qui le fonctionnement des institutions de la V<sup>e</sup> République depuis trente ans a peut-être « altéré l'esprit républicain ».

M<sup>me</sup> Carmen Bourvic, responsable locale de l'association de parents d'élèves FCFE, sur qui pesait la même inculpation, a été relaxée. M<sup>me</sup> Chantal Darel, présidente du comité de soutien aux accusés, considère qu'il s'agit là d'un « jugement scandaleux et dangereux car il condamne un élu dans l'accomplissement de son mandat », ajoutant : « Doit-on conclure que maintenant les actions revendicatives seront assimilées à des délits ? »

FRANCIS GOUGE

La réforme des P et T

## Les sénateurs souhaitent la création d'un haut conseil des télécommunications

Les sénateurs ont entamé, mardi 13 novembre, leur première lecture du projet de loi, déclaré d'urgence, sur la réglementation des télécommunications, présenté par M. Paul Quilès, ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace. Ce texte, adopté par l'Assemblée nationale en première lecture (le Monde du 17 octobre), s'inscrit dans le cadre de la réforme de la poste et des télécommunications votée à la session du printemps dernier. Les sénateurs souhaitent l'institution d'un haut conseil des télécommunications, chargé de veiller au respect des règles de la concurrence dans ce secteur.

« Ce projet de loi n'est pas une création ex nihilo, mais il se rattache à une problématique bien connue de tous ceux qui s'intéressent aux télécommunications : la déréglementation », a indiqué M. Quilès dans sa présentation du texte, qui prévoit de confier au ministre des télécommunications une part essentielle des pouvoirs dévolus à titre transitoire au CSA. Comme à l'Assem-

blée nationale, en effet, le rôle de l'Etat a été au cœur de la discussion générale. M. Gérard Larcher (RPR, Yvelines), rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, a souligné les insuffisances du texte : « Il ne faut pas renforcer les protections autour d'un service public qui semble se comporter en forteresse assiégée. Il est temps que nous sortions de nos lignes Maginot pour développer une stratégie plus offensive, faisant de France-Télécom une entreprise performante. »

« Parions sur l'initiative plutôt que sur le corollaire », a ajouté M. Jean Faure (UD, cent., Isère).

« Je crois que nous défendons deux logiques difficilement compatibles », a assuré, en réponse, M. Jacques Bellanger (PS, Yvelines) : la nôtre, partisane d'un service public fort pour assurer l'égalité d'accès, le développement régional, le meilleur investissement, mais, aussi, un service public ouvert à la concurrence et compétitif.

« Certains a priori idéologiques vous empêchent d'entrer dans la logique du texte », a répondu le ministre au rapporteur. C'est à croire que vous identifiez service public et inefficacité. Le modèle thalassien continue à faire des ravages », M. Quilès a profité d'une remarque de M. Bellanger sur les

intentions des Etats-Unis dans les négociations du GATT, où figurent les services des télécommunications, pour dénoncer les tentatives américaines d'« enfoncer un coin » entre les différents pays membres de la Communauté européenne.

Au cours de l'examen des premiers articles du texte, les membres de la majorité sénatoriale, peu sensibles aux arguments avancés par le ministre, ont suivi M. Larcher sur l'essentiel de ses propositions. Ils ont étendu les attributions confiées au ministre à la promotion de la recherche nationale dans le secteur des télécommunications. A cet effet, ils ont disposé que le ministre exerçait la tutelle du Centre national d'études des télécommunications (CNET), qui dépend actuellement de France-Télécom, conjointement avec le ministère de la recherche.

A l'initiative du rapporteur, toujours, les sénateurs ont décidé, contre l'avis du ministre, la création d'un haut conseil des télécommunications, « autorité administrative indépendante, composée de six magistrats et de trois personnalités qualifiées, chargée de veiller à ce que soit assurée une concurrence loyale dans ce secteur ». Les dispositions adoptées indiquent que ce haut conseil serait obligatoirement consulté par le

ministre sur toutes les demandes d'autorisation et qu'il aurait un rôle d'arbitrage en cas de litige.

Les sénateurs ont enfin adopté, contre l'avis du ministre, deux amendements sur les écoutes téléphoniques. Le premier dispose que « le droit au respect de la vie privée prévu par l'article 9 du code civil » doit être « garanti par l'exploitant public et les fournisseurs de services de télécommunications ». Le second stipule que les interceptions de communication à distance sont interdites « à l'exploitant public, aux personnes autorisées à établir un réseau ouvert au public et aux fournisseurs de services de télécommunications ».

Sur ce point, M. Quilès a indiqué qu'il avait fait mettre à l'étude les conséquences à tirer de la décision du 24 avril 1990 de la Cour européenne des droits de l'homme, jugeant que la législation française en matière d'écoutes téléphoniques n'est pas assez précise. Le ministre a souligné qu'un débat de fond se tiendrait au Parlement à l'occasion de la discussion d'un projet de loi consacré au sujet, qu'il avait annoncé le 12 octobre lors de l'examen de ce texte à l'Assemblée nationale.

GILLES PARS

Les événements locaux sont souvent de taille à faire bouger le monde



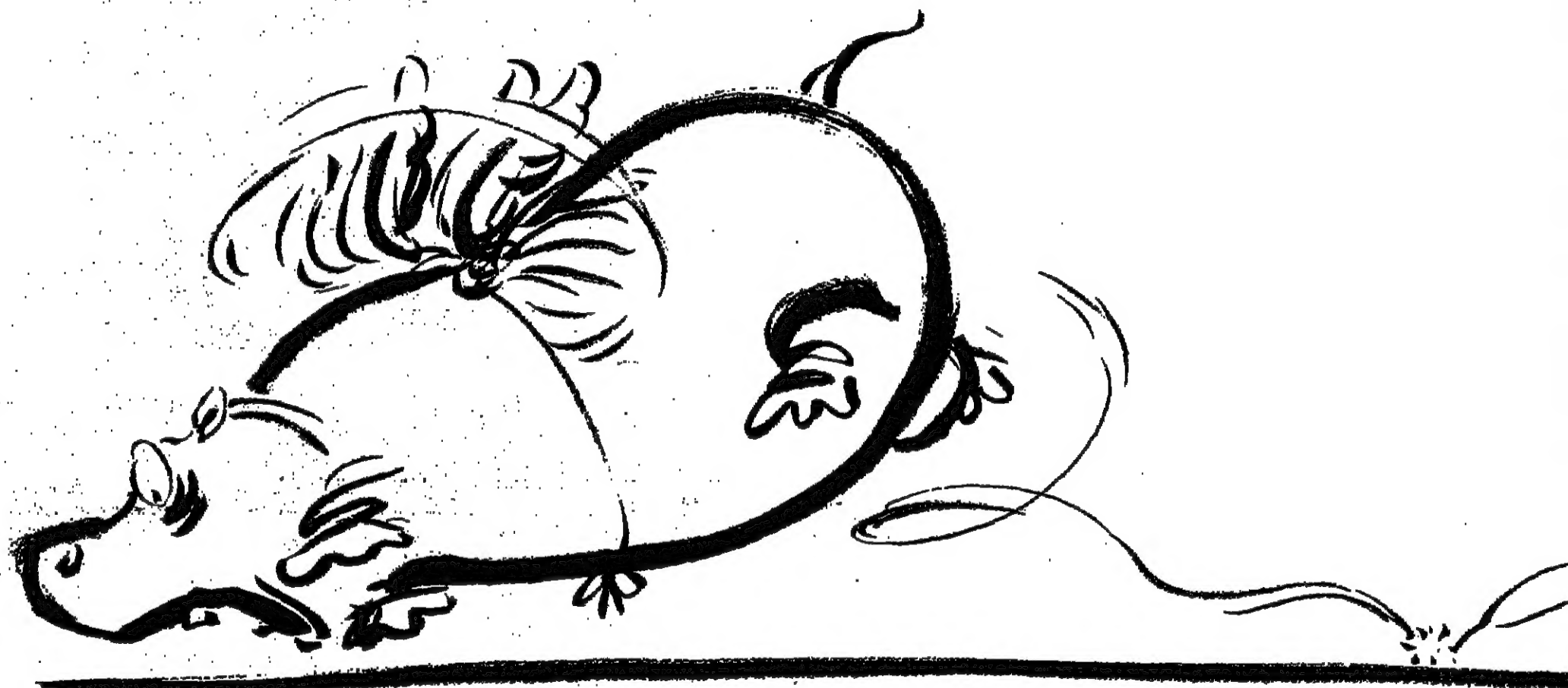
Le Monde  
HEURES LOCALES

Premier rendez-vous samedi 17 novembre  
(numéro daté dimanche 18-19)



M. Jappe fait de nouvelles propositions pour les « primaires » dans l'opposition

- Aujourd'hui,  
les nouveaux portables de Toshiba  
provoquent, chez les gros micros,  
des effets surprenants.



**Plus de couleur.**  
Nouveau :  
le T5200C,  
processeur  
Intel386 DX,  
disque dur  
100 ou 200 Mo  
avec écran plat  
couleur VGA.

leur, prouve que vous pouvez aujourd'hui, définitivement, travailler autrement. En étant plus libre, en optimisant au mieux votre temps pour travailler mieux sans travailler trop. Depuis 1985, Toshiba poursuit toujours la même idée : mettre sa maîtrise technologique à votre service. Mieux : proposer à chacun d'entre vous un portable compatible qui correspond précisément à vos besoins, vous offrir ainsi toutes les fonctionnalités d'un micro-ordinateur et la liberté en plus. Cette grande ambition n'est pas qu'une déclaration d'intention. Toshiba confirme sa volonté d'être l'alternative aux gros

**Plus de connectique.**  
Le T3100 : Station  
réseau portable  
avec emplacement  
pour carte  
Ethernet ou Token  
Ring. Aujourd'hui  
le  
T3100 e/20  
est proposé à  
19 990 F. HT. au lieu de 25 150 F. HT.



micros de bureau, en présentant aujourd'hui deux portables dotés d'écrans plats couleur : le T5200C et le T3200SXC. Véritables symboles de l'avance technologique de Toshiba, ces écrans VGA révolutionnent le portable en lui donnant la couleur avec une définition d'une extrême qualité. Votre liberté, c'est aussi pouvoir stocker et emporter tous vos dossiers. Aujourd'hui Toshiba réalise la prouesse d'intégrer un disque dur de 200 Mo dans un portable : le T5200/200. Enfin Toshiba a développé des cartes de communication miniaturisées pour transformer votre portable en terminal de site central, en poste de réseau local, en télécopieur ou bien en Minitel. Aujourd'hui, le remplacement inéluctable des micros de bureau par des portables Toshiba s'accélère : Toshiba baisse ses prix de 20 % en moyenne sur toute la gamme de ses portables.

**Plus de puissance.**  
Le T3200SX avert un  
disque dur de 120 Mo.  
Processeur Intel386 SX,  
écran plasma VGA.  
Aujourd'hui le  
T3200 SX/40 est  
proposé à 26 990 F. HT.  
au lieu de 44 150 F. HT.



L'Empreinte de Demain  
**TOSHIBA**



## PARIS ET RÉGION PARISIENNE :

75001 Paris - Buratom : ☎ 42 97 53 01  
 75001 Paris - FNAC Forum : ☎ 40 41 00 00  
 75001 Paris - Samaritaine : ☎ 45 08 33 33  
 75002 Paris - Les Papeteries Réaumur : ☎ 42 36 79 55  
 75003 Paris - Cash 21 : ☎ 42 72 26 20  
 75003 Paris - Genedis Diffusion : ☎ 48 04 92 92  
 75003 Paris - Service Telecom SARL : ☎ 48 87 30 55  
 75004 Paris - B.H.V. Rivoli : ☎ 42 74 97 14  
 75006 Paris - Duriez : ☎ 46 33 20 43  
 75006 Paris - FNAC : ☎ 49 54 30 00  
 75006 Paris - Girard : ☎ 45 44 04 31  
 75008 Paris - Ares International : ☎ 45 62 00 48  
 75008 Paris - Buradiff : ☎ 45 63 04 44  
 75008 Paris - Dical Service : ☎ 39 57 93 33  
 75008 Paris - Duriez : ☎ 47 42 91 49  
 75008 Paris - FNAC : ☎ 48 88 58 00  
 75008 Paris - Revelux : ☎ 40 74 08 75  
 75008 Paris - Radex : ☎ 45 62 66 00  
 75008 Paris - SMD Bureau : ☎ 47 42 30 59  
 75008 Paris - Techline : ☎ 43 94 31 31  
 75009 Paris - Bureau Progres : ☎ 42 85 54 47  
 75009 Paris - Buro Hall : ☎ 42 82 00 77  
 75009 Paris - Computech : ☎ 42 61 51 62  
 75009 Paris - C.T.I. : ☎ 48 78 60 00  
 75009 Paris - Dactylo Office : ☎ 45 26 21 01  
 75009 Paris - Lagamat : ☎ 42 85 09 50  
 75009 Paris - Papeterie de la Trinité : ☎ 48 74 37 92  
 75009 Paris - Paris-Copia : ☎ 45 23 22 55  
 75010 Paris - ACGI Compucore : ☎ 40 38 04 59  
 75010 Paris - All Paper : ☎ 40 59 99 45  
 75010 Paris - Quercy : ☎ 42 01 72 82  
 75010 Paris - Société General Video : ☎ 42 06 50 50  
 75010 Paris - Toner Plus : ☎ 42 81 00 82  
 75011 Paris - A.B.S. : ☎ 43 71 48 08  
 75011 Paris - C.B.I. : ☎ 43 79 77 22  
 75011 Paris - Cachou : ☎ 43 79 78 81  
 75011 Paris - C.B.M. : ☎ 43 57 70 50  
 75011 Paris - Logitec : ☎ 43 48 55 55  
 75011 Paris - Select : ☎ 43 48 95 47  
 75011 Paris - Yves Cornez : ☎ 43 71 38 89  
 75012 Paris - Société Française de Télécopie : ☎ 43 43 34 44  
 75013 Paris - Fac Similé : ☎ 43 37 86 00  
 75013 Paris - Triade France : ☎ 40 36 07 25  
 75014 Paris - Clip Bureau : ☎ 45 89 45 45  
 75014 Paris - Communicap : ☎ 42 79 94 72  
 75014 Paris - Media Systems Diffusion : ☎ 43 20 68 37  
 75014 Paris - Montparnasse Mécanographie : ☎ 43 35 39 02  
 75015 Paris - A.B.C. Electronique : ☎ 48 28 87 51  
 75015 Paris - HiFi Madison : ☎ 45 78 81 16  
 75015 Paris - Iris Bureau : ☎ 45 66 72 72  
 75015 Paris - I.R.S. : ☎ 45 75 70 81  
 75015 Paris - Mondial Bureau : ☎ 45 54 97 47  
 75015 Paris - Papyrus : ☎ 45 77 39 07  
 75015 Paris - Semir France : ☎ 45 67 61 12  
 75015 Paris - Sloop : ☎ 48 28 88 08  
 75015 Paris - Top Fax Bureau : ☎ 43 06 42 06  
 75016 Paris - Commerce International Entreprise : ☎ 43 42 44 40  
 75016 Paris - Groupe Thierry Adrien : ☎ 40 54 03 52  
 75016 Paris - Lamarine : ☎ 47 27 31 31  
 75016 Paris - Top Soft : ☎ 45 03 21 10  
 75017 Paris - Add on : ☎ 43 87 19 19  
 75017 Paris - Alfax Télécommunication : ☎ 40 55 00 40  
 75017 Paris - 2 GS Réseaux Informatique : ☎ 46 27 62 09  
 75017 Paris - Mondial Télécopie : ☎ 40 54 86 86  
 75017 Paris - Scidemat : ☎ 46 27 59 88  
 75017 Paris - Silcon : ☎ 40 55 06 80  
 75018 Paris - A.C.E. Bureau : ☎ 42 55 47 20  
 75018 Paris - Ancemat Jean : ☎ 48 06 39 14  
 75018 Paris - Comfax SARL : ☎ 40 08 04 04  
 75018 Paris - Jopel : ☎ 30 35 86 39  
 75018 Paris - Papeterie Deloffre : ☎ 43 56 19 77  
 75019 Paris - Omnium Promotion : ☎ 40 34 42 00  
 75019 Paris - Tian Yuan Zénith : ☎ 42 79 90 75  
 75019 Paris - Toner Plus : ☎ 42 39 23 67  
 75020 Paris - Paris Dactyl : ☎ 47 97 87 46  
 77 Brie-Comte-Robert - Comatel : ☎ 64 05 36 39  
 77 Bussy-Saint-Georges - CEDI : ☎ 64 66 07 07  
 77 Chelles - R.M.B. : ☎ 64 21 37 79  
 77 Dammarie-les-Lys - A.D.P. Bureau : ☎ 64 39 06 06  
 77 Dammarie-les-Lys - Hypermedia : ☎ 64 87 64 64  
 77 Fontainebleau - B.G.S. Bureau Gestion : ☎ 64 22 22 22  
 77 Le Mée-sur-Seine - Biogin et Associés : ☎ 64 52 00 36  
 77 Le Mée-sur-Seine - Charon : ☎ 60 68 84 70  
 77 Meaux - Néo Bureau : ☎ 64 34 22 62  
 77 Ozur-la-Ferrière - Geszac : ☎ 64 40 22 42  
 77 Pontault-Combault - B.C. Bureau : ☎ 60 28 61 17  
 77 Roissy-en-Brie - Lys Bureau : ☎ 60 28 96 26  
 78 Arnouville - L.C.I. : ☎ 30 93 93 66  
 78 Conflans-Sainte-Honorine - Banlieue Ouest Mécanographie : ☎ 47 72 71 56  
 78 Elancourt - R.C.B. : ☎ 30 66 39 21  
 78 Gargenville - Eric International : ☎ 30 93 73 60  
 78 Le Chesnay - FNAC : ☎ 39 54 91 54  
 78 Maurepas - O.M.B. : ☎ 30 51 97 27  
 78 Montigny-Le Bretonneux - Boisson : ☎ 30 64 63 63  
 78 Poissy-Ybis : ☎ 39 79 28 88

78 Rambouillet - Desbordes : ☎ 34 83 06 82  
 78 St-Germain-en-Laye - Bureau Club : ☎ 34 51 00 09  
 78 Versailles - Alliance Bureau : ☎ 39 50 76 56  
 78 Versailles - A.M.S.O. : ☎ 39 50 09 09  
 78 Versailles - Ets Foucher Bureau : ☎ 39 50 27 41  
 91 Corbeil - Bureau Service : ☎ 64 96 12 88  
 91 Ezampes - Charbonnier : ☎ 64 94 12 02  
 91 Evry - Fac Similé : ☎ 60 77 90 77  
 91 Les Ulis - J.M. Bruneau : ☎ 69 07 64 04  
 91 Les Ulis - Les Papeters Plein Ciel : ☎ 69 07 21 21  
 91 Orsay - C.G.E.S. : ☎ 69 07 86 38  
 91 Ste-Geneviève - X.B.S. Bureau : ☎ 69 04 18 18  
 92 Antony - Dupré S.A. : ☎ 46 66 26 26  
 92 Asnières - Chapard et Marcon : ☎ 43 38 91 14  
 92 Asnières - Organisation de Bureau : ☎ 47 90 65 24  
 92 Boulogne - Celluland : ☎ 48 25 75 91  
 92 Bourg-la-Reine - Bureau Ouest : ☎ 45 47 70 00  
 92 Courbevoie - Arta Bureau : ☎ 47 68 58 00  
 92 Courbevoie - Carol Buro : ☎ 43 34 80 90  
 92 Courbevoie - Leader Opticom : ☎ 47 80 07 07  
 92 Courbevoie - FNAC Défense : ☎ 46 92 29 00  
 92 Fontenay-aux-Roses - 3 A Bureau : ☎ 46 60 53 29  
 92 La Garenne-Colombe - Fobur : ☎ 47 85 74 47  
 92 Malakoff - AB Bureaux Services : ☎ 46 57 26 27  
 92 Malakoff - Interdiscount France : ☎ 42 53 87 00  
 92 Montrouge - Graphic Business : ☎ 47 46 88 89  
 92 Neuilly - Reflex : ☎ 46 37 50 21  
 92 Rueil-Malmaison - Mougess : ☎ 47 49 32 45  
 92 Suresnes - Athelia : ☎ 47 72 75 64  
 92 Suresnes - M.G.O. : ☎ 46 97 09 97  
 92 Suresnes - Tradiva : ☎ 45 06 02 70  
 92 Suresnes - Video Shop Intelcom : ☎ 42 86 03 44

## PAYS DE LA LOIRE :

18 Bourges - Dactyl Bureau du Centre : ☎ 48 24 78 05  
 18 Vierzon - Bureau 2000 : ☎ 48 71 64 60  
 28 Châteaudun - Tout pour le bureau : ☎ 37 45 10 58  
 28 Cluses - J.J. Durand : ☎ 37 98 50 73  
 28 Luce - Friditec Guichard : ☎ 37 35 16 22  
 28 Mainvilliers - Ets Leray : ☎ 37 36 37 38  
 41 Blois - Toubureau : ☎ 54 78 71 45  
 41 Salbris - Distri Ordri : ☎ 45 97 01 41  
 41 Vendôme - Ets Denis : ☎ 54 77 62 57  
 45 Gien - Asselineau : ☎ 38 67 21 12  
 45 Orléans - A.M.C. : ☎ 38 62 62 58  
 45 Saran - Hypermedia : ☎ 38 73 62 62  
 45 Villemandeur - Sorbier : ☎ 38 93 20 90  
 89 Auxerre - B.B.S. Repro : ☎ 86 46 55 56  
 89 Auxerre - Bourgogne Bureau Service : ☎ 86 52 23 37  
 89 Auxerre - Yonne Copie : ☎ 86 52 79 10.

## OUEST :

16 Angoulême - Burostyl : ☎ 45 95 58 17  
 16 Angoulême - Quadraures : ☎ 45 69 15 69  
 16 Tourriers - Arcane Informatique : ☎ 45 20 66 22  
 17 La Rochelle - Bureau Moderne : ☎ 46 67 35 20  
 17 La Rochelle - Repro 17 : ☎ 46 41 83 57  
 17 Pailloireau - Charente Repro : ☎ 46 67 11 39  
 17 Royan - Papeterie de l'Ouest : ☎ 46 05 89 98  
 17 Saintes - M.B.I. : ☎ 46 93 32 17  
 22 Plénée-Jugon - Critère : ☎ 96 31 75 75  
 29 Brest - L.B.S. Copieurs : ☎ 98 41 77 27  
 29 Landerneau - A.Z. Buro : ☎ 98 85 39 51  
 29 Morlaix - B.T.O. : ☎ 98 88 77 00

## NORD :

02 Hirson - Top F.B. : ☎ 23 58 49 53  
 02 Saint-Quentin - Cognet : ☎ 23 62 72 89  
 02 Saint-Quentin - Image Repro : ☎ 23 67 02 32  
 02 Saint-Quentin - Majuscule : ☎ 23 67 02 32  
 02 Soissons - A.B.S. Equipement : ☎ 23 73 00 00  
 02 Soissons - Bureau 02 : ☎ 23 73 43 59  
 02 Soissons - S.O.S. Soissons : ☎ 23 53 20 00  
 02 Villeneuve-Saint-Germain - Bureau Développement : ☎ 23 53 53 83  
 14 Caen - Discount Copieur : ☎ 31 34 22 82  
 14 Caen - M.D.S. Bureau : ☎ 31 72 86 00  
 14 Caen - O.M.B. AS Vassard : ☎ 31 44 38 09  
 14 Jfs - M.D.O. : ☎ 31 84 11 70  
 27 Evreux - Noé Bureau : ☎ 32 31 07 45  
 27 Evreux - S.B.S. : ☎ 32 34 69 24  
 27 Le Neubourg - Ets Lepetit : ☎ 32 35 04 49  
 27 Vernon - Deloffre Pirel : ☎ 32 55 08 28  
 27 Vernon - Mécanographie Vernon : ☎ 32 51 23 67  
 50 Agneaux - D.L.C. Bureau : ☎ 33 57 90 90  
 50 Granville - Ets Blanchet : ☎ 33 50 18 44  
 50 Saint-Lô - Diffusion Bureau : ☎ 33 57 93 83  
 59 Cambrai - Debus R : ☎ 27 83 75 47  
 59 Cambrai - La Bureau : ☎ 27 81 67 95  
 59 Fournies - Dedeysère : ☎ 27 60 06 48  
 59 Lille - Fac Similé : ☎ 20 89 26 80  
 59 Lille - Flipo : ☎ 20 54 10 27  
 59 Lille - Le Furet du Nord : ☎ 20 78 43 64  
 59 Lille - M.T.R. : ☎ 20 57 50 93  
 59 Lille - Plastec Nord : ☎ 20 56 75 46  
 59 Lille - Reprox 3 : ☎ 20 53 25 25  
 59 Marquay-Baraoul - Sopanord : ☎ 20 72 00 72  
 59 Wasquehal - A4 Diffusion : ☎ 20 89 82 22

# VOUS DIRE OU NE PAS AURAIT ETE PLUS R

92 Villeneuve-la-Garenne - Buro Dépôt : ☎ 47 99 75 68  
 92 Villeneuve-la-Garenne - Express Bureau : ☎ 40 85 08 56  
 93 Aubervilliers - Lorde A International : ☎ 48 33 32 57  
 93 Aulnay-sous-Bois - Trading France : ☎ 48 68 47 16  
 93 Bagnolet - F.L.C. Bureau : ☎ 48 97 10 05  
 93 Bagnolet - Imas Diffusion : ☎ 43 62 00 46  
 93 Bagnolet - Sodev : ☎ 48 58 35 85  
 93 Le Blanc-Mesnil - Camminges : ☎ 48 67 72 78  
 93 Le Blanc-Mesnil - Pactissime : ☎ 45 91 22 00  
 93 Le Blanc-Mesnil - Stephane Equipement : ☎ 48 65 15 93  
 93 Le Bourget - Européenne de Bureau : ☎ 48 37 72 24  
 93 La Plaine-Saint-Denis - A.J.C. Computer : ☎ 42 43 96 01  
 93 La Plaine-Saint-Denis - L.P.S. : ☎ 48 78 26 45  
 93 Pantin - Reine Art : ☎ 48 91 00 53  
 93 Romainville - P.M.P. : ☎ 48 44 94 30  
 93 Rosny-sous-Bois - Buro Plus : ☎ 48 94 51 21  
 93 Rosny-sous-Bois - J.C.P. Bureau : ☎ 48 94 27 00  
 93 Rosny-sous-Bois - Triade : ☎ 42 89 34 74  
 93 Saint-Denis - Camdata : ☎ 48 09 09 44  
 93 Saint-Ouen - Bureau System : ☎ 40 11 67 26  
 93 Saint-Ouen - Eler : ☎ 40 11 66 60  
 93 Saint-Ouen - S Diffusion : ☎ 40 11 66 60  
 93 Sevran - Encre et Consommables : ☎ 43 83 42 69  
 93 Stains - D.A.A.V. : ☎ 48 21 61 61  
 93 Villeneuve-la-Garenne - Jarrey : ☎ 48 54 19 83  
 94 Chassy-le-Roi - Gesmatech : ☎ 48 52 85 04  
 94 Champigny - T.E.M. : ☎ 48 81 36 30  
 94 Créteil - FNAC : ☎ 43 99 50 00  
 94 Créteil - La Bureau de A à Z : ☎ 48 39 42 88  
 94 Ivry-sur-Seine - CEMAB : ☎ 46 72 79 06  
 94 Ivry-sur-Seine - U.T.M. : ☎ 46 72 75 08  
 94 La Varenne - Bureau Comm : ☎ 48 85 35 55  
 94 La Varenne - Odyssee Communication : ☎ 48 86 24 80  
 94 Saint-Maur-des-Fossés - Repromatique France : ☎ 48 89 65 20  
 94 Thiais - D.E.B. : ☎ 68 25 56 37  
 95 Argenteuil - Bass Ile de France : ☎ 39 61 23 66  
 95 Argenteuil - Invenov : ☎ 34 10 73 53  
 95 Argenteuil - Mécanographie 2021 : ☎ 47 93 28 27  
 95 Eaubonne - L'Ermite : ☎ 34 16 13 55  
 95 Ecouen - Micro Gemini : ☎ 39 92 00 68  
 95 Fosses - J.P.G. : ☎ 34 68 24 20  
 95 Garges-les-Gonnesse - Hypermedia : ☎ 39 93 80 00  
 95 Montigny-les-Carmelles - Aica : ☎ 34 50 10 10  
 95 Osny - Buro Synergie : ☎ 30 32 12 72  
 95 Saint-Ouen-l'Aumaine - ACM Bureau : ☎ 30 37 88 88  
 95 Villiers-Adam - Calcul Moderne : ☎ 34 69 20 20.

29 Morlaix - O.M.B. : ☎ 98 88 05 41  
 29 Plouigneau - F.I.R.A.T.E. : ☎ 98 79 14 44  
 29 Saint-Jacques - Mécanographie Bigaudène : ☎ 98 87 34 34  
 29 Quimper - Repro 27 : ☎ 98 53 05 07  
 35 Chantepie - Copy Concept : ☎ 99 41 83 33  
 35 Melesse - Distribution Ouest Papeterie : ☎ 99 66 97 20  
 35 Melesse - Seprodix Ouest : ☎ 99 66 54 34  
 35 Noyal-sur-Vilaine - En Perriniaux : ☎ 99 00 50 34  
 35 Rennes - Bureau Armor Electronique : ☎ 99 31 41 34  
 35 Saint-Malo - Hermine Bureau : ☎ 99 40 93 57  
 37 Chambrey-les-Tours - Copy Fax : ☎ 47 27 14 14  
 37 Chambrey-les-Tours - Papeterie de l'Ouest : ☎ 47 28 21 28  
 37 Chambrey-les-Tours - Rubex : ☎ 47 48 19 20  
 37 Saint-Pierre-des-Corps - Burotonic : ☎ 47 44 92 74  
 37 Saint-Pierre-des-Corps - S.O.P.A.C.O. : ☎ 47 44 74 99  
 37 Tours - Burolob : ☎ 47 38 38 38  
 37 Tours - Comarep : ☎ 47 27 66 37  
 37 Tours - Inter Bureau : ☎ 47 54 45 45  
 37 Tours - Mecanac Dactyl : ☎ 47 05 68 71  
 37 Tours - Mécanographie Grammont : ☎ 47 66 63 23  
 44 Carquefou - Chaimet Bureau : ☎ 40 25 13 20  
 44 Clisson - Bureau Sud Loire : ☎ 40 36 13 87  
 44 Nantes - C.J.S. : ☎ 40 73 73 58  
 44 Nantes - Copy News : ☎ 40 43 01 39  
 44 Nantes - Fac Similé : ☎ 40 50 13 73  
 44 Nantes - Hélios Nantes : ☎ 40 94 12 12  
 44 Nantes - Vericom : ☎ 40 49 10 61  
 44 Saint-Nazaire - Bally : ☎ 40 22 02 18  
 44 Sautron - Ergecom : ☎ 40 63 87 27  
 49 Angers - AB Plus Bureau : ☎ 41 88 95 95  
 49 Angers - Burhelio : ☎ 41 88 95 24  
 49 Cholet - Cholet Bureau Service : ☎ 41 58 11 10  
 53 Laval - Grevain Bureau : ☎ 43 53 67 44  
 53 Laval - Rousseau Bureau : ☎ 43 53 06 11  
 53 Villaines-la-Juhel - Gaspard Fournitures : ☎ 43 03 20 92  
 56 Lorient - Electra Dactyl : ☎ 92 87 91 92  
 56 Ploermel - Bureau System : ☎ 97 74 11 50  
 56 Vannes - Bureau 56 : ☎ 97 63 41 18  
 79 Niort - Mécanographie du Centre : ☎ 49 24 42 83  
 79 Niort - Forum de la Presse : ☎ 49 68 14 88  
 85 La Roche-sur-Yon - Vendée Bureau : ☎ 51 37 31 33  
 85 Les Sables - Buro 2000 : ☎ 51 95 42 58  
 86 Poitiers - Alpha Bureau Copie 86 : ☎ 49 88 00 96  
 86 Poitiers - Comatic : ☎ 49 58 54 60  
 86 Poitiers - Ets Chaumet : ☎ 49 41 21 65  
 86 Poitiers - Vinco 86 Espace Beaulu : ☎ 49 88 75 75.

59 Wasquehal - Eurotranscom : ☎ 20 98 55 66  
 59 Wattignies - G.I.E. Copie Diffusion : ☎ 20 60 04 83  
 60 Beauvais - Piquant Buro : ☎ 44 05 28 28  
 60 Beauvais - Robert Ledoux : ☎ 44 79 79 79  
 60 Clermont - Librairie aux amis de Clermont : ☎ 44 50 02 44  
 60 Clermont - Repro 60 : ☎ 44 78 30 80  
 61 Alençon - Repro 61 : ☎ 33 29 15 23  
 61 Argentan - Locabureau : ☎ 33 67 52 00  
 62 Aire-sur-la-Lys - Mécanographie Salon : ☎ 21 39 16 11  
 62 Bruay-la-Buissière - Willecoq : ☎ 21 62 58 20  
 62 Calais - Papeterie Bureau : ☎ 21 96 24 27  
 62 Calais - Sogepa Verhoeven : ☎ 21 96 48 90  
 72 Le Mans - Nouveau Discount Bureau : ☎ 43 24 22 09  
 76 Bois-Guillaume - Reprotext : ☎ 35 61 70 00  
 76 Caudebec-en-Caux - S.F.E.B. : ☎ 35 96 39 84  
 76 Le Havre - Albert Lefevre Organisation : ☎ 35 53 03 03  
 76 Mont-Saint-Aignan - D.I.R.S. : ☎ 35 60 11 11  
 76 Petit-Quevilly - UNTD : ☎ 35 72 28 04  
 76 Sotteville - Courteille : ☎ 35 66 26 26  
 80 Amiens - Burotec : ☎ 22 52 40 40  
 80 Crécy-en-Ponthieu - G.L.S. : ☎ 22 29 77 92.

## RHÔNE-ALPES :

01 Belley - Dactyl Eco : ☎ 79 81 31 66  
 01 Bourg-en-Bresse - C.D.B. : ☎ 74 23 44 04  
 01 Fernay-Voltaire - Ornex Informatique : ☎ 50 40 52 04  
 01 Marnod - T.L.T. : ☎ 72 25 71 81  
 01 Saint-Genis Pouilly - RM Soft : ☎ 50 42 09 14  
 21 Beaune - P.E.P. Bureau : ☎ 80 24 66 84  
 21 Chénôve - Copiafax : ☎ 80 52 84 04  
 21 Dijon - Bourcier : ☎ 80 30 69 11  
 21 Dijon - FNAC : ☎ 80 30 11 30  
 21 Dijon - Groupe Bureau Expansion : ☎ 80 52 51 67  
 21 Marsannay - Barabant : ☎ 80 52 39 13  
 21 Quetigny - Alexandre : ☎ 80 70 97 70  
 38 Bourgoin-Jallieu - Ets Marc Meunier : ☎ 74 93 72 22  
 38 Bourgoin-Jallieu - I.S.S. : ☎ 74 43 24 26  
 38 Echirolles - Chabert : ☎ 76 46 62 73  
 38 Echirolles - Felipin : ☎ 76 09 20 81  
 38 Echirolles - Isère Copieurs : ☎ 76 40 07 58  
 38 Grenoble - Espace Bureau : ☎ 76 51 67 79  
 38 La Côte-Saint-André - A.B.C. : ☎ 74 20 21 13  
 38 La Tour-du-Pin - Papeterie J. Morel : ☎ 74 97 46 31  
 38 Vénissieux - Brun-Passot : ☎ 78 77 34 34  
 39 Dôle - Dôle Bureau : ☎ 84 79 02 88  
 39 Lons-le-Saunier - Perono Mécanographie : ☎ 84 24 11 18  
 39 Saint-Claude - Curtet : ☎ 85 45 11 64  
 69 Chassieux - Dumas : ☎ 78 84 14 55  
 69 Croponne - Christian Murat : ☎ 78 57 00 55.

PGI CANON



69 Lyon - Bureau Clinic: ☎ 78 28 32 17  
69 Lyon - C.P. Buro: ☎ 78 58 80 55  
69 Lyon - Dactyl Buro: ☎ 78 83 61 15  
69 Lyon - DOM: ☎ 78 72 49 52  
69 Lyon - Dumas Viviant Mécanographie: ☎ 78 60 33 54  
69 Lyon - Electronic Service: ☎ 78 52 74 09  
69 Lyon - Fac-Similé: ☎ 72 73 11 96  
69 Lyon - FNAC: ☎ 72 40 49 49  
69 Lyon - La Nouvelle Bureautique: ☎ 72 73 40 60  
69 Lyon - S.B.M.: ☎ 78 60 90 11  
69 Lyon - SEM Trope: ☎ 78 53 14 91  
69 Lyon - Tout pour la Comptabilité: ☎ 78 62 68 03  
69 Lyon - Union des Commerces: ☎ 78 54 09 62  
69 Pierre-Bénite - S.E.R.M.: ☎ 78 50 28 03  
69 Saint-Genies - Poyet: ☎ 72 39 00 00  
69 Tarare - Burotec: ☎ 74 05 03 26  
69 Villeurbanne - Bureautique 2000: ☎ 78 68 89 04  
69 Villeurbanne - Roux Roger: ☎ 74 65 25 81  
69 Villeurbanne - S.E.R.G.: ☎ 72 34 08 08  
71 Autun - Sélection du Meuble: ☎ 85 52 07 65  
71 Chalon-sur-Saône - Aracil: ☎ 85 43 35 40  
71 Chalon-sur-Saône - Centre d'Achat et de Distribution: ☎ 85 48 58 62  
71 Charolles - V.B.C.: ☎ 85 24 10 45  
71 Le Creusot - Central Bureau: ☎ 85 55 05 91  
71 Mâcon - Bureautique 71: ☎ 85 38 61 43  
71 Mâcon - Votre Bureau: ☎ 85 38 49 55  
71 Montchanin - Montchanin Prés: ☎ 85 78 10 35  
71 Yvré-le-Pôlin - AMC 72: ☎ 43 87 45 13  
73 Chambéry - Garin: ☎ 79 62 31 26  
73 Chambéry-la-Ravoire - Weber: ☎ 79 33 06 50

48 Mende - I.B.S. Informatique: ☎ 66 65 01 60  
63 Châtillères - Laser: ☎ 73 91 15 21  
63 Clermont-Ferrand - La Bureautique: ☎ 73 92 80 17  
63 Clermont-Ferrand - Sovemab: ☎ 73 37 48 74  
63 Courmoult-d'Avègne - L'Espace Bureau: ☎ 73 69 42 21  
63 Riom - Auvergne Reprographie: ☎ 73 38 68 77  
63 Thiers - Abaque System: ☎ 73 80 12 22  
87 Limoges - H.B.M.: ☎ 55 37 37 37  
87 Limoges - Macarbur: ☎ 55 33 12 55  
87 Saint-Yrieix-la-Perche - Imprimerie Fabregue: ☎ 55 75 07 33

#### SUD-OUEST:

09 Lavelanet - Jean-Louis Galvan: ☎ 61 05 56 56  
11 Carcassonne - Bureau 11: ☎ 68 25 14 10  
11 Narbonne - B.D.L. Languedoc: ☎ 68 32 19 36  
12 Decazeville - Discount Electronic: ☎ 65 43 02 47  
12 Rodez - Abat Distribution: ☎ 65 42 74 01  
12 Rodez - Soberim: ☎ 65 42 20 06  
12 Villefranche - Buro 12: ☎ 65 43 45 86  
24 Bergerac - Berth Bureau Equipement: ☎ 53 57 14 68  
24 Périgueux - Périgord Bureau: ☎ 53 53 16 79  
24 Périgueux - Périgordine de Papeterie: ☎ 53 53 37 91  
24 Pessac - STR Région Aquitaine: ☎ 56 36 01 26  
31 Labège - Espace Bureautique: ☎ 61 39 22 22  
31 Ramonville-Saint-Agne - E.R.B.: ☎ 61 75 15 75  
31 Toulouse - Hypermedia: ☎ 61 76 97 98  
31 Toulouse - OS Services Bureautique: ☎ 61 40 21 42

25 Besançon - Burocom: ☎ 81 51 02 08  
25 Besançon - Dubich: ☎ 81 53 62 33  
25 Morteau - Mongeot: ☎ 81 67 22 22  
51 Epervain - Espace Bureau System: ☎ 26 54 11 74  
51 Reims - Reims Copie: ☎ 26 88 68 69  
51 Reims - Ets Rieg: ☎ 26 88 48 48  
52 Langres - Eurl MPS: ☎ 25 87 07 02  
54 Briey - Kevin Bureau: ☎ 82 20 21 41  
54 Heillecourt - Papeterie Lumy: ☎ 83 51 17 90  
54 Lunéville - SEB: ☎ 83 74 17 61  
54 Maxéville Champ-le-Bœuf - Marchand: ☎ 83 98 41 49  
54 Nancy - Buro Pilote: ☎ 83 32 28 95  
54 Nancy - Burotique 54: ☎ 83 37 59 84  
54 Nancy - Espace Bureautique: ☎ 83 98 26 26  
55 Bar-le-Duc - ISA France: ☎ 29 45 05 61  
57 Algrange - Sy/Cash: ☎ 82 85 41 14  
57 Forbach - Ollier: ☎ 87 88 31 00  
57 Marly - ORA Zil Bony: ☎ 87 50 44 66  
57 Metz - Economi Bureau: ☎ 87 63 22 66  
57 Metz - Lorraine Info Service: ☎ 87 32 70 71  
57 Metz - Obbo Cebea Metz: ☎ 87 30 17 30  
57 Metz - Standing Bureautique: ☎ 87 56 18 80  
57 Sarrebourg - Adrien Kirchner: ☎ 87 03 11 13  
57 Thionville - Bureau Equipement: ☎ 82 53 60 54  
57 Woippy - Formes Actuelles Cash Bureau: ☎ 87 32 78 08  
67 Fegersheim - Art Bureau: ☎ 88 64 15 16  
67 Illkirch - Buromod: ☎ 88 66 15 59  
67 Sélestat - Marquette: ☎ 88 92 85 45  
67 Strasbourg - Bureau System Equipement: ☎ 88 30 19 65  
67 Strasbourg - Espace Bureau Cash: ☎ 88 84 80 50

04 Sisteron - Bureau 04: ☎ 92 61 33 16  
05 Briançon - Ets Guy Garnier: ☎ 92 21 32 28  
05 Gap - Burle Bureautique: ☎ 92 52 30 14  
06 Antibes - Graive: ☎ 93 33 50 26  
06 Cannes - Basco Cabur: ☎ 93 68 36 72  
06 Cannes - Côte d'Azur Bureautique: ☎ 93 94 01 14  
06 Cannes - Ets Sodim: ☎ 93 38 61 61  
06 Cannes - Eurobureau: ☎ 93 38 38 53  
06 Cannes - Télécourses: ☎ 93 99 40 04  
06 Le Cannet - Azur Piles: ☎ 93 46 06 18  
06 Le Cannet - Sodipap: ☎ 93 45 41 05  
06 Menton - Ali Bureau: ☎ 93 35 75 87  
06 Nice - Fac-Similé: ☎ 93 07 03 80  
06 Nice - France Papeterie: ☎ 93 85 21 68  
06 Nice - MécaSystem: ☎ 93 62 48 01  
06 Nice - Paci Photoza: ☎ 93 80 15 89  
06 Nice - Standing Bureau Cash: ☎ 93 44 69 60  
06 Saint-Laurent-du-Var - Papeterie Loubet: ☎ 93 07 77 40  
06 Sophia Antipolis - C.O.M.I.D.: ☎ 93 65 28 38  
06 Villeneuve-Loubet - Sodico: ☎ 92 02 07 70  
13 Aix-en-Provence - Servimatic: ☎ 42 64 29 24  
13 Arles - Ducou Philippe: ☎ 90 96 28 03  
13 Cabries - Burostock: ☎ 42 02 59 10  
13 Marseille - Buro Class: ☎ 91 75 22 62  
13 Marseille - Calculs Actuels: ☎ 91 33 33 44  
13 Marseille - Color Equipement: ☎ 91 25 61 20  
13 Marseille - De France Méditerranée: ☎ 91 34 68 36  
13 Marseille - Ets Claude Dor: ☎ 91 55 07 09  
13 Marseille - Fac-Similé: ☎ 91 02 46 83  
13 Marseille - Guidotti: ☎ 91 37 23 19  
13 Marseille - Marseille Papeterie: ☎ 91 48 62 90  
13 Marseille - Pagenia: ☎ 91 91 09 40  
13 Marseille - Papeterie Mouret: ☎ 91 33 04 82  
13 Marseille - Reprographie du Midi: ☎ 91 76 21 21  
13 Marseille - Sopadec: ☎ 91 34 46 44  
13 Marseille - S.B.R.: ☎ 91 79 32 00  
13 Salon-de-Provence - M. Michel Grosjean: ☎ 90 56 05 28  
13 Vitrolles - H. Leclerc: ☎ 42 87 05 10  
20 Ajaccio - Ampart Carli: ☎ 95 23 18 04  
20 Bastia - Corse Repro: ☎ 95 30 29 73  
20 Bastia - Ets Coutaud: ☎ 95 31 09 37  
20 Bastia - Meco 20: ☎ 95 33 53 79  
20 Bastia - Papeterie Papazian: ☎ 95 33 07 78  
20 Lumio - Bureau Service: ☎ 95 60 78 10  
26 Châteauneuf - Chapelle International: ☎ 75 59 00 55  
26 Montélimar - A.B.E.R.: ☎ 75 01 85 75  
26 Valence - Lacroix Bureautique: ☎ 75 42 73 45  
83 Fréjus - Provence Bureau: ☎ 94 51 56 28  
83 Hyères - Ets Rémy: ☎ 94 65 63 19  
83 La Valette - B.E.S.T.: ☎ 94 41 51 51  
83 St-Raphaël - A.B.S.: ☎ 94 95 93 90  
83 St-Raphaël - Cattaneo et Nicoletti: ☎ 94 95 05 97  
83 Six-Fours - Alpha Pacific Technologies: ☎ 94 63 70 70  
83 Toulon - Avellan Bureautique: ☎ 94 62 60 60  
83 Toulon - Buro Line: ☎ 94 91 86 00  
83 Toulon - Charlemagne: ☎ 94 62 22 88  
84 Avignon - De Sauvage Vercours: ☎ 90 87 61 35  
84 Carpentras - S.B.B.: ☎ 90 63 54 06  
84 Cavillon - Bureau Organisation: ☎ 90 78 29 03  
84 Orange - Imprimerie Marin Peyre: ☎ 90 34 12 62  
98 Monaco - Buratica: ☎ 93 25 29 88  
98 Monaco - Monaco Bureau: ☎ 93 50 03 10  
98 Monaco - Société Monégasque Bureautique: ☎ 92 05 95 15

# IRE OU PAS LE TROUVER RAIT ET PLUS RAPIDE.

73 Saint-Jean-de-Maurienne - Alpes Reprographie: ☎ 79 64 33 49  
74 Annemasse - Domenjot: ☎ 50 38 31 40  
74 Sallanches - Technic Bureau: ☎ 50 58 14 45  
**CENTRE ET LANGUEDOC:**  
03 Montluçon - A.B.C.E.: ☎ 70 28 08 66  
03 Montluçon - Bureau Gestion: ☎ 70 29 14 76  
03 Moulins - Librairie A. Joly: ☎ 70 44 79 74  
03 Vichy - B.V.A.: ☎ 70 97 95 25  
07 Annonay - Neveu et Fils: ☎ 75 33 42 20  
07 Aubenas - Inter Consult: ☎ 75 35 49 26  
07 Aubenas - Tab: ☎ 75 35 45 25  
07 Doleval - A.B.S.: ☎ 75 33 49 33  
07 Tournon - Eurl Demars: ☎ 75 08 24 04  
15 Aurillac - Cinave: ☎ 71 64 17 86  
19 Brive - Atelier Mécanographique du Centre: ☎ 55 74 09 40  
30 Bouillargues - Micro Boutique: ☎ 66 29 76 60  
30 Langlade - Gard Bureautique: ☎ 66 81 41 04  
30 Uzès - Sedi: ☎ 66 22 60 77  
34 Agde - Agde Bureautique: ☎ 67 21 12 97  
34 Castelnaud-le-Lez - Bureautique 34: ☎ 67 79 77 02  
34 Castelnaud-le-Lez - Mécanographie Service: ☎ 67 79 35 55  
34 Montpellier - Burotec: ☎ 67 64 34 01  
34 Montpellier - Fac-Similé: ☎ 67 54 10 32  
34 Montpellier - Procom: ☎ 67 64 94 44  
34 Portet-sur-Garonne - Hypermedia: ☎ 61 76 97 98  
34 Saint-André-de-Sangonis - JPS Bureau: ☎ 67 57 83 57  
34 Sète - Bureau 34: ☎ 67 80 12 01  
36 Châteauneuf - Laemmer: ☎ 54 22 64 20  
42 Le Coteau - S.D.B.: ☎ 77 12 06 65  
42 Montbrison - Ribon: ☎ 77 58 34 88  
42 Roanne - Image Laser Couleur: ☎ 77 71 13 01  
42 Roanne - Thivoyan Bureau: ☎ 77 71 49 66  
42 Saint-Etienne - Aux Arts Graphiques: ☎ 77 32 47 81  
42 Saint-Etienne - Avenir Bureautique: ☎ 77 57 51 66  
42 Saint-Etienne - Infallo: ☎ 77 74 71 77  
42 Saint-Etienne - Informatique Bureau: ☎ 77 57 14 55  
42 Saint-Etienne - La Bureautique de A à Z: ☎ 77 79 21 14  
42 Saint-Etienne - R.D.S.: ☎ 77 33 96 92  
42 Saint-Etienne - Société Diffusion Bureautique: ☎ 77 74 23 51  
43 Brioude - Briva Bureau: ☎ 71 50 36 27

31 Toulouse - O.C.B.: ☎ 61 17 41 00  
31 Toulouse - S.T.R.: ☎ 61 40 23 47  
31 Toulouse - Tissot Claude: ☎ 61 40 30 21  
32 Auch - Bureau Moderne: ☎ 62 63 64 64  
33 Artigues-les-Bordeaux - E.P.S. 33: ☎ 56 40 54 22  
33 Bordeaux - Buro Top: ☎ 56 81 22 53  
33 Bordeaux - B. 33 Aquitaine: ☎ 56 32 28 56  
33 Bordeaux - Ets Ducoussou Guilbaud: ☎ 56 48 54 65  
33 Bordeaux - Pagoda: ☎ 56 50 72 48  
33 Bordeaux - S.D.E.: ☎ 56 91 70 08  
33 Gradiignan - Equip Bureau: ☎ 56 89 08 69  
33 Libourne - T.A.B.: ☎ 57 51 52 52  
33 Région Aquitaine - S.T.R.: ☎ 56 36 01 26  
40 Dax - Actuel Buro Dax: ☎ 58 74 48 89  
40 Dax - Repro Service Landes: ☎ 58 74 21 97  
46 Bagnac - Quercy Rouergue Equipement: ☎ 65 34 90 70  
46 Figeac - IBSO M. Servan: ☎ 65 34 13 04  
46 Gourdon - Q.S.I.: ☎ 65 41 04 64  
47 Boé - Agent Bureautique: ☎ 53 96 97 98  
47 Agen - Papeterie Dumatic: ☎ 53 66 81 21  
64 Bayonne - Arpaou Organisation: ☎ 59 59 75 85  
64 Bayonne - Guillaume Burotic: ☎ 59 55 09 63  
64 Biarritz - Bureau Equipement: ☎ 59 24 24 83  
64 Biarritz - Diffusion Atlantique: ☎ 59 41 15 84  
64 Billère - P.B.B.: ☎ 59 92 55 00  
64 Orthez - F.B.L.: ☎ 59 69 27 80  
64 Pau - Adour Bureau: ☎ 59 84 74 00  
64 Pau - S.T.R. Adour: ☎ 59 62 50 63  
64 Pau - S.E.B. Pau: ☎ 59 92 10 28  
65 Tarbes - S.E.B. Tarbes: ☎ 62 32 14 55  
66 Cabestany - Business Equipement: ☎ 68 50 13 03  
66 Perpignan - A.T.B.: ☎ 68 50 08 37  
66 Perpignan - Modern Bureau: ☎ 68 34 79 17  
81 Albi - Izambert: ☎ 63 54 22 13  
81 Mazamet - Goursaud Pierre: ☎ 63 61 08 84  
82 Moissac - P.B.L.: ☎ 63 04 06 06  
82 Montauban - Burotec: ☎ 63 63 16 48  
82 Montauban - Le Livre: ☎ 63 63 06 31  
82 Montauban - La Maison du Papier: ☎ 63 66 59 00  
**RÉGION EST:**  
08 Charleville-Mézières - Bureau 2000: ☎ 24 33 55 66  
08 Vivier-au-Court - Bigotte: ☎ 24 52 23 21  
08 Warcq - Caillon Philippe: ☎ 24 56 40 38  
10 Troyes - Aube Reprographie: ☎ 25 80 94 43  
10 Troyes - Toulakowicz: ☎ 25 79 13 01

68 Cernay - Fichter Bureautique: ☎ 89 39 86 60  
68 Feldkirch - Photest: ☎ 89 48 28 11  
68 Ingersheim - Bureautique Papeterie: ☎ 89 80 84 84  
68 Mulhouse - Alsasia Union: ☎ 89 45 21 53  
68 Mulhouse - Dycal: ☎ 89 59 02 87  
68 Wittenheim - Hypermedia: ☎ 89 50 35 30  
70 Vesoul - Le Bureau: ☎ 84 75 79 05  
88 Epinal - L'Huillier: ☎ 29 82 43 13  
88 Golbey - Vosges Buro: ☎ 29 31 47 31  
88 Saint-Dié - E.V.S.: ☎ 29 57 74 66  
90 Belfort - Info Bureautique: ☎ 94 21 40 49  
**SUD-EST:**  
04 Manosque - Mon Bureau Manosque: ☎ 92 87 63 64



Aussi petit, aussi remarquable, c'est le PC-11. Zoom de 70 à 122 %, 100 feuilles en réserve et 10 copies/minute, le PC-11 s'est donné les moyens d'être le plus rapide ! Avec lui, oubliez l'entretien : il vous suffit de changer sa cartouche toutes les 3000 copies pour retrouver un PC-11 entièrement neuf.

## Canon

BUREAUTIQUE PERSONNELLE

Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à Canon France S.A. Bureautique Personnelle 93154 Le Blanc-Mesnil - Tél. : 48 65 42 23.

## PC-11 CANON. LE PLUS RAPIDE DES COPIEURS A CARTOUCHE



Débat autour du « plan d'urgence » pour la rénovation des établissements

## Gouvernement et coordinations cherchent les bases d'une négociation

M. Michel Rocard devait présider, mercredi soir 14 novembre, une réunion des ministres concernés par la crise lycéenne. Caux-ci devaient « arrêter les dispositions financières qui s'imposent ». Des amendements au projet de loi de finances 1991, ainsi qu'au collectif budgétaire, sont à l'ordre du jour.

Du côté des lycéens, la mobilisation reste forte. Si elle accepte le principe d'une négociation avec le ministère de l'éducation nationale, la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL) souhaite, avant de s'asseoir à la table ronde, obtenir des garanties financières claires de la part du gouvernement.

Comment sortir de la manifestation permanente? Comment passer de la rue à la concertation? Bref, comment calmer le jeu? Les questions sont aujourd'hui dans toutes les têtes. Celles des lycéens comme celles des responsables gouvernementaux.

Du côté des lycéens, les dérapages violents de la manifestation parisienne de lundi ont marqué les limites à ne pas franchir et les risques de pourrissement du mouvement. Ainsi la coordination animée notamment par les jeunes communistes, trotskistes et socialistes proches de M. Chevènement, qui avait, dès lundi soir, appelé à de nouvelles manifestations vendredi 16 novembre, a changé de ton et souhaite désormais organiser des « sit in » dans toute la France (devant l'Assemblée nationale à Paris) plutôt que des défilés. Il s'agit de préserver le caractère pacifique du mouvement et d'éviter tout nouveau débordement.

L'autre coordination, animée par la Fédération indépendante et

démocratique lycéenne (FIDL), si elle est évidemment soucieuse de rester en phase avec la mobilisation lycéenne, semble maintenant décidée à jouer clairement la carte de la négociation avec le ministre de l'éducation, dès mercredi soir, 14 novembre, si nécessaire.

Mais pas à n'importe quel prix ni sans condition! Les thèmes de la discussion possible ont maintenant été bien balisés: moyens matériels et humains supplémentaires pour les lycées, droits des lycéens et réforme pédagogique. Tout le problème est de savoir combien le gouvernement est disposé à « mettre sur la table » pour démontrer aux lycéens que le « plan d'urgence » annoncé lundi par M. Jospin n'est pas une coquille vide.

Or le ministre de l'éducation nationale a manifestement été amené à changer son fusil d'épaule depuis lundi. En milieu de journée, le 12 novembre, il avait, semble-t-il, obtenu en accord avec Matignon et l'Elysée une enveloppe de 2 milliards de francs de prêts bonifiés

pour aider les collectivités locales à assurer la rénovation des lycées.

Mais l'évocation par le président de la République, lors de son entretien de lundi avec une délégation lycéenne, de « quelques milliards de francs » sans doute nécessaires, en plus de « l'effort considérable déjà entrepris », a ouvert de nouvelles marges de manœuvre.

## « Sortir par le haut »

Dès son retour du Japon, le 14 novembre au matin, le premier ministre, M. Michel Rocard, a reçu le ministre de l'éducation à l'hôtel Matignon pour analyser la situation et procéder à un premier arbitrage qui devait être discuté, peu après, dans le cadre du conseil des ministres. Puis, en fin de journée, lors d'une réunion des ministres concernés, présidée par le premier ministre, Et il n'est pas exclu que l'enveloppe dégagée par le gouvernement soit en définitive de l'ordre de 5 milliards de francs.

C'est précisément le chiffre que les lycéens de la FIDL évoquaient, mardi soir, comme base réaliste de discussion, et qu'ils devraient confirmer, mercredi après-midi, lors de leur coordination. Sur cette base, ils estiment que le dialogue peut s'engager immédiatement. Et ils souhaitent, en outre, que le ministre désigne, au plan national comme au plan départemental, des responsables chargés de la répartition précise et rapide de cette enveloppe budgétaire supplémentaire. Quant à l'éventualité d'un « sit in » devant l'Assemblée nationale vendredi prochain, certains d'entre eux jugent le projet irresponsable: « Il faut maintenir la mobilisation sous d'autres formes, ouvrir les discussions avec le ministre de l'éducation et obtenir une victoire « par le haut » », estiment aujourd'hui des responsables de la FIDL.

Le ministre de l'éducation, de son côté, espérait obtenir, dès mercredi, des arbitrages clairs. Il a libéré l'ensemble de son emploi du temps de jeudi 15 novembre pour pouvoir

entamer des discussions éventuelles avec les représentants lycéens qui le souhaiteront. D'autre part, il devait réunir, mercredi après-midi, les recteurs pour mettre en œuvre le plus rapidement possible les « conseils de délégués d'élèves » créés par un décret du 31 octobre dernier (voir le Monde-Education); à charge pour les recteurs de mobiliser dans les jours prochains les inspecteurs d'académie et les chefs d'établissement. Enfin, une réunion du Conseil supérieur de l'éducation est prévue vendredi 16 novembre pour poser l'ensemble des problèmes des lycées et élargir la concertation à tous les acteurs de la communauté éducative.

Après quatre semaines d'un mouvement de plus en plus incontrôlable, on est donc entré dans une période de négociations tout azimut que le ministre de l'éducation nationale appelle de ses vœux, avec l'accord du premier ministre. Il n'y a plus guère d'autre solution pour sortir de l'impasse.

GÉRARD COURTOIS.

## Malentendu pour « quelques milliards »

A la sortie de leur entrevue avec le président de la République, les représentants des lycéens s'estimaient satisfaits d'avoir obtenu, de la bouche de M. Mitterrand, « quelques milliards ». Ce qui provoqua un certain trouble chez MM. Rocard et Jospin.

« On n'est pas obligés d'être cons », c'est ainsi, par cette formule commune au ministre de l'éducation et à l'entourage du premier ministre, que M. Jospin et M. Rocard ont réagi aux initiatives de M. Mitterrand, qui a reçu, lundi 12 novembre, les délégués des lycéens, leur a exprimé son soutien, leur a dit que le premier ministre n'avait qu'à se débrouiller avec le reste et a paru leur promettre — c'est du moins ce que ses jeunes interlocuteurs ont compris — « quelques milliards ».

Quelques milliards, alors que lundi matin l'Elysée, Matignon et le ministère de l'éducation s'étaient mis d'accord pour en débiter deux? Allons! gaiment se sont dit aussitôt MM. Rocard et Jospin, qui ne voulaient pas être victimes d'une mauvaise manœuvre — une de plus, au moins pour le premier ministre — présidentielle. L'un et l'autre se voyaient déjà « consensés » par le président de la République avant même que M. Rocard affronte, lundi 19 novembre à l'Assemblée nationale, la motion de censure que leur oppose la droite avec l'appui des communistes.

M. Rocard, du Japon où il se trouvait encore mardi, et M. Jospin, qui assurait son intérim, se sont donc concertés afin de prendre le chef de l'Etat au mot. Quelques milliards? Le directeur de cabinet du premier ministre, M. Jean-Paul Huchon, et M. Jospin ont mis au point, mardi après-midi au ministère de l'éducation nationale, le plan financier qui leur semble satisfaisant malgré les réticences, exprimées le même jour, de ceux qui, par fonction, font profession de pingrerie. M. Pierre Berégovoy, ministre de l'économie, et M. Michel Charasse, ministre du budget, tous deux proches du chef de l'Etat.

Quelques heures après son retour du Japon, mercredi à l'aube, M. Rocard a reçu M. Jospin à Matignon. Puis il était prévu — ce qui n'a pas été fait — de convoquer, dans la foulée, le ministre du budget sommé d'ouvrir ses coffres. M. Rocard avait l'intention de présenter son plan financier, ainsi prestement ficelé, au conseil des ministres. L'idée avait même été émise, la veille, en

manière de plaisanterie d'embarquer MM. Rocard et Jospin dans la même voiture afin qu'ils arrivent ensemble à l'Elysée pour la réunion du conseil des ministres et signifient ainsi qu'ils font front commun dans l'adversité.

Les deux hommes avaient été si secoués par la signification qu'ils accordaient aux prises de position présidentielles, que M. Mitterrand a pris la peine de décrocher son téléphone mardi matin très tôt pour tenter de rassurer le ministre de l'éducation nationale. Il lui a dit en substance que ce que les lycéens avaient rapporté de leur entretien avec lui n'était pas tout à fait exact, qu'il n'avait jamais affirmé son accord avec les deux dixièmes de leurs revendications, qu'il les avait invités à « aller voir » M. Jospin et à négocier avec lui.

## « Moi, je me cale »

M. Jospin n'a pas été, semble-t-il, totalement convaincu par ces explications, puisque, à 8 h 15, sur Europe 1, il déclarait, narquois: « Le président de la République a dit hier qu'il fallait faire un effort budgétaire plus important pour les lycées et, d'après ce que j'ai compris, débiter quelques milliards... Quelques milliards, c'est quelques milliards. C'est justement ce qu'il faut regarder maintenant. A moins que le président ne soit plus précis, auquel cas j'appliquerai ».

« Moi, je me cale sur les orientations du président de la République », ajoutait M. Jospin, avant de noter au passage que, si l'on a vu à la télévision le premier ministre en jquette devant l'empereur du Japon, pendant que les lycéens manifestaient dans les rues de Paris, c'était parce que le chef de l'Etat l'avait « envoyé à sa place aux cérémonies de mise en place de l'empereur ».

Cela valait bien, dans l'après-midi, un nouveau coup de fil de M. Mitterrand à M. Jospin puis une déclaration en forme de mise au point sur « les efforts accomplis » par le ministre de l'éducation, les revendications lycéennes « acceptables » quand elles portaient sur la démocratie et qu'il « convient de discuter » avec le gouvernement lorsqu'elles ont un coût financier.

Cette déclaration, faite lors de la conférence de presse qui a marqué la fin du sommet franco-espagnol, ne représentait, pourtant, l'essentiel, que les propos officiels tous lents aux lycéens par le chef de l'Etat tels qu'ils avaient été rapportés, à sa demande, par le porte-parole de

l'Elysée, M. Hubert Védrine (le Monde du 14 novembre). Il n'y était question ni de « quelques milliards » ni de « réifier la pauvre chaudière » au gouvernement, comme on dit à l'Elysée, où l'on s'indigne qu'une telle interprétation — attribuée aux médias — ait pu être formulée.

## « Le président fait son travail »

Il y aurait donc un malentendu, que l'on s'efforce à l'Elysée de dissiper avec quelque vigueur. Il était normal, remarque-t-on, que M. Mitterrand reçoive les lycéens après avoir invité chacun au dialogue. Ne se serait-on pas indigné, s'il avait fait la sourde oreille et laissé le gouvernement se débrouiller tout seul? « Le président fait son travail en demandant au gouvernement de faire le

sien. Chacun joue son rôle. Ces rôles sont complémentaires. Le président joue son rôle. Il reste maître du jeu qu'il lui arrive. Nous sommes dans le même bateau », dit-on.

On ajoute à l'Elysée que c'est le président de la République qui a imposé des arbitrages budgétaires favorables à l'éducation nationale, y compris contre le ministre de l'économie et des finances. C'est M. Mitterrand, observe-t-on, qui a permis de débiter 50 milliards de francs sur trois ans.

Mais aussitôt, emporté par l'élan, on s'interroge: « Qu'en a-t-on fait? A-t-on réussi à convaincre les Français que la grande réforme de l'éducation nationale est en marche? » Diable, voilà que le malentendu se réinstalle.

JEAN-YVES LHOMEAU

## Déficit démocratique

Suite de la première page

Hélas, pas pour longtemps! Tant il est vrai que le « mal français », version 1990, tient de la dépression nerveuse et non plus de la maladie économique, pourtant hier encore à l'état endémique. Preuve, s'il en était besoin, que la performance économique, devenue un but en soi, ne suffit pas à donner un sens à la vie d'un pays. Au niveau de richesse atteint, c'est d'ailleurs ce sens même qui est en question, alors que le fonctionnement de la société et la répartition de la richesse « produisent » tant d'exclus, qu'ils soient blacks, blancs ou beurs!

Un esprit (social ou « social ») troublé dans un corps (économique) sain: cette situation procède en fait d'un véritable déficit démocratique. Il ne s'agit pas, bien entendu, de nier que le gouvernement continue, face aux manifestants, de rester « disponible » et ouvert au dialogue, là où d'autres préféreraient la coercition. Il s'agit d'un mal plus profond, qui peut se continuer de nourrir un déficit politique (version optimiste), soit conduire à un déficit de légitimité (version pessimiste).

## La bonne santé du corporatisme

Revenons à nos manifestants: le 12 novembre, ils étaient des milliers à mettre en avant des revendications concrètes qui, pour être satisfaites, nécessiteraient l'augmentation du niveau des prélèvements obligatoires: le 14 novembre, ils devraient être des milliers à protester contre une telle augmentation (puisqu'ils assimilent le CSG à un impôt nouveau). Tout se passe comme si l'Etat n'était plus qu'une sorte de boîte noire où s'enregistrent les demandes contradictoires des groupes sociaux. Quant aux représentants actuels de l'Etat, comme leurs prédécesseurs, ils sont enfermés dans une logique simple: pour faire face aux reven-

dications, ils proposent soit d'augmenter les recettes publiques, donc les impôts, soit de réduire d'autres dépenses publiques.

Dans tous ces cas, les formes dont se dote la société pour faire apparaître des choix collectifs sont inadéquates. Les mécanismes d'arbitrage, quand arbitrage il y a, ont cessé d'être transparents, on tout simplement d'exister: qui se souvient qu'il y a huit jours à peine, la « représentation nationale » discutait du budget de l'éducation, et se montrait incapable de dégager ne serait-ce que 200 millions de francs supplémentaires! C'est l'une des formes du déficit démocratique, qui entretient la mobilisation corporatiste.

Le meilleur exemple de la bonne santé de ce corporatisme new-look est évidemment donné par l'union sacrée entre la CGT et la CGC contre la contribution sociale généralisée, les deux extrêmes se liguant contre une mesure réputée injuste pour les uns, sacrilège pour les autres.

Une autre forme, potentiellement plus grave, de ce déficit, a été évoquée par le président de la République: oui, les textes définissent déjà un embryon de démocratie dans les lycées, mais ils ne sont pas appliqués! Il y a, bien sûr, belle lurette que l'on sait que la démocratie formelle ne garantit pas la démocratie réelle. C'est pourtant dans le constat que l'écart serait définitivement devenu trop large que réside, pour le pouvoir, le plus grand danger.

Car ce que les lycéens constatent au lycée, les ouvriers comme les employés peuvent le dire dans leur entreprise, où les lois Auroux ne sont guère, ou si peu, appliquées; les justiciables, dans l'appareil judiciaire, ne seraient-ce que parce qu'il y a des citoyens amnésiques et les autres; les militants socialistes, dans leur parti, devenu celui de R. 25 de fonction; les citoyens, dans leurs collectivités territoriales, où la décentralisation n'a pas été synonyme de démocratisa-

tion mais bien de présidentialisation; et même les députés et sénateurs au sein de leurs Assemblées, où rien n'a été fait, depuis M. Giscard d'Estaing (qui avait introduit la célèbre — donc télévisée — séance des questions du mercredi) pour rendre vie au Parlement.

Dans tous ces domaines, il y a eu toujours des promesses, souvent des textes. Rarement du « concret », comme disent les lycéens.

Constat banal, certes, mais tout de même gênant pour une gauche qui doit rester, par nature, porteuse d'espoir démocratique. De Gaulle, après tout, pouvait se permettre d'être paternaliste. Il le fit, et cela suffit au bonheur des Français. Jusqu'au moment où, précisément, des étudiants et des maîtres-assistants décidèrent de mettre en cause, en 1968, le lien paternaliste qu'entretenaient avec eux les « mandarins », c'est-à-dire leurs professeurs, avant de mettre en branle la société française elle-même! Au point que le général et son paternalisme furent mis de côté. M. Mitterrand devrait donc prendre garde que la perception d'une frustration démocratique n'atteigne la société tout entière...

A ce stade, la poursuite d'une contestation lycéenne, dénutrée par les violences parisiennes, comme celle de mouvements catégoriels (juges, agriculteurs) ou ponctuels (CSG), ou bien encore les manœuvres parlementaires des partis d'opposition qui disent eux-mêmes qu'ils ne sont prêts ni à gouverner ni à « gouverner ensemble », peuvent continuer d'entretenir un déficit politique aujourd'hui dûment répertorié, demain générateur d'abandonnements massifs.

## Le sentiment que tout est permis

Il serait certes paradoxal que de tels conflits, « apolitiques » (par définition pour les lycéens, par repit catégoriel pour les autres), débouchent sur une crise politique classique, avec la chute du gouvernement à l'Assemblée. La version douce — un pouvoir secoué mais qui réussit à nouer le dialogue et reprend le dessus — n'est donc pas hors de portée. Mais une version dure peut naître de l'apparition d'un déficit de légitimité.

Celui-ci peut atteindre l'Etat, qui est paradoxalement victime de la

stabilité des institutions, de leur dévoiement, et de la décentralisation. La certitude de durer donne à ceux qui détiennent les leviers de commande le sentiment que tout leur est permis; tout, c'est-à-dire des manœuvres qui, de M. Dray à M. Mélenchon, en passant par l'Elysée et M. Fabius, consistent pour l'essentiel à briser « l'axe Rocard-Jospin » né du congrès socialiste de Rennes, et qui — petits montages, grandes conséquences — obligent le premier ministre à ne se préoccuper que de sa survie, et embourbe la plupart des ministères et des parlementaires dans leurs querelles de clans.

La dérive des institutions n'est pas imputable à la gauche, car celle-ci n'a pas inauguré les dysfonctionnements du couple exécutif. Mais, enfin, après avoir considéré que M. Rocard lui était utile, M. Mitterrand n'était pas obligé de rejouer avec lui l'air de la cohabitation! S'il considère qu'il a fait son temps, qu'il le dise! Cela vaudra mieux que de paraître un jour l'envoyer dans le mur, pour tenter le lendemain de corriger le désastreux effet produit par cette attitude.

Enfin, la décentralisation, pour nécessaire qu'elle continue d'être, a contribué à un laisser-aller général: trop d'élus inexpérimentés gèrent trop d'argent, sans garde-fous. Les « affaires », qui se succèdent presque aussi massivement que les vagues de manifestants, ne sont que la partie visible d'un degré de corruption qui pourrait bien discréditer, par amalgame, tout le monde; et qui contribue à entretenir, dans l'atmosphère, un air vicié qui n'est pas sans rappeler les prémices de la fin du gaullisme et de l'UDR.

Après dix ans de régime gaulliste, il y avait certes trop d'Etat, trop de pouvoir. Après dix ans de mitterrandisme, il n'y a peut-être pas assez de pouvoir tant celui-ci, par la voix de son premier responsable, semble se défaire de l'exercice du pouvoir. Comme s'il s'agissait pour lui de se protéger. Bref, il est temps, pour celui qui détient l'onction du suffrage universel, détenteur d'un pouvoir reconnu, consacré et toujours apprécié, de se souvenir qu'il est en charge de l'essentiel, à savoir le destin de la jeunesse.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## Le conseil régional d'Ile-de-France débloque 50 millions de francs de plus pour les lycées

Le conseil régional d'Ile-de-France a voté, mardi 13 novembre, un crédit supplémentaire de 50 millions de francs pour la rénovation des lycées de la région parisienne. Cette somme, qui sera consacrée à des travaux d'urgence, s'ajoute aux 3 milliards de francs votés au début de l'année par l'assemblée régionale.

Le vote de cette rallonge au lendemain de la manifestation du lundi 12 à Paris a été le prétexte à des explications houleuses entre les représentants des formations politiques. M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président, a souligné « l'effort considérable » accompli par la

région Ile-de-France et rappelé que les « 14 milliards de francs (ont été) consacrés aux lycées par la région depuis 1986 contre 3 par l'Etat ». Les élus du Front national ont été les seuls à refuser les crédits supplémentaires.

Le président du groupe, M. Jean-Yves Le Gallou, a dénoncé une politique de l'immigration qui a amené « 47 000 immigrants de plus en Ile-de-France l'année dernière — sans compter les clandestins — ce qui signifie 3 000 lycéens supplémentaires, c'est-à-dire cinq lycées de plus ».

C. V.

DES LYCEENS

M. Joxe réaffirme de privilégier la sécr

Le front national le débat

Présence de jeunes d'extrême droite?



## DES LYCÉENS

A l'Assemblée nationale

### M. Joxe réaffirme sa volonté de « privilégier la sécurité des personnes »

L'examen du budget du ministère de l'Intérieur à l'Assemblée nationale (lire page 8), mardi 13 novembre, a été l'occasion pour l'opposition de mettre en cause les directives données aux forces de l'ordre lors de la manifestation lycéenne de la veille à Paris (nos dernières éditions du 14 novembre). M. Pierre Joxe a expliqué que la volonté du gouvernement avait été de « privilégier la sécurité des personnes ».

Si le gouvernement arrête l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale, il semble, bien que, ce soient les lycéens, désormais, qui en fixent les conditions climatiques.

Ainsi, en faisant avancer au 5 novembre l'examen du budget de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin n'avait pu éviter de paraître vouloir court-circuiter le mouvement lycéen. De même, en laissant se dérouler la discussion sur les crédits du ministère de l'Intérieur au lendemain de la « marche nationale pour l'éducation », M. Pierre Joxe ne pouvait guère imaginer s'éparpiller quelques questions, mardi 13 novembre, sur le comportement de « ses » policiers.

Dès 9 heures 30, M. Pierre Mazeaud, député (RPR) de Haute-Savoie, a été le premier à se plaindre, dans un rappel au règlement, de n'avoir pu, la veille, se rendre dans ce qu'il considère comme sa « mai-

son », le Palais-Bourbon. Puis, fait inhabituel pour une séance qui devait être, somme toute banale, on a vu arriver le maire de Paris, M. Jacques Chirac, suivi, peu après, de MM. Jacques Chaban-Delmas et Alain Juppé, tandis que l'état-major de l'UDF était absent.

#### M. Toubon met en cause M. Mitterrand

Après avoir rappelé que plus de trois cent mille jeunes avaient manifesté, lundi, dans cent cinquante villes, sans que cela donne lieu à des incidents, le ministre de l'Intérieur a reconnu qu'à Paris « un groupe de plusieurs centaines de jeunes gens, très rapides, très agressifs, ont pris de vitesse les forces de sécurité ».

M. Joxe a expliqué qu'il était difficile, pour la police, de maîtriser les grands rassemblements, en affirmant qu'il continuait « toujours à privilégier la sécurité des personnes, notamment des jeunes ».

Devant cette « volonté de dramatiser », M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a répliqué que le ministre n'était pas « à la hauteur des événements ». Soucieux de l'indemnisation des commerçants du quartier de Montparnasse, dont il est le député, M. Toubon a ajouté : « Le ministre a refusé de faire son travail de maintien de l'ordre. Qu'en est-il, président de la République, il joue avec l'opinion et, ce qui est plus grave et plus pénible, avec les jeunes ».

« La volonté du gouvernement

n'est ni de dramatiser ni de dramatiser, mais bien d'éviter les drames », lui a répondu M. Joxe. « Cent quatre-vingt-treize blessés, dont cinq graves, et trente-quatre hospitalisés, quatre compagnies de CRS hors service, dont une, la 43<sup>e</sup>, venue de Chalon-sur-Saône, complètement décimée », a égrené, à son tour, M. Bernard Foss en citant des chiffres de l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale. « Les Français, stupéfaits, a-t-il ajouté, ont vu, hier, une manifestation en grande partie organisée par une formation politique proche du pouvoir, un président de la République jouant successivement les incendiaires et les pompiers ».

Le président du groupe RPR, ancien ministre des départements et territoires d'outre-mer dans le dernier gouvernement de M. Chirac, a été interrompu par les cris : « Ours ! Ours ! », lancés par des députés socialistes. Il a réclamé une suspension de séance, qui a mis fin à la polémique.

Après, le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, a affirmé surtout vouloir retenir des événements « l'image du dialogue, celle de ces jeunes reçus par le ministre de l'Éducation et par le président de la République, ce que vous n'avez jamais su faire, messieurs de la droite ». « Aujourd'hui, le gouvernement et sa majorité ont les mains propres », a-t-il assuré.

J.-L. S.

### « Les socialistes aiment la jeunesse »

Plutôt que les problèmes de sécurité, le groupe socialiste à l'Assemblée nationale ne veut retenir de la journée d'action des lycéens que « l'image d'une grande manifestation de la jeunesse ». Même si certains députés marquent leur agacement face aux sollicitudes dont elle fait l'objet.

Au lendemain de la grande manifestation des lycéens, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale rassemblait un peu à une vieille troupe de théâtre jouant, pour la dix-millième fois, la pièce qui l'a rendue célèbre : « Les socialistes aiment la jeunesse ».

Bien sûr, les scènes ont un peu vieilli, les acteurs eux-mêmes sont fatigués, et le public s'aventure parfois à siffler, mais, mardi 13 novembre, les députés sont pourtant remontés vaillamment sur les planches.

De la journée de lundi, ils veulent garder, comme l'a indiqué leur président de groupe, M. Jean Auroux, une « vraie image ». Celle « d'une grande manifestation de la jeunesse, qui a lancé un message au gouvernement et à une société », celle encore d'un « dialogue entre les jeunes, le gouvernement, le ministre de l'éducation nationale et le président de la République ». S'ils « regrettent les incidents déplorables » qui ont ponctué ce grand moment, ils soutiennent leur gouvernement, qui « a voulu privilégier la sécurité des jeunes ».

Et, qu'on se le dise, aujourd'hui comme hier, en matière de compréhension de la jeunesse, les socialistes n'ont de leçon à recevoir de personne. Face à une opposition qui, toujours selon M. Auroux, « a axé toutes ses critiques sur les problèmes d'ordre et de police », les députés PS, eux, ont « retenu le message des jeunes ». « C'est toute la différence », a conclu docilement le président du groupe. Certes, il a précisé que, sur certains points, le répertoire demandait à être un peu adapté.

Ainsi, si le groupe socialiste est toujours attaché au « souci de défendre l'éducation nationale », il reconnaît aujourd'hui que « de nouvelles formes de déconcentration sur le plan technique doivent être trouvées ». Il en va de même du grand principe des quatre-vingts pour cent de bacheliers, dont on admet désormais qu'il ne doit faire oublier ni « la place des lycées professionnels et de la formation technique dans notre société » ni « les vingt pour cent qui restent et qui ne sont pas intégrés dans le cursus ».

#### « Nous vous avons compris... »

En dépit donc de l'irrespect, ou du manque d'enthousiasme manifestés par son nouveau public, la troupe socialiste est donc officiellement prête à rejouer fidèlement et aussi longtemps que nécessaire la grande scène du « nous vous avons compris ». Pourtant, dans les coulisses, l'amertume s'installe sous les masques. Les députés socialistes veulent bien déclarer une fois encore leur affection légendaire pour la jeunesse, mais certains n'ont pas caché leur agacement face aux sollicitudes multiples dont elle fait l'objet.

Certains d'entre eux, comme M. Jean-Paul Planchou, ont notamment mis en garde le gouvernement, au cours de la réunion de groupe, contre le danger de trop céder aux revendications en prenant le risque d'en susciter de nouvelles. D'autres, comme M. Michel Coffineau ou M. Denise Cacheux, se sont même demandés « à quoi servaient » les députés socialistes,

qui constatent que les jeunes, en descendant dans la rue, obtiennent en un jour ce que eux-mêmes demandent depuis des années, à savoir des créations de postes et des moyens supplémentaires pour l'éducation nationale.

Il est vrai qu'un certain nombre de députés socialistes se souvenaient encore avec un brin d'irritation d'avoir tenté, lundi, d'expliquer gaillardement aux délégations de lycéens reçues dans leurs circonscriptions que le gouvernement ne pouvait pas tout faire, alors qu'au même instant, et sans qu'ils en soient prévenus, le ministre de l'éducation nationale et le président de la République annonçaient des rallonges budgétaires substantielles.

« On n'a pas arrêté de nous dire, pendant toute la discussion du projet de loi de finances, qu'il fallait se serrer la ceinture, et voilà que maintenant on nous annonce un plan d'urgence. Avec quel financement ? se demandait ainsi un député soucieux d'anonymat.

Quant à la « compréhension », exprimée par le président de la République, à l'égard des revendications lycéennes, chacun s'est bien gardé de la critiquer ouvertement.

C'est à peine si, dans un sourire, M. Dominique Strauss-Kahn, jospiniste, président de la commission des finances, se permettait de noter simplement que « tout le monde pense en effet, comme le président, que l'éducation doit être une priorité ». Un député chèvènementiste tirait lui aussi avec humour les conclusions de la sollicitude élyséenne : « Pour plaire au président de la République, il faut être jeune, avoir les cheveux frisés et porter un blouson de cuir, alors, on va se faire un nouveau look... »

PASCALLE ROBERT-DIARD

### Le Front national tente de relancer le débat sur l'immigration

Le Front national s'en donne à cœur joie. En cascade, les dirigeants du parti d'extrême droite ont réagi, mardi 13 novembre, aux violences commises par quelques centaines de « casseurs » en marge de la manifestation lycéenne de la veille.

M. Bruno Mégret, député général, a déclaré que « les prétendus éléments incontrôlés étaient, en réalité, des bandes ethniques, composées majoritairement d'immigrés africains et maghrébins », pour en tirer la conclusion que « la politique d'intégration ne débouche pas sur l'assimilation, mais sur la haine et l'anarchie ».

M. Martial Bild, dirigeant du Front national de la jeunesse, a dénoncé « les responsables de la désagrégation de l'enseignement et de l'explosion de l'insécurité dans les établissements scolaires : militants des formations socialiste-trouillistes, « red-shirts » du Parti communiste, gangs immigrés et bandes tribales ».

#### Présence de jeunes d'extrême droite ?

Des jeunes d'extrême droite étaient-ils présents dans la manifestation lycéenne de Paris ? Certains organes de presse l'affirmaient mardi 13 novembre. Des militants se réclamant du Front national se sont-ils trouvés, à un moment ou à un autre, face aux forces de l'ordre ? Certains observateurs des syndicats de police soutiennent cette version.

M. Elie Puigmal, secrétaire général adjoint d'un syndicat affilié à la FASP qui représente les CRS, affirme avoir vu, avec d'autres observateurs fédéraux, « des gens colorés, des beurs, des Européens, des militants du SCAIP (sections carcénières anti-Le Pen) et, de l'autre côté, des gens qui ont levé le poing en criant FN ».

Selon M. Puigmal, « aucun de ces groupes ne se mélangeait aux autres mais tous faisaient face à la police ». Ce syndicaliste ajoute que « les inorganisés n'étaient pas tout à fait inorganisés » car « il y avait toujours des gens d'un certain âge qui alimentaient des groupes de jeunes en informations » sur la présence de forces de l'ordre et les objectifs à atteindre.

M. Martial Bild, directeur national des jeunes du FN, dément ces « innombrables affirmations » et « toutes participations aux violences qui ont été commises ». « La sociologie et la physiologie des pilliers et des casseurs, ajoute-t-il, ne laissent planer aucun doute sur l'absence des militants jeunes du Front national de ces débordements intolérables ».

M. Jean-Marie Le Pen a fait la synthèse en accusant le président de la République de vouloir « orienter de force notre société vers un modèle monolithique et moraliste ». « Qui veut, honnêtement, dire qu'il a reconnu, hier, la jeunesse française ? » a demandé le président du Front national, ajoutant : « La génération Mitterrand, c'est celle des enfants lous, qui chassent en bande ».

Mélanges de « ballades démagogiques à l'attention des électeurs éminemment sélectionnés par les officines du PS », les « ruineuses concessions dans toutes les négociations internationales » sur le plan agricole, « les scandales [qu'il] submergent la vie publique » et le « risque de guerre » que fait courir, selon lui, le chef de l'État à la France, M. Le Pen a assuré que le parti d'extrême droite représentait « la seule force démocratique capable de diriger le redressement du pays », et cela rapidement, car « l'après-Mitterrand devient nécessaire pour la France ».

#### M. Méhaignerie : l'irresponsabilité du Président

Autre son de cloche à l'autre bout de l'échiquier, M. André Lajoinie a affirmé que « le gouvernement avait intérêt à ce que les manifestations soient défigurées, mais il a échoué ». Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a écrit au premier ministre pour réclamer « la discussion d'un collectif budgétaire » d'un montant de « quelque 10 milliards de francs » pour financer « les équipements dans les lycées, l'embauche des personnels indispensables réclamés par les lycéens ».

Dans l'opposition parlemen-

taire, les accusations ont visé indifféremment le président de la République et le ministre de l'Intérieur. M. Pierre Méhaignerie a stigmatisé « l'irresponsabilité du président, qui a censuré son gouvernement ». Le président du groupe UDF s'est dit « choqué » par « la démagogie et l'irresponsabilité » de M. Mitterrand.

#### M. Millon : « Le plus flagrant constat d'échec... »

M. Charles Millon estime que l'hôte de l'Élysée est frappé d'un « déboulement de la personnalité », en « oubliant qu'il est au pouvoir depuis dix ans ». Pour le président du groupe UDF, ces manifestations représentent « le plus flagrant constat d'échec de la politique socialiste » et cela « devrait provoquer la chute du gouvernement ».

Lancant un appel indirect à M. Pierre Joxe, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a déclaré : « Il est parfaitement clair que les casseurs qui cassent doivent être cassés. Il n'y a rien à voir avec les lycéens ».

Plus direct, le RPR et l'UDF ont attaqué frontalement le ministre de l'Intérieur. M. Jacques Chirac, président du parti gaulliste, a estimé que M. Joxe porte « une très lourde responsabilité ». M. François Bayrou, député général de l'UDF, a mis en cause « les choix du ministre de l'Intérieur » au cours de cette manifestation « dont on pouvait deviner qu'elle dégénérerait ».

O. B.

### Mme Neiertz, ministre curieuse

« Le dialogue doit s'ouvrir localement », demandait, avec insistance, M. Lionel Jospin. Il est au moins un de ses collègues du gouvernement qui n'a pas attendu pour donner l'exemple. Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'État à la consommation, siègeait, dès mardi soir, au conseil d'administration du lycée de Bondy, où, depuis 1988, elle représente le conseil général de la Seine-Saint-Denis.

A l'ordre du jour : l'aménagement de l'ancien préau en « lieu de vie » pour les lycéens et l'arrivée d'un surveillant, d'un

ouvrier d'entretien et d'une infirmière, renommée locale des mille postes sortis de son chapeau par le premier ministre fin octobre.

Madame la ministre, il est vrai, est fort curieuse. Elle ne s'est jamais contentée de lire des rapports officiels ou les journaux. Elle avait voulu voir, de ses propres yeux, les caissières des hypermarchés aux prises avec les codes barres. Elle a voulu observer elle-même, aussi, les lycéens en colère.

Lundi 12 novembre, sans autre escorte que le président du

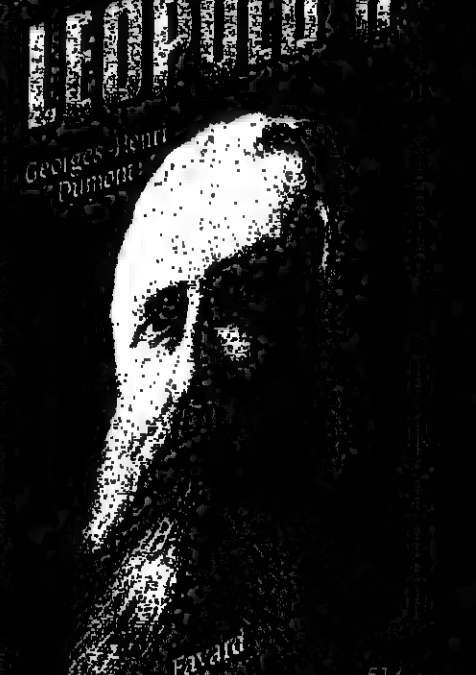
groupe socialiste au Sénat, elle a passé un long moment sur le boulevard de Montparnasse pour voir passer le défilé de la contestation. Plutôt satisfaite de constater que son « ami » Jospin n'était pas trop conspué, elle a été étonnée de ne pas retrouver l'ambiance joyeuse des manifestations du temps où elle n'était pas sur le trottoir... mais derrière une banderolette.

Pour comprendre, elle est prête à retourner souvent au lycée de Bondy.

Th. B.

## LÉOPOLD II

père de la grande Belgique



Leopold II fut le plus grand des souverains belges, celui qui, après la mort, en 1865, de son père, Léopold I<sup>er</sup>, fondateur de la dynastie, sut transformer un État fragile en une entité viable. Avec compétence, Georges-Henri Dumont le démontre à travers cette biographie des plus classiques.

Eric Roussel, Le Figaro

l'Histoire

## FAYARD



## LE MOUVEMENT DES LYCÉENS

## Le préfet et la rue

par Edwy Plenel

Le maintien de l'ordre n'est pas une science exacte. Tout simplement parce qu'entre la foule des manifestants et les hommes d'uniforme il met d'abord en jeu un médium humain, fragile, souvent imprévisible et rarement rationnel. Enclenche à considérer la police comme un simple instrument, à rechercher des raccourcis qui les déchargent de leurs responsabilités, les politiques aimeraient croire le contraire, occultant entre le discours apologétique des qu'ils sont aux affaires et le réquisitoire critique quand ils sont dans l'opposition. Aussi est-il bon que le préfet de police de Paris ait choisi de les rappeler aux réalités, quitte à déroger aux habitudes arrogantes ou condescendantes de la haute fonction publique en osant expliquer ouvertement les contradictions et les ambiguïtés d'un métier difficile.

## Une « police de proximité »

M. Pierre Verbrugghe s'est ainsi fait le pédagogue d'une déontologie et d'une technique, le respect de l'unité rendant délicats l'application de l'autre. La déontologie, c'est non seulement le respect du droit de manifestation mais la prise en compte de la nature des manifestants, en l'occurrence de leur jeunesse et de leur inexpérience. Il aurait été facile de provoquer un amalgame entre casseurs et lycéens en intervenant plus promptement, quitte à accroître le discrédit porté sur le mouvement lycéen. Or tout l'effort du préfet de police dans ses consignes données aux forces de police et de gendarmerie engagées a tendu à faire la différence entre les uns et les autres.

Ce fut la raison du retard observé à Montparnasse, tout comme de l'attente stoïque sous les assauts des casseurs au pont de l'Alma : toute charge policière expéditive aurait alors réajusté la manifestation pacifique. De même la police parisienne dut-elle jongler avec les rendez-vous successifs des délégations, les retards pris dans leurs

pérégrinations entre Matignon et l'Elysée, les susceptibilités d'emploi du temps des interlocuteurs. Bref, respecter la liberté de manifestation, c'est aussi laisser le temps au dialogue, même si, dans l'intervalle, les casseurs peuvent en profiter.

« Pour le « bourgeois absolu », l'ordre est un tout ». Dans des travaux récents (1), des historiens résumant ainsi la perception du maintien de l'ordre au dix-neuvième siècle. Objet d'études récent, la technique qu'il met en œuvre dément cette quête conservatrice d'un ordre parfait. « L'instrument dont dispose le préfet de police, écrit ainsi le sociologue Dominique Montjardet (2), a des caractéristiques structurelles qui ne permettent pas de l'identifier à un outil simple et immédiatement docile (...) Si le maintien de l'ordre commence dans les règles, nul n'est assuré a priori qu'il s'y maintiendra, même dans le cas le plus favorable où les volontés des « organisateurs » des deux bords s'y accordent ».

Doigté, subtilité, sang-froid, unité de commandement et d'action... la police entre ici dans le domaine de la complexité. Trop souvent, dans le passé, des responsables l'ont oublié pour que l'on ne salue pas aujourd'hui l'attitude d'un préfet de police qui n'est pas sans rappeler celle de l'un de ses illustres prédécesseurs, M. Maurice Grimaud, qui, en mai 68, sut gérer au mieux des contradictions similaires. Dans cette alliance d'une déontologie et d'une technique se joue aussi l'image de l'institution policière dans l'opinion, son discrédit durable ou son rôle social — en l'occurrence est le réajustement d'une « police de proximité », soucieuse de ne pas anéantir des conflits dont elle n'a pas la responsabilité.

(1) Cf. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle, *Maintien de l'ordre et police en France et en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle*, Créteil, 1987.  
(2) Dominique Montjardet, « La manifestation du côté du manifestant de l'ordre », in *La manifestation*, sous la direction de Pierre Favre, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

Les « casseurs » devant le tribunal de Paris

## « Vous avez volé la manifestation »

« Mais où sont les véritables casseurs que l'on annonçait ? », s'étonne M. Philippe Ferlet, substitut du procureur de la République, en regardant les deux lycéens, le ferrailleur et le chômeur qui comparaissent devant la troisième section de la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, selon la procédure de « comparution immédiate ». Pour les habitués, cette juridiction reste celle des « flagrants délits » et, dans la soirée du mardi 13 novembre, les « flag » jugent quelques-unes des personnes interpellées la veille à l'issue de la manifestation de lycéens.

Emmanuel a pris un pull dans un étalage brisé, Henri en a ramassé deux dans la rue, Philippe a volé un cartable dans le métro et Yves est accusé de « recel de descente de lit ». Le substitut, qui a le sens de la mesure, n'étudie pas « la personnalité visiblement à la dérive » de

certaines des prévenus et requiert, sans cacher qu'il n'ose pas chiffrer, « les peines minimales » que ces faits lui semblent mériter. Composé de juges d'application des peines (JAP), le tribunal sait ce que prison veut dire. Il prononce des sanctions allant de 2 000 francs à six mois d'emprisonnement avec sursis assorties de cent quatre-vingt heures de travail d'intérêt général.

## « Hordes de voyous » et « basse humanité »

Au même instant, à la première section de la 23<sup>e</sup> chambre, le ton est différent, même si les faits sont semblables. Laurent, Hocine et Custodio ont ramassé des pull-overs et un blouson d'enfant à proximité du magasin C & A de Montparnasse. « On a fait comme toute la foule », admet Hocine.

Mais le substitut, M. Didier Ducoeuray, dénonce péle-mêle « les hordes de voyous qui ont défilé sur Paris », « le sac et le pilage » et « ces garçons qui se sont comportés comme les délinquants de la basse humanité ». Le magistrat demande des peines de dix-huit à quinze mois d'emprisonnement ferme. Certes, les trois jeunes gens ne sont pas lycéens. Ils sont venus à la manifestation avec des copains d'un lycée professionnel de Châtigny-Malabry. L'enquête rapide de personnalité les désigne comme « de purs produits de l'É.M. de banlieue ». Custodio, vingt et un ans, est chômeur. Laurent, dix-neuf ans, « cherche du travail », et Hocine, vingt ans, a été éboueur, comme son père. Au bout de vingt mois de travail, il a abandonné. Hocine et Custodio ont un casier judiciaire, mais ils n'ont pas la chance de Laurent, dont les parents sont dans la salle.

La présidente, M<sup>me</sup> Sylvette Tessier, leur ajoute une infraction : « Vous avez volé la manifestation aux lycéens. Vous avez porté atteinte à leur droit de manifester leur mal d'être de lycéens ». Les avocats, M<sup>me</sup> Jacques Huillier, Luc Vilard et Suzanne Mawas-Ledoin évoquent un autre « mal d'être » et tentent de revenir à de plus justes proportions en parlant d'une affaire de « vol de poules ». Mais la première section de la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle a ses usages. Laurent est condamné à six mois de prison avec sursis et à 5 000 francs d'amende. Custodio à quatre mois de prison et Hocine à huit mois.

MAURICE PEYROT

□ Fonction publique : la FEN annonce une grève « avant la fin du mois ». — Dans un entretien publié par le quotidien *Echos*, le 14 novembre, M. Yannick Sibron, secrétaire général de la FEN, reconnaît le bien-fondé des revendications lycéennes. Mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas par des mesures uniquement quantitatives qu'on s'en sortira ». Favorable à la contri-

Dans la cour du lycée Paul-Valéry, à Paris

## Lendemain de « manif » au goût amer...

Encore fourbus d'avoir tant marché la veille, les élèves du lycée parisien Paul-Valéry n'ont pas mis longtemps à retrouver les douceurs de l'asphalte. Quelques heures seulement après le grand défilé du 12 novembre, ils ont abandonné salles de classe et professeurs pour clamer la déception de ces lendemains qui déçoivent.

## Rejet de l'esprit partisan

La chose n'a pas surpris Nathalie, qui avait pris la précaution de réendosser sa tenue « manifi » du jour précédent, blouson de toile et solides godaillots noirs. « Hier en rentrant chez moi, je me suis dit qu'il y aurait des embrouilles, raconte-t-elle. On ne pouvait pas se laisser faire comme ça ».

Tout en s'avouant « relativement privilégiés par rapport à certains bakus de banlieue », les élèves de Paul-Valéry ne sont pas à cours de revendications. Il leur faut en tout

neuf pour le gymnase, des classes moins surpeuplées et des toilettes décentes. « Actuellement, on en est presque à se retenir toute la journée pour ne pas avoir à y entrer », explique Fabrice, l'un des responsables du comité de grève.

Dans cet établissement qui n'avait guère débrayé avant le 12 novembre, l'échec de la manif a cristallisé les mécontentements.

Au-delà de leurs propres petites misères, les lycéens reprennent à leur compte tous les maux d'ordre d'hier en rejetant ceux qui les soufflaient : la FIDL, les Jeunes communistes, les trotskistes et autres militants de tout acabit. « Ce sont toujours les mêmes qui monopolisent la parole, s'indigne Valérie. En fait, on nous les a imposés. En tout cas, moi je n'ai pas voté pour eux ».

Brusquement, ils vomissent en bloc l'esprit partisan, les appareils et tout particulièrement le service d'ordre de la CGT, « des mecs de

quarante berges qui n'avaient rien à faire dans la manif ». Surtout, ils s'insurgent contre les Jeunes communistes qui, disent-ils, leur ont interdit l'entrée de la réunion de coordination organisée à la Bourse du travail à l'issue du défilé. Confusément, ils tentent de trouver la voie d'un mouvement qui ne serait pas dominé par les seuls problèmes des basses.

Loin d'eux, cependant, l'idée de ramener le débat à des rivalités de boutique, les lycéens réclament de l'argent « tout de suite, car le bac est pressé », et pour tout le monde. Ils veulent aussi « casser les ghettos qui fabriquent les casseurs ». Alors pourquoi ne pas prélever ces ressources sur le pécule de la défense ? « Quand on voit les sommes envoyées dans le Golfe pour des soldats qui ne font rien, on se dit que l'éducation nationale pourrait bien en recevoir une partie », s'exclame Céline.

Les hommes politiques, qui décident de la marche du monde, ne leur semblent pas très fréquentables. Ni Lionel Jospin, qui « a eu la trouille de venir parler à la fin de la manif », ni les députés « bien au chaud dans leur Assemblée nationale », ni même le président de la République.

Mitterrand est au pouvoir depuis dix ans, qu'est-ce qu'il attend ? proclame Patrick, un lycéen légèrement blasé la veille à la barre. La génération Mitterrand, c'est nous, alors pourquoi essaie-t-il de nous endormir avec de belles paroles ? Ils ne se disent pas « contestataires » pourtant, mais simplement exaspérés. « On ne veut pas changer le monde, mais s'y intégrer », souligne Stéphane, un élève de seconde à Hélène-Boucher.

En leur donnant l'impression que personne ne souhaite les accueillir dans ce monde-là, le cortège avorté du 12 novembre les pousse à vouloir poursuivre leur action. De nouvelles réunions, chargées à des lycéens voisins, devaient se tenir le 14 novembre, une fois dissipés les derniers effets de la grève de bois.

RAPHAËLE REROLLE

## Le bon plaisir d'« Adolf »

VALENCE

de notre correspondant

Huit heures de colle, pendant les vacances de Noël, pour avoir manifesté dans les rues de Valence le lundi 12 novembre : les élèves du lycée technique privé Montplaisir n'en croyaient pas leurs oreilles quand ils ont entendu, mardi, la sanction qui devait frapper ceux d'entre eux qui avaient osé défilé la veille avec leurs copains du public en dépit des avertissements de leur chef d'établissement.

Trois cents lycéens (sur un millier que compte le lycée Montplaisir) seraient donc punis d'une journée de « colle » pendant les vacances de fin d'année. Le directeur, M. Norbert Kieffer, les avait pourtant bien avertis : il ne voulait pas les voir

sur ces manifestations risquant de donner une mauvaise image à un établissement dont la réputation est jalonnée de succès scolaires.

Les élèves ont organisé un « sit-in » dans la cour du lycée pour faire comprendre à « Adolf » (c'est ainsi qu'ils désignent leur directeur) qu'il dépassait les bornes. « Cette fois-ci il va trop loin », constatait une mère de famille, dont le fils, Michaël, non gréviste lundi, n'était même pas concerné par la mesure disciplinaire. Mais il connaît bien le règlement de la maison : l'an dernier, il a eu deux jours de « colle » pendant les vacances de Toussaint, parce qu'on avait estimé qu'il ne travaillait pas assez en classe.

GÉRARD MEJEAN

Selon la préfecture de police

## L'Etat indemniser les victimes

Les victimes de dégâts survenus pendant la manifestation lycéenne du lundi 12 novembre seront indemnisées : le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, en a donné l'assurance mardi au cours d'une conférence de presse. « Une procédure d'indemnisation sur la base de la loi de 1983 est en cours », a affirmé le ministre. Selon le dernier bilan, cent quatre-vingt-dix véhicules ont été endommagés ou détruits, et une centaine de magasins ont été pillés ou dévastés. D'autre part, il y avait eu deux cent trente-quatre blessés parmi les forces de l'ordre, dont sept CRS qui avaient dû être hospitalisés. Mardi soir, quatre d'entre eux étaient encore à l'hôpital. Une vingtaine de manifestants, blessés à la tête et aux yeux pour la plupart, restaient également en observation dans différents hôpitaux parisiens.

En vertu de l'article 92 de la loi du 7 janvier 1983, « l'Etat est civilement responsable des dégâts et délits commis, à force ouverte ou par violence, par des groupements ou rassemblements armés ou non armés, soit contre les personnes, soit contre les biens ». La préfecture de police de Paris précise que les victimes « pourront être indemnisées en s'adressant soit à leur compagnie d'assurance (si leur contrat couvre ce type de dégradations), soit directement au préfet de police ». Son service du contentieux sera alors chargé du dossier.

« Les délais moyens de remboursement par l'administration sont de quatre mois pour les dégâts matériels et les délits d'exploitation », indique la préfecture. Elle se propose de fournir tous les renseignements supplémentaires au 12-77-11-00.

Union sociale généralisée, il estime que « la CSG sera un système plus juste ». Alors que les syndicats de la fonction publique doivent être reçus le 20 novembre par M. Michel Durafour, il annonce qu'en va vers un arrêt de travail des fonctionnaires avant la fin du mois à propos de la politique salariale.

## 1986 : la mort de Malik Oussekine

En novembre 1986 déjà... La comparaison est tentante. Des milliers de jeunes dans les rues de Paris, un ministre de l'éducation débordé, un premier ministre absent du navire national, un président de la République compréhensif à l'égard des manifestants... Et pourtant tout était différent.

La révolte étudiante avait alors un objectif précis, auquel il était facile, à condition de le vouloir, de répondre positivement : le retrait d'un projet de loi, celui mis au point par M. Alain Devaquet, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, sur le fonctionnement des universités. Ce texte prévoyait l'amorce d'une sélection mais les étudiants avaient mis beaucoup de temps à mesurer l'importance de l'enjeu. Le projet avait été approuvé par le conseil des ministres du 11 juillet, adopté en première lecture par le Sénat le 30 octobre. Or, ce n'est qu'à la fin novembre que la contestation avait commencé à naître dans les « facs » et déjà dans celles de la banlieue la plus déshéritée de Paris.

Commencée en douceur, la contestation fait rapidement tâche d'huile. Le 27 novembre deux cent mille jeunes défilent dans les rues de Paris et quatre cent mille dans les villes de province, le jour où l'Assemblée nationale doit commencer à débattre du projet Devaquet. Premier recul de la majorité d'alors : le texte est renvoyé en commission, le temps de préparer des modifications donnant satisfaction aux principales revendications étudiantes.

Trop peu, trop tard. Le gouvernement a mal apprécié la force du mouvement, déjà dirigé par une coordination, mais à l'intérieur de laquelle il n'a pas de relais, tant elle est tenue en mains par des étudiants socialistes, communistes ou d'extrême gauche. Les jeunes se savent soutenus par les socialistes et surtout par le sommet de l'Etat. Le président de la République, en visite le 22 novembre, à Auxerre, la ville dont le maire s'appelle déjà

Jean-Pierre Soisson — le jour même d'une manifestation organisée par la FEN et le PS sur le manque de moyens accordés par le gouvernement à Jacques Chirac à l'éducation, — s'était plu à déclarer qu'il ne pouvait se sentir « déphasé » avec les manifestants car ce devait être la priorité absolue, pour tout gouvernement (... de permettre) une école pour tous gratuits, de qualité...

Une nouvelle manifestation a lieu le jeudi 4 décembre. Elle réunit près de cinq cent mille personnes. Elle dégénère sur l'esplanade des Invalides, les forces de l'ordre tentant d'empêcher les étudiants et lycéens de s'y regrouper en attendant la sortie de leur délégation reçue par M. René Monory, ministre de l'éducation. Ni ce jour-là, ni un autre, des délégués des jeunes ne pénétreront à l'Elysée ou à Matignon. Le lendemain Jacques Chirac s'envoie pour Londres participer à un sommet. C'est son ministre de l'éducation qui intervient, au nom du gouvernement tout entier, sur les trois chaînes de la télévision publique et annonce que les mesures les plus contestées du projet seront retirées. C'est encore trop tard. A la fin d'une manifestation dans les rues du Quartier latin, le drame éclate, Malik Oussekine meurt mitraillé par des matras de la police.

L'heure de la retraite a sonné. Jacques Chirac s'efforce de l'organiser en bon ordre. Le lundi 8 décembre au matin, il annonce que l'ensemble du projet de loi est retiré. Alain Devaquet démissionne, René Monory reste en place.

« L'autre « cohabitant » souligne avec plaisir l'atonie momentanée des manifestations et assure qu'il est « sur la même longueur d'ondes » qu'eux. L'égérie de la contestation d'il y a quatre ans, Isabelle Thomas, est depuis chargée de mission à l'Elysée. Lundi elle était aux côtés du président de la République pour accueillir ses petits frères et sœurs.

THIERRY BRÉHIER

## Le Monde L'EDUCATION

ENQUÊTE

NOVEMBRE 1990

## LES LYCÉES DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Egalement au sommaire :

- ÉVALUATION : LES FORMATIONS D'ASSISTANTES SOCIALES
- UNIVERSITÉS : DES BIBLIOTHÈQUES POUR L'AN 2000
- INTERVIEW : MONIQUE VUAILLAT, LE SNES DE A À Z

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



if » au goût amer...

Jelly 101-50

Le Monde  
EDUCATION

## La vague de la démocratie au lycée

Les droits des élèves devraient faire partie de la négociation promise par M. Lionel Jospin.  
Mais l'administration semble réticente

**A**ux lycées-casernes, scandant les lycéens dans les années 70. Aujourd'hui, cette comparaison ne leur vient plus à l'esprit. Ils réclament des activités culturelles et des machines à café, mais aussi l'exercice de libertés fondamentales d'autant plus évidentes qu'une part non négligeable des élèves dépassent l'âge de la majorité légale et aspirent à des rapports égaux avec les adultes. Si l'autoritarisme a, de fait, reculé dans les « bahuts » comme ailleurs, peu d'établissements ont encore offert un cadre de vie vraiment soucieux de démocratie, propice à l'apprentissage des libertés et des responsabilités de citoyen.

La quasi-disparition des organisations de lycéens — la FIDL, proche de SOS-Racisme, ne revendique que 2 000 adhérents, sur 2,5 millions de lycéens — explique en partie cette mise en jachère du champ des droits et de la démocratie, tout comme l'inertie des enseignants et de l'administration, remis en cause par un débat libre. « L'administration nous prend pour des enfants, tempête une lycéenne de Rueil-Malmaison (Yvelines). On nous a refusé l'organisation d'un débat sur l'apartheid dans le cadre d'une semaine contre le racisme organisée par... l'éducation nationale. Les profs ont dû faire pression pour que nous obtenions gain de cause. »

Sans attendre l'éruption lycéenne de cet automne, le ministre de l'éducation nationale, lui-même, avait remis la question sur le tapis dès le printemps 1989. L'article 10 de la loi d'orientation est entièrement consacré aux « droits et obli-

gations » des lycéens et collégiens. Muets sur la liberté de réunion et d'association syndicale, il reconnaît toutefois, pour la première fois, l'exercice de la liberté d'information et d'expression dans les établissements secondaires. Il instaure, dans chaque lycée, un « conseil de délégués des élèves ».

## Les nouveaux conseils de délégués

Le décret permettant à cette nouvelle institution de fonctionner a mis plus d'un an avant d'être publié : il vient de l'être sous la pression des manifestations (Le Monde du 8 novembre). Ce conseil rassemble tous les délégués de classes sous la présidence du proviseur. Réuni au moins trois fois par an à son initiative, il donne son avis et formule des propositions sur des questions comme l'aménagement du temps scolaire, l'organisation du soutien, l'hygiène et la sécurité.

Malgré ses insuffisances, la mise en place progressive de ces conseils de délégués élèves a aidé à la mobilisation dans certains lycées. La FIDL critique le pouvoir des proviseurs, seuls maîtres de la convocation des nouvelles instances, et surtout réclame l'exercice réel du droit d'expression : « Nous voulons être écoutés et nous exprimer (...) et nous savons que c'est possible tout de suite sans l'excuse des moyens financiers puisque ces mesures sont gratuites : droit d'affichage, de presse, de réunion, d'association, d'expression dans le respect des opinions. »

Ces revendications sont précisément celles qui devraient faire l'objet de la négociation avec les lycéens amorcée par le ministre de l'éducation nationale. Un projet



de décret actuellement à l'étude porterait sur les droits et les devoirs des lycéens. Mais, axé sur l'exercice de la liberté d'expression, il n'inclurait pas la reconnaissance du droit d'association.

Les textes réglementaires qui régissent les droits des lycéens dans leurs établissements avaient de toute façon besoin d'un sérieux dénouement. Établis dans la foulée des événements de 1968, ils n'avaient jamais été actualisés alors que la lycée connaissait des transformations profondes, liées à l'accroissement des effectifs et au

changement de ses structures pédagogiques.

La grande innovation de l'après-68, c'est la possibilité laissée aux conseils d'administration des établissements de créer des associations socio-éducatives, autrement dit des foyers d'élèves. Le foyer est organisé et animé par un organisme composé de neuf à douze élèves, sous le contrôle de trois responsables légaux (le chef d'établissement, un membre du personnel et un parent d'élève), les personnels de l'administration apportant aide et conseils techni-

ques aux élèves. Mais les règles du jeu sont clairement établies : toutes activités doivent avoir préalablement reçu l'accord du chef d'établissement. A condition que soient exclues « toute propagande, toute pression et tout endoctrinement », que, dans la mesure du possible, un lien soit établi avec l'enseignement, et qu'elles se donnent pour objectif d'informer les élèves, ces activités peuvent être de nature culturelle, philosophique et religieuse, économique et sociale, politique et civique.

## Des foyers étalés

Sur l'utilisation des lieux le texte est on ne peut plus clair : les élèves peuvent disposer d'un local affecté à leur association. Et à l'intérieur de ces locaux, rien ne s'oppose à ce qu'ils utilisent un panneau d'affichage placé sous la responsabilité de l'organisme directeur. Seul l'affichage à l'extérieur du foyer est soumis à l'agrément du chef d'établissement, précise le texte. Une disposition qui les élèves, voire les chefs d'établissements eux-mêmes, ont sans doute très nombreux à ignorer.

Un autre texte, daté du 13 septembre 1974, prend en compte l'abaissement à dix-huit ans de la majorité civile décidée, la même année, la première du septennat de M. Giscard d'Estaing. Il devait faire l'objet d'une étude approfondie au cours des mois suivants, mais il a été « enterré ». On y évoque, de façon très floue, le rôle des chefs d'établissement dans la conduite de cette évolution légale qui doit être « guidée par le bon sens ». Mais le fait qu'un grand nombre de lycéens soient désormais majeurs n'introduit, précisément, aucun changement dans les modes de relation entre les élèves

et l'établissement. Sauf « prise de position écrite de l'élève », les parents restent destinataires de toute correspondance les concernant : relevés de notes, convocation, etc. Si l'élève souhaite régler seul ses affaires scolaires, le chef d'établissement étudie avec lui « les dispositions à prendre ».

Mais les proviseurs tiennent à souligner que ces cas sont rarissimes, même dans des lycées où les élèves majeurs sont nombreux, dès la classe de première, voire dès la seconde. Au Syndicat national des proviseurs de l'enseignement secondaire (SNPDES-FEN), on insiste sur le fait que les élèves majeurs posent peu de problèmes dans les lycées, même s'ils signent eux-mêmes leurs mots d'absence.

« Plus âgés que les autres et respectés de parcours scolaires cohérents », précise M. Dejean, ils ont souvent davantage conscience de l'importance pour eux de terminer au mieux leur scolarité. » Sur l'ensemble des revendications concernant les droits des lycéens, le syndicat des proviseurs garde une attitude prudente, pour ne pas dire méfiante. « Nous pensons que l'heure n'est pas arrivée de donner aux élèves les mêmes droits syndicaux qu'aux adultes, plaide M. Benayoun, président du SNPDES. Les élèves ont d'ores et déjà des droits dans leurs lycées, qui ne sont pas négligeables : à l'intérieur des conseils d'administration, par le biais des représentants des délégués et maintenant des conseils de délégués élèves qui viennent d'être institués. » Et il souligne un paradoxe, relevé également par de nombreux enseignants : les foyers d'élèves, qui périssent dans de nombreux lycées, meurent, le plus souvent, faute de lycéens en nombre suffisant pour les animer.

PHILIPPE BERNARD  
et CHRISTINE GARIN

## La seconde, maillon faible

Dans un rapport inédit, l'inspection générale de l'éducation nationale dresse un diagnostic minutieux des difficultés du lycée

**Q**UE pensent les professeurs, les lycéens et les parents de l'actuelle organisation des études de second cycle, de la vie au lycée et des méthodes d'enseignement ? Une enquête non publiée, réalisée au cours du premier semestre de l'année 1989 par l'inspection générale, éclaire à point nommé un certain nombre de questions essentielles posées par les lycéens depuis la mi-octobre. Et auxquelles le ministre de l'éducation nationale devra, tôt ou tard, être amené à répondre.

Sous la houlette de M. André Hessemer, les inspecteurs généraux ont choisi de concentrer leur attention sur la classe de seconde. Trois cents élèves, trois cents parents, trois cents professeurs et plus de deux cents conseillers d'éducation et proviseurs ont donc été interrogés, dans cinquante-quatre lycées répartis dans quinze académies.

Parce qu'elle accueille « aux niveaux et aux motivations très hétérogènes » (70 % des élèves de troisième entrent aujourd'hui en seconde), la seconde constitue, selon l'inspection générale, le maillon le plus fragile du lycée, voire de l'ensemble du système scolaire. C'est d'ailleurs la classe où le taux de redoublement est le plus important : un tiers des classes de seconde de l'échantillon avaient un taux de redoublement supérieur à 20 %.

## Une énorme attente

Elèves et jeunes professeurs perdus dans de grands établissements, désorientés, « déprimés et isolés » lorsqu'ils viennent de collèges difficiles, empiète du temps très lourd, visiblement, l'adaptation au lycée est difficile. Elle se caractérise par « une période de flottement trop longue ». Moins de la moitié des établissements prennent des initiatives, pourtant jugées très efficaces par ceux qui y ont recours, pour rendre moins rude la rupture avec le collège (réunions d'élèves, distribution d'un livret

d'accueil ou prise en charge par des élèves-tuteurs plus âgés, etc.).

Or, ce qui caractérise, selon l'inspection générale, les lycéens d'aujourd'hui, c'est justement « l'intensité et l'ampleur de leurs attentes envers les adultes et eux-mêmes leurs professeurs ». Et ils formulent, à cet égard, des besoins et des souhaits précis : que les enseignants expliquent mieux leurs méthodes de travail et les objectifs de leur enseignement, qu'ils leur apportent un soutien lorsque des difficultés apparaissent, qu'ils les « mette en confiance » et qu'on les aide « en les encourageant et en leur donnant de l'espoir ».

## Le retour de la sélection

Les élèves interrogés voudraient aussi disposer de temps pour rencontrer des professeurs disponibles. Ils souhaiteraient, par exemple, que le professeur principal puisse, chaque semaine, pendant une heure au moins, les recevoir individuellement ou en petits groupes. Ils demandent également des locaux pour se rencontrer en dehors des heures de cours, pour travailler seuls ou en groupes et pour permettre aux délégués de se concerter. « La fonction de délégués des élèves n'a manifestement pas encore trouvé la place qui lui revient malgré son développement heureusement apprécié dans certains lycées », soulignent d'ailleurs les inspecteurs généraux.

L'enquête recèle toutefois une surprise : les élèves de seconde ne s'estiment pas surchargés de travail, bien qu'ils déclarent travailler entre 12 et 15 heures par semaine en plus de leur vingt-sept heures hebdomadaires (minimum) de cours.

Pour eux, la relation élèves-professeurs détermine largement la motivation et les performances des élèves. Un grand nombre estiment qu'il n'y a pas de problème de « niveau » en seconde mais plutôt un problème de « mentalité », de « manière d'être ». Loin de remettre en cause le niveau d'exigence des programmes, les lycéens

demandent surtout une aide face à des difficultés qu'ils sont prêts à accepter.

Leurs professeurs, en revanche, sont plus pessimistes. Confrontés à des élèves aux niveaux très hétérogènes, qu'ils jugent « anxieux bien que motivés », ils se sentent tiraillés entre deux nécessités contradictoires : la nécessité de maintenir un bon niveau d'exigence et le souci d'accueillir tous les élèves. Pour tous les enseignants, la lourdeur des effectifs (35 élèves et plus dans les deux tiers des classes de l'enquête) est un obstacle incontournable, soulignent les inspecteurs généraux. Et ils « s'imaginent pas de solutions qui ressortissent à leur compétence si on les laisse dans la situation actuelle » qu'ils jugent « inacceptable ».

Deux courants se dessinent nettement. Le premier, en particulier, propose un retour pur et simple à la sélection à l'entrée en seconde et refuse tout allègement des programmes. Le second est favorable à cette solution mais à condition qu'on ne modifie pas les horaires hebdomadaires attribués à chaque discipline. C'est dans ce second groupe, précise le rapport, « qu'on trouve les partisans des actions de soutien, des études dirigées, des systèmes d'unités de valeur ».

## L'esprit positif des proviseurs

Les proviseurs de leur côté « cultivent un esprit positif » et estiment que les solutions résident essentiellement dans l'organisation plus souple de moyens plus importants. Ils souhaitent, en particulier, disposer de contingents horaires qui leur permettent d'organiser l'accueil des élèves, la liaison collège-lycée, la concertation entre les professeurs ainsi que des actions de soutien aux élèves en difficulté. Quant aux parents interrogés, ils sont à l'unanimité de leurs enfants : satisfaits des programmes et des horaires qu'ils n'estiment pas surchargés. Et ils déplorent comme eux l'absence d'un véritable enseignement de la méthodologie dès les classes de collège et en seconde. Ils

expriment une véritable inquiétude, en revanche, à propos de la diversité du niveau des élèves et en cela ils rejoignent les professeurs.

Ainsi, conclut le rapport, réalisme et optimisme caractérisent les discours des lycéens et des parents qui considèrent que les difficultés sont sérieuses mais surmontables. Le point de vue des chefs d'établissement n'est pas très éloigné. La fracture en revanche est nette avec les professeurs qui se sentent « boucanés » et qui souffrent d'une situation objectivement difficile et quelquefois très difficile.

Les enseignants n'ignorent ni la demande pesante des élèves, ni la pression de l'opinion publique, analysent les inspecteurs généraux. Mais ils mesurent quotidiennement « l'écart entre l'exigence des programmes et les performances d'un certain nombre de leurs élèves, entre leur ambition anxieuse et les difficultés actuelles ». Ils se sentent, finalement, « placés devant un choix impossible : travailler comme avant mais avec les meilleurs, travailler avec tous mais au prix d'un abaissement des exigences et d'un ralentissement du rythme de tous ».

Les résultats de l'enquête menée par l'inspection générale plaident pour une adaptation rapide du lycée. Les élèves interrogés sont anxieux mais confiants dans l'avenir, peu critiques à l'égard d'une institution dont ils veulent être partie prenante, désireux à tout prix « s'accrocher » à leurs études mais insuffisamment armés pour y parvenir. La correspondance est frappante entre cette photographie prise début 1989, et les thèmes qui entretiennent actuellement la fibre commune. Et un message se dessine nettement derrière ce constat sur le maillon sensible que constitue la classe de seconde : qu'on ne pourra pas faire très longtemps encore l'économie d'un vrai débat sur les contenus d'enseignement et sur les objectifs scolaires et sociaux du lycée. Et qu'il faudra y associer très étroitement les enseignants, en prenant en compte leur désarroi.

Ch. G.

**LA BOURSE**  
**Le 1**  
**AUX STAGES**  
**ÉTUDIANTS\***  
**GAGNEZ**  
**DES STAGES**  
**A VOCATION INTERNATIONALE**

Participez à la Bourse aux stages dans Le Monde du 13 au 20 nov. 1990 (numéros datés du 14 au 21-11-1990.)

\* Bac + 3 minimum obtenu courant 1991

**RECONSTITUEZ LES COUPLES PARFAITS !**

Associez à chacune de ces entreprises sa ville d'origine :

- |   |                          |
|---|--------------------------|
| 5 | Clestra Hauserman        |
| 6 | BEFS Technologies        |
| 7 | Exxon Chemical France    |
| 8 | Waterman                 |
| E | Mulhouse                 |
| F | Cleveland                |
| G | New York                 |
| H | Notre-Dame-de-Gravenchon |

RETROUVEZ LES LOGOS DES ENTREPRISES PARTICIPANTES EN PAGES EMPLOI

## POUR VOUS AIDER

SUR EUROPE 1  
UN INDICE SERA DIFFUSÉ  
CHAQUE JOUR  
AU JOURNAL DE 20 HEURES  
PENDANT TOUTE LA DURÉE  
DE LA BOURSE

RETROUVEZ CES INDICES SUR MINITEL 3615 LEMONDE

**Le Monde**  
**INITIATIVES**  
**CAMPUS**  
**EUROPE 1**



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

L'enquête sur une centaine de hold-up dans la région Rhône-Alpes

## Cinq policiers lyonnais seraient les piliers d'un gang de malfaiteurs

Les policiers de la sûreté urbaine de Lyon, de la police judiciaire et les gendarmes de la section de recherches du Rhône ont démantelé lundi 12 novembre un gang de malfaiteurs qui aurait à son actif une centaine d'attaques à main armée dans la région lyonnaise depuis 1986. Un policier, le sous-brigadier Michel Lemerrier, en congé-maladie depuis un an, serait l'un des chefs de cette association de braqueurs, qui comptait dans ses rangs quatre autres policiers. Au total, vingt-sept personnes ont été interpellées lundi en début d'après-midi à la suite d'une tentative de hold-up avec prise d'otage dans une succursale de la Société générale à Lyon. Dix-sept d'entre elles ont été relâchées mardi après-midi. Les dix autres, dont les cinq policiers, étaient encore en garde à vue mercredi.

La police lyonnaise vit son électrochoc. Certes, on pouvait soupçonner ici ou là quelques « tritonnages », certains ont envisagé quelques connivences

avec le milieu, sans preuves. « De là à imaginer une affaire d'une telle ampleur ! Les enquêteurs sont accablés. Des collègues policiers impliqués dans un gang aussi dangereux, personne ne l'aurait imaginé une seule seconde, résume un policier. Pourtant, les biscuits s'accumulent. Il y a des éléments matériels, des aveux. C'est gros, de plus en plus gros. Et tout le monde, la hiérarchie à la base, en tombe sur sa chaise. »

Le gang des PMU, des supermarchés et des succursales de banque est donc tombé. Depuis 1986, les policiers les appelaient successivement les « braqueurs fous », parce qu'il leur arrivait de tuer froidement des témoins gênants, ou le « gang des vieillards », à cause des postiches qu'ils utilisaient. L'enquête a été longue, presque désespérée. Policiers et gendarmes pensaient que la région lyonnaise faisait face à une bande qu'ils imaginaient « à tiroirs », composée de plusieurs équipes manquant souvent de sang-froid et s'attaquant à de petits objectifs : les cafés PMU les jours de grands paris, les convois de fonds d'un supermarché, la caisse d'une succursale de banque ou d'un bureau de poste.

Jamais le casse du siècle, mais une accumulation sûre et régulière

d'opérations sans envergure, si elles n'avaient été, pour certaines, meurtrières. Parmi les hold-up mémorables que les enquêteurs estiment pouvoir leur attribuer avec certitude, il y a l'attaque de Firminy (Loire), à la sortie d'un centre Leclerc, le 29 janvier 1989. Les hommes cagoules avaient tué les deux convoyeurs de fonds, tirant à bout portant dans leur dos, sans menaces ni sommations, afin de récupérer deux maliettes contenant 250 000 F en liquide.

## Le commissariat du troisième

On se souvient aussi de ce soir de la Saint-Sylvestre où le commandant, qui venait de dévaliser le PMU de Gonas (Rhône), avait abattu dans la rue, devant son fils, un quinquagénaire qui avait crié « Au voleur ». Étaient-ils de cette équipe qui, à Lentilly, avait égaré le camion d'un convoyeur de fonds à l'aide d'un tracto-pelle ? Ont-ils réalisé les dernières prises en otage de femmes de directeur d'agence bancaire afin d'avoir accès aux salles des coffres-forts, bref tous ces hold-up que les enquêteurs ont, dans un premier temps, évalués à quatre-vingt, puis, mardi soir, à une centaine ?

Les membres de la police judiciaire, de la sûreté urbaine de Lyon et les gendarmes de la section de recherches du Rhône s'employaient aujourd'hui à reprendre méthodiquement la liste des agresseurs qui, selon eux, présentent des similitudes dans leur déroulement. Ils établissent des rapprochements avec les pièces à conviction saisies chez les interpellés : les postiches, les armes - des fusils à pompe, des Magnum .357 - et des sommes d'argent retrouvées lors des perquisitions. Enfin ils font des rapprochements avec les aveux des uns et des autres. Les enquêteurs Don-Loan Giovannetti et Guy Nicolai avant que celui-ci ne fut muté à Marseille cette année ? Tous sont impliqués à des degrés divers dans cette association de malfaiteurs, dont les premières auditions révélaient qu'elle avait à sa tête le sous-brigadier Lemerrier, qui se faisait porter malade depuis un an. Le préfet de police de Lyon, M. Michel Diefenbacher, s'est contenté de préciser que les cinq policiers « ont été immédiatement suspendus de leurs

fonctions par le ministre de l'intérieur ».

Mais, de sources proches de l'enquête, il ne fait aucun doute que certains des policiers ont participé aux attaques « les plus graves ». Trois d'entre eux étaient d'ailleurs présents sur les lieux du dernier hold-up de la bande contre la Société générale, lundi 12 novembre, à 13 h 30, rue Marcel-Mérieux. L'opération - la prise en otage de l'épouse d'un dirigeant de la succursale à son domicile, suivie d'une visite des coffres de la banque - a précipité le déclenchement du coup de filet des enquêteurs, qui avaient depuis quelques semaines identifié les membres du gang et s'apprêtaient à les cueillir en douceur. Les policiers ripoux n'ont finalement pas opposé de résistance, contrairement aux prévisions d'un inspecteur de la police judiciaire : « Pour nous, étant donné leur style de braquage, il était évident que leur interpellation allait se passer sans problème. Nous étions sûrs qu'ils allaient déjouer l'enquête. »

## Un état-major de crise

La police lyonnaise est sous le choc, mais en même temps elle n'est pas mécontente d'avoir fait son propre ménage, sans aucune fuite, dans une enquête dont les premiers éléments probants remontent pourtant à mai 1988. Depuis cette date, les policiers nourrissent des soupçons sur une implication d'éventuels collègues à la suite de la découverte de l'utilisation par le gang de faux numéros d'immatriculation doublant de vrais plaques. Au ministère de l'intérieur, on souligne que la sûreté urbaine, le service aux unités appartiennent les cinq ripoux, n'a pas mené ses efforts aux côtés de la PJ lyonnaise et des gendarmes. Les trois services ont su mener de front une enquête commune dans le plus grand secret. Un état-major de crise se réunissait chaque semaine dans le bureau du procureur adjoint, M. Xavier Richard. Il n'y a pas eu de guerre des polices ni de tentatives d'étouffement de l'affaire, assure-t-on.

« Nous sommes prêts à jouer la transparence administrative sur l'implication des cinq policiers lyonnais. Cette affaire ne doit pas jeter le discrédit sur l'ensemble des policiers. Elle démontre au contraire que nous savons enquêter sur nos propres fonctionnaires », affirme M. François Roussely, directeur général de la police nationale, en écho aux affaires qui, du trafic d'armes libanaises à l'affaire Doucet, secouent l'institution policière.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

M<sup>r</sup> Georges Flécheux a été élu dauphin du bâtonnier de Paris

M<sup>r</sup> Georges Flécheux, soixante et un ans, a été élu, mardi 13 novembre, par ses confrères, dauphin du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris. Désigné au second tour de scrutin devant M<sup>r</sup> Bruno Boccardi, il succède au bâtonnier Henri Ader à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992. [Né le 21 janvier 1929, à Nice, M<sup>r</sup> Flécheux a été élu premier secrétaire de la Conférence des avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'État. En 1955, secrétaire de la conférence du stage de la Cour d'appel de Paris, il avait été membre du Conseil de l'ordre de 1984 à 1986.]

## FAITS DIVERS

## Le PDG d'une compagnie de voyages grièvement blessé par balles

M. Loffi Belhassine, PDG du groupe « A », comprenant quatorze clubs Aquarius, Agence Go-Voyages et Air Liberté (quatorze avions), a été grièvement blessé vendredi 9 novembre à Paris par un inconnu. Vers 21 h 45, alors que ce Français d'origine tunisienne se rendait à son domicile, square Desnouettes (XV<sup>e</sup> arrondissement), et garait sa voiture, un homme l'a insulté puis a fait feu à trois reprises, le blessant à l'épaule et à l'abdomen. Il a pris la fuite dans une voiture blanche stationnée à proximité. L'homme d'affaires est désormais hors de danger. La brigade criminelle a été chargée de l'enquête.

## MÉDECINE

## Aux États-Unis

## Les thérapies géniques sont autorisées dans le traitement du cancer

La Food and Drug Administration (FDA) autorise, mardi 13 novembre à Washington, la mise en œuvre d'une première thérapie génique humaine dans le traitement du cancer. Cette expérimentation sera conduite chez des malades souffrant d'un mélanome, une forme grave de cancer de la peau, et devrait débiter sur trois adultes dans quatre à six semaines, a annoncé le docteur Steven Rosenberg du National Cancer Institute (Bethesda, Maryland).

Elle fait suite à l'autorisation « historique », accordée le 11 septembre par le gouvernement américain, de la première thérapie génique dans le cadre d'une maladie génétique extrêmement rare, le déficit en adénosine déaminase (le Monde du 15 septembre). Le premier bénéficiaire de cette thérapie mise en œuvre par l'équipe du docteur French Anderson à Bethesda (Maryland) avait été une fillette de quatre ans.

L'expérimentation qui vient d'être autorisée sera mise en œuvre par l'équipe du docteur Rosenberg. Elle consiste à intégrer dans le patrimoine héréditaire des lymphocytes le gène codant pour le *tumor necrosis factor*, une substance qui devrait accroître les pos-

## ENVIRONNEMENT

Pour limiter les émissions radioactives du radon

## Des experts recommandent de recouvrir le site du Bouchet d'une couche de terre

Le site du Bouchet (Essonne), où le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) entrepose, après la seconde guerre mondiale, des résidus de minerais d'uranium, pourra être réaménagé « en recouvrant le terrain d'une couche suffisante de matériaux adaptés (terre, argile, etc.) ».

C'est ce qui ressort d'une expertise menée par le professeur Henri Serpelle, directeur de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay, sur les dégagements de radioactivité dus à un gaz radioactif, le radon, présent dans les 20 000 tonnes de déchets abandonnés sur le site. Des déchets résultant de la production de combustible nucléaire pour la première pile atomique française et les premiers réacteurs uranium naturel-graphite gaz.

En mai dernier, la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD) avait en effet alerté l'opinion sur l'existence au Bouchet de plusieurs « points chauds » où la concentration en radon lui paraissait anormalement élevée. Une potentielle « fuite » et une mission fut confiée au professeur Serpelle, en liaison avec M. Michel Fayolle, maître de la commune d'Orsay, sur lequel se trouve le site du Bouchet, de faire la lumière sur le sujet.

Deux conclusions se dégagent de son enquête. La première souligne que la radioactivité présente dans tous les échantillons est « une activité naturelle associée à des résidus uranifères » et que les traces de radon constatées par endroits peuvent s'expliquer par des rejets atmosphériques (essais nucléaires, catastrophe de Tchernobyl). La seconde indique qu'une émission notable de radon 222 est présente dans l'air et que des taux instantanés de radioactivité peuvent dépasser 10 000 becquerels par mètre cube notamment de nuit et par temps calme.

Compte tenu de la non-stabilité de ces taux d'émission, le professeur Serpelle estime qu'il n'y a pas de désaccords entre les mesures du CEA et de la CRIIRAD, même si les valeurs « atteignent certains endroits de l'ordre de cent fois l'émission mesurée au-dessus de divers sites géologiques ». Bien que les radio-éléments solides comme le radium ne soient pas entraînés par les eaux et restent piégés sur le terrain, le rapport insiste sur ces taux d'émission trop élevés, mais « sans danger », du radon, qui empêchent que le terrain « puisse être réhabilité dans sa structure actuelle ».

« La solution envisageable consiste, donc, à abaisser le flux de radon (...) en recouvrant le terrain d'une couche suffisante de matériaux adaptés (terre, argile, etc.) ».

« Une condition cependant :

que cet aménagement du terrain, effectué par le CEA, soit contrôlé par « une série de mesures avant et après les travaux » faite par des techniciens relevant des différents organismes.

Informée de ces conclusions, la CRIIRAD a fait savoir, mardi 13 novembre, qu'elle était en « total désaccord » avec ce rapport et qu'elle considérait comme « illégale » la future réhabilitation de ce terrain. « Les conclusions du rapport, dit-elle, n'ont même pas été discutées avec les membres de la commission (...) qui n'a aucun droit de statuer sur une quelconque réhabilitation du site. La contamination est telle que ce site doit être considéré comme un stockage de substances radioactives et rangé parmi les installations classées pour la protection de l'environnement ».

Affaire à suivre donc, tout comme celle de la décharge de Saint-Aubin (Essonne), située sur les terrains du Centre d'études nucléaires de Saclay, où des traces de plutonium ont été découvertes à la fin de l'été. Pour en finir avec ce délicat problème, le préfet de l'Essonne, M. Jean-Louis Duflieux, vient de demander au professeur Robert Guillaumont, de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay, de réunir une commission d'experts pour que soient enfin « levées toutes les incertitudes qui peuvent être entretenues sur la nature exacte des substances qui se trouvent sur ces terrains ». Ainsi sera-t-il possible de dire si « les personnes travaillant sur le site ou habitant aux abords » courent des dangers « qui sont parfois présentés avec insistance ».

J.-F. A.

« L'URSS confirme que 500 000 Soviétiques ont été irradiés lors des essais atomiques. - Quelque 500 000 Soviétiques, vivant au voisinage du polygone de tir de Semipalatinsk (Kazakhstan), ont été irradiés lors des essais atomiques. - Plus de 200 engins nucléaires entre 1949 et 1963, auraient été irradiés par les retombées de ces tirs et 100 000 d'entre eux seraient morts des suites de ces irradiations. C'est ce que vient de confirmer M. Boris Goussev, directeur de l'Institut de recherche soviétique de radiologie, qui a précisé qu'entre 1955 et 1965 les cas de leucémie dans cette région avaient augmenté de 70 % et que le nombre des décès d'enfants de moins d'un an avait quasiment doublé. (AFP.) »

« Les bombes aérosols contiennent moins de CFC. - Le comité français des aérosols vient d'annoncer au ministère de l'environnement que l'objectif de réduction de 90 % de l'utilisation des CFC (chlorofluorocarbones) dans la fabrication des bombes aérosols est déjà atteint. En février 1989, les utilisateurs de CFC s'étaient engagés à réduire leur consommation de 90 % avant 92 et à 99 % en 1990. La consommation en 1990 sera inférieure à 3 500 tonnes, soit 90 % de moins qu'en 1976, année de référence. Si l'on ajoute les autres gros utilisateurs de CFC que sont les fabricants de mousses et les industriels du froid, la consommation de ce produit considéré comme dangereux pour la couche d'ozone a baissé de 50 %. La CEE se propose d'arrêter totalement l'utilisation des CFC en 1997. »

## SPORTS

« TENNIS : tournoi de l'ATP. - L'Américain Andre Agassi a pris sa revanche de la finale de l'US Open en battant son compatriote Pete Sampras (6-4, 6-2), mardi 13 novembre à Francfort, au premier tour du tournoi final de l'ATP (Association des tennis professionnels), doté de 2 millions de dollars. Dans le même groupe, le Suédois Stefan Edberg s'est imposé contre l'Espagnol Emilio Sanchez (6-7, 6-3, 6-1). Dans le groupe Bile Tchecoslovaque Ivan Lendl a disposé de l'Autrichien Thomas Muster (6-3, 6-3). »

« VOILE : Route du rhum. - Le Canadien Mike Birch (Fujichrome) a pris la tête des concurrents de la Route du rhum, mardi 13 novembre. En fin de journée, son avance était de 16 miles sur Florence Arthaud (Pierre II), privée de contact avec la terre depuis deux jours par suite de pannes de sa radio BLU et surtout de son télex Standard C qui lui permettait de communiquer, de façon confidentielle, avec son « routeur » marseillais Louis Bodin. »

## L'affaire Atlani, à Cherbourg

## MM. Olivier Stirn et Jean-Marie Daillet auraient bénéficié de subsides de promoteurs immobiliers

## CHERBOURG

de notre correspondant

Inculpé d'abus de confiance, d'abus de biens sociaux, de faux en écriture, d'usage de faux et d'escroquerie, un promoteur immobilier qui a construit à Cherbourg plus de mille logements aurait fait preuve d'une excessive générosité pour les hommes politiques, selon son propre avocat.

C'est en sortant du palais de justice dimanche 11 novembre que M<sup>r</sup> Jean-Marie Varaut, du barreau de Paris, a fait allusion aux chèques que son client, M. Alain Atlani, aurait adressés en 1987 et 1988 à MM. Jean-Marie Daillet, député (ex-JDC, aujourd'hui non-inscrit France une) de Saint-Lô, et Olivier Stirn, ancien ministre du tourisme et ancien député socialiste de la Manche.

« Des petites sommes, de l'ordre de 40 000 à 50 000 francs, d'ailleurs couvertes par l'amnistie », a déclaré l'avocat, qui estime que le parquet veut faire du passé de 180 millions de francs du cabinet tenu par M. Alain Atlani et son frère Gérard - inculpé de recel, d'abus de biens sociaux - « une grosse affaire d'argent public ».

Interrogés, les hommes politiques cités par l'avocat n'ont pas nié avoir reçu certaines sommes d'argent du cabinet Atlani. « À titre de conseiller financier » pour M. Stirn, qui avait cette fonction dans une banque d'affaires parisienne au moment des faits. « Pour m'aider à faire tourner mon secrétariat », indique M. Daillet, qui admet en outre avoir bénéficié des services d'un chauffeur, rétribué

par les promoteurs, et cela pendant un an.

Toutes ces déclarations ont fait l'effet d'une bombe auprès des victimes des frères Atlani, qui ont pour créanciers de nombreux entrepreneurs, artisans ou accidentés à la propriété, des banquiers et le Comptoir des entrepreneurs et la Caisse d'épargne de Cherbourg et du Cotentin. Basé sur la création de multiples sociétés civiles immobilières, le système imaginé depuis 1980 par les deux promoteurs consistait à lancer une nouvelle opération avant la fin de la précédente, en faisant glisser les aides à la construction d'un programme à l'autre ou en se faisant verser avant terme les prêts d'accès à la propriété.

Accumulant les retards de paiement aux entreprises de construction, qui se voyaient systématiquement interdire des procès pour malversation, les frères Atlani, qui ont sans doute bénéficié de nombreuses « protections », avaient transféré le siège de leur cabinet à Paris, en 1987, et certains de leurs affaires outre-mer, avant de connaître les difficultés qui les ont conduits à déposer leur bilan devant le tribunal de commerce de la capitale. Il a fallu que le parquet trouve une faille, dans leur construction juridique complexe, pour les ramener devant le juge d'instruction de Cherbourg. Et celui-ci les a placés en détention provisoire pour faciliter une information judiciaire qui sera sans doute très longue, compte tenu de la complexité des lieux affaires.

RENÉ MOIRAND

## Une initiative du secrétariat d'Etat aux droits des femmes

## Des assises nationales sur la violence

La violence sera le thème des prochaines assises organisées par le secrétariat d'Etat aux droits des femmes, les 22 et 23 novembre au CNIT de la Défense. Une partie des travaux de la première journée sera consacrée à la violence au sein du couple, mais d'autres formes de violence seront également étudiées, dans la petite enfance, le milieu scolaire, les médias. Orientée vers les solutions à apporter, la deuxième journée réunira des professionnels de la santé, du droit et des affaires sociales, du logement et de la réinsertion.

Pour M<sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, il s'agit de prolonger la campagne nationale de sensibilisation sur les violences conjugales que son ministère a organisée il y a un an. Un spot évoquant l'enfer quotidien

des femmes subissant les violences de leur compagnon avait été diffusé à la télévision pendant une quinzaine de jours. Une permanence téléphonique nationale avait été ouverte pour venir en aide aux personnes en détresse. Cette permanence a reçu 4 400 appels. Ce spot sera repris du 10 au 22 novembre prochain sur les chaînes publiques et une nouvelle ligne d'écoute de jour - (48-00-99-00) - sera ouverte pendant cette même période. Le secrétariat d'Etat estime à deux millions le nombre de femmes battues.

Au printemps prochain, un projet de loi visant à aggraver les peines frappant les violences conjugales devrait être étudié, au Parlement, dans le cadre de la réforme pénale.

monde des dirigeants

et le pouvoir

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »

« Les dirigeants du monde des dirigeants et le pouvoir »



## Volontarisme français et réticences européennes

## Les ratés d'Eurêka audiovisuel

Plus difficiles encore que prévu, la bataille d'Eureka n'est donc pas perdue. Si nouveaux dossiers seront examinés le 28 novembre prochain. Et le directeur de son secrétariat, M. Olivier, espère bien, cette fois, réussir à lever les dernières oppositions à l'Observatoire européen de la communication, dont la création avait été annoncée lors des Assises. « Petit à petit, explique M. Bernard Miyet, coordinateur français et véritable initiateur d'Eureka, la nouvelle instance devrait prendre corps et l'Europe pourra alors se réorganiser le pas, ses responsables étudient une relance politique du projet, en réunissant au printemps prochain les ministres concernés de tous les pays adhérents.

La Communauté européenne, elle-même, qui doit consacrer 34 millions d'eus (240 millions de francs environ) à son propre programme MEDIA (*le Monde du*

Comment justifier un tel archaïsme à l'heure où l'audiovisuel doit affronter le défi des nouvelles technologies et de la concurrence internationale ? Comment, si ce n'est par la volonté du pouvoir politique de rogner dans la pratique quotidienne la liberté qu'il a accordée en théorie dans la loi et de contrôler étroitement les dirigeants des télévisions publiques. C'est la question que posent ouvertement jusqu'au'hui Dominique Aldry, Jean-Michel Gaillard et Philippe Guilhaume.

**JEAN-FRANÇOIS LACAN**

*Suite de la première page*

vrais pianissimos. Quant à Renato Bruson - autre star onéreuse, l'ago dont on attendait beaucoup, - il s'ennuie visiblement à périr en flanche vocalement dès le Credo. Pour ne rien dire du volet français, trop français, de la distribution (Nadine Denize en Emilia, Bernard Lombardo en Cassio).

**ANNE REY**

► Prochaines représentations : les 16, 19, 22, 24, 26 et 29 novembre, les 1<sup>er</sup>, 4, 8 décembre, 19 h 30. (Les soirées des 16, 19, 22 et 24, assurées par Plácido Domingo, affichent complet). Tél. : 40-01-17-89.

■ Deux Picasso pour l'Espagne... M. François Mitterrand a remis, mardi 13 novembre, au président du gouvernement espagnol M. Felipe Gonzalez, deux tableaux de Pablo Picasso dont le peintre avait souhaité qu'ils regagnent leur « terre natale ». M. Gonzalez a indiqué que, pour respecter l'engagement pris par le donateur, les deux œuvres, les *Toits de Barcelone* (1903, période bleue) et *Hommage aux Espagnols morts pour la France* (1947), qui n'avaient jamais quitté la collection personnelle de l'artiste, seront désormais exposées au Musée Picasso de Barcelone pour le premier, au Musée du Prado, face à *Guernica*, pour le second.

Jean-Michel Gaillard, le plus loin en arrière. Le directeur général d'Antenne 2 incarne le caractère hétéroclite de la programmation, la collision entre Sheila et Montserrat Caballé, « Caractères » et « Caram-bouilles au commissariat ». Prenant le contre-pied des théoriciens de la programmation, qui ne jurent que par l'homogénéité de la couleur d'antenne, l'empilement des publics et leur fidélisation par des séries répétitives, l'auteur de *Zappan, enfants de la patrie*, définit un nouveau modèle pour l'audiovisuel public : « Antenne 2 doit devenir la chaîne de tous les choix, le condensé de toutes les télévisions, la

Tout est paradoxes d'une production comme celle-là est qu'elle repose sur le travail d'une fosse *a priori* consciente de ses limites, qui s'est donc mise au travail méthodiquement et qui a donné, lors du spectacle, tout ce qu'elle pouvait. Pour assurer sur quatre actes une prestation propre, honnête, de grande classe par instants. Le son sinon la fougue — y était. Et cette rapidité de réflexes qu'exige Verdi quand il découpe au laser la psychologie de ses personnages torturés et superpose, comme au début de l'acte III, la langueur et la terreur de

Le paradoxe est, d'ailleurs, notable : l'Orchestre de l'Opéra aït pris toute l'affaire *Otello* dans le bon sens, comme une chance d'apprendre et de progresser. Ce qu'il a fait. Mais que le succès de l'opération repose finalement sur un « coup » : l'engagement de Plácido Domingo dans un rôle qu'il chante visiblement beaucoup trop. Car, à l'opéra, on ne se trompe pas. Depuis qu'il finit *Otello* dans le film de Zeffirelli. Il en fait désormais des tonnes dans l'acabement, risque de gros sanglots, se roule au sol dès les premières insinuations de Iago, s'y roule toujours ensuite de la même façon, et opte pour un parti-chant de mélodrame et de sentimentalisme. On ne peut pas lui reprocher d'être un faux *prof*.

La mise en scène de Petrika Ionesco, d'une désinvolture très mode à l'égard des indications scéniques (expliques ou implicites), repose sur l'imparable péché de vouloir faire mieux sans une ombre sans premier pour la partition. Les trois premiers actes l'arçissent avec une telle maîtrise que l'ensemble du monde gâche son image et, tout un qui çavahi de figurants en for, un palais bourgeois, une chapelle semée de crânes, le jardin des Desdémone transformé en place publique à l'usage de la dévotion et de l'élégation du clergé. La mort de Desdémone, seule scène latérale, est surélevée comme sur un écran de CinémaScope. Et quand le sacrifice est enfin perpétré, dans d'innombrables draps de soie jaune hollywoodyens, l'ensemble se dissout dans une sorte d'éclatant jaillissement, d'extase, d'élévation jusqu'aux cieux. Que

# Lionel JOSPIN

INVITÉ DE FRANCE CULTURE - JEUDI 15 NOV. - 7h - 8h 15

# Le Grand Réveil

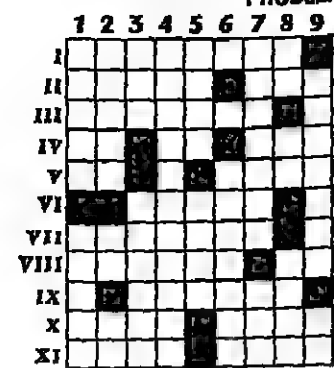
LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE FRANCE CULTURE



## AGENDA

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5391



## HORIZONTALEMENT

1. N'aient pas été dérangés quand ils sont à leur club. - II. Une extrémité. Langue ancienne. - III. Doivent apprendre à faire le boulot. - IV. Tranche de melon. Un vague sujet. Fait un beau spectacle avec de la lumière. - V. Dans le groupe des lenthimides. Circule sur un autre continent. - VI. Est muet comme une carpe, mais vit comme un perroquet. - VII. Les noirs sont dans le fond. - VIII. Comme des traditions anciennes. En semaine. - IX. S'étend sur des

sols humides. - X. Pouvaient être convoités par des coureurs. Fit des observations. - XI. Pas à l'étranger. En France.

## VERTICALEMENT

1. Est meilleure dans le haut. Quand on en sort on se met à fumer. - 2. Quand il fluit, on a les boules. Ville ancienne. Tout au milieu. - 3. On l'a souvent par hasard. Qui vont très bien. - 4. La maladie de ceux qui ont beaucoup de collections. - 5. En Angleterre. Dans le Gard. - 6. Très lestes. - 7. Bien frappées. Orifice. - 8. Agrément étranger. Certains sont longs. A la dent dure. - 9. N'a pas la grosse tête. Peut battre la figure.

## Solution du problème n° 5390

Horizontalement  
1. Dispute. - II. Ecouteurs. - III. Vassal. As. - IV. Or. Hergé. - V. Uddé. Pior. - VI. Archet. - VII. Maie. Oust. - VIII. Eté. Ans. - IX. Na. Créées. - X. Turin. Sot. - XI. Talon. Né.  
Verticalement  
1. Dévouement. - 2. Icône. Atout. - 3. S.O.S. Laie. Rô. - 4. Pus. Ere. Cui. - 5. Uah. Amo. - 6. Téléphone. - 7. Eu. Réussis. - 8. Fugate. Fon. - 9. Essen. Testa. GUY BROUTY

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 15 NOVEMBRE

« La sculpture au Musée d'Orsay », 9 h 15, 1, rue de la Harpe (Association Palet).  
« Les vitraux de la Sainte-Chapelle : apogée d'un art », 10 h 30, Sainte-Chapelle, boulevard du Palais (L'Art et le manoir).  
« Hubert Robert : paysage ou ruines parisiennes », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).  
« L'Ecole nationale des beaux-arts dans l'ancien couvent des Petits Augustins et l'hôtel de Chimay » (visite limitée à 25 personnes), 14 heures, 14, rue Bonaparte (Monuments historiques).  
« Le faubourg Saint-Antoine, cours et passages. L'énigme de l'église Sainte-Marguerite », 14 h 30, 30, rue de Valenciennes (Paris livre d'histoire).  
« Religion et magie égyptienne dans les collections du Louvre », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (P.-Y. Jesel).  
« Héros de la rue des Francs-Bourgeois », 14 h 30, 14, rue des Francs-Bourgeois (Paris pittoresque et insolite).  
« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 14, rue de la Harpe (Musée de la Ville de Paris).  
« Châteaux omeyyades de Syrie », à l'Institut du monde arabe, 14 h 30, entrée gratuite, rue des Fossés-Saint-Bernard (Paris et son histoire).  
« Versailles. Le quartier des ministères : l'hôtel de Beauvilliers et l'hôtel du Grand-Condé », 14 h 30, 12, rue

de l'Indépendance-Américaine (Office de tourisme).  
« Le couvent de Port-Royal », 14 h 30, 30, rue de la Harpe (Paris pittoresque et insolite).  
« Les appartements du palais Bourbon », 14 h 30, 30, rue des Francs-Bourgeois (Paris pittoresque et insolite).  
« Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice », 14 h 30, (lamps de poche), parvis (M. Poty).  
« De Rude à Rodin, la sculpture au Musée d'Orsay », 15 heures, près de l'éléphant (Tourisme culturel).  
« L'hôtel de Chimay et ses boiserie. Le grand andrôite où naquit Ingres », 15 heures, 13, rue de Valenciennes (Paris pittoresque et insolite).

## CONFÉRENCES

9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « Norme au fil des siècles. Rome et les successives latines », par G. Boucher (Antiquité vivante).  
Salle Paych, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, 15 heures : « Introduction à la diététique », par F. Durand (Médical).  
23, rue de Sévigné, 18 h 15 : « La rue parisienne, des origines à 1840 », par J.-M. Lari (Musée Carnavalet).  
Cloître Saint-Séverin, 3, rue des Petres-Saint-Séverin, 18 heures : « L'Impératrice Elisabeth d'Autriche (Sissi) en Normandie », par M.-T. Danet-Sinlet (Les Normands de Paris).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Actuels et modernes de la Méditerranée », débat animé par M. Eckhard Elal et G. Althen.  
Centre culturel Saint-Thomas-d'Aquin, 14, boulevard Raspail, 19 h 30 : « Les Sumériens » (dispositif), par C. Arnould (Proche-Orient ancien).

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Vivra aujourd'hui l'inévitable morale », avec le Père P. Valadier (Centre culturel).  
Audiens, 15, rue de la Concorde, 20 h 30 : « Le pouvoir et les mœurs à Rome », par V. Vanoyse. Entrée libre (Bibliothèque municipale Emile-Bernard).

LA LIBRAIRIE  
« BIBLIOTHÈQUE DES ARTS »  
vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du livre de  
Bernard d'ESPAGNAT

Georges d'ESPAGNAT

le jeudi 15 novembre 1990, de 18 h à 20 h  
l'auteur signera son livre

3, rue Camille, 75005 PARIS  
Tél. 46.34.82

(Publicité)  
AVIS D'INFORMATION INTERNATIONAL  
N° 90/117 POUR LA CONCESSION  
D'UN PORT DE PLAISANCE

VILLE DE MARSEILLE  
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES  
SERVICE ETUDES ET GRANDS TRAVAUX

La ville de Marseille a mis fin à la consultation lancée par avis de publicité internationale n° 90/42, par délibération du conseil municipal n° 90/493/SLT en date du 21 septembre 1990, et souhaite procéder à une consultation des candidats ayant remis précédemment des offres ou tous autres candidats susceptibles d'être intéressés par cette opération.

OBJET : La ville de Marseille lance une procédure de négociation en vue de la concession, de l'extension d'un port de plaisance sur le littoral sud de la commune. La concession portera sur la conception, la réalisation, l'exploitation et l'entretien d'un port de plaisance comprenant :

- 1) Un port d'une capacité minimale de 800 postes à flot
- 2) Un programme immobilier et commercial implanté sur le terre-plein du port
- 3) Les équipements et services nécessaires à l'exploitation du port.

CONDITIONS DE PARTICIPATION : Le projet s'adresse à tous les candidats concessionnaires se présentant sous forme de groupement comportant au minimum un ou plusieurs établissements bancaires, un ou plusieurs gestionnaires de port et éventuellement une ou plusieurs compagnies d'assurances. Les candidats intéressés par le projet pourront faire connaître leur souhait d'être consultés en adressant un courrier à l'adresse suivante :

SERVICE CENTRAL DES ADJUDICATIONS  
ET DES MARCHÉS  
39 bis, rue Sainte, 13001 Marseille  
Tél. : 91-55-19-31 ou 91-55-19-32  
ou 91-55-19-33 ou 91-55-19-40.

DATE D'ENVOI À LA PUBLICATION :  
6 NOVEMBRE 1990.

## CARNET DU MONDE

## Décès

M. Jacques BERGER.  
Ses enfants, petits-enfants  
et arrière-petits-enfants  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BERGER.  
croix de guerre 1939-1945,  
survécu, le 12 novembre 1990, dans sa  
quatre-vingt-neuvième année.

Le service religieux aura lieu en  
l'église Notre-Dame de Vernueil-sur-  
Ayre (Eure), le jeudi 15 novembre, à  
15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Le professeur  
Charles-Pierre GUILLEBEAU,  
M. et M<sup>me</sup> Benoît L'Hermite,  
Agnes et François,  
leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Pierre Guillochon,  
Et leurs familles,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

M<sup>me</sup> Charles-Pierre  
GUILLEBEAU,  
née Madeleine LOYEAU,  
survécue, le samedi 10 novembre 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
vendredi 16 novembre, à 9 heures, en  
l'église Saint-Pierre-de-Neuilly, 90, avenue  
du Roule, Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, avenue de Suffren,  
75007 Paris.

Le Père Léo HANEGRÆF,  
prêtre à Saint-Joseph-des-Épines.

est entré dans la paix de Dieu  
le 11 novembre 1990.

Le cardinal Lustiger,  
archevêque de Paris,  
Sa très pieuse  
Seigneurie chrétienne,  
Sa famille  
vous invitent à prier pour lui  
dans l'Espérance de la Résurrection.

Il y aura  
une veillée de prière le jeudi  
15 novembre 1990 à 20 heures  
dans l'église Saint-Joseph-des-Épines,  
le vendredi 16 novembre, à 18 h 30,  
en l'église Saint-Joseph-des-Épines,  
49, rue Pouchet,  
50, cité des Fleurs,  
75017 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous avons la tristesse d'annoncer  
le décès de

Philippe TRIGAULT

survécue le 7 novembre 1990  
à Berlin.

Son épouse,  
Sa famille,  
Ses collaborateurs.

Ambassade de France,  
bureau de Berlin,  
Unter Den Linden, 40  
1080 Berlin.

## — Michel JEAN

nous a quittés, le 12 novembre 1990, à  
Paris, à l'âge de vingt-huit ans, après  
un long et courageux combat contre la  
maladie.

Les obsèques religieuses auront lieu à  
Sault (Vaucluse), le jeudi 15 novembre,  
à 15 heures.

De la part de  
Ses parents  
Angie et Paul Jean,  
Ses frères et sœurs  
Henri et Nicole,  
François,  
Pierre.

Toute sa famille,  
Ses amis.

Place du Château,  
84390 Sault,  
191, chemin des Moulins,  
73000 Chambéry.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre VERNES,  
croix volontaire 1914-1918,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre  
1914-1918 et 1939-1945,  
commandeur des vétérans  
de Foreign Wars US Europe,

survécue en son domicile à Neuilly-sur-  
Seine, le 13 novembre 1990, dans sa  
quatre-vingt-neuvième année.

De la part de  
M. et M<sup>me</sup> Bertrand Verne,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Gausson,  
M. Thierry Verne,  
M. Fabrice Gausson,  
M. Geoffrey Gausson,  
M. et M<sup>me</sup> Cyrille Verne,  
M. et M<sup>me</sup> Bruno Gausson,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Philippe Verne,  
M. et M<sup>me</sup> Denis-Rocher,  
Alexis, Aymar, Amélie, Constance,  
Elie, Philippine, Victoria,  
Ses enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants.

M. et M<sup>me</sup> Dominique Gausson  
et leurs enfants Avelle et Frédéric.

Le service religieux sera célébré le  
vendredi 16 novembre, à 13 h 45, au  
temple du Saint-Esprit, 5, rue Rocquaine,  
Paris-8, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes, des dons  
peuvent être adressés à l'Association des  
œuvres évangéliques de Saint-Jean,  
5, rue Rocquaine, 75008 Paris.

64, boulevard Maurice-Barès,  
92200 Neuilly-sur-Seine,  
116, boulevard Maurice-Barès,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques

Abonnés et actionnaires : 92 F

Abonnés divers : 80 F

Communications diverses : 80 F

Les lignes en capitales grasses

sont facturées sur la base de

deux lignes. Les lignes en italique

sont obligatoires et facturées.

Minimum 10 lignes.

## AUTOMOBILE

## BX Citroën, diesel et 4x4...

Présentées avec une relative

discretion, les Citroën BX

de l'automobile de l'année

mois, deux BX Citroën sont

désormais livrables en version

diesel et à transmission perma-

nente sur quatre roues. Cette

apparition sur le marché consti-

tue en fait une sorte d'exclusi-

vité. En effet dans le créneau

occupé par les BX, aucun

constructeur ne semble à

l'heure actuelle avoir dans ses

catalogues de véhicules grand

public de ce type. Renault ou

Mercedes en produisent,

certes, mais dans des catégo-

ries différentes.

Ces BX, en version berline ou

en break, comportent trois dif-

férentiels (un mécanisme qui

répartit la puissance sur les

roues) : un à l'avant, un central

à verrouillage, un arrière à glis-

sement limité. La suspension,

typiquement Citroën, donc

hydraulique à assiette

constante, agrémentée et facile

sur terrain caillouteux, la

conduite.

Ces modèles reçoivent le die-

sel de 1905 cm<sup>3</sup> largement

exploité sur différentes versions

chez PSA. Toutefois il n'existe

pas de variante turbo-compres-

sée, pour une raison simple,

c'est que le capot de ces ve-

itures n'en permet pas le montage.

direction assistée est montée

en série.

Le marché du 4x4 a pro-

gressé en France en 1989 de

près de 11 % et mille véhicules

de ce type ont été distribués

par le marché aux chevrons en

deux mois. Une raison supplé-

mentaire pour varier les ver-

sions.

C. L.

La circulation se trouvera

réduite dans un secteur compris

entre les places du Trocadéro,

de l'Alma et de l'Étoile. Les piétons

ne pourront pas accéder aux

abords immédiats de l'avenue Klé-

ber (16<sup>e</sup> arrondissement), où se

situe le Centre des conférences

internationales ; dans ce secteur,

la circulation et le stationnement

des véhicules seront réservés, notam-

ment, aux riverains, fournisseurs et

commerçants munis de laissez-pas-

ser spéciaux.

Ces documents peuvent être retirés

à bord des antennes mobiles

installées par la préfecture de

police à proximité du Centre Klé-

ber, ainsi qu'au commissariat de

l'arrondissement. Par ailleurs,

seuls les taxis et les piétons seront

autorisés à se rendre dans un pé-

rimètre compris entre les rues Lau-

riston, de Presbourg, Paul-Valéry

et Auguste-Vacquerie. Les dépla-

cements des nombreux cortèges of-

ficiels devraient perturber la circu-

lation dans l'ensemble du secteur.

Il y a cinquante ans  
la 4 CV...

Le 24 novembre, à Champagne-  
sur-Oise, se déroulera la journée  
4 CV. En effet, voilà cinquante  
ans était « créée » par Renault  
cette petite voiture sympathique  
qui fut la coqueluche des  
jeunes couples de l'après-  
guerre. Elle ne fut présentée  
qu'en 1948 au Salon de Paris et  
livrable finalement qu'en  
1947...

Fernand Picard, l'un - voire le  
premier - des « inventeurs » de  
ce petit véhicule à moteur  
arrière fabriqué par la Régie sera  
là, auprès de Gilbert Hatry, l'his-  
torien du groupe, de François  
London, baroudeur des Vingt-  
Quatre Heures du Mans, et de  
Jean Rédélé le magicien de la  
mécanique sportive de la mar-  
que autofs.

— Erry PFRIMMER,  
ingénieur commercial IRCS,  
inspecteur en chef à Air France ER

nous a quittés le 13 novembre 1990,  
« Mon âme béat l'Éternel »  
et n'oublie aucun de ses bienfaits »  
Psaume 103.

Selon ses vœux,  
c'est son dernier message pour nous.

La cérémonie religieuse aura lieu en  
l'église protestante de Mundolsheim, le  
jeudi 15 novembre à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, mais des  
dons pour l'Association Albert Schweit-  
zer.

Myrielle Pfrimmer Bauer  
et ses enfants  
Jacques, Jean, Caroline,  
Sa belle-fille Mireille,  
Et ses petits-enfants,  
Jean-Baptiste, Coratini.

14, rue de la Gare  
67430 Mundolsheim

Puissions-nous rester les gardiens de  
sa lumière.

## Erratum

— M<sup>me</sup> Max du Chaffaut  
et ses enfants  
M. et M<sup>me</sup> Pierre de la Taille  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Claude, MM. Hervé, Yves,  
Bernard Boulier,  
et leur famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur frère et oncle,

Claude de DAINVILLE, O.P.,

endormi dans la paix du Seigneur, le  
22 octobre, entouré de ses frères domi-  
nicains du couvent de Toulouse.

Une messe à son intention sera céle-  
brée par l'abbé de Chalender, vendredi  
16 novembre, à 19 heures, en l'église  
Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

(Le Monde du 13 novembre.)

## Messes anniversaires

— Une messe de premier anniver-  
saire sera célébrée à la mémoire de

Jacques de CORBIEU,

le 30 novembre 1990, à 18 heures, en  
l'église Saint-François-de-Sales, rue  
Brémontier, Paris-17<sup>e</sup>.

## Anniversaires

— Il y a 47 ans, le 15 novembre

1943,

Alain GILLET

mourait à vingt-sept ans.

Il demeure très vivant en nous.

Sa famille et ses amis vous deman-

dent d'avoir pour lui une affectueuse

pensée.

Lille et Socx.

## CIRCULATION

Trente-cinq chefs d'Etat ou de gouvernement

présents du 19 au 21 novembre

## Importantes mesures de sécurité

## pour la réunion de la CSCE à Paris

Un an après les cérémonies du

bicentenaire de la Révolution, un

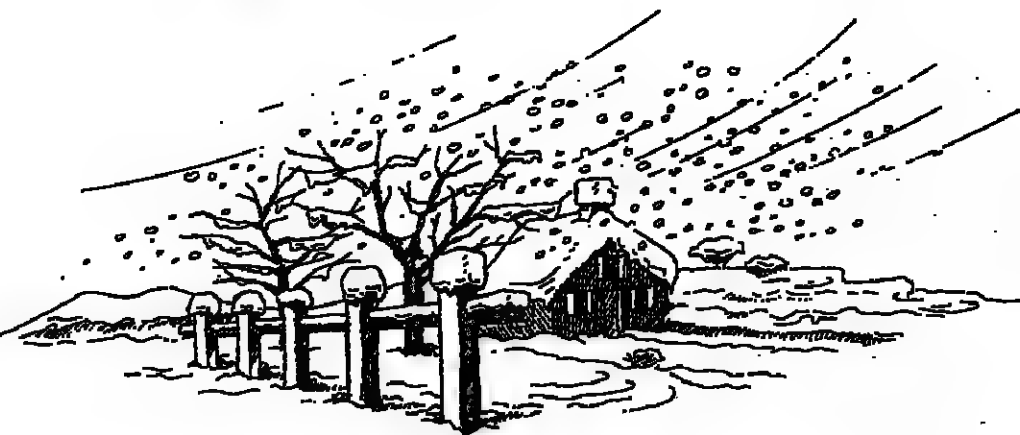
vaste dispositif de sécurité sera à

nouveau déployé dans









## ECONOMISER L'ENERGIE C'EST MIEUX EN PROFITER

Les fournitures de la France en Gaz Naturel se font à partir de contrats à très long terme. La localisation géographique et la diversité des sources d'approvisionnement ainsi que l'abondance des stocks, permettent d'envisager l'avenir de cette énergie en toute sécurité.

Cependant, le 7 septembre dernier, afin de participer aux efforts entrepris par les pouvoirs publics en vue d'une meilleure maîtrise de l'énergie, Gaz de France s'est engagé à différer ses publicités commerciales et à mettre sa puissance de communication au service de cette maîtrise.

Fidèle à cet engagement, Gaz de France entreprendra du 16 novembre au 16 décembre 1990, une campagne de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie, sous forme de cinq films télévision de dix secondes, complétés par des messages radio de vingt secondes.

Pendant cette même période, tous les agents d'accueil de Gaz de France mettront à la disposition de la clientèle des brochures détaillées sur les bonnes mesures à mettre en œuvre pour bien maîtriser l'énergie et pourront lui donner des conseils sur la meilleure manière de les appliquer.

**AVEC LE GAZ NATUREL,  
VOIR AUTREMENT, VOIR PLUS LOIN.**





Jeudi 15.50

Le Monde

... Le Monde • Jeudi 15 novembre 1990 21

SECTION C

# ARTS • SPECTACLES

## ERGIE OFITER

rel se font à partir de  
ogographique et la diver-  
que l'abondance des  
cette énergie en toute

e participer aux efforts  
une meilleure maîtrise  
à diffuser ses publicités  
communication au service

ince entreprendra du  
campagne de sensibilisa-  
e cinq films télévision de  
radio de vingt secondes.

nts d'accueil de Gaz de  
ele des brochures détaill-  
uite pour bien maîtriser  
onseils sur la meilleure

UREL.  
PLUS LOIN.



« UN THÉ AU SAHARA », LE NOUVEAU FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI

## La femme dévoilée

Dans le brouhaha ombreux d'un café de Tanger, le vieil homme au regard lavé, au maintien de gentleman lassé, surveille trois jeunes Américains élégants buvant du Pernod. Il ne leur parle pas. On entend les échos d'une allégresse datée, *Je chante*, par Charles Trenet. Le vieil homme qui murmure pour lui-même quelques phrases sifflantes de mélancolie, c'est Paul Bowles, l'auteur d'*Un thé au Sahara*, contemplant son œuvre en train de lui échapper et cependant de prendre vie, de s'incarner, et c'est la première idée formidable du dernier film de Bernardo Bertolucci.

A partir de là, inutile de s'interroger sur le point de savoir si *Un thé au Sahara* est autobiographique ou pas, ce n'est plus la question. On est embarqué avec armes et

bagages (sacs, valises, et malles-armoires) dans le romanesque, on devient sans résister les compagnons de Kit et Port Moresby (Debrah Winger et John Malkovich), et de Turner (Campbell Scott). Oisifs, légers, anxieux, bavards, les trois amis ont, au début, des grâces fitzgeraldiennes, ils se veulent « voyageurs » et non « touristes », la nuance est d'importance.

Ils veulent traverser le Sahara et c'est ce qu'ils feront, avant d'aller au bout d'eux-mêmes, croisant sans cesse sur leur route un couple d'Anglais extravagants, une mère acariâtre (Jill Bennett) et son fils sournois (Timothy Spall), dont la jovialité ghastre installe insidieusement le malaise. Port et Kit sont mariés depuis dix ans, ça ne va pas fort au lit, pas de quoi en faire un

drame, si ce n'est que, pour eux, c'est une tragédie. Port s'égare entre les bras de quelques prostituées, Kit a une aventure avec Turner, mais le couple est soudé, indissoluble, et ne manque que de mots pour se le dire.

Après bien des épreuves dans des villes labyrinthiques et dans des dunes sublimes, après bien des escalades dans des chambres de torchis où suit, étoue, incongrue, l'armada luxueuse des bagages, Port et Kit tentent une dernière fois de faire l'amour. Pas parce qu'ils en ont envie, mais parce qu'ils s'aiment. C'est toute l'histoire d'*Un thé au Sahara*. Ils sont allongés sur des cailloux, au bord d'un précipice. Fiasco métaphysique, gouffre profond comme une métaphore.

DANIEL HEYMANN  
(Lire la suite page 22)

DANSE

24

Kazuo Ohno  
danse à Paris



Ami de Mishima, admirateur de Genet, Kazuo Ohno est l'invité du deuxième Festival des danses. Monstre sacré, il fait rayonner dans le monde entier l'art effrayant et beau du butô, ce combat avec les forces du mal, cette geste de violence morbide née d'Hiroshima et de l'âme des poètes. Kazuo Ohno reprend son rôle légendaire de la *Argentine* et crée une œuvre nouvelle au Théâtre du Liern.

ARTS

31

Acquisitions récentes  
du Musée d'Orsay



Alors que le marché de l'art international s'emballait, le plus « jeune » des grands musées nationaux tentait malgré tout d'enrichir ses collections. Orsay y est parvenu et présente ses achats dans le cadre d'une exposition intitulée « De Manet à Matisse ». Seurat, Monet, Gauguin, etc. : à l'aide du budget d'acquisition de la Réunion des musées nationaux, grâce aux saisies en douane, aux donations et aux donations, grâce encore au flair de ses conservateurs, Orsay grandit, et embellit.

**Au Louvre le soir**

Les collections du musée  
Les jardins et parcs du musée  
Les expositions temporaires  
Les fêtes méditerranéennes  
L'Auditorium du Louvre  
concerts, films, conférences  
Librairie d'art, reproductions  
cadeaux...  
Le restaurant Le Grand Louvre

LOUVRE



« UN THÉ AU SAHARA », LE NOUVEAU FILM

## La mort au corps à corps



Après les décors or et sang de l'Asie, Bernardo Bertolucci (ci-dessus) a dessiné un désert chaud, sensuel, pour transposer à l'écran le roman de Paul Bowles. Un vent de passion s'est levé des sables sous la caméra de Vittorio Storaro qui fait, à droite, face au metteur en scène.

Après les milliers de visages qui peuplaient les images du *Dernier Empereur*, Bernardo Bertolucci a choisi de cadrer au plus près le trio d'*Un thé au Sahara*, le roman de Paul Bowles. Il n'a pas pour autant renoncé à l'espace et nous transporte dans un désert chaviré, sensuel, houleux, très loin de l'univers aseptisé des superproductions américaines et plus proche qu'il n'y paraît de ce qu'il appelle son « italianité ».

« Cela vous choque-t-il si on vous dit qu'*Un thé au Sahara* provoque la même émotion que *Le Dernier Tango* à Paris ? »

— Non, il y a bien un rapport entre les deux films. Je le sentais d'une façon un peu obscure, sans comprendre. Dans *Le Dernier Tango*, il y avait une sorte d'impulsion romantique, la recherche ultime de la pureté — « Essayons de vivre une utopie, nous n'avons pas d'identité sociale, nous laisserons nos corps se rencontrer sans le conditionnement d'un nom... » « No names », disaient-

ils. Cette fois, le sujet est différent. Un couple, dix ans après son mariage, voit l'amour se transformer en désespoir, et pourtant il y a beaucoup d'amour. En fait, deux éléments rapprochent ces films.

» D'abord les personnages masculins : Marion dans *Tango* comme John dans *Un thé* répondent de façon presque fataliste, à un terrible appel de la mort. L'autre élément, très important, c'est que les deux films ont renoncé à la psychologie pour choisir la sensualité et la physiologie.

— *Un thé au Sahara* est un grand film d'extérieurs et pourtant c'est un film intimiste.

— L'intimisme, c'est peut-être la première raison qui m'a poussé à tourner *Un thé au Sahara* après *Le Dernier Empereur* ! J'avais en trop de monde devant ma caméra, j'avais vraiment soif de désert. Juste des paysages, avec des personnages. Ce fut un choix presque biologique.

— Votre désert est-il proche de celui de Lawrence d'Arabie ?

— Non, le désert de David Lean, un désert magnifique, était plat. Ici, c'est une mer sous la tempête, secouée d'énormes vagues. Je me posais la question pendant le tournage : ai-je jamais vu au cinéma un tel océan de dunes ? Je ne crois pas.

— *Le Dernier Empereur* a remporté neuf oscars, est-ce difficile de résister au succès ?

— La première fois, oui, après *Le Dernier Tango*. Comme le disait mon ami Alberto Moravia : « Le succès, c'est comme un repas trop riche. Il faut l'avaler, le digérer, et l'expulser. Organiquement. » Mais cette fois j'ai pris mes précautions, je ne me suis plus laissé aller à cette joie mégalomane qui m'a poussé à l'époque à entreprendre 1990, à l'évidence fruit d'un excès (bien que j'aime beaucoup le film), fruit d'un sentiment périlleux d'omnipotence, j'ai commencé dans les années 60 avec des films tellement, disons, fermés ou difficiles, que je connais aussi l'agonie et l'extase des salles vides. 1990, le plus grand succès qu'un film italien ait connu en Italie, fut un échec absolu aux États-Unis, à cause de la haine que lui vouait le distributeur, Paramount, en l'occurrence...

» Intéressant de savoir qu'aujourd'hui la Paramount (dont les structures ont changé) veut ressortir le film, version longue italienne de cinq heures quinze minutes, comme un « classique » restauré dans sa version originale. Il y a à la fin une certaine morale. J'ai dit aux Américains : « C'est bien, maintenant qu'on arrache les drapeaux rouges partout, vous ressortez ce film où claquent sans arrêt des banderoles écarlates. »

— Vous avez déjà adapté au cinéma Borges (la *Stratégie de l'araignée*) et Moravia (le *Conformiste*). Comment Paul Bowles est-il entré dans votre vie ?

— *Un thé au Sahara* était un livre dont j'entendais parler depuis dix ans par des amis qui étaient comme les membres d'une société secrète. Cette vénération clandestine m'agaçait et me retenait de lire le livre. Quand je l'ai lu enfin, le passage de l'agonie de Port m'a rendu malade, physiquement malade. Puis j'ai fait mon film chinois. Ensuite le souvenir du livre est revenu, s'est imposé. Pourquoi m'avait-il à ce point touché ? Pourquoi ces derniers temps a-t-il été republié partout, pourquoi est-il devenu un best-seller à retardement ?

» J'ai réalisé que le couple formé par Port et Kit était devenu actuel, tandis que lors de la parution du livre, en 1949, il était un peu en avance, prophétique de l'évolution des sentiments, ne correspondant pas à la

réalité affective de l'époque. Et c'était très important pour moi de prendre la mesure de cette distorsion : j'allais faire un film en costumes qui correspondrait à des sentiments d'aujourd'hui.

— Comment êtes-vous parvenu à évoquer cette période à la fois très proche et très lointaine sans la reconstituer ?

— En tournant tout, absolument tout en extérieurs. Afrique du Nord, Sahara et Niger. Rien à Cinecittà ! Ce qu'on a reconstruit ou adapté, on l'a fait dans l'endroit d'origine, dans un contexte authentique. Cela permet d'éprouver l'odeur des choses, la chaleur de l'air, les vibrations du passé.

— Paul Bowles est présent dans le film. Comment cette idée est-elle venue ?

— Mon scénariste Mark Peploe et moi avions un problème. Conserver la nature littéraire d'*Un thé au Sahara*, nous semblait-il, recouvrait d'un voile toute l'histoire, ne nous permettait pas d'être au plus près des personnages. Nous avons donc filtré la littérature, évacué la littérature. Au moment du tournage, je me suis aperçu qu'il n'y en avait plus du tout. Puisque mon pari était de substituer la physiologie à la psychologie, je me suis demandé pourquoi ne pas essayer de mettre dans le film la littérature en personne. On est à Tanger, on a Bowles, Bowles est à Tanger, pourquoi ne pas voir Bowles ?

» Se retourner vers celui qui a tout inventé, il y a là quelque chose de très proustien. Vous savez ce qu'il m'a dit ? « Quand j'étais dans le café, je regardais Port et Kit, j'aurais voulu leur dire attention ! Les prévenir, mais je ne pouvais pas, parce que leur destin avait été écrit. »

— D'une certaine façon, vous mettez fin ici au très vieux débat sur l'adaptation cinématographique d'une œuvre littéraire. C'est très beau, mais aussi un peu cruel.

— Oui. Quand Paul Bowles m'a demandé ce qu'il devait faire, je lui ai répondu : « Seulement une chose, je voudrais voir sur votre visage la souffrance de la mémoire. » Grâce à lui, j'ai trouvé une fin qui est bien, me semble-t-il. J'aurais pu terminer comme dans le livre : Tunner va vers le taxi, il ouvre la porte, Kit a



## La femme dévoilée

l'appartement de Passy, méditation spectaculaire sur l'enfermement, sur la solitude à deux, sur la pulsion de mort.

Les interprètes sont au diapason de l'aventure. Opacité ardente de Eric Vu An, expansivité caricaturale de Jill Bennett et Timothy Spall — qui ressemble au fils naturel de Dario et de Peter Lorre — charme discret de Campbell Scott, avec sa gestuelle très années 40, très comédie américaine tendance Cary Grant. Et John Malkovich, encore une fois fascinant dans sa fausse sobriété, qui d'abord irrite puis lentement impose sa présence, sa bizarre séduction, transmet peu à peu sa prise de possession totale, irréfutable, du personnage.

Mais la révélation d'*Un thé au Sahara*, celle qui à l'évidence s'est investie le plus et va maintenant toucher les dividendes de la reconnaissance et du succès, c'est Deborah Winger. Impulsive et retenue, vorace ou muée, elle est Kit, totalement Kit. Avec une énergie, une force vitale intransigeantes, elle lui donne tout, sans discuter. Elle paraît parfois très jeune, parfois marquée. Elle apparaît parfois très belle, parfois moins. Ces change-

ments, cette franchise, cette générosité la hissent très haut.

Magnifiquement soutenu par les images de Vittorio Storaro, par les musiques de Sakamoto et Richard Horowitz, qui ont su puiser aux sources africaines, Bertolucci montre le soleil, la lune, le sable, la chaleur, le froid, la poussière, les mouches, l'architecture barbare d'Agadès ou les bas-fonds de Tanger. Il montre le plus vaste, le plus lointain, le plus étranger pour donner à voir le plus proche, le plus intime, le plus vrai. Pour donner à ressentir, exclusivement, les sentiments. Débarassé du décorum étouffant du *Dernier Empereur*, ne changeant pas ses héros de transmettre quelque message éthique, moral ou politique sur la société en décomposition, n'enfonçant aucune porte ouverte avec les clés de la psychanalyse, il apparaît comme rajeuni, purifié. En possession de sa technique sans faille, Bertolucci, enfin, ne raconte qu'une histoire. Une belle et triste histoire d'amour. Et parvient ainsi à la maîtrise absolue de l'envoûtement.

D. H.

## Feuilles du Thé

Le format est grand, le papier est lisse et blanc, les photos extraites du film sont superbes, les autres un tantinet affectées. Le texte de l'ouvrage convoque tour à tour tous les protagonistes — auteur, réalisateur, acteurs et techniciens — et chacun a droit à sa notice biographique avant d'y aller de son commentaire. Pour un dossier de presse — ces plaquettes qu'on remet aux journalistes à la sortie des projections privées — c'est un très beau dossier de presse. Pour un livre vendu au public, c'est un joli album. Un peu surprenant par son faste, tant il va à l'encontre du projet d'*Un thé au Sahara*, qui préfère l'intimité au monumental.

N'importe, l'ouvrage (dont Bowles est plus que Bertolucci le personnage central) est très complet. On y apprend même, de la plume du fils du cinéaste disparu, que Robert Aldrich tenta vingt ans durant d'adapter le roman, et on se perd en conjectures sur ce qu'en aurait fait le réalisateur d'*En quatrième vitesse*. Mais l'essentiel est que quiconque se sera laissé aller à l'enchantement du film de Bertolucci retrouvera dans le livre de quoi se remémorer un beau moment de cinéma.

J.-M. F.

\* *Un thé au Sahara*. Denoël. 96 p., 149 F.

(Suite de la page 21.)

Port n'a plus qu'à mourir dans un fort de la Légion étrangère, à vivre sa mort mieux qu'il n'a vécu sa vie, veillé par Kit qui laisse monter peu à peu en elle un désespoir insupportable. Puis le film se tait. Kit perd la parole, s'enfonce dans les sables avec les Touaregs, sans visage sous le masque altier de leur turban couleur de nuit. Elle enterme sa dernière mallette, symbole dérisoire de son destin enfoui. Prisonnière mais libérée, solitaire mais révélée, Kit redécouvre le désir, le plaisir, avec son géolier (Eric Vu An) avant de revenir malgré elle à la civilisation pour se perdre — ou se retrouver — dans les mystères interdits de la médina de Tanger.

Opéra intimiste joué sur l'océan immense du désert, *Un thé au Sahara* est le plus beau film de Bernardo Bertolucci depuis *Le Dernier Tango* à Paris. Avec lequel il ne manque pas de correspondances (lire l'entretien ci-dessus). Espace expansé, temps distendu, tentative éperdue de communiquer à travers le langage des corps, vacuité habitée du désert qui renvoie au vide de



## CINÉMA

DE BERNARDO BERTOLUCCI, SORT LE 21 NOVEMBRE

# Un corps à corps dans un océan de dunes

dispara. Cela donnait une impression d'achevé. Alors, j'ai eu l'idée de ramener Paul Bowles au café, on l'y voit aussi au début, de boucher la boucle. Mais cette fois, alors qu'il n'était jusqu'ici qu'un témoin, il s'adresse à son héros, il lui parle. Et là, ça devient un peu pindellien, un personnage va chercher son auteur. Qui prononce cette phrase extraordinaire, dans son roman comme dans le film : « Combien de fois te rappelleras-tu encore certain après-midi de ton enfance, un après-midi qui fait si profondément partie de toi que tu ne peux même pas concevoir la vie sans lui ? Quatre ou cinq fois peut-être. Ou peut-être jamais. Combien de fois regarderas-tu encore la pleine lune se lever ? Vingt fois peut-être. Et tout cela semble illimité... »

— Fascination, confondance, les opinions de Paul Bowles sur les Arabes ne vous paraissent-elles pas teintées de néocolonialisme, éloignées en tout cas des vôtres ?

— Ce qu'exprime Bowles correspond à l'époque où il a écrit son livre. De toute façon, c'est une sorte d'animal existentiel, donc il n'est ni de droite ni de gauche.

— Part, le mari de Kit, que joue John Malkovich, et Turner, l'ami du couple, qu'interprète Campbell Scott, n'avaient-ils pas dans le livre des relations un peu plus troubles que dans le film ?

— Bowles, très discret, n'a jamais souligné cet aspect, mais si on regarde le film de très près, il y a un moment où l'on sent ça, le trouve. Peut-être par déformation psychanalytique, je trouve que la jalousie de Port est très homosexuelle. Cette espèce de frénésie qui tout à coup transforme l'histoire en *road movie*, cette anxiété, ce désir fou de bouger, de bouger... Cela ne signifie-t-il pas que Port supporte très mal que Turner ait choisi Kit et pas lui ? Même chez les personnes tout à fait hétérosexuelles les manifestations de la jalousie sont ambiguës. On se tranquillise en pensant : je suis jaloux parce que ma possession est menacée ; mais cette notion de propriété offensée peut n'être qu'un masque, un alibi.

— Le regard que portent les Arabes sur les trois voyageurs est d'une grande justesse, entre curiosité et distance.

— Vous avez raison, c'est une chose à laquelle j'ai pensé tout le temps pendant l'écriture et le tournage.

Pour une fois, les Blancs ne regardent pas, ils sont regardés. Pour une fois, ce ne sont pas les Arabes, les Touaregs, les Noirs qui sont différents, ce sont les Blancs.

— Ce n'est pas la première fois que vous y parvenez, mais le rapport au temps dans *Un thé au Sahara* est particulièrement troublant.

— Au cinéma, on peut faire ça. Dans le *Dernier Tango*, par exemple, on ne savait pas combien de temps durait l'histoire entre cet homme et cette jeune fille. Puis, vers la fin du film, l'homme entrain dans une chambre où reposait sa femme, morte. Cette femme que l'on avait rencontrée au début donait soudain un repère, il s'était passé deux jours. Cette fois-ci, on perd complètement la notion du temps, comme on perd sa direction dans le désert. Il faudrait faire des signes sur le sable chaque fois que le jour tombe, que la nuit commence, mais le vent efface les traces.

— Vous êtes-vous rendu compte qu'après la mort de Port Kit cesse de parler, elle ne dit plus que quelques mots, pour nommer les parties de son corps à son amant touareg. Pendant près d'une demi-heure, le film est muet. Le silence de Kit, son silence intérieur, amplifie les bruits, donne sa valeur intemporelle au voyage.

— Vous avez dit un jour que le tournage est un symptôme, quel a été celui d'*Un thé au Sahara* ?

— Les personnages passant du livre au film sont devenus plus sensuels, plus physiques, c'est ainsi que j'ai ressenti le tournage. J'ai vécu toute cette poussière, toute cette chaleur, ce froid imprévu, cette sueur, ces mouches... Dans la scène de l'autobus, on devait en avoir deux millions et demi, importées d'Italie. Mais deux nuits avant le tournage, dans ce pays où il n'avait pas plu depuis sept ans, un orage terrible a éclaté. Nous avons été baignés par la population, mais les techniciens étaient désespérés.

— Et les mouches sont mortes. Alors, notre technicien italien chargé des mouches a pris des têtes de monton, les a enfermées dans un bidon pour recréer des mouches. Et, le matin, il est venu les livrer dans l'autobus, portant masque blanc, gants blancs, bonnet blanc, comme un chimiste. Je l'ai prié de quitter cet équipement pour ne pas effrayer les figurants. Il a accepté, disant : « Vous avez de la chance, les mouches ne sont pas des sarcophages volants ».

— Le montage du *Thé au Sahara* s'est-il fait difficile ?

— Le montage a été assez long parce que, de plus en plus, je ne résiste pas à laisser la réalité passer devant ma caméra. Ensuite, il faut davantage de temps pour permettre au film d'expulser le superflu.

— Vous tournez davantage de scènes, davantage de prises des mêmes scènes ?

— Je tourne un peu trop... Je suis tellement fasciné par le mariage de la fiction et de la réalité qu'il est parfois impossible de faire un choix préalable. Ainsi la scène du marché, vers la fin. Il y avait tous ces Peuls, ces Haoussas, ces Tobous et ces Touaregs mélangés. Debrah Winger devait acheter du lait et une grosse femme, ne reconnaissant pas son argent comme valable, devait seulement repousser les billets.

— Les figurants, sans que je leur dise rien, ont commencé à s'attaquer à Kit, à la tirer de tous côtés, et, dans un jeu mi-moqueur, mi-méchamment, ils l'ont poussée, poussée, et moi j'avais une *steadycam* (1), et je tournais, je tournais, je n'ai pas dit « stop », bien que Debrah fût réellement terrifiée. Le cinéma vérité avait pris possession du film.

— Quelle est la nationalité d'*Un thé au Sahara*, ou plutôt, quelle est son identité ? Croyez-vous au concept du film « européen » ?

— Prenons-le d'un peu loin. Il y a deux ans, il y a eu l'attribution de ce Prix européen. On m'a invité, j'y suis allé, très sceptique. Quand je me suis trouvé là-bas, j'ai rencontré Wenders, Bergman, Chabrol, Rosi, Ken Loach et je me suis dit que si je ne savais toujours pas s'il existait un cinéma européen, je voyais bien qu'il y avait encore des Européens pour faire du cinéma. Mais où est la tête de ce corps ? Je n'en sais rien, tout cela est confus. Peut-être que l'émergence d'un cinéma européen mettrait fin à cette tentative embarrassante, impossible, d'être « international ». Et donnerait davantage de chances de demeurer « national », et donc de caresser l'espoir d'atteindre, parfois, rarement, à l'universel. Cela arrivera-t-il ? Je n'ai pas la réponse. Parce qu'il n'y a plus de centre idéal d'élaboration et de support d'un projet.

— *Le Dernier Empereur*, *Un thé au Sahara*, par l'ampleur de leurs moyens et de leurs ambitions, n'ont-ils pas plus de chances que d'autres, au départ, d'entrer dans un schéma de perception universel ? Pourriez-vous vous permettre, demain, de rentrer à Parme, et d'y réaliser un « petit film » ?

— Aurais-je envie de rentrer à Parme ?

— C'est une meilleure question.

— Fy était retourné pour la *Luna*, et beaucoup de critiques italiens m'ont accusé : mais qu'est-ce que c'est que ce retour aux origines, ce pèlerinage aux sources... C'est pour cela que je suis allé en Chine. Mais franchement, je crois que, même chinois, le *Dernier Empereur* est très italien.

— Il s'agit donc bien d'identité.

— Ou d'italianité... Je n'ai jamais osé jusqu'à présent filmer aux Etats-Unis. Mais j'ai osé tourner en Chine, malgré tous les prophètes qui m'assuraient que je n'y parviendrais pas, que je me retrouverais en prison... Je n'ai jamais connu de tournage aussi lisse, aussi mûr... Lisse et mûr comme Proust décrivait Parme. Pourtant aucune *major américaine* n'a voulu prendre le risque de s'impliquer dans le *Dernier Empereur*, et ça a été pour moi la plus grande chance du monde. Nous avons pu mettre sur pied avec Jeremy Thomas une formule de production que je trouve idéale. Nous vendons le film pays par pays, y compris aux Etats-Unis.

— Il faut souligner très fort que le *Dernier Empereur* et *Un thé au Sahara* ne sont pas des films américains. Pas du tout. Mais des films indépendants. Ainsi j'écris les scénarios que je veux, je fais le casting que je veux, sans me plier à des acrobaties humiliantes dans l'illusion qu'elles vont plaire au public de Philadelphie... Je viens peut-être de répondre à votre question sur le film européen.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

(1) La *steadycam* est une caméra-grue très mobile.

## L'art et la saveur

Par John Malkovich

Inexplicable, insaisissable, John Malkovich n'est jamais où on l'attend. Aveugle dans les Moissons du cœur de Robert Benton, il est photographe - l'œil - dans la Déchirure de Roland Joffé. « Prêtant les marins à la mer » contre l'avis de Paul Newman dans la Ménagerie de verre, il chasse Dustin Hoffman de la Mort d'un commis voyageur, à la scène et à l'écran. Et se révèle un Valmont féroce et inattendu dans les Liaisons dangereuses de Stephen Frears. Dans *Un thé au Sahara*, Malkovich est à la fois une image (ou le masque) de l'auteur Paul Bowles et une fiction à part entière. Il se livre peu - encore moins lorsqu'il parle d'autrui. S'il peut profiter des plaisanteries les plus grossières sans rougir, il est, dès qu'il s'agit de sentiments, d'une rageante pudeur. Et parce qu'il se refuse tout jugement artistique ou moral, sa conversation est ponctuée de longs silences et bardée de garde-fous. - H. B.

BERTOLUCCI est un homme très intelligent, très drôle, doté à la fois d'humour et d'esprit. Même en anglais, qui n'est pourtant que sa troisième langue... Pour une raison qui m'échappe, il semble englober tous mes amis sous l'étiquette « Steppenwolf » (nom de la troupe de Chicago à laquelle appartenait Malkovich), même s'ils n'ont rien à voir avec le théâtre et n'ont mis les pieds dans l'Illinois qu'une seule fois dans leur vie... Il me surnommait « le Malcolm Forbes de Tanger » et soutenait que je dépêchais à mes amis le jet privé de Steppenwolf.

Sur le plateau, Bernardo est animé, chaleureux, excité, emballé. Joyeux. Lorsque quelque chose le dérange, il est capable de colère - une « colère calme » - mais le plus souvent, il paraît heureux. Et joue. Il lui arrive de dire - et cela peut concerner n'importe quelle scène : « Je ne sais pas quoi en faire, je ne sais pas où je vais. » En fait, il le sait très bien, il travaille très vite, et sans grande hésitation... A moins qu'il ne s'agisse d'un problème, d'une objection ou d'une simple remarque d'ordre privé, il aurait plutôt tendance à faire les choses en groupe. C'est son plateau, c'est sa « party ».

Je le dirais plus accessible que la plupart de ceux qui l'entourent. Son équipe constitue une sorte de famille et, dans une certaine mesure, les acteurs restent un peu en dehors... Exception faite, m'a-t-on dit, de Dominique Sanda (*Le Conformiste* et 1900), je ne crois pas que Bertolucci ait jamais travaillé deux fois avec le même acteur. Il y a sûrement une raison psychologique à cela. L'occasion ne s'est peut-être jamais présentée. Mais en fait, autant sinon plus que les autres cinéastes, Bertolucci a tendance à ne voir dans les acteurs que leurs personnages. Ce qui exclut par définition de les concevoir sous une autre identité.

Il me semble qu'il incombe à l'acteur de faire non seulement ce que souhaite le réalisateur, mais aussi autre chose, que le surprenne, qui évoque quelque chose en lui et déclenche une appréhension élargie de l'œuvre. Une partie du travail de l'acteur consiste aussi à deviner la pensée du réalisateur. Nos conversations se ramenaient parfois à des échanges de ce type :



John Malkovich : « Bertolucci est un être exceptionnellement complexe. »

— Bernardo : Je crois que, dans cette scène, lorsque tu...

— Moi : Oui, je sais.

— Lui : Ah bon ?

— moi : Eh bien, oui...

Après trois ou quatre de ces dialogues, il m'a lancé vertement - je ne sais pas s'il était vraiment en colère ou s'il faisait semblant :

— C'est ça, je te parais si simpliste, je te suis si transparent que tu as tout compris avant même que je l'aie dit.

Simpliste n'est pas le premier mot qui me viendrait à l'esprit. Mais enfin, scène après scène, j'ai une idée de ce que tu recherches, et j'ai une idée de ce qui est juste. Lorsque tu commences une phrase, c'est donc pour moi la confirmation de ce que, de toute façon, n'allait pas. Et que j'avais ressenti comme faux en le faisant.

Bertolucci n'a pas l'enthousiasme perpétuel d'un « cheerleader », il est bien trop sombre pour ça. Je me souviens du tournage de la scène où mon personnage, près de mourir, reçoit une piqûre de morphine pour soulager ses souffrances. Même s'il est de plus en plus difficile de faire ressentir quoi que ce soit à qui que ce soit, je crois - j'espère - que la scène est très forte. C'est étrange, parce qu'après,

Bertolucci avait mal. Une réaction de désespoir. La scène l'avait vraiment affecté. Il envisageait même de la couper au montage : il la trouvait trop douloureuse. Mon point de vue était bien entendu opposé.

Je pense que Bertolucci se sentait plus proche de Debra Winger que de moi : elle est beaucoup plus constamment le personnage. Ce n'est pas mon cas, je ne sais pas faire ça. Aucune tourbillon affectif ne peut modifier ma manière de travailler. Je ne dirais pas que Bernardo a besoin de ce tourbillon mais il s'est convaincu qu'il en avait besoin. Moi, après la scène de la mort, dès qu'il a dit « coupez ! », je suis parti dessiner mes cartes de Noël.

J'avais parfois le sentiment de faire les choses avec lui et parfois de les faire pour lui. *Un thé au Sahara* est une histoire qu'il tenait à raconter, il s'identifie profondément à ce livre, à cette dimension de « solitude existentielle » allée à l'idée du couple. Pour lui, c'est un territoire terriblement miné sur le plan émotionnel... Il est difficile de parler de quelque chose avec qui on a un rapport aussi intense mais aussi circonscrit dans le temps. Bertolucci est un être exceptionnellement complexe. J'espère bien qu'il le reconnaît ! Ce serait dramatique autrement ! Je suis sûr qu'il aimerait être simple. Mais... dans une autre vie, peut-être...

e dévoilée



# KAZUO OHNO EST L'INVITÉ DU FESTIVAL « ILES DE DANSE » Le prince des ténèbres buto



« Le spectacle est un moment sacré... »

L'un des artistes les plus fascinants du siècle est à Paris. Kazuo Ohno, monstre sacré vivant – il a quatre-vingt-quatre ans, – grand inventeur et interprète du buto, cet art de tous les sens né de l'horreur d'Hiroshima, présente sa dernière création et reprend son rôle, déjà presque légendaire, de la *Argentina*. Au passage, il parle de Mishima, de Genet et de l'amour.

PARIS, treizième arrondissement, rue Esquirol. Rencontre avec un homme remarquable, un initié : Kazuo Ohno danse, invoque les mânes de personnages célèbres, qu'ils aient existé ou qu'ils soient sortis des pages d'un roman, Claude Monet ou Divine, le jeune prostitué de *Notre-Dame-des-Fleurs*, de Jean Genet ou Antonia Merce, « la *Argentina* », rôle qui l'a fait connaître en France, au Festival de Nancy en 1980, puis dans le monde entier.

Dans la salle à manger de son hôtel-résidence, il attend, assis à côté d'un traducteur, Osamu Kuroi. Douceur du regard, derrière des lunettes à monture transparente, pommettes marquées, quelques taches de vieillesse sur les joues, un air parfaitement décontracté. A quatre-vingt-quatre ans, il porte son âge comme son costume : avec élégance et légèreté.

A la première réponse, sa voix, fluide, murmurante, transporte loin du treizième arrondissement. A Yokohama, ville de la banlieue de Tokyo, dans un atelier au fond d'un jardin où défilent toute l'année danseurs, comédiens, parfois un architecte ou un médecin, avides de partager un peu du savoir du maître. Parmi ces élèves qui suivent trois cours hebdomadaires, les étrangers sont de loin les plus nombreux. En dehors des tournées, cet atelier est toute la vie de Kazuo Ohno.

## L'ENTRAÎNEMENT ILLIMITÉ DE L'ÂME

Depuis qu'il a découvert la danse buto – et Tatsuzumi Hijikata, le père fondateur de ce mouvement – il ne s'oblige plus à un entraînement physique, mais seulement à celui de l'âme, le seul qui l'intéresse : « Cet entraînement-là est illimité. » Kazuo Ohno, du temps de sa jeunesse, a étudié la danse contemporaine occidentale, travaillant l'énergie avec acharnement. Il était alors professeur d'éducation physique. Autant dire que le corps n'a pas de secret pour lui. Il a appris aussi combien la technique étouffait l'âme, l'expression du sentiment. Sa rencontre avec Tatsuzumi Hijikata et l'écrivain Yukio Mishima change le cours de sa vie. C'est en 1959 : il a déjà cinquante-trois ans !

On a tout écrit sur le buto : danse des ténèbres et des morts, née de la violence de la bombe atomique, réaction contre l'abandon des traditions au profit du mode de vie de l'Occident vainqueur. Pourtant, avant la deuxième guerre mondiale, le Japon avait commencé à

s'ouvrir et à apprécier les arts et la culture européennes : le buto est influencé par les surréalistes, l'âme de Baudelaire ou de Lautréamont. La danse buto communique avec l'invisible, bataille avec les forces du mal, y succombe parfois. Le danseur est le médium qui transporte le spectateur vers des mondes étranges. Il les laisse envahir son corps. Le buto touche au cœur, même si souvent tant de violence morbide devient vite insupportable. Dans ce magma des sentiments, Kazuo Ohno se détachera progressivement, être de lumière choisissant l'amour comme moteur de la création.

Le chorégraphe aime parler de l'amour, indissociable de la douleur, moteur de la connaissance. Pas de celui qu'il connaît, harmonieux, stable, amour pour sa femme et pour son fils Yoshito. Car il se sent loin de cet amour-passion, se languit de sa violence et n'a d'autre solution que de le vivre sur scène.

Le chorégraphe évoque Mishima. Son visage est heureux. Il était son ami. En 1959, Hijikata adapte *Kin-jiki*, une œuvre du romancier. Le buto est un art d'avant-garde, et la pièce, qui traite de l'homosexualité, scandalise. « Après la représentation, Mishima m'a invité au restaurant. Il m'a seulement dit qu'il me trouvait fort. Pendant des années, je me suis demandé s'il parlait de ma technique ou de mon talent d'expression. Avec le recul, je pense qu'il voulait parler de mon âme... Aucun Japonais n'a compris pourquoi il a choisi de se suicider selon la méthode traditionnelle de l'hara-kiri. Son désespoir était profond. Il ne supportait pas que l'esthétique japonaise puisse être avilie. Je me dis parfois qu'il ne se serait pas tué si ma danse avait été plus belle. Je me sens un peu coupable de sa mort. »

Dans les années 60, Kazuo Ohno interprète les mises en scène de Hijikata : *le Vieil Homme et la Mer*, d'après le roman d'Ernest Hemingway, puis Jean Genet, en 1967. « Je dansais ces rôles entre la vie et la mort. Les personnages m'habitaient. J'aimais le héros de *Notre-Dame-des-Fleurs*. J'avais fabriqué le costume – bottes de plastique, boucles d'oreilles, plein de bagues aux doigts, un chapeau que j'avais remodelé en gahurin. Et puis, cette fleur de nénuphar qui incarnait la mort... Hijikata, bien que plus jeune que moi, était mon maître. Mais lui considérait que j'étais le sien. Quand nous nous sommes séparés, créant chacun notre propre style, nous avons conservé l'habitude de nous voir. Nous parlions peu de danse. A ce sujet, nous échangeons seulement un mot ou deux, des clés pour expliquer la progression de notre recherche. Tous les deux, nous étions farouchement contre les techniques... Le jour de sa mort, en janvier 1986, – une cirrhose du foie à cinquante-huit ans – j'étais à son chevet. Il m'a demandé ce que je pensais de l'érotisme. « L'érotisme est ce qu'il y a de plus important dans la vie, surtout dans la danse », lui ai-je répondu. Il s'est contenté de me sourire, l'air heureux. »

Jusqu'à la fin des années 70, le Japon, refermé sur son orthodoxie, n'accepte pas les outrances du buto. Et personne, en Occident, n'a jamais entendu parler de ces artistes aux corps blanchâtres, aux yeux révulsés. Une cassette, atterrée par hasard sur le bureau d'un producteur, vaut à Kazuo Ohno d'être invité au Festival de



... Kazuo Ohno est tout entier dans ce qu'il incarne... »

Nancy. Il y présente la *Argentina*, spectacle créé en 1977, hommage à la danseuse de flamenco Antonia Merce y Luque, née en 1890, morte en 1936 à Miraflores, au Pays basque, enterrée à Neuilly-sur-Seine. Elle fut admirée d'Albéniz et de Ravel, d'Anatole France et de Garcia Lorca, et même de Montherlant. Kazuo Ohno avait eu l'occasion d'admirer la danseuse au Théâtre impérial de Tokyo, en 1929. Il avait vingt-trois ans.

« Je n'ai jamais cessé de penser à elle. A soixante-douze ans, je me suis senti digne de son art. Je danse pour elle depuis treize ans. Toujours avec le même bonheur. Je change souvent de costume : la robe est tantôt blanche, tantôt noire, tantôt violette. Des spectateurs très âgés qui l'ont connue affirment la voir danser quand je suis sur scène. Je n'ai pourtant pas la prétention de me comparer à elle. Mais le buto et le flamenco possèdent la même violence intérieure, cette même capacité à exprimer beaucoup avec des corps qui bougent peu. Cette incroyable énergie de la *Argentina* m'a hanté toute ma vie. »

Parmi les chorégraphes français qui ont fait le pèlerinage de Yokohama, il y a Isabelle Dubouloz et Pierre Doussaint, Catherine Diverrès et Bernardo Montet. « L'enseignement est gratuit, il suffit d'être présent. Kazuo Ohno ne force rien. Au danseur d'être disponible. Quand il nous demande de danser sur un air de Julio Iglesias, on comprend qu'il va falloir sérieusement décrocher de nos a priori culturels, se souvenir Isabelle Dubouloz. Pour lui, l'amour est essentiel, celui de nos parents, celui qui préside à notre conception. Sa propre

famille l'entoure beaucoup : sa belle-fille crée les costumes ; sa femme, très équilibrée, aimable, parlant parfaitement anglais, le suit partout... »

En 1986, pendant qu'il travaillait *Water-Lilies* – en hommage à Monet, – il nous disait que le peintre lui parlait. Le spectacle est un moment sacré : Kazuo Ohno est tout entier dans ce qu'il incarne. Il n'est jamais pervers ou malsain. Son rapport à la mort est si clair qu'il n'a plus besoin de lutter contre elle. Il possède une force poétique touchante. On quitte son cours comme on y entre, sans démonstration d'affection. Ce que j'ai reçu de lui, je l'ai acquis pour toujours. »

Isabelle Dubouloz dit aussi qu'au Japon, personne ne s'étonne que Kazuo Ohno danse à quatre-vingt-quatre ans ! Il est celui qui sait et qui transmet. Sa vieillesse est respectée.

Au Théâtre du Lierre, il va donner une création, *Kachofugatsu*, à laquelle son fils est à nouveau associé. Comme dans *Water-Lilies*. « Je veux qu'après cette nouvelle pièce, on dise que je suis complètement fou. Je veux descendre aussi bas que possible. Je suis un chien qui ronger son os et le cache. Il y a la lumière de la lune, la trahison et la folie. On me croit très éloigné des réalités. Mais pas du tout ! Il n'y a pas plus réaliste que moi, notamment pour tout ce qui concerne mon travail. »

DOMINIQUE FRÉTARD

\* Dans le cadre d'Iles de danse, Kazuo Ohno présentera *Kachofugatsu* au Théâtre du Lierre du 19 au 21 novembre, à 20 h 30. Le 23, *Water-Lilies*, le 24 : *Admiring the Argentina*. Tél. : 42-65-06-58.

Location ouverte

Les mutilés  
Hermann Ungar

mise en scène Marie-Françoise

THEATRE

NANTERRE  
du 20 novembre  
au 22 décembre 1990  
Tél. : 47 21 18 81  
ou 3 FNAC

AMANDIERS











# THÉÂTRE

« L'ANNONCE FAITE À MARIE » DE PAUL CLAUDEL, A LA CARTOUCHERIE

## Permission de violence

Claudel encore et toujours à l'affiche. Après la nouvelle production de *Partage de midi*, dans la mise en scène de Brigitte Jacques à l'Atelier, voici, au Théâtre de la Tempête, montée par Philippe Adrien, la pièce que Claudel considérait comme « l'œuvre capitale » de sa vie.

PAUL Claudel aimait *L'annonce faite à Marie*. Il l'a remodélée, réécrite, pendant cinquante-six ans. Il a changé le titre, en cours de route. Il avait aussi un faible pour son *Announce* parce que ce fut sa première pièce jouée, accueillie sur scène. Dans une petite salle presque de patronage, la salle Malakoff, en 1912, mise en scène de Lugné-Poe. A ce moment, Claudel avait écrit déjà quatre grandes pièces, mais d'une part personne n'en avait voulu, et lui-même n'insistait pas : il craignait que le théâtre lui crée des ennemis, Quai d'Orsay.

Or cette « œuvre capitale », *L'annonce faite à Marie*, dont l'un des propos est l'histoire de deux sœurs, Violaine et Mara, présente, aux yeux d'un spectateur inconnu, deux difficultés éventuelles.

La première : de toutes les pièces de Claudel, *L'annonce* est la plus « incorporée à l'âme ». La plus résolument religieuse. « *Drame de la possession d'une âme par le surnaturel* », dit Claudel. De sa Violaine il fait « une sainte », et il lui fait accomplir, devant le public, un miracle : elle ressuscite un enfant.

Deuxième difficulté : Mara, sœur de Violaine et mère de cet enfant, « une folle enragée... Elle croit que Dieu peut lui faire du bien ». Comme si Dieu l'y encourageait, croit-elle, elle tue sa sœur Violaine. Mais aussi par jalousie, parce que son enfant n'est plus son enfant, il est celui de Violaine qui lui a redonné vie. Et Claudel cite la phrase de l'Evangile : « *Le royaume de Dieu souffre violence* ». « Cette phrase pourrait servir d'exergue à ma pièce », précise-t-il, et il ajoute : « *La forme la plus dangereuse de la violence est la patience* », nous laissant entendre qu'il est, lui, Claudel, très patient. Il ne l'a pas été toujours. La première *Announce faite à Marie*, qui s'appelait alors la *Jeune Fille Violaine*, est de 1892. Claudel avait vingt-six ans. Selon lui, ce fut la version « la plus pénétrée de poésie et la plus imparfaite ». L'enfant, ici, n'était pas mort, mais aveugle. Au moment où Violaine lui rendait la vue, il hurlait d'horreur, comme un bête sauvage.

### UNE ŒUVRE SUSCITÉE PAR LA TERRE ET LE VENT

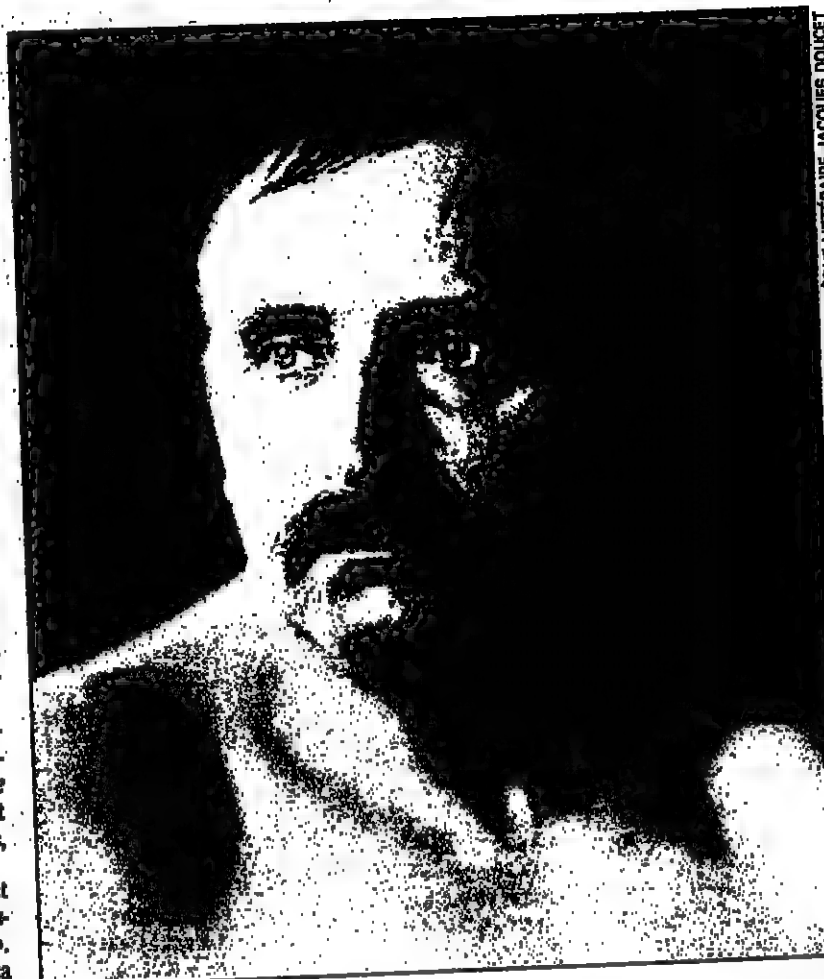
Claudel a dit que cette version, d'où découlent toutes les autres, a été suscitée par la terre et le vent et les horizons infinis de son village d'enfance, Ville-neuve-Tardenois. Par les conflits familiaux aussi : tout le monde se croit dessus, par les caractères de ses deux sœurs (très transposées, précise-t-il). « *Par mes lectures aussi* ». Et, c'est vrai, Claudel en 1892 venait de lire le roman de Zola, *la Jolie de vivre*, où l'aventure de deux sœurs et d'un enfant est à peu de choses près la même que dans la pièce.

Aux visiteurs qui furent nombreux à demander à Claudel pourquoi il avait situé sur les planches d'un théâtre après tout le plupart du temps laïque, un miracle, ce qui est exceptionnel, il a répondu qu'il le devait à la lecture accidentelle, à Prague, en 1910, de certains mystiques allemands du Moyen Âge, entre autres le témoignage d'une mystique dont le sein fleurissait.

Sûrement Claudel ne brode pas, il a eu ces lectures, mais combien de fois n'a-t-il pas affirmé qu'il se sentait insensible aux mystiques ! Et ses visiteurs bien sûr avançaient le nom de Pascal, dont les pensées sur les miracles sont comme les protégées, en ce problème. « *Les miracles sont nécessaires, à cause qu'il faut convaincre l'homme entier, le corps et l'âme* ». Et Pascal donne aussi la parole à Saint-Augustin : « *Je ne serais pas chrétien, sans les miracles* ». Mais non ! Dénégations féroces de Claudel. Il n'aura pas été le seul lecteur des *Pensées* à récuser Pascal, fermement.

Pourquoi ce titre : *L'annonce faite à Marie* ? Alors qu'aucune parole précise ne relie la pièce à la mère du Christ. C'est que Claudel s'est mis à « pré-enfanter » sa pièce peu de temps après sa « conversion », son illumination de la nuit de Noël 1886 contre un pilier de Notre-Dame de Paris. Et ce choc, Claudel l'éprouva en entendant chanter le *Magnificat*. C'est-à-dire ce que chanta la Vierge le jour de la Visitation.

Claudel a précisé qu'il était alors sous l'ascendant de Wagner et de Beethoven, et de Rimbaud dont les *Illuminations* venaient de paraître en revue.



Dans *L'annonce faite à Marie*, Claudel cite l'Evangile : « *Le royaume de Dieu souffre violence* ». Il ajoute : « *La forme la plus dangereuse de la violence est la patience* ». Patience, il ne l'a pas été toujours.

Il quitta Notre-Dame électrisé par « l'impression vivante et presque physique du Surnaturel », par « une présence aussi complète que peut l'être celle du soleil ». Il a dit aussi qu'il avait trouvé en la « *Remplacante* » du *Magnificat* une autre mère que sa vraie mère qui jamais ne l'avait, enfant, « ni écouté, ni embrassé, ni consolé ».

A cause et à la suite de cette Révélation, les « années terribles » de Paul Claudel commencent. Les années de « *l'adaptation* », comme il dit. « *J'avais une carrière de diplomate, j'avais un avenir de poète, et en même temps un avenir religieux* ». Malgré le zèle irrépressible de son directeur de conscience, qui envoyait Claudel dans deux monastères, Solesmes puis Ligugé, et qui essaya de lui faire prononcer ses vœux, Claudel tergiversa, puis résista, puis (mais à l'envers si l'on peut dire) « *capitula* ». Il ne serait ni prêtre ni moine ni missionnaire. Il accepta tout au plus d'être, sans prononciation de vœux, et en demeurant en complet-veston ou grand uniforme de diplomate, « oblat ».

Or le *Manuel de dévotion à l'usage des oblats séculiers* portait que l'oblat se doit d'être « une bouche vivante de la louange divine ». Poésie autorisée ! Poésie et foi unies ! Tout ce que souhaitait Claudel ! Et il n'allait plus cesser.

Tout à fait calmé à présent, il écrit : « *Ce que je sens aujourd'hui, c'est combien la religion est une chose pratique, honorable, salutaire* ». Il va jusqu'à nous confier : « *Je me suis fait chrétien par obéissance et intérêt* ».

Comme jamais Claudel ne perd toute distance envers soi-même, toute envie de sourire de soi, il mettra une fois, sur les lèvres d'Ys du *Partage de midi*, lorsqu'elle s'adresse à Mesa-Claudel, ce mot doux : « *Mon petit curé* ». Mais il l'a gommé par la suite. Du moins pouvait-il désormais écrire, toutes vannes spirituelles et ferventes ouvertes, sa nouvelle version de *L'annonce faite à Marie*, « *représentation de toutes les passions humaines rattachées au plan catholique* ». Violaine faiseuse de miracle, Mara meurtrière par « *violence de Foi* », restent pour tels ou tels, dans un océan de splendeurs, des empêchements d'écouter. Passagers. Quoi qu'il en soit, comme le dit si bien Gérard Antoine dans son *Paul Claudel ou l'Enfer du génie* : « *Fussions-nous croyants, notre manière de croire ne serait pas la sienne* ». Eh oui, dans nos salles de théâtre, qui saurait être Claudel ? Pauvres de nous !

Claudel n'a jamais été satisfait par une présentation de *L'annonce*, en particulier il n'a jamais trouvé une interprète suffisante de Mara, son personnage d'élection, il y aurait voulu « une lionne, un véritable bétail humain, une panthère noire ».

*L'annonce faite à Marie*, « véritable opéra de paroles », selon Claudel, est un sommet de notre

théâtre. Rien ne situe mieux la dimension de cette œuvre que les termes qu'employait, à l'époque, Claudel, pour définir le théâtre de Shakespeare : « *Univers salité de ses idées... C'est un monde entier qui figure chez lui... Ce mouvement dramatique, cette imagination à la fois familière et sublime, les deux choses mêlées... Violence d'inspiration, intempérance de sentiment... et la rupture des vers qui cause une espèce d'hémorragie du sens* ».

Encore une fois, voici Claudel qui coupe nos nuits. A Vincennes, pas loin d'un château. L'écouter, puis le quitter. La voix, à travers les arbres d'hiver, de l'époux de Mara : « *L'homme sort le matin et il rentre le soir, et la terre s'étend autour de ses portes* ».

MICHEL COURNOT

\* Lire les renseignements pratiques dans notre rubrique « Spectacles nouveaux ».

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Aïda vaincue

de René Kalisky, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Dominique Constant, Claude Mathieu, Alberto Avellana, Jean-Yves Dubois et Eric Frey.

René Kalisky - le *Pique-nique de Clara*, *Dave au bord de la mer* - a été découvert par Antoine Vitez. Il devait lui-même mettre en scène cette grande dispute familiale qui a lieu vingt ans après la fin de la guerre, en Normandie.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malakoff, 20. A partir du 17 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60, 130 F.

### L'annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean Dastremey, Bénédicte Delmas, Jean-Pol Dubois, Jacques Gambin, Hélène Lapierre, Annie Mercier et Hugues Kingué.

L'une des premières pièces de Claudel, où il est question de sainteté, de punition, de lèpre, de violence, d'inceste et de passion. (Lire l'article de Michel Cournot ci-contre.)

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route de Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 14 novembre. Du lundi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36, 100 F.

### Cripure

de Louis Guilloux, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Tatiana Moskatine, Gérard Maréchal, Angelo Baril, Jean-Paul Bordes, Alain Cressat, Michel Desmets, Arnaud Giovannetti, Richard Gucci, Guy Jacques et Michel Quémener.

Il était prof de philo, idéaliste impénitent, on l'appelait Cripure parce qu'il était toujours la Critique de la raison pure. C'est ce qu'il était pendant la première guerre mondiale, une

vraie boucherie. C'est l'adaptation du chef-d'œuvre de Louis Guilloux, *le Sang noir*, et c'est l'un des plus beaux rôles de Marcel Maréchal.

Maison des arts, place Sadoles-Albano, 94000 Créteil. A partir du 16 novembre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-80-18-88. Durée : 2 h 30, 90 F et 110 F.

### Drôle de goûter !

d'après Boris Vian, mise en scène de Gérard Maréchal, avec Marc de Jonghe, Claude Vège, Pierre Reggiani, Michel Dodane, Pierre Charras, Manuel Bonnet, Remy Rostalet et Gérard Maréchal.

Adaptation en forme de comédie musicale du *Goûter des généraux*, une farce pleine de rebondissements, de gags burlesques et de non-sens.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris 9<sup>e</sup>. A partir du 20 novembre. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 19 heures et 21 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-00-11. De 120 F à 240 F.

### L'éventail de lady Windermere

d'Oscar Wilde, mise en scène de Robert Lecomte, avec la compagnie de l'Equipe.

Comédie mondaine et cynique, ironique et cruelle, qui a inspiré l'un des plus beaux films d'Ernst Lubitsch.

Salle Valhubert, 1, place Valhubert, Paris 13<sup>e</sup>. A partir du 16 novembre. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, les samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 45-84-80-60. Durée : 2 h 30, 20 F.

### Fragments d'une lettre d'adieu

de Normand Chaurette.

TGP

14 NOVEMBRE - 22 DÉCEMBRE

Oui

de Thomas Bernhard, mise en scène Marc Liebens, avec Patrick Descamps.

DERNIÈRE 17 NOVEMBRE

Théâtre Municipal de Ghedalia Tazartes

Le miracle des roses

de Jules Laforgue

DERNIÈRE 11 NOVEMBRE

Phèdre

de Racine, mise en scène Daisy Amias

2 NOV - 2 DEC

LA ROBE VERTE

de TAWFIQ AL-HAKIM, mise en scène de Hervé Dubourjal, création en France

Denise Gence délicieuse, merveilleuse, Un regard, Un chantage romanesque

La Croix, Le Quotidien, Le Figaro

47 80 18 88

Le Théâtre de la Jacquemette et le Théâtre Romain Rolland de Villejuif présentent

COCO PERDU

de Louis GUILLOUX, mise en scène Alain MOLLOT

AU THEATRE ROMAIN ROLLAND Du 7 au 25 nov. 47 26 15 02

représentation du soir : 20h

LE CERCEAU

Slavkine • Regy

Création

du 6 novembre au 16 décembre 1990

Tél : 47 21 18 81 ou 3 FNAC

NANTERRE

AMANDIERS

Centre Georges Pompidou

FRANÇOIS DESJARDIS

POURQUOI MONTRE ?

COMMISSION

FRANÇOIS DESJARDIS



mise en scène de Gabriel Garran, avec Jean-Louis Lemaire, Christophe Brault, Michel Fau, Jean-François Lapalus, Jean Martin et Alain Rimoux.

Gabriel Garran poursuit son exploration de la littérature francophone avec un texte québécois, joué par des comédiens de différentes nationalités, et qui raconte les espoirs et les désillusions d'une expédition scientifique.

Grande Halle de la Villette (salle Boris-Vian), 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. À partir du 20 novembre. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-42-77-27. 85 F et 90 F.

### L'Idéal

de Daniel Lemoine, mise en scène de l'auteur.

Un jeune écrivain — qui pourrait être Nietzsche, Rilke, Adamov — un vieux musicien — Wagner, Verdi, Boulez —, une femme — Cosima, Lou Andréa Salomé — s'aiment, se déchirent, parlent. Et la musique les accompagne.

Athènes. Louis-Joyet, 4, square de l'Opéra-Louis-Joyet, 3<sup>e</sup>. À partir du 20 novembre. Du mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. 85 F et 90 F.

### Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Christian Colin, avec Christian Colin, Claire-Indigé Côté, Jean de Coté, Jean-François Delacour, Jean-Pierre Girard, Gabriel Marzanghi, Madeleine Marzi, Agnès Sourdillon, Jean-Philippe Vidal et Eric Vigner.

Encore un *Misanthrope* par un metteur en scène qui cite Thomas Bernhard, Pasolini, et Artaud : « Je ne puis plus compter sur toi dans ma déesse, puisque tu te refuses de la préoccuper de la parole la plus atteinte en moi, mon âme ».

Théâtre de Gennevilliers, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. À partir du 20 novembre. Du mardi au samedi à 17 heures. Tél. : 47-93-28-30. Durée : 2 h 15. 80 F et 110 F.

### Oui

de Thomas Bernhard, mise en scène de Marc Liebaers, avec Patrick Descamps.

Un intellectuel malade rencontre une jeune Persane et pense qu'elle va le sauver... Ils se promèneront, parleront, tout ayant été dit, tout sera consommé. Par l'un des plus importants metteurs en scène belges.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. À partir du 16 novembre.

## SÉLECTION PARIS

### L'Absolu Naturel

de Goffredo Paris, mise en scène d'adaptation Simone Benmussa, avec Annela Dombasle, Fausto Bo, Martine de Bréville, Marie Vain, Jacqueline Veyrac, Jocelyn Fournier et Dominique Ehlinger.

Encore une confrontation entre deux personnages. Un duel troublant, parce que tragique et comique à la fois. Entre la révérence et la réalité, l'absolu.

Théâtre Renaud-Barrault, 2 bis, av. Franklin-Roosevelt, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-50-70. Durée : 1 h 25. De 50 F à 150 F.

### Alexis, ou le Traité du vain combat

de Marguerite Yourcenar, mise en scène d'Albert André Lhéroux, avec Jean-Charles Modet.

C'est un beau monologue, plein de violence et de candeur, aussi : le premier roman d'une femme de vingt-six ans. Un homme se livre, contemple sa solitude et, pris par son désespoir de vivre, de la douceur certaine de la mort.

Théâtre de la Ville, 14, rue de la Gaieté, 14<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-22-77-30. Durée : 1 h 10. 60 F et 80 F.

### Les Clowns

avec Lécot.

Parodiée par la troupe Lécot, la vie bouillonnante d'émotion et de bêtise. Mimes, cascades, gaites : une fête.

Ramelet, 8, rue des Vignes, 16<sup>e</sup>. Les mardi et mercredi à 21 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 80 F à 150 F.

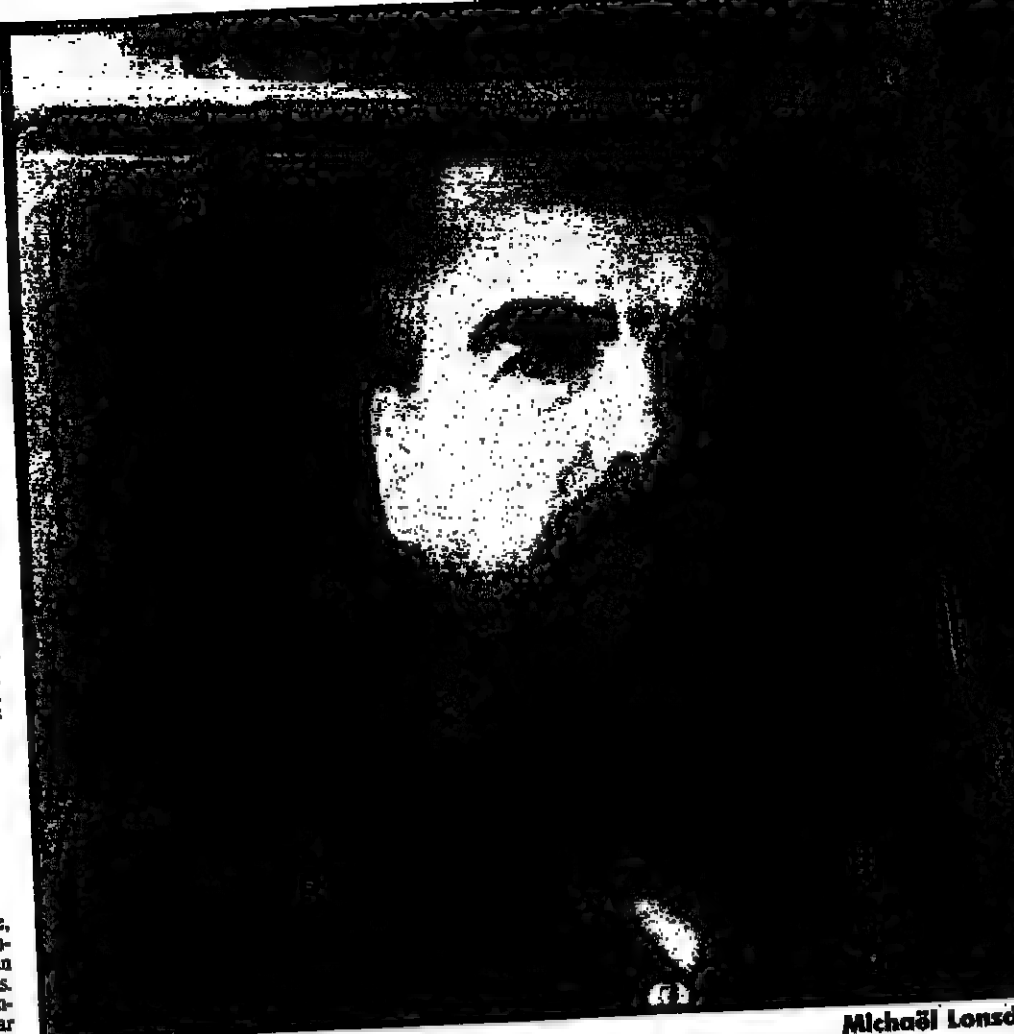
### Crime et Châtiment

de Jean-Claude Amyl, d'après le roman de F.M. Dostoïevski, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Antoine Bester, Sylvie Genty, Catherine Vianier, Pierre Constant, Joseph Barbour, Jean-Marie Garcia, Jean-Marc Bourg, Christian Clouet, Alain Mac May et Dominique Bernard.

### Le Cercueil

de Victor Stanine, mise en scène de Claude Réty, avec Yveline Aïmeud, Hélène Alexandrine, Marc Bodnar, Axel Bogueslavsky, Jean-Quentin Chastelain, Mikael Khenia et Michaël Lonsdale.

(Voir notre photo légendée ci-dessus.)



### Théâtre des Amantiers

de Pablo Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 3 h 30. De 80 F à 120 F.

### Les Clowns

avec Lécot.

Parodiée par la troupe Lécot, la vie bouillonnante d'émotion et de bêtise. Mimes, cascades, gaites : une fête.

### Crime et Châtiment

de Jean-Claude Amyl, d'après le roman de F.M. Dostoïevski, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Antoine Bester, Sylvie Genty, Catherine Vianier, Pierre Constant, Joseph Barbour, Jean-Marie Garcia, Jean-Marc Bourg, Christian Clouet, Alain Mac May et Dominique Bernard.

### Le Cercueil

de Victor Stanine, mise en scène de Claude Réty, avec Yveline Aïmeud, Hélène Alexandrine, Marc Bodnar, Axel Bogueslavsky, Jean-Quentin Chastelain, Mikael Khenia et Michaël Lonsdale.

(Voir notre photo légendée ci-dessus.)

### Théâtre des Amantiers

de Pablo Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 3 h 30. De 80 F à 120 F.

### Les Clowns

avec Lécot.

Parodiée par la troupe Lécot, la vie bouillonnante d'émotion et de bêtise. Mimes, cascades, gaites : une fête.

### Crime et Châtiment

de Jean-Claude Amyl, d'après le roman de F.M. Dostoïevski, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Antoine Bester, Sylvie Genty, Catherine Vianier, Pierre Constant, Joseph Barbour, Jean-Marie Garcia, Jean-Marc Bourg, Christian Clouet, Alain Mac May et Dominique Bernard.

### Le Cercueil

de Victor Stanine, mise en scène de Claude Réty, avec Yveline Aïmeud, Hélène Alexandrine, Marc Bodnar, Axel Bogueslavsky, Jean-Quentin Chastelain, Mikael Khenia et Michaël Lonsdale.

(Voir notre photo légendée ci-dessus.)

### Théâtre des Amantiers

de Pablo Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 3 h 30. De 80 F à 120 F.

### Les Clowns

avec Lécot.

Parodiée par la troupe Lécot, la vie bouillonnante d'émotion et de bêtise. Mimes, cascades, gaites : une fête.

### Crime et Châtiment

de Jean-Claude Amyl, d'après le roman de F.M. Dostoïevski, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Antoine Bester, Sylvie Genty, Catherine Vianier, Pierre Constant, Joseph Barbour, Jean-Marie Garcia, Jean-Marc Bourg, Christian Clouet, Alain Mac May et Dominique Bernard.

### Le Cercueil

de Victor Stanine, mise en scène de Claude Réty, avec Yveline Aïmeud, Hélène Alexandrine, Marc Bodnar, Axel Bogueslavsky, Jean-Quentin Chastelain, Mikael Khenia et Michaël Lonsdale.

(Voir notre photo légendée ci-dessus.)

### Théâtre des Amantiers

de Pablo Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 3 h 30. De 80 F à 120 F.

### Les Clowns

avec Lécot.

Parodiée par la troupe Lécot, la vie bouillonnante d'émotion et de bêtise. Mimes, cascades, gaites : une fête.

### Crime et Châtiment

de Jean-Claude Amyl, d'après le roman de F.M. Dostoïevski, mise en scène de Jean-Claude Amyl, avec Antoine Bester, Sylvie Genty, Catherine Vianier, Pierre Constant, Joseph Barbour, Jean-Marie Garcia, Jean-Marc Bourg, Christian Clouet, Alain Mac May et Dominique Bernard.

### Le Cercueil

de Victor Stanine, mise en scène de Claude Réty, avec Yveline Aïmeud, Hélène Alexandrine, Marc Bodnar, Axel Bogueslavsky, Jean-Quentin Chastelain, Mikael Khenia et Michaël Lonsdale.

(Voir notre photo légendée ci-dessus.)

### chœur line. Epoustouffant,

tout simplement. Une chose est certaine : ils ne peuvent venir d'ailleurs que de Broadway.

Châtelet. Jusqu'au 20 janvier du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée à 15 heures les samedi et dimanche. 70 F à 335 F. Tél. : 40-28-28-40.

### RÉGIONS

#### Lille

##### L'Esé

de Romain Weingarten, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Lolo Houdé, Daniel Langlet, Isabelle Maïa et Dominique Piron.

Après le Théâtre de la Colline, Gilles Bourdet transporte le jardin de Weingarten à Lille. Il y a là, en plein soleil d'été, un homme, une femme et deux chats pour témoin de leur amour.

Théâtre de la Colline, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 20-40-10-20. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

#### Marseille

##### Les Foussees

##### Confidences

de Molière, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Sophie Bouillot, Juliette Brun, Bruno Chet, Martine Lalande, Jacques La Carpentier, Jean Lecoq, Guy Parot, Didier Valois et Romain Weingarten.

Les jeux de la vérité et du mensonge, du désir, du plaisir, de l'argent, dans l'histoire d'une parodie de temps où naît l'amour. Marivaux bien sûr.

La Crise, 30, quai de la République, 13000 Marseille. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-64. Durée : 2 heures. 80 F et 120 F.

#### Poitiers

##### Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Christian Rist, avec Philippe Miller, Christian Rist, Serge Lecoq, Claude Bonhomme, François Le Pétit, Vincent Verstraëte, Bruno Karl Bole, Chloé Ruppel et Michel Liard.

La mise en scène d'un amoureux des mots : épique, pour ne sentir que la musique des vers de Molière. Il n'y a donc dans ce *Misanthrope* ni sorties d'interprètes ni boussolades ou fracas, mais le jeu, humble, plein d'amour, d'une troupe de comédiens très attachés. Et l'original, en effet, compte un texte qu'elle croyait avoir cent fois entendu.

Ensemble décentralisé d'action culturelle Centre de Poitiers, 1, place du Maréchal-Leclerc, 86000 Poitiers. Le 20 novembre à 20h45, le 21 novembre à 20h45. Tél. : 43-41-28-33. De 55 F à 110 F.

#### Strasbourg

##### Quand nous nous réveillons d'enfer les morts

d'Henrik Ibsen, avec Robert Rineaud, Francis Bergé, Edith Scob, Gérard Chailion, Rafael Goldwasser, Arlene Altmeyer et les enfants de la Maison de la culture de Strasbourg.

Un sculpteur embourgeoisé revient dans son pays, retrouve la femme qui fut son inspiration. L'une des dernières pièces d'Ibsen, la pro-

### DANSE

#### Le Romanyase

Wayang Wong de Bali

La célèbre épopée indienne qui a fait les beaux soirs du dernier Festival d'Avignon. La troupe des villageois de Telepud (Bali) est une des dernières à garder son authenticité dans cette forme de théâtre dansé, masqué et accompagné d'un gamelan, qui émeut par sa poésie et sa trauque, la splendeur de ses costumes, le raffinement de la musique et la virtuosité des interprètes.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

#### El Cielo esta encendido

Dansé dans

Théâtre de la Ville. Les 18 et 19 novembre à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

## RESERVEZ VOS PLACES

### THEATRE TATOUÉ

### MLADEN MATERIC

THEATRE DE LA BASTILLE DU 13 AU 18 NOVEMBRE

### LES MUTILES

### HERMAN UNGAR

### MARC FRANÇOIS

THEATRE DES AMANDIERS 20 NOVEMBRE - 22 DECEMBRE

### LES FRERES ZENITH

### JEROME DESCHAMPS

### MACHA MAKEIEFF

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT 21 NOVEMBRE 90 - 9 FEVRIER 91

### LE CERCEAU

### VICTOR SLAVINE

### CLAUDE REGY

THEATRE DES AMANDIERS JUSQU'AU 16 DECEMBRE

### DERNIERES











# ARTS

## L'EXPOSITION « DE MANET A MATISSE » AU MUSÉE D'ORSAY Achat malin et don paisible

Le Musée d'Orsay expose, sous le titre « De Manet à Matisse », les œuvres, nombreuses et souvent remarquables, entrées dans ses collections depuis sept ans. Seul mystère : comment ont-elles été acquises alors que le marché devenait fou ?

DANS la préface du catalogue de l'exposition, Françoise Cachin, directrice du Musée d'Orsay, remarque : « Le budget d'acquisition des Musées nationaux n'étant pas illimité, le Musée d'Orsay aura dépensé en définitive moins d'argent en sept ans qu'un assureur japonais en sept secondes lors d'une vente publique. » Cependant, aucun assureur japonais ne s'est, en sept ans ni en vingt, constitué une collection comparable au butin réuni par les conservateurs français.

Aucun n'a pu rassembler des Bonnard hors du commun, deux sculptures de Gauguin, un Seurat, des Monet illustres, des dessins de Baudelaire, des meubles de Mackintosh, de Loos et de Van de Velde, des verreries de Gallé, des bronzes de Camille Claudel et de Bourdelle. Les enrichissements du musée en sept ans suffisent à constituer une galerie qui ferait le bonheur - et l'orgueil - de n'importe lequel de ces musées américains et japonais dont on dit les ressources infinies.

Comment font donc les « pauvres » d'Orsay pour acheter tant et si bien ? Où trouvent-ils l'indispensable argent ? Pour partie dans les budgets d'acquisition de la Réunion des musées nationaux (RMN), c'est-à-dire dans ce que rapporte la vente des tickets d'entrée dans les collections permanentes. Ces budgets étaient en moyenne, dans les dernières années, de soixante-dix millions de francs, à répartir entre tous les musées et tous leurs départements, de l'égyptologie à l'art contemporain, des tapisseries médiévales à l'ethnologie océanienne.

### DES MONSTRES DEVOREURS DE CRÉDITS

Une commission de conservateurs, le Comité des musées, vote sur les propositions d'achat présentées par les différents établissements. A cet exercice, les objets les moins prisés du marché sont les plus faciles à défendre. A l'inverse, un Monet ou un Degas, que l'inflation des cotes a transformés en placements de milliardaires, font figure de monstres dévoreurs de crédits - quand le prix demandé n'est pas supérieur à la totalité du budget annuel de la RMN. Si celui-ci, comme on peut l'espérer, augmentait jusqu'à atteindre une centaine de millions, ce ne serait encore que le tiers du prix des *Noctes de Pierrette*, de Picasso, la dixième d'un Van Gogh, poussière en somme.

Le marché fait donc le malheur d'Orsay, qui a le tort de se consacrer à la période favorite des enchérisseurs : impressionnisme et post-impressionnisme. Pour acheter néanmoins, le musée a recours au fonds dit du patrimoine, manne scabreuse qui accepte de payer 50 % des « gros achats ». Ainsi le Seurat, la *Pie de Monet*, les Baudelaire et les Gauguin ont-ils bénéficié de ces largesses. Autre technique, plus subtile, la quête d'œuvres méconnues des spéculateurs. Aux enchères, à Amsterdam, Orsay a ainsi obtenu un paysage crépusculaire du Néerlandais Breitner.

C'est l'exemple même de l'achat judicieux rendu possible par la compétence, et le goût pour l'enquête, de conservateurs qui se muent volontiers en chercheurs d'or. Chez les marchands, dans les salles des ventes françaises, ils préfèrent la pièce rare et s'efforcent d'anticiper sur l'évolution du goût. De Jean-Paul



Bonnard : Femme à la robe à pois blancs, 1891.

Laurens, peintre d'histoire, ils choisissent un paysage ; parmi les néo-impressionnistes, ils découvrent Lemoine, infiniment moins connu que Signac ou Lacombe ; de Mondrian, ils délaissent les abstractions et acquièrent une remarquable scène de pêche de ses débuts.

Ils interviennent aussi auprès des douanes, suivant le rituel souvent décrit de l'ouverture des caisses, le mercredi matin. Par année, ce sont ainsi, toutes époques et catégories confondues, une cinquantaine d'œuvres qui sont interdites d'exportation (le Monde du 14 novembre). Le musée qui les retient doit alors les acheter au prix déclaré par le vendeur. Le procédé a ses avantages - surveillance du commerce, connais-

sance précise des flux marchands - et un tort : il confirme l'opinion ordinaire professant que les musées français soumettent le marché de l'art à leur autorité, soit qu'ils préemptent soit qu'ils frappent une œuvre de la terrible interdiction de sortie.

L'accusation indigne les conservateurs, qui se défendent avec des chiffres : en cinquante ans, les Musées nationaux n'ont requis que quarante-neuf interdictions. En 1990, le Musée d'Orsay a été consulté à propos de vingt-trois œuvres dont la valeur dépassait le seuil qui sépare le « bon » de l'« exceptionnel », fixé à six millions de francs. Il n'a pas requis une seule interdiction et laissé vendre à l'étranger des Renoir, des Redon et des Cézanne. Le Musée national d'art moderne a été saisi durant la même année soixante-trois fois et s'est montré tout aussi libéral - au risque de laisser se disperser le patrimoine du vingtième siècle français.

La saisie en douane a un second défaut : quand il préempte, le musée doit fournir la somme, comme s'il achetait à un antiquaire. Il doit dépenser - et il déteste le faire. L'affaire excellente, celle qui ravit conservateurs et contrôleurs financiers, est celle qui ne coûte rien. Elle se nomme tantôt dation, tantôt don.

### DATIONS ET TABLEAUX REMARQUABLES

De la première, paiement des droits de succession d'un héritier en œuvres et non en espèces, les dations Picasso ont popularisé les mérites. Orsay doit au même procédé les plus remarquables des tableaux qu'il expose aujourd'hui, *L'Après-Midi bourgeoise*, la *Loge* et les *Femmes au jardin* de Degas et le *Portrait de Marcel Froust de Blanche*. Ces toiles, ni le musée ni l'Etat n'auraient pu les payer toutes. Au jeu de l'estimation financière, les dations représentent largement plus de la moitié de la valeur totale de l'exposition. Chaque fois, le procédé se répète : conversations exploratoires entre collectionneurs et conservateurs, estimation de l'héritage et de l'œuvre proposée en dation par des experts, réunion de la Commission des dations, où se rencontrent fonctionnaires des ministères des finances et de la culture, et, le plus souvent, accord. Seule une surestimation trop scandaleuse de la toile « offerte » peut susciter le refus de l'Etat. Cela s'est vu récemment à propos d'un dessin de Van Gogh.

Le procédé n'a, semble-t-il, qu'un défaut, contre lequel il n'y a guère de remède. Les dations tuent les dons, car rares sont les amateurs absolument désintéressés qui donnent de leur vivant des chefs-d'œuvre que leurs héritiers auraient pu, à leur mort, troquer contre les droits de succession. Grâce soit donc rendue avec d'autant plus de ferveur aux donateurs, qui ne sont récompensés que par la gratitude des conservateurs, la France ignorant le système, si répandu aux Etats-Unis, des déductions fiscales pour dons.

Pourquoi donnent-ils ? En souvenir d'un aïeul dont ils défendent la mémoire méconnue le plus souvent. Par pure bienveillance et souci des musées quelconques, tels les héritiers du verrier Gallé, qui ont offert à Orsay des pièces inestimables. La plupart demeurent inconnus. Ce sont les « donateurs anonymes » ou les membres de la Société des amis d'Orsay, dont les cotisations ont payé des dessins de Puvis de Chavanne et un extravagant *Guerrier tartare* de Barye. Voilà aussi pourquoi le Musée d'Orsay peut continuer de s'enrichir : parce que son nom seul suffit à attirer à lui amateurs et œuvres d'art.

PHILIPPE DAGEN

\* Musée d'Orsay, Du 14 novembre 1990 au 10 mars 1991, Tél. : 45-49-45-46.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

### De Manet à Matisse, sept ans d'enrichissements

Lire notre article ci-contre.  
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>, Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Du 14 novembre au 10 mars 1991, 27 F (billet d'accès au musée).

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Du 15 novembre au 15 janvier 1991, 28 F.

### Mémoires d'Egypte

Trois cents pièces en provenance des plus grands musées, pour une exposition tout aussi scientifique que spectaculaire, dont la mise en scène a été confiée aux décorateurs de « Cité-Cinéma ». Tel s'annonce à Paris l'hommage de l'Europe à Champollion, qui remporta cet été, à Strasbourg, un vif succès.

Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>, Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Nourture le samedi jusqu'à 23 heures. Du 17 novembre au 17 mars 1991, 36 F.

## SÉLECTION PARIS

### Art érotique de l'Himalaya

Toute la richesse et la splendeur de l'art tantrique à travers les 101 pièces, peintures et sculptures diablement inspirées de la donation Lionel-Fourrier. Qui propose le Musée Guimet au premier rang international dans le domaine des arts de l'Himalaya.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>, Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 janvier 1991, 23 F.

### Art et publicité

Des photos d'Atget et Seeburger, témoignant des formes de la publicité urbaine vers 1900, aux artistes d'aujourd'hui, qui détournent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'exercice fascinant. En 1200 œuvres rassemblées au Centre Pompidou par le musée, le CCI et la BFI. Non sans quelque confusion.

### Euphronios, peintre à Athènes au VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ

Les peintres de vases grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était l'un d'eux. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage mnémographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redonner la renommée du bel et bon Euphronios.

### Chercheurs d'or et orfèvres des temps anciens

De Mésopotamie, de Perse, d'Egypte ou bien de Chine, du Sahara, et bien sûr du

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1<sup>re</sup>, Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conférences du 11 oct. au 28 déc., les lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 16 h 30. Jusqu'au 31 décembre, 26 F.

Ferracci  
Hommage à un affichiste de cinéma (1927-1982), dont on ne connaît pas forcément le

GALERIE DES ORFÈVRES 66, quai des Orfèvres, 23 place Dauphine Paris 1<sup>re</sup>  
**JEAN RIGAUD**  
13 novembre - 1<sup>er</sup> décembre

**RENATA RAMPAZZI**  
DU 15 NOVEMBRE AU 1<sup>er</sup> DECEMBRE  
Pastels - Gouaches - Huiles  
Galerie Teillet - de Puyboudet  
28, Rue Mazarine - 75006 PARIS - Tél. (1) 43.25.58.13

**ANTIQUAIRES A PARIS**  
ESPACE CHAMPERRET PARIS 17<sup>e</sup>  
16 au 25 novembre 1990  
En semaine de 11 h à 20 h, samedi dimanche de 10 h à 20 h.  
Nocturne jusqu'à 22 h, jeudi 22 novembre  
MÉTROPOLY CHAMPERRET

George Segal  
Marianne & Pierre Nahon  
3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS  
42 71 20 50

Du 31 octobre au 13 janvier 1991  
exposition  
**FERRACCI**,  
affichiste de cinéma au Musée de la publicité  
ARTS DÉCORATIFS,  
107, rue de Rivoli, 75001 Paris.

**PHILIPPE LAFONTAINE**  
LAIGALE  
LOCATION FNAC VIRGIN MEGASTORE  
PALAIS DES CONGRES MINTEL 3615 ROK  
TELEPHONE 40 69 00 72

XVIII<sup>e</sup> SIECLE  
**HROGGEN**  
ART HAYEN



ARTS

nom, mais sûrement quelques-unes de ses meilleures créations, par exemple pour *Le charme discret de la bourgeoisie*, *Providence*, *Diva* ou *Casanova*. L'exposition réunissait près de 130 affiches ainsi que des maquettes réalisées ou refusées.

Musée de la publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>, Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1991. 20 F.

Il y a cent ans ils ont donné l'Olympia

(Voir notre photo légendaire ci-contre.)

Musée d'Orsay, entrée quasi Anatole-France, pl. Henri-Montebello, Paris 7<sup>e</sup>, Tél. : 40-49-48-14. Mardi, mercredi, vendredi, samedi, de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Visites de groupes : voir au 20 janvier 1991. 25 F (dimanche : 18 F). Bilet d'entrée : 10 F.

Les artistes de Worpswede

Petit village des bords de la Baltique, Worpswede fut à l'art allemand de la fin du dix-neuvième siècle ce que Pont-Aven avait été à l'art français : une colonie de peintres et de sculpteurs, autour de Rilke et de Vogeler, y jetant les bases de l'expressionnisme.

Musée départemental du Primat, 2 bis, rue Maurice-Denis, Saint-Germain-en-Laye, 78100. Tél. : 39-73-77-57. Tous les jours de 10 heures à 17 h 30, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier 1991.

L'œuvre gravée de Goya

Caprices, Désastres, Taurinisme et Disparates. Soit une exposition réunissant 218 gravures originales de Goya prêtées par la Fondation Juan-March à Madrid.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16<sup>e</sup>, Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours de 10 heures à 17 h 30, jusqu'au 6 janvier 1991. 25 F.

Mémoires d'aveugle, l'autoportrait et autres ruines

Le département des arts graphiques du Louvre inaugure, avec Jacques Derrida, une série d'expositions intitulées « Part-pris » dont la commissariat doit être confié à diverses personnalités extérieures au musée. Pour cette prestation le philosophe a rassemblé une quarantaine d'œuvres autour du thème paradoxal « Le dessin est aveugle ».

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>, Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 21 h 45, fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conf. du 15 novembre au 17 janvier le mercredi à 15 h 30, jusqu'au 21 janvier 1991. 27 F (prix d'entrée du musée).

Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent ou exploitent volontiers. A l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses, comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent prêtées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssou ou Michel Verjux.

Espace Electra, 8, rue Récamier, Paris 7<sup>e</sup>, Tél. : 45-44-10-03. Tous les jours sauf lundi de 11 h 30 à 18 h 30, jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-



De quel nu sans visage où la ligne palpite le long des muscles et jusqu'entre les seins ? De Manet, dont c'est une étude pour *Olympia*. En deux expositions, l'une autour de ce tableau scandale, l'autre vouée aux pastels et carnets de peintre, le Musée d'Orsay lui rend subtilement hommage.

neuvième siècle avait trouvé un excellent moyen de rêver, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur papier peint. Presque du cinématographe, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>, Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991. 20 F.

Picasso, une nouvelle donation

Une nouvelle donation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets de croquis, par exemple la genèse des *Demotiques d'Avignon* ou des *Trois femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Tivoli-cinéma* de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gall-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 42-83-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991. 25 F (dim. : 16 F).

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de voir le CNIT, auquel fut associé son talent d'ingénieur, défini par les lois du marché. De son vivant on avait un martyr de l'indifférence, un artiste maudit. Le CCI lui restitue la lumière et la gloire, dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>, Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, mercredi et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991. 18 F.

Rétrospective Pierre Klossowski

Klossowski, ou l'histoire d'un écrivain confidentiel passant pour scandaleux, qui fit de Sade son « prochain », puis de Robert le lieu de ses fantasmes, illustrant d'abord ses écrits, il se prit au jeu du dessin, au point que, depuis les années 70, cette activité, qu'il a portée à grande échelle, a dévoré l'autre. L'aventure, on le

reconnaitra, est pour le moins singulière.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Baryer, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 45-62-80-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 décembre. 10 F.

Vénus

Des Vénus préhistoriques, magiques et symboliques, y tissent des liens avec des œuvres d'artistes contemporains : Marina Abramovic, Elisabeth Marlier, Gina Pane, Michelangelo Pistoletto, Jaume Plensa, Niki de Saint Phalle, Joël Peter Witkin. Une exposition qui vient d'Albi, où elle a été présentée au cours de l'été.

Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis, 93000. Tél. : 42-43-05-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, dimanche de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 décembre. 12 F.

Simon Vouet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vouet. L'essentiel de son œuvre décorative a disparu et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été peints par des élèves auxquels il avait inculqué son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie de Vouet et son inspiration baroque, ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 42-83-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 février 1991. 33 F.

Gotthard Graubner

Première exposition personnelle d'un peintre allemand, professeur aux Beaux-Arts de Hambourg, pour qui la couleur, fine, brisée, imprégnée dans la toile, dans le corps carminé d'épais du tableau, suffit à la peinture.

Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, Paris 2<sup>e</sup>, Tél. : 42-77-19-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 décembre.

Jean-Pierre Pincemin

Les « années support/surface » d'un peintre qu'on ne saurait assimiler, même au début des années 70, au groupe du même nom, dont il n'épousa jamais les propositions. Se situant à un degré premier plutôt que zéro de l'art, Pincemin entreprenait alors d'emprisonner les strates de l'histoire de la peinture en des compositions abstraites, sombres, somptueuses.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Blagignon, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours, sauf dimanche, de

10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 décembre.

Eduardo Chillida

Austères, rigoureuses, tendues, les sculptures d'un artiste espagnol d'aujourd'hui, qui commença par travailler la pierre. Mais c'est avec le métal forgé qu'est né le grand Chillida, celui des stèles et des tables, qui se joue de l'espace et du temps, du vide et du plein.

Galerie Leleup, 13-14, rue de Téhéran, Paris 9<sup>e</sup>, Tél. : 45-63-13-15. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 novembre.

Virginia Dwan et les nouveaux réalistes à Los Angeles

Créée par Virginia Dwan à Los Angeles, en 1960, implantée à New-York en 1963, la Dwan Gallery fut l'une des rares galeries américaines à défendre coûte que coûte les Nouveaux Réalistes. L'exposition qui lui rend hommage réunit des œuvres de Tinguely, Klein, Niki de Saint-Phalle, Arman et Martial Rayssou, alors exposés par Virginia Dwan.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 47-73-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 décembre.

Villégié

La location d'affiches selon Jacques Villégié, nouveau réalisateur natif de Quimper. Qui s'en prend aux textes plutôt qu'aux images. Pour en faire des typographies éclatées, vagues comme l'éclat d'une mer de débris et de discours et de slogans.

Galerie Fanny Guillon-Lafaille, 4, avenue de Messine, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 45-63-52-06. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre.

Calais

Un parcours, depuis les sculptures peu connues de la fin des années 40, inspirées par les arts africains et océaniques. On y retrouve le membre du GRAV (Groupe de recherche d'art visuel), le concepteur de structures trames, l'organisateur de jeu de construction et de trames, le manipulateur de néons, de miroirs et de tableaux dans l'espace.

Musée des Beaux-Arts, 25, rue de Richemont, 82100. Tél. : 21-46-63-17. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 15 décembre.

Darnétal

Vises d'artistes (Lire *Le Havre ci-dessous*)

Usine Fromage - Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue

Lucien-Fromage, 78160. Tél. : 35-08-07-70. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 janvier 1991.

Evreux

Vises d'artistes (Lire *Le Havre ci-dessous*)

Musée d'Evreux, ancien évêché, 6, rue Charles-Coppey, 27000. Tél. : 32-31-52-25. Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Gravelines

La Bibliothèque Imaginée de Collectif génération

Une exposition de livres d'artistes de la « Collectif génération », dont le maître d'œuvre, Gervais Jassand, se souvenant de Voltaire, d'Alfred ou de Tériade, entend faire fructifier la rencontre d'artistes contemporains, d'écrivains, de techniciens du livre et d'éditeurs.

Une centaine d'ouvrages sont présentés.

Musée du dessin et de l'estampe originale, arsenal, place C.-Valentin, 59820. Tél. : 28-23-08-13. Tous les jours sauf dimanche, de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 juin 1991.

David Trombetti

Cet Anglais, que l'on peut qualifier de nomade post-conceptuel, explore depuis vingt ans, discrètement, toutes sortes de voies : images-souvenirs, figures géométriques, lignes courbes et fermées, traces de mémoire. Economie, sensible, son œuvre ne manque pas de charme.

Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 42-78-23-66. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

Grenoble

Piero Dorazio

Piero Dorazio est un peintre italien peu connu en France. Un abstrait qui, après s'être intéressé aux recherches des avant-gardes du début du siècle, a noué des liens avec l'école new-yorkaise, tout en demeurant fidèle aux moyens traditionnels de la peinture. Le résultat : un art non objectif ni strictement géométrique ni tout à fait informel.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-03-82. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Le Havre

Vises d'artistes

De Ben à Zuh, en passant par Boltanski, Messager, Penone et Rainer, tout un dictionnaire contemporain, qui trouve dans les *Vies de Giorgio Vasari*, publiées en 1550, son modèle et son prétexte. Comme pour forcer le destin à prendre date, dès à présent, avec les renommées encore fragiles du présent.

Musée des Beaux-Arts André-Malraux, boulevard Kennedy, 76600. Tél. : 35-42-32-97. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Marseille

Arts Povera

Alighiero e Bizio, Anselmo, Celso, Fabio, Kunzli, Merz, Paoletti, Penone, Pistoletto, Zorio. Ici se trouvent les troupes d'Arte Povera.

Paris

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

La sélection « Arts » a été établie par : Genevieve Roesch. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

Isabelle Munex

Fébrile, rythmé et passion, l'univers sensible d'une Carmen jubilaire et belle.

Cour Intérieure, 109, Bd. Beaumarchais, 75003. Tél. : 42-77-33-10. De 13 heures à 18 heures. Fermé le dimanche et les jours fériés. Jusqu'au 6 décembre.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Le Mois de la Photo

Paris fête par un petit émerveillement qui préfère sentir que voir.

Musée Carnavalet (voir ci-dessous). Jusqu'au 3 février.

Trois musées contre la contrefaçon

Le musée d'Orsay, le musée de la Ville de Paris et le musée de la Ville de Marseille ont décidé de se joindre pour lutter contre la contrefaçon d'œuvres d'art. Ils ont signé une convention qui leur permet de se concerter pour identifier et poursuivre les auteurs de contrefaçons.

Du ciel au front

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».

Le musée de la Ville de Paris a organisé une exposition intitulée « Du ciel au front ». Elle présente des œuvres de peintres et de sculpteurs qui ont vécu pendant la Première Guerre mondiale. Les œuvres sont regroupées en deux sections : « Le ciel » et « Le front ».



Les organisations patronales membres du CMT  
discutent d'une contribution sociale pour la France.

La baisse du dollar menace l'aéronautique française.  
La France a pu obtenir une réduction de la taxe d'importation.

Marchés financiers.  
Bourse de Paris.

## BILLET

Révolution  
téléphonique  
en Grande-Bretagne

C'est une petite révolution que les Britanniques envisagent pour leur téléphone en poussant à l'extrême la logique libérale. Dans un document de réflexion, le secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie, M. Peter Lilley, propose de casser le duopole existant depuis 1982 dans le téléphone anglais (partagé entre British Telecom et Mercury) pour ouvrir le jeu à d'autres concurrents. Et cela dans le secteur des communications internationales, interurbaines ou locales.

Pour le consommateur français, cela peut sembler du chinois : dans l'Hexagone, on n'en est même pas à un duopole sur le téléphone ordinaire mais encore au monopole. Quand M. Dupont décroche son combiné, il n'a accès qu'au réseau de France Télécom et ne passe que par son service offert à son prix... Mister Smith, lui, peut déjà utiliser un autre exploitant que British Telecom-Mercury - à condition de composer un chiffre de plus sur son clavier. Si les propositions de M. Lilley sont retenues, Mister Smith pourra aussi s'adresser à British Rail (l'équivalent de la SNCF), à une compagnie des eaux (comme la Lyonnaise des eaux en France) ou à un opérateur américain, par exemple, à condition que ceux-ci se soient portés candidats.

Un vrai bouleversement ! Surtout si la réforme s'accompagne de l'obligation pour British Telecom d'assurer l'égalité d'accès à son réseau : c'est-à-dire de permettre au consommateur, à partir du même poste, de s'adresser dans les mêmes conditions à tout prestataire de services (en fait, de lui éviter de changer d'appareil et de composer une quantité de numéros supplémentaires). Car, alors, les grands réseaux privés pourraient s'interconnecter sur l'infrastructure de British Telecom sans avoir à construire un troisième réseau (fort onéreux). Et qui dit concurrence dit aussi guerre des prix... British Telecom, objet de critiques sur ce point, a tout à y perdre (et Mercury, qui n'a pas encore réussi sa percée, aussi). Ses concurrents européens, qui s'inquiétaient de son dynamisme à l'étranger, se féliciteront peut-être de le voir emporté dans des affaires anglo-britanniques. Qu'ils se méfient, car les thèses ultra-libérales largement véhiculées auprès de certains à Bruxelles vont trouver un nouveau souffle, et British Telecom risque de redoubler d'efforts pour « se faire du gros » hors de ses frontières.

F. V.

## A la veille du débat parlementaire

Trois manifestations syndicales  
contre la contribution sociale généralisée

A la veille du débat parlementaire sur le projet de loi instaurant une contribution sociale généralisée (CSG) devant l'Assemblée nationale (lire également page 7), plusieurs organisations syndicales, soutenues par des associations de retraités, ont lancé séparément, mercredi 14 novembre, une journée nationale de protestation, marquée par des manifestations et des appels à la grève. Trois cortèges devaient s'honorer les rues de la capitale : celui de la CFE-CGC, soutenue par l'Union nationale des professions libérales (UNAPL), qui devait partir, à 14 heures, de la place de la République pour rejoindre le Palais-Bourbon ; celui de la CGT, qui devait partir, à la même heure, de la Bastille pour rallier également

l'Assemblée nationale ; celui de Force ouvrière, qui avait choisi de défiler du ministère des affaires sociales à l'hôtel Matignon à partir de 14 h 30. Ces manifestations se doublent d'appels à la grève, notamment dans les banques et dans les transports. Si la direction de la RATP s'attendait à peu de perturbations sur les réseaux du métro, des bus et du RER, la SNCF prévoyait deux trains sur trois au départ des gares de l'Est et Paris-Montparnasse et trois trains sur quatre sur la ligne C du RER et au départ de la gare Saint-Lazare. Le trafic était, en revanche, normal sur les lignes Paris-Nord et Paris-Lyon ainsi que sur le réseau « grandes lignes » et TGV.

Du consensus sur le principe  
au front uni contre l'application

Rarement une réforme aura suscité une opposition aussi large. Pourtant, le principe d'un prélèvement assis sur l'ensemble des revenus au profit de la Sécurité sociale était, lorsqu'il ne s'agissait que d'une esquisse, admis par l'ensemble du monde politique et par les partenaires sociaux, hormis FO, la CGT et le Parti communiste. Devenue contribution sociale généralisée (CSG), cette proposition a réuni le tour de force de rassembler pêle-mêle les syndicats CGT, FO et CFE-CGC - qui devaient manifester chacun de leur côté mercredi 14 novembre - ainsi que le RPR, l'UDF, la majeure partie des centristes, le PCF, le CNPF mais aussi les groupements de retraités, les professions libérales ou encore les Associations familiales catholiques. Face à cet ensemble pour le moins disparate, le gouvernement n'a reçu le soutien que de la majorité présidentielle, de la CFDT, de la FEN.

Réaction de rejet contre un impôt injuste pour certains, regroupement de tous les conservatismes selon les autres, la contestation du projet de CSG occupe depuis plusieurs semaines le débat politique mais le fonds - réformer le financement de la « sécu », on finirait presque par l'oublier - paraît échapper aux Français. Le sujet, certes, est complexe, mais force est de constater que les différents protagonistes n'ont pas toujours fait preuve de grandes qualités pédagogiques.

Trois critiques principales sont adressées à la CSG : on lui reproche d'être un impôt discriminatoire, de n'apporter aucune réponse aux déséquilibres financiers de la Sécurité sociale et, enfin, de comporter un risque d'étalement des régimes sociaux. De toute évidence, le caractère fiscal de cette réforme constitue un handicap pour ses promoteurs. Le paradoxe est frappant : alors que les hausses de cotisations qui se sont succédées ces dernières années n'ont guère suscité de protestations, un impôt nouveau, même s'il est équilibré par une baisse de cotisation, provoque un tollé. Après quelques flottements, le gouvernement s'est finalement décidé à assumer le fait qu'il s'agit bien d'un « impôt nouveau » tout en faisant valoir qu'il n'est pas question d'un impôt supplémentaire puisque la ponction de 0,4 % sur les revenus imposables va disparaître.

Selon ses détracteurs, la CSG constitue surtout une mesure « antisociale » qui pénalisera 55 % des retraités, 8 % des chômeurs et une partie des cadres. Les deux premières catégories seront soumises à la CSG sans pouvoir bénéficier d'une baisse de la cotisation vieillesse, puisqu'elles ne l'acquittent pas. Les cadres subiront une perte de pouvoir d'achat - à partir d'un salaire mensuel brut de 16 000 à 18 000 francs en 1991 - en raison notamment des effets de la non-déductibilité. Ce projet permet pourtant à 83 % des salariés de bénéficier d'un léger gain de pouvoir d'achat puisque les 35 milliards de francs collectés par la contribution sociale permettront de réduire de 1,1 point la cotisation d'assurance-vieillesse et d'accroître une rente forfaitaire mensuelle de 42 francs.

Des démentis

les critiques

« On va faire payer de plus en plus aux salariés, petites gens et chômeurs », s'écrit pas à l'heure M. Henri Kramnick, secrétaire général de la CGT. De son côté, la Confédération nationale des retraités refuse de voir, demain, les anciens salariés « financer leur propre retraite », oubliant au passage que le 0,4 % sur les revenus imposables était déjà affecté à la caisse nationale d'assurance-vieillesse.

FO et la CGT enfoncent un autre cheval de bataille en revendiquant que les revenus du capital - pour lesquels la CSG s'ajoutera au prélèvement de 1 % en vigueur depuis 1983 - soient davantage taxés et en exigent que les entreprises soient mises à contribution. A contrario, l'opposition considère, comme le CNPF, que l'opération aurait dû permettre de

réduire les charges des employeurs. Le RPR, l'UDF et l'UDC redoutent également une fuite en avant. Préalablement à une remise en ordre des recettes, estiment ces formations, mieux vaudrait réguler les dépenses de retraite ou de maladie et, ainsi, faire obstacle à la hausse des prélèvements obligatoires. Aussi est-ce largement pour désamorcer ces critiques que le gouvernement s'est engagé à prendre prochainement des mesures d'économie sur les dépenses de santé et à présenter au printemps un Livre blanc sur l'avenir des retraites.

Tres contestée dans les rangs de l'opposition, l'affectation de la CSG (un quart à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, trois quarts à la Caisse nationale d'allocations familiales) pourrait aussi être modifiée par le gouvernement dans le sens d'une affectation totale aux allocations familiales. Ce changement, qui ne perturberait aucunement l'économie générale du projet, ne procurerait pas de moyens supplémentaires à la politique familiale, car une partie des cotisations acquittées par les entreprises reviendrait à l'assurance-vieillesse.

Le troisième et dernier grand reproche provient surtout de la CGT et de FO, qui évoquent le risque d'étalement de la fiscalisation, même partielle, du financement de la protection sociale. L'inévitable harmonisation fiscale européenne condamnera la « sécu » française à ne plus être qu'une peau de chagrin dont le contrôle échappera à « aux représentants des salariés ». Cette analyse paraît elle aussi paradoxale, car l'étalement existe - depuis 1945. Ce sont en effet les pouvoirs publics - et non les syndicats - qui - en réalité - gèrent les régimes sociaux. Un simple décret suffit pour relever une cotisation. Par contre, le taux de la contribution sociale sera tributaire d'une loi.

La CSG, parce qu'elle instaure une conception différente de la répartition des efforts sociaux - prise en compte du niveau des ressources et non pas de leur origine - heurte beaucoup de monde. Elle révèle également l'écart qui peut exister entre un consensus général sur le principe d'une idée novatrice et les choix qui s'imposent lorsqu'il s'agit de la mettre en œuvre.

JEAN-MICHEL NORMAND

## La crise de l'informatique européenne

Olivetti va supprimer  
7 000 emplois

Nouvelle victime de la crise qui frappe l'informatique européenne, le groupe italien Olivetti, de M. Carlo De Benedetti, prévoit de réduire ses effectifs de 7 000 personnes d'ici à avril prochain.

## ROME

de notre correspondant

Près de 60 000 employés au début de l'an dernier, 56 937 au 31 décembre 1989, 55 745 en juin 1990, moins de 48 000 prévus d'ici à avril prochain. L'Olivetti, qui fut le joyau de l'empire industriel et financier bâti par M. Carlo De Benedetti, va mal. Peut-être « moins mal que la plupart de ses concurrents européens », comme on l'affirme au siège du groupe à Ivrea (Piémont), mais l'annonce, mardi 13 novembre, par le ministre italien du travail, M. Carlo Donat Cattin, d'un nouveau « dégrèvement » de 7 000 salariés de l'entreprise d'ici à la fin mars 1991, a produit un véritable choc dans le monde industriel transalpin. Le Parlement devait débattre des conséquences sociales de ce nouveau dégrèvement de l'activité économique en Italie, mercredi 14 novembre en séance.

La direction du groupe, qui devait présenter mercredi dans la journée un nouveau plan de restructuration, se refusait encore mardi soir à confirmer la nouvelle. La veille, cependant, M. Carlo De Benedetti en personne s'était rendu à Rome, pour rencontrer plusieurs ministres, dont M. Giulio Andreotti, le premier d'entre eux, afin de leur présenter la situation du secteur en général et les prévenir qu'il fallait s'attendre à une nouvelle diminution du nombre des salariés dans le groupe. Licenciements secs ou dégrèvement progressif avec recours massif au chômage temporaire et à la préretraite, comme pour les 3 000 suppressions de postes déjà prévues et en cours pour cette année ? Les syndicats, qui se sont entretenus

mardi, jusque tard dans la nuit, avec les dirigeants de l'Olivetti, s'affirmaient prêts à négocier tout en reprochant ouvertement à celui qu'on appelle ici « l'ingegnere De Benedetti » de ne pas avoir « suffisamment engrangé pendant les années de vaches grasses ».

Que 3 000 des 7 000 nouveaux emplois à supprimer dans les cinq mois soient situés à l'étranger - où le groupe emploie près de 28 000 personnes - ne rassure personne en Italie. Depuis la restructuration de l'été 1988 et notamment la séparation en trois entités autonomes des activités de l'entreprise -

matériel de bureau, informatique, logiciel - certains craignent que de cures d'amalgamation en dégraisse, l'une ou l'autre de ces activités soit, un jour ou l'autre, purement et simplement abandonnée ou vendue.

Au quartier général de l'Olivetti, premier groupe européen dans le secteur des ordinateurs personnels (PC), on continue toutefois de faire preuve d'un certain optimisme. La semaine dernière encore, M. Vittorio Cassoni, administrateur délégué du groupe, précisait que « d'ici dix-huit à vingt-quatre mois au maximum, l'industrie informatique sortira du tunnel », « il y aura moins de monde qu'aujourd'hui sur le marché », continuait-il, mais l'Olivetti en sera. Reste que le secteur « traverse une crise très profonde » et que cela ne date pas précisément d'hier. Lors des derniers exercices, marqués déjà par une réduction des marges, le bénéfice net consolidé de l'Olivetti était tombé de 402 milliards de lire (1) en 1987 à 356 milliards de lire en 1988, puis 203 milliards (- 43 %) le 31 décembre 1989. Dans le même temps, l'endettement financier net du groupe est passé de 156 milliards en 1988 à 406 milliards fin 1989.

Malgré une nouvelle hausse du chiffre d'affaires au premier semestre de l'exercice en cours (+ 5,8 %), les résultats, pour 1990 se annoncent guère meilleurs. « Il va nous falloir attacher nos ceintures », prévenait au début du mois dernier M. De Benedetti tout en reconnaissant que s'il s'était un peu moins occupé de corps financiers - Société générale de Belgique, Mondadori, etc. - et un peu plus de son joyau industriel, celui-ci aurait peut-être mieux traversé une crise qui, selon son propre administrateur délégué, « était largement prévisible ».

PATRICE CLAUDE

(1) Aujourd'hui, 1 000 lire = 4,464 francs.

Automobile : les syndicats de Chauxon craignent neuf cents nouvelles suppressions d'emplois. - Selon la CFDT du constructeur automobiles Chauxon, la direction a convoqué un comité central d'entreprise, le lundi 19 novembre, pour annoncer la suppression de neuf cents emplois et l'arrêt des fabrications des camionnettes J9 et C35 de Peugeot. Le syndicat demande des activités de substitution, la mise en place d'un plan de formation et le reclassement du personnel.

## La préparation de l'Uruguay round

Les industriels européens et américains  
du textile prennent une position commune

« Agréable surprise » pour les industriels du textile et de l'habillement de la CEE : à moins de trois semaines du terme fixé pour l'Uruguay Round, leurs homologues américains et canadiens viennent de se rallier à la position européenne concernant « les mesures transitoires devant faire partie de tout accord pour un retour du commerce des textiles et de l'habillement dans les règles normales du GATT » (Accord général sur les tarifs et le commerce).

Les organisations professionnelles américaines et européennes ont ainsi publié lundi 12 novembre un communiqué commun (signé par Comité, AEH, CIRFS et ELTAC côté européen) qui s'aligne sur les positions exprimées à maintes reprises par les industriels de la CEE, notamment sur la nécessité d'une « période transitoire de quinze ans », assortie d'une « procédure de vérification » et d'une « clause de sauvegarde efficace », avant le

démantèlement total de l'AMF (Accord multilatéral, dérogatoire aux règles du GATT).

Pour essayer de débloquer les négociations du GATT sur l'agriculture, M. Andreotti, premier ministre italien et président en exercice de la Communauté européenne, et M. Delors ont été reçus par le président George Bush, à Washington, mardi 13 novembre. Chacun a assuré qu'il fallait « tout faire » pour parvenir à un compromis. La CEE propose une réduction de 30 % en dix ans des subventions agricoles tandis que les Etats-Unis et le groupe de Cairns (Canada, Australie, ...) exigent une coupe de 75 % pour les subventions et 90 % pour les aides à l'exportation. M. Dunkel, directeur général du GATT, avait estimé à Genève, où se déroulent les discussions que la situation ne peut se débloquer sans intervention politique au sommet.

Quinze mille agriculteurs  
ont manifesté à Genève

## GENÈVE

de notre correspondant

Genève a été transformée, mardi 13 novembre, en capitale européenne de la grogne paysanne. Près de quinze mille agriculteurs, dont environ deux mille français et un millier d'Allemands, ont protesté contre les négociations en cours au GATT.

S'élevant avec véhémence contre le libre-échangeisme « pur et dur » qui les menace, les manifestants ont brandi l'épouvantail d'un « génocide des populations rurales » et d'une « catastrophe écologique », suivis de « désertification ». « Nous n'avons pas de pétrole mais des terres agricoles », avaient-ils écrit sur l'une de leurs banderoles. Aux cris de « GATT

assassin ! », la foule a réussi à forcer les grilles du parc entourant le bâtiment. Le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, est apparu sur le perron, tentant en vain, au milieu des huées et des sifflets, d'entamer un dialogue à l'aide d'un haut-parleur. Les manifestants finirent par se retirer, sans qu'il y eût de débordement, tandis que M. Dunkel entamait un dialogue avec vingt-cinq représentants des agriculteurs. Les paysans se sont alors dirigés vers la plaine de Plainpalais, à l'autre bout de la ville, où ils ont déversé de la tarte en provenance de villages suisses, représentant symboliquement l'agriculture du pays « menacée d'extinction » par les mesures négociées au GATT.

ISABELLE VICHNIAC

Tous les placements  
passés au crible  
à l'heure de la crise.



FINANCES  
TOUT LE LIS, TOUT

38 Frs. Pour gagner beaucoup plus.



## ÉCONOMIE

## L'industrie redécouverte

Une nouvelle ambition

Tandis que la crise du Golfe assombrit l'horizon et que le déficit commercial s'aggrave, on repartie du renforcement de la « politique industrielle » française. Sept organisations patronales membres du CNPF réclament « une ambition industrielle » pour la France lors d'une journée de sensibilisation, mercredi 14 novembre à Paris.

« C'est l'industrie qui fonde la hiérarchie des puissances. Il faut une « ambition » pour l'industrie française. L'avenir du pays est dans ses usines, il faut donc les développer. Les patrons qui, sept fédérations professionnelles réunies, organisent une campagne de sensibilisation nationale au « nouvel impératif industriel ».

L'industrie est de retour. Son importance apparaît à nouveau déterminante dans l'aggravation du déficit commercial français, dans le rythme de croissance autorisé et, avec une perspective plus longue, dans la construction de l'Europe, dans les rapports de puissance, dans l'évolution longue des sociétés. Question de mode ? Peut-être. Cela mérite en tout cas d'être regardé de plus près.

Le discours sur la « politique industrielle » renait cet automne — et pas seulement en France — après une longue éclipse de près de sept années. En 1983, en même temps qu'il instaure une politique macro-économique de rigueur, le gouvernement avait abandonné tout interventionnisme micro-économique pour se consacrer uniquement aux mesures favorisant l'environnement des entreprises. La réduction des charges fiscales, salariales et sociales, devait rebasculer le « partage de la valeur ajoutée » en faveur des profits, les quels amèneraient les investissements puis les emplois. Les plans sectoriels — sidérurgie, chimie, électronique... — sont jugés inefficaces et coûteux et ils sont enfouis dans les tiroirs par M. Laurent Fabius. Le ministre de l'Industrie de l'époque rend parallèlement leur totale « autonomie de gestion » aux groupes natio-

nalises et il réduit leurs consignes à une seule : le retour au profit dès 1985. La France se met à admirer les succès de la politique industrielle disparait au bénéfice du « bernard-tapisme ».

En 1986, cette vague néolibérale atteint son apogée sous le gouvernement Chirac avec l'arrivée de M. Alain Madelin à l'Industrie. Le concept de « politique industrielle » est, cette fois-ci, carrément prosaïque par un ministre qui fait de la réduction de ses crédits budgétaires sa pierre philosophale. Le ministre perd ses fonctionnaires tandis que la « finance » prend le dessus sur l'industrie. Qu'importe, le mode est au capital, à la Bourse. L'Europe passe au « de benedictisme ». Vive les OPA !

Après mai 1988, le balancier s'arrête et commence à revenir doucement. Entre le « dirigisme tatillon » et le « laissez faire les raiders » est recherchée une voie moyenne. Tous les autres pays, à commencer par l'Allemagne et le Japon, où l'industrie est forte, ne montrent-ils pas qu'il y a place pour une « coexistence » entre les milieux d'affaires et les pouvoirs publics. L'Etat n'est pas forcément néfaste, il peut se révéler utile.

## La politique des champions

Le nouveau ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, ancien patron de Saint-Gobain et saint-simonien convaincu, ainsi qu'une petite équipe de fonctionnaires « industrialistes » à l'Élysée, à Matignon, puis — plus tard — aux finances, définissent peu à peu, timidement, une « nouvelle politique industrielle » (le Monde du 8 février 1989). Elle comprend deux volets : la constitution de « champions nationaux » et la relance des « grands programmes technologiques ».

La politique des champions consiste à aider les grandes entreprises françaises à atteindre rapidement une « taille critique » au niveau mondial. Une fois puissantes, on estime qu'elles doivent « structurer le tissu industriel français », c'est-à-dire façonner un réseau de PMI, les défendre, les moderniser et les orienter vers l'export. Il y a, pour cette politique, peu de références théoriques, car la pensée se vent avant tout pragmatique. Réintroduire la politique industrielle, ou, la réflexion globale, pas encore. Les stratégies sectorielles, en particulier, sentent encore trop le souffre.

Fort de cet esprit néopompéidien (l'ancien président avait voulu créer des multinationales françaises), le ministre de l'Industrie conduit une restructuration de la chimie nationale qui doit grossir Total et Elf des morceaux des sociétés Orkem et EMC (cette dernière devrait être rattachée à Elf). Le gouvernement entame parallèlement un « recadrage » des industries de défense rapproché, dans les missiles, réflexion sur le sort de Dassault...

Cette politique rencontre l'assentiment de tout l'establishment des banques et de l'industrie. Elle provoque une vague aussi spectaculaire qu'historique d'acquisitions à l'étranger par les entreprises françaises de la fin 1988 à la crise du Golfe. Groupes nationalisés — de Pechiney à Bull — et groupes privés — de Michelin à Saint-Gobain — se ruent en Europe et aux États-Unis pour acheter une « taille critique ». Les profits recourent, l'appui des banques et la baisse du dollar les poussent vers une internationalisation à marche forcée. Elles auront investi 52 milliards de francs en 1988, 115 milliards en 1989 et 75 milliards au premier semestre de 1990. M. Mitterrand achève avec brio la construction entamée par Pompidou.

Le soutien de la recherche industrielle et de l'innovation constitue le second volet de la politique mise en place. D'abord parce que la France souffre d'un déficit considérable en la matière : la recherche industrielle manque de pas moins de 25 milliards de francs par an pour se mettre au niveau de l'Allemagne. Ensuite, parce que Bruxelles, s'appuyant sur le texte d'inspiration libérale du traité de Rome, interdit toutes les aides sectorielles sauf celles en faveur des technologies nouvelles. L'idée se fait donc que l'Etat doit en passer par l'innovation pour retrouver une marge de manœuvre et d'intervention. La TVHD, l'automobile, le TGV de troisième génération profiteront des crédits des « grands programmes », qui passeront de 300 millions de francs dans le budget 1989 à 450 millions en 1990 et 625 millions en 1991. Les PMI, de leur côté, bénéficient des crédits de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche), qui a vu sa dotation budgétaire passer de 60 à 120 millions de francs.

Cette politique, d'abord timide, se renforce depuis mai 1988. Le discours ambiant redevient favorable à

l'industrie, alimenté par deux craintes : celle du Japon et celle de l'Allemagne réunifiée. En outre, la politique macro-économique française, si elle a réussi à rapprocher l'inflation nationale de celle de l'Allemagne, n'est pas parvenue à enrayer la dégradation des échanges industriels. Au contraire, même vis-à-vis de l'Allemagne.

## Le « ciblage » des décisions

Dès lors, la politique de « désinflation compétitive », si elle n'aide pas l'industrie à croître plus vite que sa concurrente allemande pour combler son retard, manque partiellement son objet. La persistance du déficit, industriel pesant sur les comptes extérieurs laisse planer une petite incertitude sur le franc et devient donc le problème central. Le ministre des finances, sensible à la critique, commence à essayer de « cibler » ses décisions, on le voit un peu dans le budget de 1991, en faveur des entreprises industrielles. En tout cas, M. Bérégovoy souligne dès qu'il le peut « la nécessité absolue de muscler notre appareil productif » (1).

Toutefois, ces mesures restent peu volontaristes et d'ampleur modérée. Faute d'argent. Celui-ci avait manqué en 1983, ce qui avait conduit à abandonner les plans sectoriels. Il fait toujours défaut. Les dotations budgétaires au capital des nationalisées, par exemple, plafonnent à 5 milliards par an ; les crédits du ministère de l'Industrie n'ont globalement pas cru par rapport à la période de M. Madelin. La politique menée est ensuite perturbée par les considérations politiques. La restructuration de la chimie et plus encore celle de Framatome ont été polluées par les guerres de ministères (entre Matignon et Bercy). La définition d'une réponse française au problème posé par les automobiles japonaises a opposé violemment M. Cresson et M. Fauroux. L'organisation du gouvernement en matière économique favorise les querelles et ne permet pas de répondre aux impératifs de la « guerre économique ». Manque de réflexion stratégique, manque d'union. Que cette question soit posée depuis vingt ans ne suffit pas à justifier l'immobilisme.

D'une façon plus générale, cette politique industrielle a minima atteint aujourd'hui ses limites. Non qu'elle soit achevée : les chimistes français n'ont pas encore la « taille » qui leur assure la tranquillité, le groupe informatique Bull n'est qu'au huitième rang mondial. Renait resté le seul groupe automobile mondial handicapé par son endettement. Mais elle bute sur une conjoncture modifiée : nombre de groupes ayant beaucoup investi doivent maintenant digérer leurs acquisitions. Saddam Hussein ayant envoyé les marchés financiers au tapis, les moyens de nouvelles conquêtes étrangères ont de toute façon disparu. Ensuite, dans cette politique de « champion », l'Etat ne peut pas grand-chose lorsqu'il s'agit d'une entreprise privée. Sans doute Peugeot peut-il bénéficier des aides versées au développement du « moteur propre », mais comment aider Michelin ? Comment concentrer la pharmacie trop dispersée entre une kyrielle de laboratoires qui n'ont pas les moyens de financer la révolution technologique ? Comment empêcher que par la bonne parole, stopper l'effondrement du textile-habillement, entamé il y a vingt ans et aujourd'hui poursuivi sous les coups d'une concurrence allemande intelligente ? Ce ne sont là que des exemples.

Enfin, cette politique ne corrige pas ou plutôt pas assez vite, les deux principaux défauts qui persistent dans l'industrie. La France reste un pays sous-industrialisé et mal spécialisé.

ERIC LE BOUCHER

(1) L'usine nouvelle du 8 novembre 1990.

Prochain article La France sous-industrialisée

■ Ouverture du dimanche : Virginie Megastore des Champs-Élysées condamnée à son tour. — Saisi en référé par la CPDT et la CGT, le tribunal de grande instance de Paris a condamné, lundi 12 novembre, le magasin Virginie Megastore des Champs-Élysées pour ouverture le dimanche. Le jugement est assorti d'une astreinte de 150 000 F par infraction. Le tribunal a rejeté les arguments de la société, qui faisait valoir qu'il ne pouvait y avoir de trouble nullement illégitime. Il a en outre condamné Virginie Megastore à verser 200 000 F à la CGT pour avoir ouvert dix fois depuis que, le 10 juillet 1990, la cour d'appel avait ordonné la fermeture sous astreinte de 20 000 F par infraction.

ALAIN FAUJAS

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Insistant pour que soit organisé un développement cohérent de la Côte d'Azur

## Le comité interministériel donne son feu vert pour le doublement de Sophia-Antipolis

Pour permettre à la première technopole française de poursuivre son développement, le CIAT (Comité interministériel d'aménagement du territoire) a donné son accord de principe pour le doublement du site de Sophia-Antipolis.

Il y a près de vingt ans, le CIAT prenait en considération le parc international d'activités de Valbonne-Sophia-Antipolis né de l'idée d'un « matheux » épris de nature, M. Pierre Laffitte, ancien sénateur centriste des Alpes-Maritimes. Depuis, la première technopole française a non seulement permis une diversification économique de la Côte d'Azur, mais elle est devenue un modèle de développement technologique copié dans le monde entier.

Sur une superficie initiale de 2 400 hectares, elle accueille, aujourd'hui, 700 entreprises ou prestataires de services représentant 12 500 emplois directs dont 40 % concernant des cadres. Une réussite exemplaire (le Monde du 16 mai 1990) qui nécessite désormais une extension du site, arrivé à saturation, et la définition de nouvelles orientations d'aménagement permettant, tout à la fois, de corriger certaines distorsions en matière d'équipements publics, et de renforcer l'assise méditerranéenne de la France.

Le CIAT a pris, ainsi, quatre mesures principales en donnant, tout d'abord, son accord de principe à un doublement du parc avec l'aménagement de 2 200 hectares supplémentaires au nord-est du site actuel. D'autres extensions, auxquelles seront appliquées les normes de Sophia-Antipolis, sont également mises à l'étude sur le plateau Tercier, au nord de Monaco et le plateau de Saint-Vallier, au nord de Grasse (un millier d'hectares chacun) dans les Alpes-Maritimes ainsi que dans le secteur Draguignan-Fréjus dans le Var. Le CIAT a également décidé de développer les activités de recherche et d'enseignement supérieur de Sophia-Antipolis en appuyant les projets d'extension de l'INRIA (24 millions de francs) et de création d'un centre sur les trans-

biements de terre associant des laboratoires du CNRS et des Ponts et Chaussées.

D'autre part, l'antenne de l'Ecole des sciences et technologies de l'ingénieur de Nancy devrait devenir une école de plein exercice rattachée à l'université de Nice-Sophia-Antipolis. Le CIAT participera également à la construction des bâtiments de la Fondation Sophia-Antipolis — chargée de l'animation culturelle et scientifique — sur une superficie de 5 000 mètres carrés (19 millions de francs).

## L'habitat aussi

L'Etat souhaite agir, par ailleurs, dans trois directions en vue d'assurer la cohérence entre le développement de Sophia-Antipolis et l'aménagement de la Côte d'Azur : l'habitat, avec un plan ad hoc destiné à pallier une pénurie de logements qui freine le développement de la technopole, les infrastructures de transport (projet d'autoroute A8 bis, TGV méditerranéen, desserte Metraur) et les autres grands enjeux d'aménagement du territoire dont la préservation et la mise en valeur des espaces naturels. L'adoption prochaine du nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'agglomération Cannes-Grasse-Antibes constitue, à cet égard, une épreuve de vérité pour les élus concernés. L'Etat et ses partenaires locaux devront, enfin, « élever énormément le cadre d'une coopération durable et renforcée », laquelle se concrétisera, sous l'autorité du préfet des Alpes-Maritimes, par l'établissement d'une « charte » de Sophia-Antipolis. Ces mesures ont été bien accueillies par les élus des Alpes-Maritimes. Seule déception exprimée par le maire (PS) de Valbonne, M. Michel Roland : l'application, légèrement différée, de la procédure des zones d'aménagement différencié (ZAD), qui est la clef de la maîtrise foncière pour les communes confrontées aux problèmes du logement. Un décret interministériel — le second après celui pris pour la région parisienne — devrait être publié, à ce sujet, d'ici à la fin de l'année.

GUY PORTE

## CORRESPONDANCE

## L'aménagement du Bassin parisien

Après l'article de François Grosrichard sur « l'initiative prise par M. Pierre-Charles Kleg de rassembler autour de l'Île-de-France sept régions pour étudier ensemble l'aménagement du Bassin parisien (le Monde du 25 octobre), nous avons reçu de M. Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays de la Loire, la lettre suivante :

J'ai été sensible au fait que M. Grosrichard me prête quelque autorité en matière d'aménagement du territoire. Mais il se désolait de penser que je me compromettais dans des opérations politiciennes. Ce n'est pas le cas, mais je ne révélerai pas cette appréciation subjective.

En revanche, le problème du Bassin parisien est bien réel. Sans doute M. Chérèque a-t-il raison de le poser. Mais peut-on faire « comme

si » le gouvernement n'avait pas faussé auparavant les données du débat ? Il ne faudrait pas croire les élus assez naïfs ou incompetents pour ne pas avoir compris que la procédure de réforme du schéma directeur d'Ile-de-France, ou la relance des actions de l'EPAD à l'ouest, avaient changé les données du jeu sans que l'annonce en ait été faite.

Faut-il s'étonner que ces mêmes élus manifestent leur mauvaise humeur ? Le premier l'aménagement du territoire au sérieux, et je pense qu'il supporte mal les faux-semblants.

S'il y a eu opération électorale, je ne pense pas y être pour grand-chose, et je ne compte pas y participer. Mais s'il y a une action de fond à mener, l'essentiel d'y apporter ma pierre.

## REPÈRES

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La hausse du PNB allemand devrait atteindre 4,5 % cette année

La croissance du PNB de la partie ouest de l'Allemagne (ex-RFA) a été de 5,5 % au troisième trimestre par rapport à la même période de 1989. Cette statistique est fournie par le ministère allemand de l'économie dans son rapport de conjoncture du mois de novembre. Il s'agit de la plus forte progression enregistrée en RFA depuis 1978 si ce chiffre est confirmé début décembre par l'Office fédéral des statistiques. Au premier trimestre, le taux de croissance annuel avait été de 4,5 % et de 3,4 % au deuxième trimestre. Du coup, la croissance économique devrait atteindre 4,5 % cette année par rapport à 1989, soit le taux le plus élevé depuis 1976.

## PRODUCTION INDUSTRIELLE

Forte baisse aux États-Unis en octobre

La production industrielle aux États-Unis a baissé de 0,8 % en octobre par rapport à septembre. En un (octobre 1990 comparé à octobre 1989), la progression est de 1,8 % selon les statistiques de la FED. Le recul enregistré en octobre est le premier depuis avril dernier : il est aussi plus important que ce qui était généralement attendu, ayant touché à peu près tous les secteurs de l'industrie américaine, même si l'automobile continue d'être la plus touchée (-4,5 % en un mois). Le taux d'utilisation des capacités de production a baissé de 0,9 point en octobre pour revenir à 82,6 %. Le point le plus haut de la production industrielle a été atteint au deuxième trimestre de cette année.



Handwritten note in Arabic script: "سكوا 1000 1000"

# DU TERRITOIRE

## Matériel donne son feu vert

### ment de Sophia-Antipolis

Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...

Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...

# du Bassin parisien

Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...

# PRODUCTION INDUSTRIELLE

Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...  
Le matériel de l'Etat...

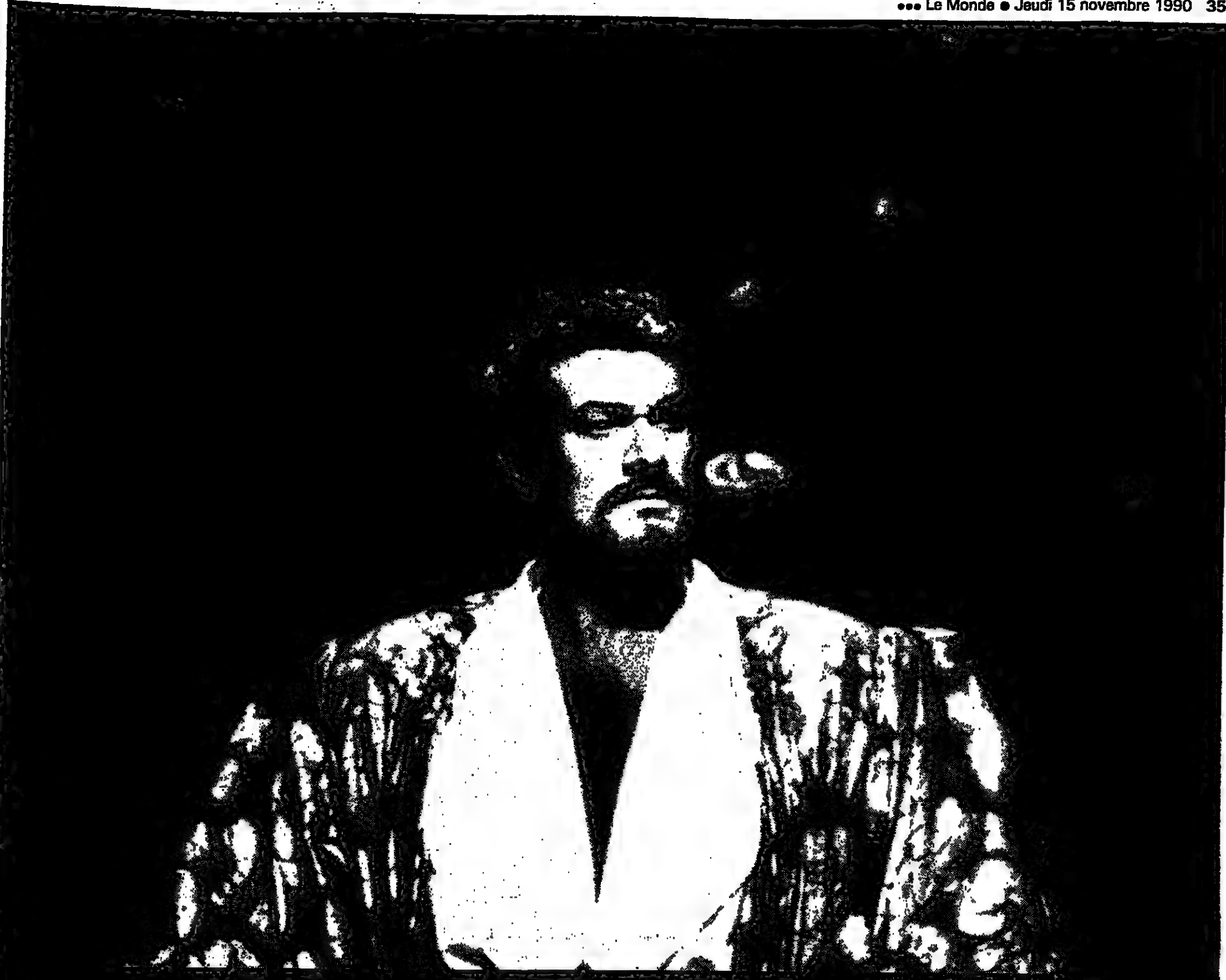


PHOTO: J. L. MASSON / ENIGMA

# PLACIDO DOMINGO

## TOUTE LA JOURNEE SUR EUROPE 1

Jeudi 15 Novembre  
en direct sur Europe 1  
à 8 h 20 : avec Jean-Pierre Elkabbach  
à l'occasion de sa 2222<sup>e</sup> représentation





## PARIS - ILE-DE-FRANCE

Menace sur le jardin public du 10<sup>e</sup> arrondissement

## Les immeubles dans le square

Les bulldozers ont commencé leur travail. Créé en 1976, le square Villamin dans le dixième arrondissement subit une nouvelle métamorphose qui ressemble fort à une mise en pièces.

L'ancien couvent des Récollets qu'il borde, devenu, à la Révolution, hôpital militaire, avait offert, jusqu'à ces dernières semaines, l'hospitalité de ses plafonds délabrés à une école d'architecture. Le 20 juin dernier, le kiosque à concerts était effacé du paysage. Et les 1500 mètres carrés de l'ancien «refuge Malton», acquis par la mairie il y a moins de quatre ans, afin de donner au square une ouverture sur le quai Valmy, le long des berges du canal Saint-Martin, ne sont plus aujourd'hui qu'un triste terrain vague, défendu par les roues des camions. Avant d'accueillir, sous peu, deux barres d'immeubles de grand standing.

Pour l'association VIVRE (Villamin-Valmy-Récollets), constituée par ses riverains dès octobre 1988, il est hors de question de voir le jardin rongé par du béton. Du côté de la Ville de Paris, pourtant, on se défend d'une quelconque volonté de tailler dans le square Villamin. Vieux de deux ans, le conflit trouve son origine avec le projet municipal de créer un «secteur de plan masse» afin de soumettre les quelque 13 500 mètres carrés du jardin aux contraintes d'urbanisme imposées par le Plan d'occupation des

sois (POS) de Paris, pour les réaménager avec plus de «cohérence», mais surtout plus de «continuité urbanistique».

Cette «cohérence» consiste, pour la Ville de Paris, à démolir la crèche des Récollets, enclavée dans le square, pour la reconstruire le long de la rue des Récollets, et à transformer la partie basse du jardin, bordant le canal Saint-Martin, en «placette». Quant à la «continuité urbanistique», elle revient, pour l'architecte Georges Manfrot, à isoler le square du canal au moyen de deux barres d'immeubles de luxe de cinq et huit étages. Mais, surtout, à élever, toujours sur le quai Valmy, un appartement de cinq pièces, réparties sur quatre étages. Ce immeuble de 145 mètres carrés a été ironiquement baptisé Pipo par les architectes.

## «Une erreur»

Selon les chiffres de la municipalité, le programme envisagé aboutirait à une augmentation de la surface du square. Mais l'argument ne convainc pas les riverains. «Pour la mairie de Paris, agrandir un jardin, ironise M. Jean-François Blet, porte-parole de l'association VIVRE, consiste à détruire 1 600 mètres carrés de plantations (frente arborée des massifs de fleurs), à les transformer en placette dallée, bétonnée, puis à baptiser le tout «espaces verts minéralogiques». De même, pour la mairie de Paris toujours, démolir une crèche, la déplacer, puis comptabiliser les espaces verts

confisqués à celle-ci, permet de prétendre avoir accru la superficie d'un jardin. Nous ne partageons pas cette conception».

Autres objets de la critique formulée par l'association à l'encontre du projet : les immeubles à usage d'habitation prévus en bordure du quai Valmy, sur des terrains vendus par l'Assistance publique (dont le maire de Paris est le président du conseil d'administration). L'installation d'un «secteur de plan masse» sur la zone autorisée en effet M. Georges Manfrot, architecte concepteur, à prévoir sur les berges des façades de 27 mètres. Une hauteur qui, selon le rapport du commissaire enquêteur rédigé le 1<sup>er</sup> août 1988 à la clôture de l'enquête publique, et repris aujourd'hui par les riverains, ne peut qu'accroître l'encombrement du square et sa séparation d'avec le canal. Le POS de Paris, auquel a été soumis le secteur, n'autorise, lui, que des hauteurs maximales de 17 mètres 50. «La continuité urbanistique recherchée par la Ville de Paris offre indéniablement au promoteur, la SINVIM (une filiale de Paribas, elle-même privatisée par le gouvernement de M. Chirac), des gains de surface plus qu'appréciables», indigné M. Blet.

«Les grands bénéficiaires de cette opération sont bien les spéculateurs de l'immobilier», souligne M. Gérard Lurier, conseiller socialiste du dixième arrondissement, lors du conseil de Paris du 30 janvier 1989. Une prise de position partagée par M. Alain Lhote, conseiller communiste de l'arron-

dissement, pour qui la construction de 25 logements de type PLA (Prêts Locatifs Aides), mise en avant par M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, ne peut prétendre justifier l'ensemble du projet.

Des plus avantageuses pour le promoteur — le prix au mètre carré des 70 appartements prévus approchant les 40 000 F. — l'opération de réaménagement du square Villamin s'avère en revanche particulièrement coûteuse pour les deniers publics. Ce sont 15 millions de francs que les contribuables devront débours pour le déplacement de la crèche, bâtie il y a tout juste dix ans. Et ce pour un gain de quatre bureaux.

Mais les riverains ne perdent pas tout espoir de préserver intact le seul espace vert du dixième arrondissement pour 80 000 habitants. «La nécessité de constructions de proximité est reconnue aujourd'hui. Il faut maintenant faire admettre la notion, tout aussi primordiale, d'espaces verts de proximité. Il n'est pas admissible que les enfants du quartier aient à prendre le métro ou le RER pour trouver un arbre et taper dans un ballon», s'insurge M. Jean-François Blet.

Assisté de son défendeur, M. Henri Fabre-Luce, l'association VIVRE a déposé en juillet 1990, auprès du tribunal administratif de Paris, des recours en annulation des permis de construire accordés par la mairie de Paris à la SINVIM, et demande le sursis à exécution pour tous les travaux,



jusqu'à la prononciation de sa décision par le juge. Par ailleurs, une autre démarche, non judiciaire, est tentée par l'association, afin de préserver le square du béton de la SINVIM : obtenir de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, le classement du jardin au titre de site naturel.

En effet, le jardin se trouve dans le périmètre de protection (500 mètres) de deux bâtiments inscrits à l'inventaire des monuments historiques, le couvent des Récollets, et les passerelles de Gustave Eiffel, qui enjambent le canal Saint-Martin. Le tout à portée de vue de l'hôtel du Nord et de «l'atmosphère» d'Aditya.

Pour les opposants au projet de la

SINVIM, l'optimisme est à l'ordre du jour, depuis le soutien, attendu, d'un conseiller de Paris et de l'arrondissement, par ailleurs secrétaire d'Etat et confident du premier ministre, M. Tony Dreyfus, en effet, s'est déclaré favorable à la protection du site. Mais, surtout, deux lignes pourraient faire pencher la balance en faveur de l'association VIVRE, deux lignes signées, le 1<sup>er</sup> août 1988, par M. Pierre Henry, commissaire enquêteur, dans ses conclusions sur le plan d'aménagement du secteur Villamin-Récollets : «Nous avons la certitude que la disposition d'un espace vert public entre le square Villamin et le canal est une erreur, du point de vue de l'urbanisme parisien».

OLIVIER LUCAZEAU

## Coopération interrégionale

## Paris-Madrid : la transhumance des PME

Soixante-dix entreprises madrillènes travaillant dans des secteurs de pointe viennent, durant deux jours, les 6 et 7 novembre, de présenter leurs productions à l'occasion d'une exposition organisée sous les voûtes du palais du CNIT, dans le quartier de la Défense, près de Paris. Il s'agissait d'une sorte de réplique de l'opération menée l'année dernière au mois d'octobre et au cours de laquelle une soixantaine de firmes françaises, en majorité des

PME originelles de la région parisienne, s'étaient présentées à leurs éventuels clients madrillènes.

Ces deuxièmes «rencontres des entreprises innovantes» s'inscrivent plus largement dans le cadre des accords de coopération signés par les présidents de la communauté de Madrid et du conseil régional d'Ile-de-France. Ces deux collectivités ont en effet décidé de multiplier et d'institutionnaliser entre elles les contacts dans les domaines de l'aménagement urbain, de la culture, de la formation professionnelle et du développement économique. L'exposition du CNIT a été pour le président de la région Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg, de dresser un premier bilan de cette coopération interrégionale. Près de la moitié des soixante PME présentes à Madrid, a-t-il notamment signalé, n'avaient auparavant jamais eu de contacts avec le marché espagnol ; une dizaine d'entre elles ont désormais noué des relations d'affaires avec des partenaires au-delà des Pyrénées. Résultat modeste mais encourageant pour le conseil régional, qui va organiser d'autres incursions hors des frontières, par exemple, prochainement, en Pologne et en Hongrie.

□ Tokyo, regards sur la ville. — La capitale du Japon, donc la capitale des amateurs de photo, se devait de nous offrir une exposition photographique sur elle-même. Jusqu'au 26 novembre, quelque 150 clichés réalisés par 24 professionnels japonais de la photo sont présentés à la mairie du XVI<sup>e</sup> arrondissement. Cette exposition, réalisée par la Tokyo Metropolitan Museum of Photography à l'occasion de la «saison Tokyo» à Paris et du Mois de la photo, illustre le développement de la ville de Tokyo depuis la guerre du Pacifique.

► Jusqu'au 26 novembre, mairie du XVI<sup>e</sup> arrondissement, 71, avenue Henri-Martin. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 18 heures. Entrée libre.

## POINT DE VUE

## A l'Ouest aussi, il y a des pauvres

par Michel Sapin

L'EST est pauvre, l'Ouest est riche. Il faut donc multiplier les actions à l'Est, et surtout ne rien faire à l'Ouest.

C'est à partir de cette vision, réductrice jusqu'à la caricature, que certains Père Ubu de l'aménagement de l'Ile-de-France assument leur diagnostic définitif. Dès lors se trouvent vouées aux gémonies toutes les initiatives de l'Etat dans l'ouest de l'Ile-de-France, qu'il s'agisse aujourd'hui de l'aménagement de Nanterre entre l'Arche et la Seine (improprement baptisé extension de la Défense), demain de l'utilisation des terrains Renault autour de l'île Seguin ou d'équipements essentiels, tel le Grand Stade.

La qualité des projets ou leur utilité sociale ne pesaient alors plus rien face à l'argument simpliste : c'est à l'Ouest, alors non ! A vouloir généraliser à l'excès, à

ne considérer que des valeurs moyennes, ce discours ignore des évidences : tout ce qui est riche n'est pas à l'Ouest et tout ce qui est à l'Ouest n'est pas riche. Un coup d'œil à la carte des îlots sensibles démontre, hélas, que, de Gennevilliers-Le Luth au nord, à la cité des Bagis au sud, en passant par certains quartiers d'Asnières, Nanterre ou Puteaux, les Hauts-de-Seine ont leur lot de zones à problèmes.

Cette situation n'a pas échappé aux études sérieuses menées par des spécialistes aussi différents que les auteurs du Livre blanc ou les animateurs de Banlieue 89, tel Roland Castro.

C'est alors à travers la formule «Construction de logements à l'Ouest, construction de bureaux à l'Est», simplificatrice elle aussi mais à l'évidence plus pertinente, que doit se concevoir la réquali-

brage de l'Ile-de-France. Obtenir l'installation d'entreprises dans l'Est parisien suppose, certes, de savoir parler le langage de l'incitation. Mais, comme le note le Livre blanc, «les réalisations d'infrastructures et l'essor déjà bien affirmé de certains pôles (Bercy, Charenton, Créteil, Marne-la-Vallée, Roissy) ouvrent des perspectives qui confirmeront des opérations comme celle de Tolbiac». Il appartient aux responsables locaux de faire valoir ces perspectives auprès des entreprises, avec l'appui de l'Etat.

## Premiers pas

Imposer la construction de logements accessibles à toutes les populations à l'Ouest de Paris, donc intégrant une proportion de logements sociaux, exige une

volonté fortement déterminée. A l'incitation, il faut alors parfois substituer l'obligation, seule capable de trahir les lois du marché, qui pousse à la construction de bureaux et de logements de luxe, seule capable de bousculer le conservatisme. De nombreux maires peu désireux de voir augmenter le nombre de leurs habitants, ou d'accepter la diversification sociale de la population.

Le rétablissement de l'agencement pour les constructions de bureaux et la mise en place du principe : «pour 1 mètre carré de bureaux construits, il faut construire 2 mètres carrés de logements», sont un premier pas. Michel Delebarre a annoncé que s'y ajouteraient prochainement une loi sur l'action foncière et la création de logements sociaux.

Mais cette intervention réglementaire et législative doit s'accompagner d'une action de persuasion et de mise en place d'outils d'aménagement et de maîtrise du foncier.

La nécessité d'un discours fort, ancré dans la durée, appuyé sur des moyens d'action puissants, justifie ainsi la décision de relancer l'Ensemble public d'aménagement de la Défense (EPAD) pour l'aménagement de Nanterre et explique de même l'attention avec laquelle le gouvernement suit, par exemple, les projets d'aménagement des terrains Renault à Billancourt.

Loin d'apparaître comme un facteur de reproduction des inégalités, la volonté d'agir pour rééquilibrer le développement de l'Ouest parisien constitue donc la condition indispensable d'un aménagement harmonieux de l'Ile-de-France tout entière. Certains nient pourtant ces évidences de bon sens.

Une nouvelle forme de guerre froide ? Elle ne profiterait assurément ni à l'un ni à l'autre, et surtout pas à l'Est !

Une version modernisée des guerres péloponnésiennes ? Elle ne servirait à l'évidence qu'à exaspérer les conservateurs de tous bords, qui ne veulent rien changer.

L'intérêt des habitants est tout autre. Il faut rééquilibrer, oui ! Il faut travailler, oui ! Il faut agir pour changer la vie des Franciliens.

L'aménagement de la région parisienne est un très grand chantier. A l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, il est grand temps de se mettre concrètement au travail. Sans opposer les points cardinaux, mais en agissant ensemble.

► Michel Sapin est député socialiste des Hauts-de-Seine et conseiller municipal de Nanterre.

## INITIATIVES

## Le musée des frissons

Mais que fait donc la police pour mettre en valeur ses passionnantes collections historiques ? Avouons-le : apparemment pas grand-chose. Il ne semble pas que les orfèvres de la muséologie contemporaine, pas plus d'ailleurs que les agents de la pédagogie, aient jamais pénétré l'encre qui abrite les trésors de son musée.

Présentés depuis 1974 au deuxième étage du Centre de police du cinquième arrondissement, dans un vaste local de 520 mètres carrés, les documents présentés évoquent les événements, petits ou grands, auxquels la police parisienne a pris part depuis le seizième siècle. Ainsi que l'écrivait Victor Hugo : «L'histoire de Paris est, plus qu'une autre, spécimen et échantillon ; le fait local y a un sens universel ; rien n'y manque de ce qui est ailleurs ; tout s'y reflète, mais tout s'y réfléchit (1)». Mélangé allègrement pièces anecdotiques et archives de premier plan, le Musée de la préfecture de police en est peut-être la plus éclatante démonstration.

L'histoire de France vue du côté de ceux qui en maintiennent l'ordre, c'est d'abord une suite d'attentats, de l'assassinat

d'Henri IV (1610) à celui du président Paul Doumer (1932), en passant par la vague anarchiste des années 1891-1894. L'échec consignant l'incarcération de Ravallac, le livre taché du sang du président et les bombes reconstruites en font revivre le mémoire. Les arrestations sont bien sûr le lot plus quotidien des policiers, un quotidien particulièrement répétil pendant la période révolutionnaire : les ordres d'emprisonnement de Charlotte Corday, Camille Desmoulins ou Danton le rappellent, cotoyant celui de Joséphine de Beauharnais, elle aussi mise quelques mois à l'ombre en 1794 ; le docteur Guillotin lui-même sera arrêté un an plus tard pour écrits séditieux — mais il gardera la tête solidement fichée sur les épaules jusqu'à une mort tranquille en 1814.

La grande histoire et la petite, parfois, se superposent, quand les délinquants sont de hauts dignitaires de l'Etat : ce fut le cas avec deux célèbres «affaires» de l'Ancien Régime, l'affaire des poisons à la fin du dix-septième siècle et celle du Collier de la reine cent ans plus tard, également évoquées au travers des registres d'échec. Mais pendant que s'ourdissaient complots ou escroque-

ries, qui était garant des bonnes mœurs théâtrales ? Les Crâblions ! Le père (de 1738 à 1762) et le fils (entre 1774 et 1777) se succédèrent en effet au poste de «censeur de la police», créé en 1706 par le lieutenant général d'Argenson, le «préfet» de l'époque.

## Le génie de la trouvaille

Véritables vade-mecum de la capitale, les ordonnances piscariées par la police sur les murs en disent long sur la vie des Parisiens. Ainsi leur défend-on, en 1714, «d'avoir et de nourrir en leurs maisons des porcs, lapins, lièvres, pigeons, poules et autres volailles». En 1790, ce sont leurs comportements superstitieux qui sont déclarés «indécents», avant qu'ils ne se voient interdire, en 1793, toujours pour inconvenance, «sur les bords de la rivière ou sur les bateaux». Il n'est pas jusqu'aux déguisements de carnaval dont il ne faille se méfier : avis à ceux qui arboreraient des costumes «de nature à troubler l'ordre public ou qui pourraient blesser la décence et les mœurs», prévient une ordonnance de 1815.

Eviter le froid et la fatigue, mais aussi les excès de nourriture et de boisson, tels sont les conseils que la police donne aux habitants pendant l'hiver des chaudières qui servent en 1832. En 1870, plus d'excès possibles : Paris assiégé est affamé et le cuisinier du docteur Gillet de Grandmont fait visiblement preuve d'une imagination débordante pour proposer un menu conséquent aux hôtes pour dîner le 17 novembre 1870 : brochettes de foies de chien à la maître d'hôtel, émincé de râble de chat sauce mayonnaise, sautés de rats à la Robert, légumiers au jus en guise de légumes et pudding à la moelle de cheval pour dessert.

Un far à friser saisi chez un coquet barbu du nom de Landru, la plaque du docteur Parot, qui consulte tous les après-midi sur rendez-vous et annonce ses «traitements et appareils nouveaux et personnels», les criminels de tout poil sont fort nombreux à avoir laissé traîner quelque indice au Musée de la police. Mais qu'est-ce donc que cette drôle de tringle ? Elémentaire, mon cher Vidocq : il s'agit d'une tige de pilleur de troncs d'églises. Pincés de homard pour découper les coffres-forts ou pincés à subtiliser les billets dans

les poches de tablier des vendeuses aux Halles : les malfaiteurs ont décidément le génie de la trouvaille, c'est pourquoi il est savoureux de retrouver leur invraisemblable attirail dans la muséologie fondée (en 1809) par le préfet Louis Léprieux. Outre sa remarquable longévité dans la fonction — il en défient, avec dix-huit années en poste (2), le record inégalé, depuis la création de la préfecture par Napoléon en 1800 jusqu'à nos jours, — Louis Léprieux est bien sûr aussi le père du célèbre concours destiné à récompenser les inventeurs qui font montre de la plus grande ingéniosité.

CAROLINE HELFTER

(1) Cette observation, faite par l'écrivain en 1847 dans l'introduction de *Paris-Guide* par les principaux écrivains et artistes de la France, figure en tête de la note «Au lecteur» du splendide *Album de Paris* que vient de publier l'Encyclopédie Universalis (deux tomes, novembre 1990, 380 F.).

(2) De juillet 1893 à octobre 1897, puis de juin 1899 à mars 1913.

► Musée des collections historiques de la Préfecture de police, 1 bis, rue des Carmes, Paris-5<sup>e</sup>. Tél. : 43-28-21-57, poste 336. 9 h-17 h du lundi au jeudi, 9 h-16 h 30 le vendredi. Entrée gratuite.



15/11/90

... Le Monde • Jeudi 15 novembre 1990 37

# OU SUIS-JE ?

des pauvre

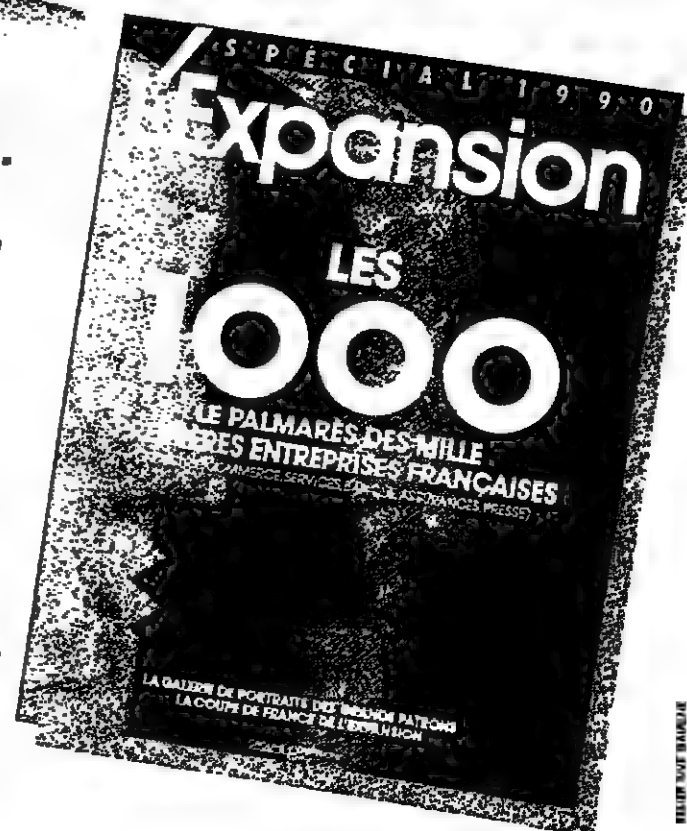


## PALMARES DES 1000 PREMIERES ENTREPRISES FRANÇAISES.

Quel est le rang de votre entreprise ? A-t-elle progressé ? Industrie, commerce, services, banque, assurances, presse, entreprises publiques : 7 grands secteurs analysés, passés au crible. Les critères : chiffre d'affaires, résultats, rentabilité commerciale, effectifs, poids de l'export, évolution.

Les 1000 de l'Expansion, c'est l'électrocardiogramme de l'économie française. Est-elle tonique et en bonne santé ? Allons-nous vers un ralentissement après l'embellie ? Découvrez aussi quel est le patron français le plus performant, à qui sera décernée cette année la Coupe de l'Expansion, une finale opposant les 100 plus gros groupes industriels.

Les 1000 de l'Expansion. Un numéro de référence qui apporte chaque année des révélations et des surprises. **Le 15 novembre chez votre marchand de journaux.**



**L'EXPANSION. LE PREMIER MAGAZINE ECONOMIQUE FRANÇAIS.**



## CHEF DE PROJET TRADUCTION DE LOGICIELS

Angleterre

Fondé aux USA en 1982, Lotus Development Corporation est aujourd'hui le premier éditeur mondial de logiciels professionnels d'application pour ordinateurs individuels, moyens et grands systèmes informatiques.

L'accroissement rapide de son marché international nous amène à rechercher plusieurs chefs de projet pour encadrer des équipes de traduction de produits Lotus vers le français (logiciel et manuels d'utilisation).

Votre mission sera la suivante:

- Préparation du projet, élaboration du plan de travail et des échéances en collaboration avec l'équipe de développement. Mise en œuvre de ce plan et communication avec toutes les parties concernées durant la vie du projet.
- Recherche des contraintes de compatibilité et traduction des points-clé du logiciel.
- Animation de l'équipe de traducteurs et fonction de conseil technique.
- Tenue des objectifs (qualité, délais).

De langue maternelle française, vous maîtrisez l'anglais. Vous pouvez justifier d'une expérience réussie de la traduction informatique ainsi que de la gestion de projet, associée à un goût prononcé pour l'informatique et de solides connaissances des logiciels standard (principalement du monde PC). Vous saurez vous adapter à un environnement dynamique tout en respectant des dates limites. Vous travaillerez à Staines, à proximité de Londres, et devrez vous rendre à Dublin et Paris dans le cadre de votre mission.

Si vous êtes intéressé(e) et si vous possédez les qualifications indiquées, veuillez appeler Karen Whelan au 19 44 71 637 961 ou lui envoyer votre curriculum vitae à l'adresse suivante: Management & Executive Selection, 2nd Floor, Albany House, 324 Regent Street, London W1R 5AA, Angleterre.

**Lotus**

**N**otre **BANQUE EUROPEENNE** recherche plusieurs cadres, à poste fixe et forfaitaire mensuelle pour une expérience internationale.

## Opérateur financier - Trésorier

De formation supérieure, type Ecole Supérieure de Commerce et maîtrisant l'anglais, vous avez une expérience de plusieurs années d'expérience. Vous souhaitez mettre à profit vos connaissances et vos qualités relationnelles avec la clientèle et votre dynamisme au service d'une banque internationale au plein développement. Vous avez le goût de la créativité financière.

Vous serez chargé(e) d'élaborer et de contrôler les stratégies financières, le montage d'opérations financières, ainsi que de superviser les opérations financières et comptables. Vous serez responsable de la trésorerie et des services de financement de la clientèle. Le lieu de travail est situé à Luxembourg. (REF. 05/9007)

## Cadre Commercial

De formation supérieure avec quelques années d'expérience, vous avez une bonne compréhension des questions juridiques, fiscales et financières et une expérience commerciale de l'anglais. Vous êtes dynamique et capable d'initiative. Vous avez une solide culture générale et un excellent contact. Vous êtes chargé(e) de développer en France une

activité de haut niveau, particulière et complexe, en proposant les services que votre banque commerciale. Vous participerez à l'élaboration des nouveaux produits et services. Une extension de votre domaine d'activité vers les autres pays européens pourra, le cas échéant, être envisagée. (REF. CC 7007)

Merci d'adresser votre candidature (lettre motivationnelle, CV, photo et prétentions, sous réf. chabée, à: MEDIA PA 59-54, rue de Stuy, 92513 BOULOGNE-BELLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

我が社はヨーロッパと米国において成長の最も速く、特に日本企業との間で成功をおさめているコンサルタント会社です。全ての問題に対して、非常に的確な方法と完全な責任感とプロ意識により、最良の案を提案しています。我が社の主な活動は、広告と調査によるセールスマン、エンジニア、地域取締役、販売部長、事務取締役、執務部長といった業務ポストに関するリクルート活動です。日本での法人設立の為、

## 東京本社社長たる、 若い日本人コンサルタント

を求めています。職務:ヨーロッパ、米国、日本でのトレーニングの後、日本での全職務を担当し、社員のリクルート及び経営管理すること。

賞与:最高レベルの賞の明確なコンセプトと(特に独立による)完全に新しい方法が教授され、即座に成果が得られることを保証します。業績に応じての非常に高額の給与が支給されます。

条件:27-34才。日本国籍。大学卒。人をひきつける力、威厳、行動力、決断力、経営能力。我が社の成長に積極的に参画し貢献する意志。日英バイリンガル。販売経営での優れた業績。

パリでの第一面接:12月6日木曜日、或いは7日金曜日。英語か仏語で履歴書を照会番号7555にて、下記のEUROMANまでお送り下さい。96, rue Saint-Charles - 75015 PARIS - FRANCE. FAX: 45.79.49.94.

**EUROMAN**

Spécialiste Mondial du Service aux Collectivités Locales, nous réalisons un chiffre d'affaires supérieur à 7 Millions de Francs (dont la moitié à l'international) avec un effectif de plus de 10 000 personnes.

- Nous intervenons dans:
- la distribution d'eau potable et d'électricité.
  - l'entretien des eaux usées.
  - la collecte et le traitement des déchets.

Nous recherchons pour notre filiale SODEC (Côte d'Ivoire) en:

## CONTROLEUR DE GESTION

En relation avec les différents services fonctionnels et opérationnels, vous reporterez directement au Directeur Général.

Vous organiserez et animerez une équipe de 6 personnes chargées de:

- Préparation et suivi du budget.
- Interprétation, consolidation des résultats analytiques et des comptes des filiales.
- Mise en place d'un contrôle interne.

Diplômé d'études supérieures de gestion à 30/35 ans, vous pouvez attester d'une expérience similaire supérieure à 5 ans.

Vous bénéficiez d'une large autonomie d'action et d'intéressantes perspectives d'évolution dans une entreprise et un groupe à fort potentiel de développement.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions à:

SAUR - DSI - Challenger

1, avenue Eugène Freyssinet - 78064 ST-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.

Pour en savoir plus: 36.15 code SAUR



GRUPE BOUYGUES

## EXPERT EN OUVRAGES D'ART pour le MAROC

Scetauroute leader européen de l'ingénierie routière et autoroutière plus de 1000 personnes dont 400 ingénieurs recherche pour sa Direction Internationale: Un

Il formera et conseillera une équipe d'ingénieurs chargée de la gestion des Ouvrages d'Art, de l'élaboration des règles et normes, du contrôle des projets, de la surveillance, entretien et réparation des Ouvrages d'Art, de leur expertise, de l'assistance technique Ouvrages d'Art aux services décentralisés.

Ce poste est basé à RABAT, durée de la mission 2 ans minimum.

Ingénieur expérimenté (au moins 10 ans) en Ouvrages d'Art courants et exceptionnels vous avez si possible une expérience dans les services Ouvrages d'Art de l'administration (SETRA, CETE).

Le diplôme ISBA ou CHEBAP serait un plus.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous réf. PF/MEK1190 à SCETAURROUTE, Pascale FARDEAU - 2, rue Stéphenon 78181 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.



## A l'Est .... Du nouveau

Dans le cadre de son expansion par croissance externe internationale, un groupe français (3000 personnes) recherche:

## DIRECTEUR D'USINE

Mission: Diriger une usine de 150 personnes, assurer sa charge, sa production avec un objectif de croissance important. Assurer le reporting auprès du groupe. A moyen terme préparer une implantation commerciale.

Lieu: La POLOGNE, pays en pleine évolution, bénéficiant d'une main d'œuvre productive de qualité et où des réformes économiques importantes conduisent à une évolution rapide du marché.

Profil: Ingénieur généraliste 30/50 ans avec une expérience de l'exportation ou une très forte motivation et une expérience réussie de direction d'usine. Plus qu'une connaissance du secteur d'activité, nous recherchons un manager disposant d'un fort caractère, combatif, organisateur, pragmatique avec le sens du concret et du terrain, motivé à l'exportation pour 3 ans minimum. Bonnes facultés pour apprendre les langues étrangères.

Pour réussir cette implantation, vous bénéficierez d'une période d'intégration de quelques mois en France, au sein du groupe et durant votre phase de prise de fonction en POLOGNE, vous aurez le soutien technique des équipes françaises.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet sous la référence C/DUEL.M. à notre conseil J.P. GULLON - RPO - 21, bd Vivier-Merle - 69427 LYON cedex 03.

**Raymond Poulain Consultants**



LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

agence spécialisée des Nations Unies ayant son siège à Genève, cherche

un(e) attaché(e) de presse de langue française

pour son Bureau de l'information publique

Le candidat, âgé de préférence de 25 à 40 ans, doit avoir un diplôme universitaire francophone ou une formation équivalente ainsi que plusieurs années de pratique du journalisme. Outre une parfaite maîtrise de la langue française, il doit avoir une bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol, il doit posséder un style clair et correct et être capable de transposer en langage simple des données parfois complexes. Il doit par ailleurs être apte à travailler rapidement et à entretenir de bonnes relations tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Bureau.

Principales fonctions: rédiger en français des communiqués de presse, articles et reportages sur les problèmes sociaux et du travail; transposer en français les matériels d'information produits en anglais ou en espagnol; réaliser des interviews radio et participer à la rédaction des programmes radio et audio-visuels en français; répondre aux demandes des journalistes et assurer de bonnes relations de travail avec les médias; faire fonction d'attaché de presse aux réunions de l'OIT.

Les conditions d'emploi sont intéressantes: traitement et indemnités élevés, 30 jours ouvrables de congé annuel, congé dans les foyers, caisse de pensions, assurance maladie et accidents.

A qualifications égales, la préférence sera donnée aux candidatures féminines et aux candidatures des ressortissants de pays sous-représentés au BIT.

Les candidatures avec C.V. complet et les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Bureau de correspondance du BIT: 205, boulevard Saint-Germain, F-75340 Paris Cedex 07 (France), téléphone (00331) 45 48 92 02. Réf. à indiquer: V/PRESSE/71/90. Date de clôture: 20 novembre 1990.

IL NE SERA PRIS CONTACT AVEC LES POSTULANTS QUE SI LEUR CANDIDATURE EST EFFECTIVEMENT RETENUE.

REPRODUCTION INTERDITE

St Hilde

36 15

Le service télé...

expert de l'emploi

ABOUBOURSE

Le 1

AUX STRATEGES

EXON

CHEMICAL



Jeudi 15.11.90

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'International

... Le Monde • Jeudi 15 novembre 1990 39

**International Fund for Agricultural Development, (United Nations) Rome, Italy**  
seeks two  
**SENIOR ECONOMISTS** (one P5, one P4/5)  
**Post A** Participates in and organizes in-depth rural and agricultural sector surveys and country studies in Asia region; prepares country briefs; organizes special programming missions to African countries; contributes to review process of projects in terms of Lending Policies and criteria; prepares economic, agricultural and rural sector-related texts; assists in facilitating cooperation between IFAD and development institutions.  
**Post B** Reviews Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators; prepares periodic Programming Framework for Lending Programs; reviews policy issues related to project lending; prepares statements; assists in planning and preparation of Annual Reports; undertakes project and country-related data analysis and replenishment issues.  
**QUALIFICATIONS AND EXPERIENCE:**  
Advanced University Degree in Economics or equivalent; published material; 10-15 years experience in policy, planning and economic analysis at senior/multinational levels; field experience; complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly; working knowledge of Arabic, French or Spanish an asset.  
**SALARY & BENEFITS:** Depending on qualifications, net salary in P4/P5 range will be US\$ 38,050 to US\$ 55,214. Cost of living allowance US\$ 24,123 to US\$ 35,008 subject to change according to United Nations Common System.  
**DURATION:** Indefinite contract, two years.  
**DATE OF ENTRY ON DUTY:** as soon as possible.  
Please send detailed résumé in duplicate indicating post of interest to:  
IFAD - Personnel Division  
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - ITALY  
Closing date for applications: 29 November 1990  
Only shortlisted candidates will receive an acknowledgment.

**IUED La fondation pour l'étude du développement - Genève**  
met au concours le poste de  
**DIRECTEUR/DIRECTRICE**  
de l'Institut universitaire  
d'études du développement  
Entrée en fonction: 15.7.92  
Candidatures jusqu'au 12.12.90  
M. Aubert, président - IUED - case postale 136 - CH-1211 Genève 21.  
Des informations complémentaires peuvent être obtenues au secrétariat de l'IUED.

**PARIS**  
**marrel**  
division de BENNES MARREL S.A.  
**Commerciale ou technique, votre formation (Bac + 4) au profit de votre passion pour la vente EXPORT**  
Etudier le marché, répondre aux appels d'offres, négocier, vendre : pour faire croître notre Chiffre d'Affaires auprès d'une clientèle par nature internationale - aéroports, Compagnies aériennes... - vous êtes occupé plus de la moitié de votre temps par vos voyages dans le monde entier et par la réception de vos clients en France.  
5 ans d'expérience à l'Export, la trentaine environ, adaptable à différentes mentalités, c'est dans la diversité de vos interlocuteurs que vous trouvez votre plus grande satisfaction. Votre connaissance de leurs modes de pensée vous rend immédiatement autonome dans votre approche Marketing et Commerciale, pour réussir dans le secteur de nos produits - matériels de servitude aéroportuaire - qui mettent en oeuvre la mécanique, l'hydraulique et l'électricité. Your English is perfectly fluent, practice of German would be a plus.  
Vous avez l'état d'esprit : les Consultants de l'Air du Management étudieront le dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + photo) que vous leur enverrez, 93 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, sous réf. 1114.  
**L'AIR**  
du Management  
ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

**Représentants de vente/importateurs**  
Droits de vente exclusifs  
Nous sommes une société commerciale allemande et sommes en train d'ouvrir un réseau de distribution à travers l'Europe. Nos secteurs principaux sont : bicyclettes, articles de sports et accessoires, articles de toilette, articles en cuir, divers autres, machines de traitement de métal et de bois.  
Nous vous proposons de nous représenter en indiquant votre branche :  
EURIMEX  
Handelsgesellschaft mbH  
Waldstrasse 12  
7835 Tübingen-Wienburg  
R.F.A.  
Fax: (49) 7143-56-98  
**PROFESSEUR**  
Célèbre et ancien pensionné privé en Suisse romande, préparant le baccalauréat français, cherche pour le mois de janvier 1991 un  
Expérimenté en sciences économiques et de géographie.  
Envoyer C.V. et références à :  
La Direction - Institut Le Royer  
Ch. 1180 Rolle  
**POSTE OUTRE-MER**  
Centaine de postes bien payés. Occasion pour tous. Renseignements gratuits. Services d'emploi outre-mer. Dico, L.M., C.F., 450, rue More-Royal, QUÉBEC, CANADA H3P 3C7.

**DEMANDES D'EMPLOIS**  
**German Manager (f)**  
Ph. D., M.A., 20 years of experience in planning and implementing international conferences, seminars and training courses, partner institutions mainly Asian development banks and government institutions, would like to take up management post in your company/institution in France.  
Fluent in German, English and French. Basic knowledge of Spanish and Persian.  
Please write to Le Monde Publicité, rue de Montessuy, 75007 Paris, Number 7130

**Le Monde Cadres**  
Constructeur italien de raccords DIN 2353, déjà très connu sur les marchés européens, Allemagne incluse, recherche actuellement sur le territoire français des :  
**AGENTS DE DISTRIBUTION**  
déjà affirmés, possibilité de représentation exclusive, dans les régions de :  
**LYON - MARSEILLE ET SUD DE LA FRANCE**  
Collaboration étroite assurée par la maison mère pour une rapide introduction du produit.  
Écrire même par télex en indiquant la région intéressée, à :  
**RASTELLI RACCORDI SRL VILLANTERIO (PV) ITALIE**  
Telex : 321667 - Fax : 0382/967080

**36 15**  
**IM**  
Le service télématique expert de l'emploi des cadres

**L'AGENDA**  
**Ateliers**  
Ateliers écriture et orthographe pour adultes, Paris-8<sup>e</sup> Tél. : 30-59-89-51  
**Bijoux**  
**BIJOUX BRILLANTS**  
La plus formidable école, à que des affaires exceptionnelles, écrit la guide de Paris par chez la en silences, bijoux, adresses, en bijoux, robes, bijoux, en bijoux, bijoux, en bijoux.  
**PERRON OPERA**  
Angle bd des Indes 4, Champs-Élysées  
Achetez tous bijoux ou échangez. Aidez-nous à nous en débarrasser. 37, avenue Victor-Hugo.  
**GILLET**  
**SPECIALISTE BIJOUX ANCIENS**  
19, r. d'Arcole, Paris-6<sup>e</sup> 43-54-00-53.  
**Conférence**  
Si l'art vous intéresse l'association PALETTE vous propose des conférences et des visites-conférences. Pour tous renseignements appelez le 42-71-52-67 ou le 45-84-20-88  
**Cours**  
Autrichiens, dipl. université, dom. 8<sup>e</sup>, donne cours part. d'ALLEMAND, post. cours intensifs. Tél. : 42-84-11-24.  
**COURS D'ARABE**  
JOURNÉE, SOIR, SAMEDI. AFAC 42-72-20-58  
**COURS D'ALLEMAND**  
Groupes, individuels. Tél. : 45-40-88-55.  
**Echange**  
Expert en informatique en France pour 1 ou 2 ans. RECHERCHE ECHANGE, app. ou pay. 3 chambres, Paris sud centre équivalent au cœur SILICON VALLEY. Tél. : 40-26-28-49 ou (15-1) 408-973-1026.  
**Stages**  
**A LOUER**  
pour séminaires ou stages  
**MAS PROVENCAL**  
Tél. 13 ch. 2 dorées, grilles 2<sup>e</sup> étage, parc 1000 m<sup>2</sup>, 40 ans. J. FOREST. Tél. 43-30-20-61.  
**Vacances**  
**Tourisme**  
**Loisirs**  
Driscoll House Hotel, 200 chambres indiv., 120 suites meub. par pers., bonne cuisine. Rens. : 172, New Kent Road, London SE1 4YT, G.B. 19-44-71-703-4178.  
**Automobiles**  
**ventes**  
de 8 à 11 CV  
Vente cause double emploi  
**GOLF GTI 16S**  
Modèle 88, couleur gris anthracite, toit ouvrant, ALARME EKRON, 73 000 km, 3 cv. GARANTIE 16 MOIS VAG. Partiel état. Tél. : 42-72-31-00.  
**A VENDRE**  
ALFA Romeo 90 2 litres inj. Année 1986. Puissance : 8 CV (130 CV din) Toutes options + jantes alu. 32 550 km. PK : 42 000 F. à débattre. Tél. 42-35-45-08 (à partir de 18 heures). Vend R 19 TXE S P, avril 89, 30 000 km, rouge, jantes alu. PK : 33 000 F. Tél. : 80-02-94-44  
**JURISTE** 24 ans, maîtrise en droit privé. Expériences réussies dans un cabinet d'avocat et dans une grande banque à Paris. Micro-informatique, trilingue. Recherche poste dans un service juridique ou dans une banque. Tél. : 45-34-87-81.  
**MÉDECIN**, 42 ans, série chargée, immédiat. Disponible, pratique parée et sortie de l'Anglais, du russe, de l'allemand, cherche reconversion, mobilité à l'étranger acceptée. 84-26-33-99. Ecrire sous réf. 8140 au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75008 Paris.  
**J.F.** 27 ans, BTS secrétaire bureautique, 3 ans exp. cherche poste momentané et son professionnalisme dans poste à responsabilité motivant. Maîtrise TTX (World 4, Tamed). Disponible rapidement. Ouvert à toutes propositions sérieuses. Tél. : 47-38-56-33  
**FEMME**  
**CHEF DU PERSONNEL**  
33 ans, 10 ans d'expérience professionnelle dans la fonction publique (effectif géré 1 000 salariés, 3 conventions collectives, responsabilités élevées). Recherche poste de chef du personnel. Ecrire sous réf. 8140 au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75008 Paris.  
**Homme** 31 ans, Directeur commercial, Niv. maîtrise d'économie, Aptitude à l'analyse, ch. à donner toute impulsion à ses collègues. Etude des propos. Méthodes. Ecrire s.v.p. M/11 à : HYPERBOLE 2, rue de Magenta, 75010 Paris, qui transmet.  
Diplômé, anglais, bilingue, avec expérience et action en enseignement, ch. emploi à Paris, s.v. et références sur demande. Boite postale.  
**J.H. TRENTAINE** formation DECS 7 ans Audit, méthode, reconstruction analyse financière dans filiales étrangères multinationales. Ecrire sous réf. : 8128 au Monde Publicité 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.  
**AGENT D'ACCUEIL LIBRE**  
fin novembre cherche emploi dans organisme de formation. Ecrire sous n° 6135 Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy 75007 Paris.  
**Secrétaire de direction**, 30 a., exp. de l'organisation événementielle, rech. emploi secteur tourisme, communication, rel. publiques. Tél. : 47-81-59-49 ap. 20 h.  
**J.F.** 24 a., brève spécialisée : propriété, littéraire, artistique, industriel et droit commerciaux, recherche emploi. Tél. : (19) 82-33-11-64

**Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.**

**LA BOURSE**  
**Le 1**  
Ces entreprises vous offrent  
**LES STAGES DES STAGES A VOCATION INTERNATIONALE**  
**EXON**  
**CHILL**  
**WATERMAN**  
**CLISTRA**  
**NEURONES ASSOCIÉS**  
**THOMSON**  
**MUST**  
**Seila**  
**Le Monde INITIATIVES CAMPUS**  
**ESCPA**  
**EUROPE 1**



## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**  
ARCADES TULIERES  
STUDETTE à rénover,  
acc. grande cour, 2 fen-  
êtres, 485 000 F.  
Tél. : 42-80-10-06

**3<sup>e</sup> arrdt**  
R. ARDUBUSIER poterie  
vend dans un état, CHA-  
MAINT 3 P. rénové, cuis.  
équipée, chauff. central, indiv.  
Tél. : 45-04-26-30

**3<sup>e</sup> MARIAS**  
Beau 2 P. et ch. rue et cour.  
Refait nt. Bains, vit. adossés,  
1100 000 F. 42-71-81-48

**4<sup>e</sup> arrdt**  
RUE ST-MERRE  
TRES GRAND LUXE  
Duplex 103 m<sup>2</sup>, balcon  
6 m<sup>2</sup>, 2 chbres, 4 s.d.b.,  
mezzanine double hauteur,  
parking.  
Livraison 1992  
45-74-20-43  
45-72-50-50

**ILE-SAINT-LOUIS**  
Gd 2 pces, face égée, enco-  
lées, chambr., s/cour, pos-  
sibles, chemin, Baignoire de  
carré, vit. adossés,  
2 250 000 F. 42-71-82-79

**PLACE DES VOSGES**  
Imm. luxueux, app. env.  
100 m<sup>2</sup>, entr., living +  
2 chbres, 2 s.d.b., park.  
45-69-04-22

**5<sup>e</sup> arrdt**  
R. CLAUDE-BERNARD  
Pisces vend dans un état, rénové,  
acc. jardin, 2 chbres, 2 s.d.b.,  
Tél. : 45-04-24-30

**PANTHEON**  
Orignal 2 p. tout conf., cuis.  
belle, mezzanine, poterie et  
chambre séparées, plan sol.  
chambre, possession de  
1 300 000 F. 42-28-16-81

**5<sup>e</sup> MONGE**  
Beau 2 P. et ch. s/rue. Bien  
exposé, Bains, vit. Cote,  
1 050 000 F. 45-71-81-48

**6<sup>e</sup> arrdt**  
R. DU DRAGON  
Charmant studio 27 m<sup>2</sup>,  
Dortoir, ch. 2<sup>e</sup> s/cour, Cote,  
45-22-03-80  
43-69-04-22

**CROIX-ROUGE 8<sup>e</sup> étage**  
acc. studio confort  
F. FAURE 45-49-22-70

**6<sup>e</sup> VANEAU**  
Imm. rénové, 8 s. d. b., 2<sup>e</sup> ét.  
NOTAIRE 42-47-12-17

**UNESCO 3-4 pièces**  
tout conf. + serv. Bel imm.  
COTIM 47-82-74

**AV. SUFFREN**  
CHAMBRE, 7<sup>e</sup> asc. Vue  
Tour Eiffel, De magnif. imm.  
per. de 1 200 000 F. 42-71-82-74

**INVALIDES**  
APPT D'EXCEPTION, 6<sup>e</sup> ét.  
Acc. pierre de l. 6 P. Gd  
bail, chbre serv.  
VUE TOUR EIFFEL et INVA-  
LIDES 7 600 000 F.  
LA TRIBUNE, 45-65-43-43

**LA BOURDONNAIS**  
Bel imm. pierre de l. 2 P. 1.  
55 m<sup>2</sup>, bail, 3<sup>e</sup> ét.  
2 400 000 F.  
IMVIC 42-87-37-45

**SECUR. s. av. et jardin, 44<sup>e</sup>**  
serr. lux., chbre équipée,  
5 fenêtres, 42-38-88-05

**8<sup>e</sup> arrdt**  
SAINT-AUGUSTIN  
MALESHERBES  
240 m<sup>2</sup> + STUDIO  
PPTARE, IMPECC.  
45-62-13-43

**9<sup>e</sup> arrdt**  
RUE DE ROMÉ  
Pisces vend dans un état, rénové,  
acc. jardin, 2 chbres, 2 s.d.b.,  
Tél. : 45-04-24-30

**CHAMPS-ELYSEES (proche)**  
Idol prof. lib. 210 m<sup>2</sup> env.  
Bong + bars + 3 chbres,  
2 bns. Trousse à prévoir.  
43-68-04-22

**9<sup>e</sup> arrdt**  
CARACTÈRE  
4-5 P. IMPECCABLE  
2 180 000 F. 42-87-09-09

**10<sup>e</sup> arrdt**  
PPTARE VENDI GDS  
BOULEVARDES, 200 m<sup>2</sup>  
+ 30 m<sup>2</sup> TERRASSE, Pans  
de l. acc. 4 500 000 F.  
40-78-03-71

**11<sup>e</sup> arrdt**  
PÈRE-LACHAISE  
Imm. rénové, beau 2 P. et  
ch. 4<sup>e</sup> s/rue, Bns. s/cour,  
43-45-37-00

**FAIDHERBE-CHALIGNY**  
70 m<sup>2</sup> env., confort, style,  
mezzanine, 1 350 000 F. 45-49-22-70

**PRÉS RÉPUBLIQUE**  
2 P. tout conf., ch. ch. ch. ch.  
belle, 2<sup>e</sup> s/cour, Cote,  
395 000 F. 43-70-04-64

**12<sup>e</sup> arrdt**  
DALMÉSIE, Pans Bns  
Studio, tout conf., acc. Bns.  
Vue dégagée, 387 000 F.  
Cred. 43-70-04-64

**13<sup>e</sup> arrdt**  
PEUPLIERS MAISON  
170 m<sup>2</sup> + jardin 75 m<sup>2</sup>,  
8 800 000 F. 45-65-43-43

**14<sup>e</sup> arrdt**  
DEPART bel ancien, acc.  
studio ou 4 p. à rénover,  
Gd, récent 2 p. s. jardin  
Rend-Cour, standing, 5 p.  
Tombes-lacour, plan sol.  
lv. 4 chbres, Tél. : 43-25-  
18-35

**14<sup>e</sup> arrdt**  
PLAISANCE, 2 PCES  
N<sup>e</sup> ALÉSIA, P. de l. tout  
récent, très belle 3 pces, cuis.  
équipée, bns, w.c., cave, bail,  
1/2 s/cour, poss. 250 000 F.  
2 200 000 F. 43-27-81-10

**15<sup>e</sup> arrdt**  
CHARLES-MICHEL, à rén-  
over, 2 PCES, 760 000 F.  
Tt conf., ch. ch. ch. ch. ch.  
45-68-01-00

**16<sup>e</sup> arrdt**  
TROCADÈRE  
Imm. pierre de l. 2 pces,  
rénové, bail, 2 chbres,  
45-04-22-15

**17<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> ANGE-AUTEL  
3 P. g. d. bail, imm. pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**18<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**19<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**20<sup>e</sup> arrdt**  
GAMBETTA 2 P. TT CPT  
Gd 2<sup>e</sup> s/cour, 2 chbres, 2 s.d.b.,  
Tt conf., 1 100 000 F. 42-87-09-09

**21<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**22<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**23<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**24<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**25<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**26<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**27<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**28<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**29<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**30<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**31<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**32<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**33<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**34<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**35<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**36<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**37<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**38<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**39<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**40<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**41<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**42<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**43<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**44<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**45<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**46<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**47<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**48<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**49<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**50<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**51<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**52<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**53<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**54<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**55<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**56<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**57<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**58<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**59<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**60<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**61<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**62<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**63<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**64<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**65<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**66<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**67<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**68<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**69<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**70<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**71<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**72<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**73<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**74<sup>e</sup> arrdt**  
N<sup>e</sup> EXELMANS  
4 P. 94 m<sup>2</sup> env., pierre de  
l. 2 pces, 8<sup>e</sup> ét., acc. ref.  
entièrement, 2 chbres,  
cuis., w.c., 250 000 F.  
AVIS 40-71-85-80

**75<sup>e</sup> arrdt**



100150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 15 novembre 1990 41

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>1<sup>er</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>MEUDON</b>		
<b>STUDIO</b>	14-20, rue des Boudonnais	3 881	Park., 3 <sup>e</sup> étage	46 bis, rue Mouzelle	8 850	2 parkings, 85 m <sup>2</sup>	68-76, rue de la République	6 850
40 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SOLVEG 40-67-06-99	+ 597	Immeuble neuf	SAGGEL 47-42-44-44	+ 859	3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 282
	Frais de commission	+ 3 312		Frais de commission	+ 4 732	Immeuble neuf	Frais de commission	+ 4 874
<b>3 PIÈCES</b>	7, rue Moïse	9 600	<b>4 PIÈCES</b>	46 bis, rue Mouzelle	7 400	<b>MEUDON</b>	3-3 bis, rue du 11-Novembre	5 680
Parking	SAGGEL 47-42-44-44	+ 2 119	Park., 82 m <sup>2</sup>	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 021	Parking	SAGGEL 48-08-95-70	+ 1 019
80 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Frais de commission	+ 8 831	1 <sup>er</sup> étage	Frais de commission	+ 5 286	87 m <sup>2</sup>	48-08-95-69	
refait neuf						Rez-de-chaussée	Frais de commission	+ 4 028
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>			<b>4-5 PIÈCES</b>		
<b>STUDIO, PARK.</b>	5/7, rue Saint-Hubert	2 800	<b>4 PIÈCES</b>	BAILLY	5 570	Parking, 107 m <sup>2</sup>	MEUDON	8 200
30 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	AGF 42-44-00-44	+ 240	Park., 82 m <sup>2</sup>	32, square des Marronniers	+ 1 194	1 <sup>er</sup> étage	68-76, rue de la République	+ 1 582
cave	Frais de commission	+ 1 850	Rez-de-jardin	SOLVEG 40-67-06-99	+ 4 578	Immeuble neuf	SAGGEL 47-42-44-44	+ 5 835
<b>STUDIO MEUBLÉ</b>	HOME PLAZZA NATION	5 500	<b>STUDIO</b>	GUYANCOURT	1 800	<b>MEUDON</b>	3-3 bis, rue du 11-Novembre	3 600
20 m <sup>2</sup> sur jardin	HOME PLAZZA 40-08-40-00	+ 825	Parking, 41 m <sup>2</sup>	1, rue de la Liberté	+ 520	Parking, 32 m <sup>2</sup>	SAGGEL 47-42-44-44	+ 313
<b>2 PIÈCES MEUBLÉ</b>	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	4 <sup>e</sup> étage	AGIFRANCE 47-42-17-81	+ 1 537	Rez-de-cha., terrasse	LOC INTER 47-45-19-97	
50 m <sup>2</sup> sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275		Frais de commission				
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>MAISON</b>	GUYANCOURT	5 900	<b>4 PIÈCES</b>	NEUILLY-SUR-SEINE	9 800
<b>3 PIÈCES</b>	32, rue de Picpus	5 809	5 pièces, 111 m <sup>2</sup>	3, allée des Ajoncs	+ 201	Park., 87 m <sup>2</sup>	7 bis, rue de Rouvray	+ 763
Parking	SOLVEG 40-67-06-99	+ 995	Garage	SAGGEL 48-08-95-70		4 <sup>e</sup> étage, balcon	LOC INTER 47-45-19-97	
70 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Frais de commission	+ 4 758		48-08-90-38	+ 4 198			
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	3 405	<b>2 PIÈCES</b>	SAINT-CLOUD	4 800
<b>2/3 PIÈCES</b>	27/29, av. Stephen-Pichon	6 200	Park., 38 m <sup>2</sup>	40, rue des Ursulines	+ 340	Park., 60 m <sup>2</sup>	1, square Clotilde	+ 437
Park., 75 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> ét.	GCI 40-16-28-70	+ 1 540	Rez-de-chaussée	AGF 42-44-00-44	+ 2 422	Rez-de-chaussée	SAGGEL 48-08-95-70	+ 3 416
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>6 PIÈCES</b>	VERSAILLES	7 900		48-08-95-69	
<b>2 PIÈCES</b>	199-201, av. du Maine	5 662	Parking	96, avenue de Paris	+ 1 041	<b>3 PIÈCES</b>	SÈVRES	5 500
Park., 48 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> ét.	LOC INTER 47-45-19-97	+ 389	116 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 48-08-95-70	+ 5 621	Park., 85 m <sup>2</sup>	41, Grande-Rue	+ 787
<b>4 PIÈCES</b>	199-201, av. du Maine	9 800		Frais de commission		2 <sup>e</sup> étage	SOLVEG 40-67-06-99	+ 4 226
Parking, 87 m <sup>2</sup>	LOC INTER 47-45-19-97	+ 703	<b>3 PIÈCES</b>	VIROFLAY	5 480	Immeuble neuf	Frais de commission	
5 <sup>e</sup> étage			Parking, 75 m <sup>2</sup>	2, rue Joseph-Bertrand	+ 1 060			
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2<sup>e</sup> étage</b>	CIGIMO 48-00-89-89	+ 4 215	<b>3 PIÈCES</b>	SURESNES	5 600
<b>STUDIO</b>	21, rue Balard	4 750	Balcon	Honoraires de location		Parking	27, av. Georges-Pompidou	+ 1 185
Parking, 42 m <sup>2</sup>	SAGGEL 47-42-44-44	+ 457				79 m <sup>2</sup> , rez-de-cha.	SAGGEL 47-42-44-44	+ 3 985
5 <sup>e</sup> étage, terrasse	Frais de commission	+ 3 380	<b>3 PIÈCES</b>	VIROFLAY	6 540	Immeuble neuf	Frais de commission	
<b>DOUBLE LIVING</b>	45, rue d'Alger	3 768	Parking, 60 m <sup>2</sup>	2, rue Joseph-Bertrand	+ 1 125			
45 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	AGF 42-44-00-44	+ 890	4 <sup>e</sup> étage	CIGIMO 48-00-89-89	+ 4 980	<b>4 PIÈCES</b>	SURESNES	7 000
Cave, Parking	Frais de commission	+ 2 879	Balcon	Honoraires de location		Park., 88 m <sup>2</sup>	9, av. Georges-Pompidou	+ 1 310
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			<b>4 PIÈCES</b>	SURESNES	4 981
<b>STUDIO</b>	120, rue Lauriston	4 325	<b>MAISON INDIVIDUELLE</b>	DRAVEIL	8 950	<b>2 PIÈCES</b>	SURESNES	6 700
Park., 38 m <sup>2</sup>	SAGGEL 47-42-44-44	+ 864	7 pièces à étage	Le Parc du Château	+ 250	2 parkings	27, av. Georges-Pompidou	+ 1 375
5 <sup>e</sup> étage	Frais de commission	+ 3 078	148 m <sup>2</sup>	2, allée des Fierres		83 m <sup>2</sup>	SAGGEL 47-42-44-44	+ 4 788
<b>4 PIÈCES</b>	57-69, av. Victor-Hugo	18 034	Garage	GCI 40-16-28-69		3 <sup>e</sup> étage	Frais de commission	
Parking, 127 m <sup>2</sup>	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 799						
4 <sup>e</sup> étage	Frais de commission	+ 12 833	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>5 PIÈCES</b>	VANVES	8 128
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4-5 PIÈCES</b>	ASNIÈRES	7 100	Park., 127 m <sup>2</sup>	114, av. Victor-Hugo	+ 1 699
<b>3 PIÈCES</b>	15-17, rue Nicolas-Chauquet	10 000	Park., 106 m <sup>2</sup>	25, avenue d'Argenteuil	+ 1 234	1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 5 784
71 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> ét.	L'EPARGNE DE FRANCE	+ 900	1 <sup>er</sup> étage	SAGGEL 47-78-15-85	+ 5 052			
10 m <sup>2</sup> , balcon	40-54-25-72		Immeuble neuf	Frais de commission		<b>2 PIÈCES</b>	CACHAN	3 600

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro d'été jeudi

REND-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



RESIDENCES HOTELIÈRES  
HOME PLAZZA

L'ÉPARGNE  
DE FRANCE



CIGIMO  
GROUPE GTF

sefimeg

sagel vendôme  
GROUPE UAP

SOLVEG  
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

CODIM







o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



La préparation du 27<sup>e</sup> congrès du PCF

## M. Fiterman répond au geste d'ouverture de M. Lajoie

La direction du Parti communiste lève le drapeau et change son fusil d'épaule à un mois du 27<sup>e</sup> congrès du PCF, convoqué du 18 au 23 décembre à Saint-Ouen. Après avoir refusé pendant deux mois d'organiser la discussion préparatoire en opposant le contre-projet de M. Charles Fiterman à son propre projet de résolution, comme le souhaitait l'ancien ministre des transports, elle vient de prendre l'initiative spectaculaire d'inviter celui-ci à participer à une réécriture du texte adopté en septembre par le comité central.

M. André Lajoie, qui préside la commission chargée d'organiser la discussion, dont M. Fiterman s'est retiré le 29 octobre, (le Monde du 7 novembre) a, en effet, fait savoir aux « refondateurs », par le canal de l'AFP, mardi 23 novembre, qu'il était prêt à envisager une révision du projet de résolution

actuellement soumis à l'analyse des militants. « C'est une ouverture, c'est tout à fait nouveau », souligne le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

« On pense que sur certains points on peut modifier le texte. On va réécrire, compléter, exprimer des idées nouvelles afin d'arriver à un texte représentatif de ce qu'ont dit les communistes dans la tribune de discussion ou dans les cellules. »

Dans l'Humanité du lundi 12 novembre, déjà, M. Lajoie, dans une directive adressée aux responsables de sections et de fédérations, soulignait : « Toutes les conditions doivent être créées, à tous les niveaux, pour une traduction fidèle de ce que pensent et ce que veulent les communistes. » Et, mardi, toute la journée, M. Lajoie a cherché à prendre contact avec M. Fiterman pour lui proposer un rendez-vous en fin de semaine afin de parvenir à une entente sur la suite des événements.

## Retirement

Ce retraitement traduit l'embarras dans lequel se trouve la direction du PCF devant la pression qu'exerce l'en témoignage d'ailleurs les points de vue divergents publiés par l'Humanité et l'Évolution. Dans l'Humanité du mercredi 14 novembre, c'est, par exemple, l'ancien ministre de l'Énergie (Val-de-Marne), M. Marcel Rosette, qui intervient en tant que « vétéran » du parti pour réaffirmer, à son tour, son appui à M. Fiterman. Le Pors, Ralite, etc., en disant que « dans son état actuel, le projet de résolution du comité central ne répond pas aux nécessités de notre temps » et en jugeant que le comportement de la direction du parti à l'égard de M. Fiterman traduit, en fait, un refus « de faire que la démocratie devienne le centre de gravité du fonctionnement du parti ».

M. Fiterman eut beau jeu de répondre à M. Lajoie par la même voie, mercredi matin, en relevant que la direction apporte ainsi elle-même de l'eau au moulin des « refondateurs » puisqu'elle admet implicitement que le projet de résolution arrêté par le comité central « ne convient pas et ne sera pas en toute hypothèse, révisé ». L'ancien ministre des transports se trouve donc conforté dans sa conviction que « c'est véritablement d'une résolution nouvelle portuse d'une démarche ouverte, novatrice, offensive » que son parti « a besoin ». Mais cet aveu n'a pas suffi à le faire spontanément changer d'avis en moment où il ne veut plus cautionner des méthodes de travail qu'il a estimées « inacceptables ».

Dans son entourage, on s'étonnait d'ailleurs, mercredi matin, que M. Lajoie fasse de cette façon à M. Fiterman une telle proposition qui pourrait aboutir à un texte consocié entre chefs alors qu'il y a quelques jours encore la commission présidée par M. Lajoie n'insistait contre « les pratiques politiciennes fondées sur les combats de chefs ». M. Fiterman a donc fait observer à M. Lajoie qu'il n'imaginait pas que « l'on envisage de dessaisir les communistes » des prérogatives qui leur appartiennent, en soulignant que « c'est au congrès » que les propositions de la base militante « pourront être prises en compte » et que « la résolution nouvelle pourra être arrêtée sur la base d'un travail positif ».

ALAIN ROLLAT

Nouvelle étape dans la lutte contre l'épidémie

## Un numéro vert contre le sida

MM. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et Bruno Durieux, ministre-délégué chargé de la santé, devaient faire mercredi 14 novembre une communication en conseil des ministres consacrée à la politique de lutte contre le sida. Ils devaient ensuite présenter, lors d'une conférence de presse, le bilan et les perspectives de cette politique et annoncer à cette occasion la mise en place d'un service téléphonique permanent d'écoute et de soutien.

On estime aujourd'hui à 15 000 le nombre de cas de sida enregistrés en France depuis le début de l'épidémie, et les diverses évaluations objectives portant sur la situation situent entre 100 000 et 200 000 le nombre de personnes séropositives. La classe d'âge la plus affectée est celle des 30-39 ans, suivie par celle des 20-29 ans. Si la majorité des cas concerne des personnes homosexuelles ou toxicomanes, on assiste aussi en France, comme dans la plupart des pays industrialisés, à la diffusion rapide du virus à partir de relations hétérosexuelles non protégées.

Une politique de prévention plus volontariste aurait-elle permis d'éviter la situation actuelle ? Sur ce point, les avis des spécialistes divergent. Cette politique a, pour l'essentiel, jusqu'à présent, été basée sur l'information concernant les modes de contamination, l'incitation à l'usage des préservatifs, ainsi que sur la nécessaire solidarité à l'égard des malades. C'est ainsi, rappelle-t-on auprès de M. Evvin, que l'Agence française de lutte contre le sida (détachée en 1990 d'un budget de 84 millions de francs) a lancé depuis l'an dernier, une série d'actions de communication (campagnes télévisées et radiophoniques, « actions de terrain », travail en collaboration avec des intervenants travaillant auprès des homosexuels, des prostituées, etc.).

Il n'en est pas moins vrai qu'en

dépit des efforts déployés, le bilan aujourd'hui est loin d'être tout à fait positif. Pour progresser dans ce domaine, l'Agence française de lutte contre le sida et la Fédération AIDES mettent en place à compter d'aujourd'hui le premier « numéro de téléphone national d'information, d'écoute et de soutien, gratuit et permanent » (voir encadré).

On ne cache pas d'autre part, dans l'entourage de M. Evvin, une vive inquiétude devant la situation parisienne en matière de prise en charge hospitalière des séropositifs et des malades atteints de sida. « Tout se passe », explique-t-on, « comme si les réseaux d'information conduisaient les malades vers les deux ou trois centres parisiens très connus dans ce domaine et qui, de fait, sont surchargés. Cette situation est d'autant plus injustifiée que de nombreux hôpitaux sont aujourd'hui à même de prendre en charge ces personnes, dans des conditions identiques, avec la même qualité de soins ».

On souligne en particulier au ministère que, en 1989 et 1990, 1 milliard de francs de crédits supplémentaires et six cents postes ont été créés pour répondre à l'augmentation des besoins de prises en charge du fait de la progression du nombre des malades et de l'allongement de leur durée de vie grâce aux derniers progrès de la thérapeutique.

JEAN-YVES NAU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Flics et fric

Moi, je me fends la pipe en lisant ce matin dans la presse les savants diagnostics de nos docteurs en sociologie sur la grande misère des cités livrées aux forces du désespoir et du désordre. Allègrement secondées par les forces de l'ordre, comme en témoigne l'arrestation, hier, à Lyon, de ces rigoureux coupables d'une bonne centaine de braquages, de hold-up, de prises d'otages et de crimes en tout genre. Ils ont bonne mine, aujourd'hui, les convoyeurs de fonds avec leur grève à la con : Vous vous rappelez les queues devant les billetteries et les guichets de banque asséchés faute d'argent liquide ? Leur slogan : Plus de flics, sinon plus de fric !

Faut les comprendre. Ils étaient pas tellement protégés, les pauvres, au volant de leurs fourgons blindés, ceux de la Transval, en particulier. Chaque fois qu'ils sortaient, c'était pour aller à l'abattage. Ils en ont eu marre ! La police, elle sert à quoi ? Ban à ça, justement, à se sucrer : Par ici, le monnaie. Et par sur tout ce qui passe ou qui réside ! Super-renseignés, ils se sentaient plus

péter, avec leurs pétards de service, ces gendarmes qui jouaient aux voleurs dans les banques et les bars FMU à la barbe de leurs supérieurs.

Et à la nôtre ! En faisant, depuis cinq ans, les gros titres des journaux, ils n'ont pas peu contribué à ce climat d'insécurité brillamment illustré lundi dernier par les lycéens bosselés, éternelles victimes, sous l'œil impavide de CRS sourds à leurs SOS, des casseurs qui les rackettent à la sortie des écoles.

Mais voilà mieux, voici la preuve scientifique de cette formidable démonstration par l'absurde. Terrorisés par la horde sauvage d'une bande de loubarbs à l'école-sous-Bois, les habitants de la cité ont décidé de s'organiser en milice privée. Attentes à main armée dans les parkings et les cages d'escalier, vitres brisées, boîtes aux lettres arrachées, ça devenait infernal. La prochaine fois, je tire, a déclaré à France-Soir l'un des locataires regroupés au sein d'un comité de défense. Et c'est qui, ces gens-là ? Je vous le donne en mille. Des flics ! oui, parfaitement. Agressés par leurs propres enfants !

## AFRIQUE DU SUD

## La police et le pouvoir sont innocentés par les conclusions de l'enquête sur les escadrons de la mort

Une commission d'enquête judiciaire, chargée de faire la lumière sur plusieurs dizaines de meurtres survenus dans les années 70 et 80 et imputés par l'opposition anti-apartheid aux forces de sécurité, a conclu, dans un rapport publié mardi 13 novembre à Pretoria, qu'il était « acquis » qu'il n'existait pas d'« escadrons de la mort » au sein de la police.

Le rapport, tout en dressant un bilan accablant des activités d'une unité secrète de l'armée (suspensée d'au moins un double meurtre), innocentait les autorités politiques, en laissant entendre que les coupables ont agi de leur propre chef. Un précédent rapport, rédigé par le procureur général de la province de l'Etat libre d'Orange et le

chef de la police judiciaire, avait abouti aux mêmes conclusions.

Manifestement soucieux de clore définitivement ce chapitre, le chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, a indiqué qu'il était « temps que prône le calme dans le pays et que cessent les chasses aux sorcières contre des individus ». Les événements en question ne sont produits « d'une époque de confrontations et de conflits graves, qui appartiennent maintenant au passé », a-t-il affirmé. De leur côté, le ministre de la défense et celui de la loi et de l'ordre se sont félicités des conclusions de ce rapport.

Les militants pour la défense des droits de l'homme ne sont pas convaincus pour autant. « Je crois toujours qu'il existait un escadron de la mort au sein de la police », a déclaré l'avocat Brian Curran, un des responsables d'un mouvement ayant soutenu à l'attention du juge Harms (président de la commission) quarante-deux meurtres, sept disparitions et plus de deux cents actes de violence.

L'affaire des escadrons de la mort avait éclaté en octobre 1989, à la suite des aveux tardifs d'un

ancien policier noir, qui avait affirmé avoir appartenu en 1980 et 1981 à un « escadron de la mort » de la police, commandé par le capitaine Dirk Coetzee.

Ce dernier s'était alors enfui du pays, tout en confirmant avec force détails les propos de son ancien subordonné. Ces allégations furent par la suite qualifiées par les autorités de « fausses », de « mensonges sans fondement » ou « injurieuses à caution ». (AFP)

## POLOGNE

## Signature du traité frontalier germano-polonais

Le traité frontalier entre la République de Pologne et la République fédérale d'Allemagne qui a été signé mercredi 14 novembre à Varsovie confirme la frontière existante entre les deux pays dont le tracé a été défini dans le traité conclu le 6 juillet 1950 entre la Pologne et la RDA, ainsi que dans le traité du 7 décembre 1970 entre la Pologne et la RFA. Les deux parties déclarent que cette frontière est inviolable, « maintenant et à l'avenir », s'engageant mutuellement à respecter leur souveraineté et leur intégrité territoriale et à déclarer qu'elles n'ont, ni n'auront à l'avenir, aucune revendication territoriale réciproque. (AFP)

## URSS

## M. Guerassimov ne sera plus porte-parole du ministère des affaires étrangères

M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères et chef du département d'information du ministère depuis 1986, va être nommé à un poste d'ambassadeur dans un pays européen, a annoncé, mardi 13 novembre, l'agence Tass. Il sera remplacé par M. Vitali Tchoukine, trente-huit ans, un proche collaborateur du chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze. Selon des informations, M. Guerassimov, âgé de soixante ans, deviendrait ambassadeur au Portugal. Ce départ de Moscou d'une des personnalités les plus médiatisées d'URSS correspond à d'importants changements dans les rapports de la direction soviétique avec la presse internationale.

On assiste en effet au développement du service de presse du président, sous la houlette de son porte-parole, M. Vitali Ignatenko, au détriment des attributions du service du ministère des affaires étrangères. (AFP)

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Corse : « Peuple contre peuple », par Alfred Grosser ; Maghreb : « Lettre à un ami marocain », par Jacques Chancel ; Consommation : « La publicité qui lave plus blanc », par Pierre Maréchal. 2

La crise du Golfe. 3

Le sommet franco-espagnol « Grande indigestion de vus ». 4

M<sup>me</sup> Thatcher contestée Une revanche de Sir Geoffrey. 5

Les squatters de Berlin Bagarres et expulsions. 6

La réglementation des télécommunications Les sénateurs réclament un haut-conseil de la concurrence. 8

## SECTION B

Le mouvement des lycéens. 12 à 14

Fronte de la télévision publique Les dirigeants d'A2 et de FR3 critiquent ouvertement le turlutte sur l'audiovisuel. 17

## SECTION C

## ARTS • SPECTACLES

« Un théâtre au Sahara », de Bernardo Bertolucci ; Kazuo Ohno danse à Paris ; Les acquisitions récentes du Musée d'Orsay ; « L'Annonce faite à Marie », de Claudel, à la Cartoucherie. 21 à 32

## SECTION D

Négociations du GATT

Une position commune des Européens et des Américains sur le textile. 33

7 000 emplois supprimés chez Olivetti

La crise de l'informatique européenne. 33

La baisse du dollar inquiète l'aéronautique

Avionneurs et motoristes voient leurs recettes chuter. 34

## Services

Abonnements. 2

Annonces classées. 38 à 41

Automobile. 18

Camet. 18

Marchés financiers. 42-43

Météorologie. 19

Mors croisées. 18

Radio-Télévision. 19

La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 novembre 1990 a été tiré à 532 464 exemplaires.

## A nos lecteurs

Des arrêts de travail de certaines catégories du personnel des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) étaient prévus pour l'après-midi du 14 novembre, à l'occasion des manifestations contre la CSG. Ces mouvements risquant d'affecter la distribution de ce numéro du Monde, nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser les désagréments qu'ils auront eu à subir et qui sont totalement indépendants de notre volonté.

